

LA VERITE

Revue théorique
du Parti communiste internationaliste
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



- Rapport politique préparatoire au XXX^e Congrès du PCI
 - Afrique du Sud : La révolution noire contre l'apartheid a commencé
 - URSS : Nouvelle phase de la crise de la bureaucratie
 - La loi Carraz
-
- Le tome 20 des « Œuvres » de Trotsky
 - Documents

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

Revue théorique
du Parti communiste internationaliste
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

Numéro 597 - octobre 1985

(nouvelle série)

SOMMAIRE

- 3 — □ **Rapport politique préparatoire au XXX^e Congrès du PCI**
- 27 — □ **P. DEMINSTEIN**
La révolution noire contre l'apartheid a commencé en Afrique du Sud
- 49 — □ **L. GAUTHIER**
Une nouvelle phase de la crise de la bureaucratie en URSS (première partie)
- 73 — □ **M. CRISTOBAL**
A propos de la révolution cubaine
- 91 — □ **M. ELIARD**
La loi Carraz sur l'enseignement technique

LA VÉRITÉ

109 — F. FORGUE
**Le tome 20 des « Œuvres »
de Trotsky**

115 — Documents :
**Résolution sur le Pérou
adoptée par la conférence des
sections d'Amérique latine de
4^e Internationale-CIR**

**Appel pour la libération des
prisonniers politiques en
Argentine**

**Hommage à Léon Trotsky et
à Léon Sédov**

A NOS LECTEURS

Ce numéro de **La Vérité** présente certains aspects inhabituels. Le comité central du PCI a décidé de rendre public le rapport politique préparatoire au 30^e Congrès. C'était bien évidemment dans la revue du PCI que ce rapport devait paraître. L'introduction de ce rapport donne les motifs politiques de cette décisions. Comme il n'est pas possible — pour des raisons financières — d'augmenter le nombre de pages de notre revue au-delà d'un certain seuil, nous avons été amenés à reporter au prochain numéro la publication d'articles importants, (comme par exemple un article sur « Démocratie, lutte des classes ») ainsi que certaines chroniques.

Rapport politique pour la préparation du 30^e Congrès du PCI

LE XXX^e Congrès du Parti communiste internationaliste (PCI) se réunira les 21, 22 et 23 décembre, à Paris. Comme tous les congrès de notre parti, il est préparé par une discussion libre à laquelle chaque militant est invité à contribuer.

Il est de tradition que le PCI rende publics les principaux documents adoptés par ses congrès dès leur clôture. Toutefois, pour la première fois, le comité central du PCI a décidé de conférer un caractère public à la discussion dès son ouverture, d'en fournir les éléments aux militants des sections du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) et de les inviter à y participer.

De cela, il nous faut nous expliquer. Membres du MPPT, avec nos camarades, militants d'origines diverses, ex-PS, ex-PCF, militants du PCI, syndicalistes, nous nous sommes attachés à une tâche commune : la construction d'une représentation politique loyale aux intérêts de la classe ouvrière qui appelle la libre confrontation des points de vue.

Pour les militants du PCI, cet engagement, conforme à la démocratie ouvrière, est la matérialisation du programme de la IV^e Internationale, de ses méthodes de lutte politique. C'est donc à l'aune des principes autour desquels nous nous sommes librement associés que nous allons évaluer nos résultats et déterminer ensemble les mots d'ordre, les formes d'action, les tactiques et les moyens d'organisation nécessaires à de nouveaux pas en avant.

Cette discussion est celle du PCI qui combat pour un parti des travailleurs. Il est donc conforme à nos principes de proposer à tous les militants du MPPT et plus généralement aux travailleurs qui lisent notre presse, de s'associer sous la forme qui leur conviendra, au combat pour la construction d'un parti ouvrier honnête. Le PCI n'a en effet rien à cacher de ses objectifs, de ses moyens d'action et de ses débats. Marxistes, nous croyons à nos principes, nous ne les confondons ni avec la vérité révélée, ni avec l'inaffabilité du dogme. Aussi aspirons-nous seulement au développement de la libre discussion de ce texte préparatoire au XXX^e Congrès du PCI.

Jamais dans l'histoire qui est la nôtre la question d'un parti ouvrier authentique ne s'est posée avec tant d'acuité, jamais les militants ouvriers que l'histoire avait séparés n'ont été ainsi rassemblés à nouveau par la force des événements. Le PCI se reconnaît dans les positions affirmées dans *Le Manifeste communiste*, selon lesquelles : « *Les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat dans son ensemble... Voici ce qui les distingue des autres partis prolétariens : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité ; d'autre part, dans les différentes phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble.* »

C'est ce que le PCI s'efforce de faire et de mettre en pratique, et conformément au *Manifeste* qui poursuit : « *Les communistes dédaignent de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions* », le PCI propose à tous les travailleurs, tous les militants de prendre connaissance, pour en discuter, de son rapport pour le XXX^e Congrès du PCI.

1.- DE QUEL CONGRES S'AGIT-IL ?

Pour répondre à cette question, il convient d'abord de souligner que le XXX^e Congrès de notre parti se tiendra quelques semaines après le congrès constitutif du « Mouvement pour un parti des travailleurs », convoqué le 30 novembre 1985, à Clichy, congrès constitutif qui doit marquer pour nous le franchissement d'une étape décisive dans le combat pour doter la classe ouvrière d'une représentation politique loyale à ses intérêts et pour la préparation duquel nous avons décidé d'engager toutes nos forces.

Et ce, dans une situation marquée dans sa totalité par les mouvements qui se succèdent depuis Dunkerque, Trith-St-

Léger, La Ciotat, en passant par la grève générale des roulants de la SNCF..., et qui indiquent que le mouvement de la classe ouvrière pour réaliser son unité est déjà engagé, que ce mouvement — comme conséquence de toutes les relations politiques marquées par la crise institutionnelle, politique et sociale, sur fond de crise économique mondiale — est engagé sur le terrain et selon les méthodes de la lutte des classes, qui restent seuls à sa disposition pour dénouer la situation d'impasse dans laquelle le pays s'enfoncé.

Les militants révolutionnaires que nous sommes savent qu'une situation

politique se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Aussi, pour que notre XXX^e Congrès puisse correctement dégager les lignes de force de l'intervention des militants du PCI dans la lutte des classes et dans le combat politique pour le parti ouvrier, convient-il de fixer à grands traits les éléments du moment présent de la situation politique.

Et pour commencer, précisons ce que nous entendons par rapports réciproques entre facteurs objectifs et subjectifs.

Les facteurs objectifs, c'est d'abord la crise institutionnelle, politique et sociale sur fond de crise mondiale ; c'est la politique gouvernementale dictée par le CNPF, entièrement dirigée contre les masses laborieuses et la jeunesse, c'est pour les travailleurs l'immense déception et l'immense dégoût de voir la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale reprendre tous les plans élaborés par le gouvernement Giscard-Barre.

A partir de là, les facteurs subjectifs entrent en scène.

Dunkerque, Trith-St-Léger, La Ciotat, la grève des roulants indiquent qu'en conséquence de la politique anti-ouvrière forcenée dictée aux deux gouvernements qui se sont succédés depuis 1981 par les capitalistes, dans le cadre de l'impasse politique gouvernementale, la période des grandes luttes de classe est désormais commencée. La classe ouvrière a commencé à faire la preuve, surmontant bien des obstacles, de sa capacité à réaliser elle-même son unité, avec les organisations, pour faire face à l'offensive qu'elle subit de la part des capitalistes et du gouvernement. Dans des circonstances différentes, la rentrée scolaire a vu, dans des dizaines de localités, enseignants et parents réaliser leur unité dans le combat contre Chevènement. Chaque jour apporte de nouveaux faits, de nouvelles informations venues de toutes les corporations. Les

étincelles se multiplient. Non seulement par sa politique brutalement anti-ouvrière, le gouvernement (en liaison avec le CNPF) a conduit le pays au bord d'un gigantesque incendie social, mais ce gigantesque incendie social qui se prépare trouve son centre dans la sujétion aux institutions antidémocratiques et anti-ouvrières de la V^e République inscrite dans la violation du mandat confié par les travailleurs à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Déterminante est la claire compréhension de ce que représente ce processus, et ce vers quoi il se dirige.

- Avant 1981, l'aspiration de la classe ouvrière et de toutes les couches populaires à se débarrasser des gouvernements bourgeois a été canalisée par les directions sur le terrain électoral. La lutte des classes directe, elle-même, a été en quelque sorte « suspendue », du moins dans la période précédant immédiatement l'élection présidentielle, à la possibilité, en chassant Giscard et les partis capitalistes, d'imposer un gouvernement issu des partis ouvriers majoritaires, mandatés par le peuple pour mettre un terme à l'offensive capitaliste.

C'est ainsi qu'après 1981, la condamnation par la classe ouvrière de la violation du mandat par les députés et ministres du PS et du PCF s'est exprimée dans un premier temps par l'absence ouvrière de plus en plus massive, devenue un facteur politique majeur dans la crise du régime.

Du moins était-ce encore une manifestation politique « en creux ». Sur le terrain de la lutte de classe directe, des mouvements, tels les grèves contre les conséquences du décret sur les 39 heures, en 1982, ou celles dans l'automobile exprimaient une volonté de combat et de résistance de la classe ouvrière limitée à l'application des plans élaborés par le gouvernement et les capitalistes dans tel secteur, sur telle ou telle question ou revendication.

Le résultat des élections européennes de 1984, l'effondrement du PS et du PCF sur le plan électoral, comme résultat d'un abstentionnisme ouvrier sans précédent, traduisent le passage d'un état d'esprit politique à un autre : « Nous avons, en 1973, 1974, 1977, 1978, et puis encore en 1981, voté de plus en plus massivement, comme nous le demandaient les dirigeants du PS et du PCF, jusqu'à leur donner cette majorité sans précédent en 1981 contre Giscard, représentant des capitalistes. Qu'ont-ils fait d'autre depuis, sinon d'appliquer les plans anti-ouvriers élaborés sous Giscard et bien avant? » C'est ainsi qu'en violant le mandat, en se soumettant aux institutions réactionnaires et anti-ouvrières de la V^e République, en foulant aux pieds le terrain électoral, les dirigeants du PS et du PCF poussent eux-mêmes les travailleurs à s'engager sur le terrain de la lutte de classes directe, à l'abandon par les masses du terrain électoral, mais que les travailleurs s'efforceront de saisir avec une autre dimension, celle de la lutte des classes directe.

Le départ des ministres PCF du gouvernement, le déchaînement de la division et des actions-commandos qui suivit indiquaient à leur manière que l'appareil qui dirige le PCF prenait toute la mesure des processus en cours dans la classe ouvrière.

Mais cette tactique des dirigeants du PCF aboutit à ceci : à forger chez les

travailleurs une volonté de surmonter la division qui entre comme partie constituante du mouvement qui s'engage vers la grève générale dans l'unité. Nous l'avons dit, Trith, Dunckerque, La Ciotat marquent un tournant dans la situation ouverte en 1981. Désormais, en résultat de la violation du mandat, de la politique de soumission des dirigeants PS et PCF depuis 1981 aux capitalistes, de l'ampleur de l'offensive gouvernementale, du mépris devant toutes les combinaisons à la Greenpeace, en un mot de tous les facteurs politiques construits tant par la bourgeoisie que par les dirigeants officiels du mouvement ouvrier, les travailleurs sont amenés à relier eux-mêmes les revendications les plus immédiates à l'ensemble de la situation qui leur est faite, reliant cette décision à la crise du régime qui secoue le pays. Tels sont les fondements politiques que la grève générale des roulants et des aiguilleurs confirme avec éclat.

Le PCI engage tous ses militants à redoubler d'énergie pour aider les travailleurs à l'intervention **politique** directe, seule capable de balayer les obstacles réactionnaires, d'où qu'ils viennent, au développement sans entrave de la lutte de classe et de contribuer dans cette bataille, au regroupement de travailleurs et militants, ainsi avides de construire la représentation politique authentique dont ils ont besoin, dans les sections du MPPT.

II.- OU CONDUIT LA CRISE INSTITUTIONNELLE POLITIQUE ET SOCIALE ?

Le PCI n'a ménagé aucun effort depuis 1981 pour le dire et le répéter : le pays ne peut sortir de la crise institutionnelle, politique et sociale dans laquelle il se débat et qui l'a mené là où il est, au bord du désastre, que par le rétablissement de la démocratie.

« L'affaire » qui, depuis le mois d'août a agi comme une machine à désinté-

grer tous les organes du pouvoir, tous les fragiles équilibres qui le caractérisent, et toutes les constructions qu'il pouvait échafauder pour demain, n'est qu'un symptôme. Il indique que l'effondrement des institutions est à l'ordre du jour.

a) « 1986 », une échéance « accélérateur »

Au plus tard en mars 1986, toutes les forces politiques le savent, elles seront confrontées à l'issue des législatives, à ce qui ne peut être qu'une échéance majeure de la crise des institutions de la V^e République.

Personne ne cherche plus à le contester : la politique de soumission aux intérêts capitalistes et d'assujettissement aux institutions antidémocratiques de la V^e République menée par Mitterrand, par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman, puis par le gouvernement Mitterrand-Fabius-Bérégovoy, ainsi que par la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, aura pour résultat en mars 1986 de redonner la majorité (même s'il ne s'agit que d'une majorité relative) à ceux que les masses populaires avaient chassés en 1981.

C'est ainsi que toute cette politique depuis 1981 aboutit à faire sortir de ces élections une majorité de droite à l'Assemblée nationale. La responsabilité de cette situation retombe entièrement sur les dirigeants du PS et du PCF. Les élections partielles l'indiquent, cette majorité serait élue avec moins de voix que Giscard en 1981. La droite elle-même est déchirée sur les solutions à apporter à la crise sociale. En réalité, derrière la question de la cohabitation, il y a la volonté commune de tenter d'imposer les ultimes conséquences des plans du grand capital (flexibilité, liquidation des droits et garanties inscrits dans le Code du travail, liquidation des régimes de retraite et de la Sécurité sociale, etc.). Cela afin de tenter de créer un contexte politique garantissant la paix sociale et ligotant avec leur accord les syndicats. Tout cela avec la bénédiction des dirigeants du PCF, comme l'atteste en particulier la déclaration de G. Marchais à la fête de *l'Humanité*, sur laquelle nous reviendrons plus loin, mais il y a encore autre chose en arrière plan de la question de la cohabitation, pour la droite comme pour la gauche, il y a la recherche de la préservation

des positions de l'impérialisme français durement secouées par ses rivaux impérialistes et plus particulièrement l'impérialisme US ; que ce soit en Afrique, ou en relation avec l'affaire Greenpeace, où on a observé l'extrême modération de Chirac, Giscard, Barre. Et pourtant, malgré tous leurs efforts de modération, qui recouvraient leur désir commun de préserver les positions françaises dans le Pacifique sud, l'affaire Greenpeace s'est déchaînée en politique intérieure, mettant en cause la clé de voûte du système de la V^e République, le président de la République. Le président de la République, François Mitterrand, les deux gouvernements qui se sont succédés depuis 1981, se sont acharnés à perdre leur propre base sociale du côté des masses populaires, perdant la capacité de préserver une paix sociale rendue extrêmement précaire, Mitterrand apparaissant plus inapte qu'il ne le fut jamais à exercer la magistrature suprême... Et ceci dans des institutions conçues en 1958 — après le coup d'Etat à froid de De Gaulle, après la défaite politique infligée à la classe ouvrière — pour concentrer le pouvoir entre les mains d'un président-bonaparte, s'abritant derrière le paravent d'un Parlement-croupion, ne pouvant fonctionner qu'à son entière dévotion. L'impasse...

b) La machinerie de l'Etat en crise, un gouvernement en déliquescence

L'approche inexorable de cette impasse, alliée à l'aggravation sensible de la crise sociale rampante, plonge la société dans une crise de tout le régime et agit comme accélérateur de celle-ci.

Toute la « machinerie » de l'Etat bourgeois, composée de l'armée, de la police et des tribunaux d'une part, toute l'armature bureaucratique de l'autre, est en crise.

Là encore, l'affaire Greenpeace sert de révélateur au « malaise » qui s'appro-

fondit dans l'armée, malaise que Mitterrand cherche à surmonter en réintroduisant, pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, l'armée comme facteur politique. Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre.

Toutes les initiatives politiques, toutes les décisions prises par le gouvernement, dans tous les domaines, tant en politique intérieure qu'en politique étrangère, sont aujourd'hui frappées de déliquescence. Toute cohérence se trouve expulsée de l'action gouvernementale par ce qui se profile.

Jusque dans ce qui s'appelle officiellement les DOM-TOM, où une politique, qui considère les peuples guadeloupéen, martiniquais, réunionnais, kanak comme « français », quand il s'agit de s'opposer à leur droit à disposer librement de leur avenir, et comme « différents » dès lors qu'il s'agit des acquis, des droits politiques et syndicaux, contribue elle-même à nourrir une situation explosive.

Aujourd'hui, en relation étroite avec la crise politique que connaît l'Etat, l'aspiration croissante de ces peuples à l'indépendance nationale, en même temps qu'au rejet de toute discrimination, devient une composante importante de cette crise au centre de l'appareil d'Etat.

La vitesse foudroyante avec laquelle l'affaire du « Rainbow Warrior » a impliqué l'Elysée révèle à quel point ce gouvernement qui n'a jamais été reconnu par les organes les plus fondamentaux de l'appareil d'Etat est à la merci de la moindre péripétie, du moindre accroc, dans le fonctionnement disloqué de l'Etat.

Ni l'empressement avec lequel il a obtempéré, en juillet à propos de la Nouvelle Calédonie, aux rapports du Conseil constitutionnel, ni celui avec lequel il s'est couché devant les exigences de l'opposition RPR-UDF à propos de l'utilisation de l'article 10, n'a pu calmer quoi que ce soit... Il a été au contraire l'occasion de faire

rebondir l'affaire, la portant à nouveau sur le terrain des institutions, de la légitimité du pouvoir.

Mais, pour la droite, remettre en cause la légitimité du pouvoir, ce n'est pas seulement remettre en cause les institutions. C'est ainsi qu'au lieu d'être un moyen préventif pour empêcher le dénouement de la crise de régime, toute l'action de la droite déchirée pousse à déclencher l'avalanche. Tout conduit à la liquidation sous une forme ou une autre des institutions de la V^e République devenue totalement inapte à maîtriser les contradictions de la société française dans tous les domaines.

d) Un pays à la dérive

Un pouvoir suspendu au-dessus de la société comme il ne le fut jamais, un gouvernement privé de tout objectif cohérent politiquement. Une situation de rébellion ouverte qui gagne les uns après les autres tous les organes de l'Etat, à l'égard des décisions prises par un pouvoir qu'ils n'ont jamais reconnu, et auquel ils tendent piège sur piège (DGSE, police, armée, hauts fonctionnaires...). Des ministres contestés au cœur même de leurs cabinets, des ministres tirant à hue et à dia, élaborant chacun ses expédients propres pour « durer », n'hésitant pas à porter contre leurs plus proches collaborateurs des accusations d'incompétence, ne se privant les uns à l'égard des autres d'aucune déloyauté, pour peu qu'elle puisse protéger ses auteurs. Le « chacun pour soi » et le « sauve qui peut » devenant chaque jour un peu plus la religion commune de tous les organes du pouvoir. Jusqu'au conflit qui s'est ouvert fin septembre entre un président de la République et un Premier ministre qui n'a pas fonctionné pour défendre la « fonction présidentielle »...

*
*
*

Pouvait-il en être autrement ?

Le PCI n'en a jamais fait mystère :

pour lui, il pouvait en être autrement à la condition de respecter le mandat confié par le peuple en 1981, c'est-à-dire en respectant la démocratie. Et c'est là que se pose dans toute son ampleur la question des institutions antidémocratiques de la V^e République, institutions réactionnaires qui se sont transformées en une excroissance parasitaire, disloquant toutes les relations politiques et l'appareil d'Etat lui-même.

En 1981, la classe ouvrière et les masses populaires se sont rassemblées sur le plan électoral pour défaire Giscard, pour mettre à bas tous les plans, toutes les contre-réformes pour lesquelles a été édiflée la V^e République et que ni De Gaulle, ni Pompidou, ni Giscard n'auront pu faire aboutir. En 1981, la victoire politique remportée par les masses laborieuses posait la question des institutions, la question de la démocratie. Que Mitterrand, Mauroy, Fiterman, Fabius, aussitôt portés au pouvoir, se soient soumis aux institutions, qu'ils se soient consacrés — en violation du mandat confié par la classe laborieuse des villes et des campagnes — à l'offensive la plus brutale contre toutes les conditions d'existence de la classe ouvrière exigées par les capitalistes ; qu'ils se soient engagés dans un combat pour démanteler toutes les réformes sociales arrachées depuis des dizaines d'années par les travailleurs et leurs organisations et qu'ils aient bénéficié pour cela d'une totale collaboration du PS et du PCF, tout ceci a été fait mais n'a pas réconcilié la classe ouvrière avec la V^e République, ses procédures, ses plans, ses objectifs.

Les augures qui nous gouvernent, ceux qui siègent dans les états majors des partis sont plus ou moins persuadés qu'il sera possible de tromper encore.. Dire une chose et faire le contraire, telle est la fin du fin de la « science » politique. Mais les forces fondamentales cherchent toujours à s'exprimer. Répétons-le, Mitterrand,

porté au pouvoir par les masses laborieuses, ne pouvait pas être reconnu par la bourgeoisie comme chef d'Etat légitime.

Il s'est isolé pendant quatre ans par la politique qu'il a menée, de la seule base à laquelle il pouvait prétendre en 1981, et c'est ainsi qu'il a suspendu le pouvoir au-dessus de la société. Il l'a rendu aux yeux de la bourgeoisie plus fragile qu'il ne le fut jamais sous la V^e République. Il l'a marqué aux yeux des masses du sceau de l'odieux, qui caractérise la trahison du mandat, le viol de la démocratie.

La crise des institutions, la paralysie qui s'est installée et qui fait dépendre le sort de millions d'hommes d'une action disloquée et sans lendemain d'un pouvoir déliquescant amène nécessairement de larges masses à chercher pour se défendre à dénouer par elles-mêmes la situation.

N'en doutons pas, d'aucuns cherchons les chefs d'orchestre clandestins responsables des maux qui les assaillent ; ils s'en prendront à Trotsky, au marxisme, dénoncés en toutes circonstances comme dépassés. Souvenons-nous en : il n'y a pas si longtemps, le marxisme était « dépassé » par la société de consommation, le capitalisme du 3^e âge, l'autogestion. Il l'est aujourd'hui, pour ces messieurs de la « droite » et de la « gauche » par la crise, la sous-consommation. Derrière ces balivernes, et les théories de pacotille, il n'y a que la soumission au système de production capitaliste en décomposition.

LA CRISE POLITIQUE

a) Les institutions sont devenues inadéquates pour toutes les classes

L'impasse des institutions de la V^e République est totale pour toutes les classes de la société. Cependant, les représentants de tous les partis politiques

— que ce soit Chirac, Giscard ou Barre, couverts par Le Pen ;

— que ce soit Mitterrand, Fabius, Jospin ;

— que ce soit Marchais dont la politique de division couvre tout le système (« *la Constitution n'impose nullement à F. Mitterrand de mettre fin à son mandat si la majorité à l'Assemblée nationale ne lui convient pas. Et nous ne le lui demandons pas* », a-t-il déclaré) ; tous, indépendamment de leur volonté, également pour satisfaire leurs ambitions personnelles, sont amenés à la fois à disloquer le fonctionnement des institutions — au travers desquelles a été modélé depuis presque trente ans l'appareil d'Etat français — et à craindre leur chute. Les rapports politiques aujourd'hui restent toujours marqués par la victoire politique remportée par les masses en 1981, qui fut le produit de la volonté de combattre tout à la fois contre les plans anti-ouvriers, et contre les institutions. Dans le cadre de ces rapports, alors que les institutions se disloquent, aucune stabilité ne peut être rétablie.

b) La cohabitation peut-elle sauver les institutions ?

Les discussions peuvent s'amplifier, les divergences s'accuser entre Giscard, Chirac, Barre ou à l'intérieur de leurs partis sur l'interprétation des textes constitutionnels, amenant les uns à accepter la cohabitation, les autres à la refuser, et vice-versa, elles ne donneront pas les forces capables de faire décoller du point mort les institutions en pleine décomposition. Pas plus que n'y réussirent les tentatives faites par Mitterrand pour chercher à sortir de cette impasse en réformant le mode de scrutin. Destinée à disloquer l'alliance RPR-UDF pour chercher une majorité au centre, la réforme du mode de scrutin a eu pour premier résultat de déclencher un début d'explosion du Parti socialiste, accentuant encore l'isolement du président de la République et aggravant en retour la crise des institutions.

c) Une crise de tous les partis « institutionnels »

L'accentuation de la crise institutionnelle aggrave la crise de tous les « partis institutionnels », tandis qu'elle accentue la radicalisation de la classe ouvrière. Alors que les dirigeants du PS et du PCF s'accrochent au char de la défense des institutions, le mouvement de la classe ouvrière est contraint lui, par la force des choses, à se diriger vers la défense des revendications les plus élémentaires du droit à la vie, contre le gouvernement et sa politique, contre les capitalistes et donc contre les institutions qui ont été élaborées et mises en place pour garantir en toutes circonstances à la bourgeoisie toutes les procédures permettant de mettre en œuvre les plans de surexploitation des masses laborieuses, ainsi d'ailleurs que la possibilité de faire violer légalement, par les dirigeants qui leur ont fait acte d'allégeance, le mandat de 1981.

Souvenons-nous, avant 1981, la direction du PCF avait cherché, par la division, à tout faire pour assurer la victoire de Giscard.

L'Union de la gauche-front populaire accédant au pouvoir a vu, rappelons-le, la plus parfaite « unité » du PS et du PCF pour collaborer à l'action gouvernementale jusqu'en juillet 1984, se coulant dans le moule des institutions, les préservant de la victoire des masses en 1981.

La rupture de l'Union de la gauche intervenue en juillet 1984 a procédé, sous une autre forme, de la même tentative poursuivie par les dirigeants du PCF de sauver les institutions.

Par la division, la direction du PCF, il faut le répéter — Georges Marchais s'en est à peine caché dans son discours de la fête de l'*Humanité* — table sur le retour au pouvoir des partis bourgeois qui sont restés au pouvoir de 1958 à 1981.

L'objectif que poursuivent Mitterrand et les dirigeants du PS est identique avec des moyens différents. Il tente,

pour sauver les institutions, de réaliser « l'unité nationale » contre la crise. Sous cet angle, la politique de division qui est impulsée aujourd'hui par le PCF est totalement complémentaire à celle poursuivie par le PS et Mitterrand.

Mais la déstabilisation du PS équivaut à la déstabilisation des institutions. Et c'est cela qui est à la base des discussions et heurts infinis sur la cohabitation. Peut-être plus irréaliste encore est la politique des dirigeants du PCF qui, à longueur de discours et d'articles relayés complaisamment par les mass médias s'efforcent de faire accroire qu'ils n'ont jamais participé au gouvernement de 1981 à 1984.

C'est ainsi que la crise des institutions, qui est la crise de l'Etat, devient la crise du PS et du PCF eux-mêmes. Comme « partis institutionnels » (partis totalement subordonnés aux institutions) PS et PCF voient les masses se détourner d'eux.

Les électeurs ont d'abord commencé à les abandonner. Cet abstentionnisme

ouvrier et populaire massif, sans transfert notable vers la droite (expression d'un phénomène de radicalisation), accentue le « vide » politique que la crise des institutions entraîne.

Il y a quelque chose qui paraît relever de l'irréel dans la politique française. Une nouvelle fois, les mass médias embouchent la trompette de Rocard. Ils le sacrent « présidentiable », alors que de tous leurs vœux, ils en appellent à Giscard, Chirac et surtout Barre... Et Rocard apparaît une nouvelle fois comme bouleversant le jeu. Il n'en est rien. De la même façon que le mouvement politique avant 1981 écartait Rocard, le mouvement politique l'écartera à nouveau. Pour le grand capital, Rocard n'est qu'une outre vide qui, le cas échéant, aurait pour fonction d'ouvrir le chemin à d'autres. Mais Rocard sert tout de même à quelque chose qui nous ramène à nouveau à la place du PS, dont tout le monde sait pourtant qu'il occupe une fonction indispensable à la préservation des institutions...

UNE CRISE SOCIALE SANS PRECEDENT

Tous les aspects de la vie des plus larges masses, tous les droits acquis de l'enfance à la vieillesse sont attaqués simultanément comme si le temps allait manquer à ce gouvernement pour tenter de démanteler ce que de Gaulle n'avait pas réussi à démanteler de façon décisive : toutes les réformes sociales arrachées par des dizaines d'années de lutte des classes, par les travailleurs et les organisations, et qui, structurent aujourd'hui toutes les relations de la vie sociale du pays. . Que ce soit au travers de l'emploi, de l'école, du droit à un métier, à une qualification, à un logement, de la protection du travail des jeunes, de la protection familiale — allocations familiales — de la santé, des retraites, rien n'échappe à la fureur « réformatrice » d'un pouvoir voulant devancer à tout prix les désirs du capital, pour chercher de son côté

la reconnaissance qui lui manque et qui continuera cependant à lui manquer...

Des régions entières désertifiées, où le sinistre sera encore aggravé par l'incohérence qui caractérise tous les actes de ce gouvernement, avec en plus l'entrée en vigueur d'une décentralisation devant débarasser le pouvoir et l'Etat de responsabilités qui lui revenaient jusqu'alors pour « drainer » toutes les ressources dégagées par le pillage généralisé des masses laborieuses, de leurs familles, des services publics (dont les catastrophes de la SNCF donnent un avant-goût des conséquences) sous forme de subventions vers des capitalistes, lesquels vont les utiliser, à défaut de juger rentable leur investissement dans la production, pour spéculer sur le marché financier.

Depuis 1980, ce sont 540 000 emplois qui ont été perdus. En 1982, l'emploi a baissé de 252 000. Les licenciements économiques ont atteint le chiffre record de 460 000. Au mois de mars 1984, 22 % des chômeurs et 24 % des chômeuses le sont après la perte d'un emploi précaire. Avec l'instauration des TUC et le chômage dans la jeunesse, aucune perspective de sortir de la relation emploi précaire-chômage-emploi précaire.

Des régions entières voient les emplois fondre, les usines fermer, les commerçants disparaître. Les grands ensembles urbains voient monter le chômage, l'impossibilité de payer les loyers, l'endettement des ménages.

Tout ce qui faisait la vie d'une petite localité, club sportif, animation culturelle, subventions pour les mairies, s'effondre dans une situation où la décentralisation Defferre-Joxe accentue la pression financière sur les localités et désengage l'Etat.

Il n'y a pas une semaine, pas un jour sans suppressions d'emplois.

Avec en arrière-plan la reprise continue, sous de nouvelles formes, des tentatives faites pour détruire, par la flexibilité, tout l'échafaudage des garanties arrachées par des dizaines d'années de lutte et sanctionnées par le Code du travail.

Le gouvernement n'a pas réussi, fin 85, à faire contresigner aux organisations syndicales le protocole qu'il avait préparé afin d'instaurer la flexibilité. Il a dû reculer devant la mobilisation des cadres organisateurs de la classe ouvrière — exprimant les rapports politiques — qui ont interdit cette signature.

Comme il a dû reculer à la sécurité sociale dans son offensive pour remettre en cause le décret de 37 qui garantit

les deux jours de repos consécutifs et préserve les employés de toute extension de la journée de travail dans le cadre de la flexibilité.

Le gouvernement n'en continue pas moins de rechercher, malgré tout, avec l'appui de la CFDT, à reprendre l'offensive, cette fois en s'orientant vers la négociation « branche par branche ».

Un pays à la dérive, pillé et conduit au bord de la faillite par un gouvernement alimentant la spéculation financière des capitalistes, une dérive dont le poids écrasant s'exerce de façon de plus en plus insupportable sur les masses populaires, par un gouvernement qu'elles ont porté au pouvoir. Voilà ce que chaque événement dit chaque jour à des millions d'hommes et de femmes qui ne peuvent supporter d'être ainsi bafoués, exploités et menés à la catastrophe parce que ce gouvernement et la majorité PS-PCF ont violé le mandat qu'ils leur ont confié en 1981, parce que ce gouvernement et cette majorité n'ont pas voté les lois honnêtes, démocratiques et progressistes dont le vote de 1981 leur donnait les moyens, tout cela pour s'assujettir au respect des institutions antidémocratiques de la V^e République.

* * *

Répetons-le, il pouvait en être autrement, à condition que soit assurée la souveraineté de la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, en votant les lois sociales qui auraient garanti les masses laborieuses des villes et des campagnes contre les maux engendrés par la crise du système capitaliste.

C'est le refus obstiné des dirigeants du PS et du PCF de s'engager dans cette voie, et lui seul, qui ne laisse comme

unique moyen à la classe ouvrière, pour conjurer la catastrophe qui la menace, que l'engagement dans le mouvement qui la mène, par la mobili-

sation, à réaliser l'unité pour la grève générale. Oui, les forces qui s'opposent à la grève générale sont celles-là mêmes qui la nourrissent.

DEMOCRATIE OUVRIERE, DEMOCRATIE, GREVE GENERALE

On ne peut sortir de la véritable catastrophe sociale qu'est en train d'organiser la politique anti-ouvrière du pouvoir que par la prise en compte immédiate des revendications de toute la classe ouvrière, par l'abandon de tous les plans et de toutes les réformes remettant en cause les acquis de la classe ouvrière et qui ont formé la base commune de tous les gouvernements de la V^e République jusqu'à aujourd'hui. Tous ces gouvernements se sont donc à un moment heurtés à la grève générale, celle des mineurs de 1963, à la grève générale de 1968. Sortir de cette crise sociale majeure, qui menace de déstabiliser tout le tissu social du pays, exige le rétablissement dans toutes leurs prérogatives des organisations syndicales, le rétablissement de la libre

négociation entre ces organisations syndicales indépendantes avec le patronat, hors de tout cadre contraignant établi selon les pratiques de la V^e République par l'Etat, l'abandon des tentatives visant à imposer la flexibilité du travail, l'abandon de toutes les procédures mises en œuvre spécialement pour tenter de disloquer de l'intérieur les organisations indépendantes, pour pouvoir les intégrer comme rouage de l'Etat (selon les principes corporatistes chers aux fondateurs de la V^e République et aux dirigeants de la CFDT).

En un mot, on ne peut sortir de cette crise que par le rétablissement et la garantie de toutes les positions et des organisations que la classe ouvrière s'est construite.

III.- QUELLE EST LA POSITION DU PCI ?

A l'issue de son comité central de fin août, le PCI a pris la décision d'expliquer publiquement sa position, dans une lettre ouverte à ceux qui portent devant les travailleurs de ce pays la lourde responsabilité d'avoir violé le mandat qui leur avait été confié : Messieurs Jospin et Marchais.

Il a décidé, avec cette lettre, de rendre des comptes, il considère que tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière doivent rendre des comptes aux travailleurs. Le PCI, partisan de la démocratie, de la démocratie ouvrière, a pour règle de s'appliquer à soi-même le principe. Pour lui, un bilan est un

bilan ; le bilan d'un parti est le moyen de juger ce parti.

Les travailleurs sont capables de se faire une opinion par eux-mêmes.

Avec cette lettre, dont il a pesé tous les termes, le PCI qui s'est donné pour règle de faire valoir en toutes circonstances, les intérêts des travailleurs dans leur ensemble, les a faits juges des positions qu'il a défendues depuis 1981, auxquelles non seulement il n'a rien à redire, mais qui au contraire l'amènent, en totale continuité, aux positions qu'il a adoptées, à six mois de l'échéance politique de 1986.

**LETTRE OUVERTE
A LIONEL JOSPIN
PREMIER SECRETAIRE DU PS
ET GEORGES MARCHAIS
SECRETAIRE GENERAL DU PCF**

Si nous avons décidé de nous adresser à vous, si nous refusons la politique que vous avez imprimée au pays, c'est parce que vous avez rompu le mandat de gouverner que les travailleurs vous ont remis en 1981 en vous donnant une majorité sans précédent à l'Assemblée nationale. Les représentants des partis capitalistes, eux, Giscard, Barre, Chirac, Le Pen, ne se permettraient pas de violer le mandat que la bourgeoisie leur confie.

Vous avez contribué à entraîner le pays dans le chaos

NOUS, PCI, avons des comptes à rendre aux travailleurs. Rappelons qu'au soir du 10 mai 1981, notre parti, dans une déclaration éditée en tract, écrivait : *« Giscard est battu. Mitterrand est élu. Ainsi s'est effondré Giscard, qui aux rênes du pouvoir conduisait le pays à la catastrophe ; Giscard, qui s'est avéré impuissant à maîtriser la crise économique, sauf à en utiliser les conséquences pour tout faire pour préserver et augmenter les profits capitalistes, pour tout faire pour les faire supporter par les masses laborieuses et la jeunesse. »*

Il faut pourtant le reconnaître : avec une précipitation inouïe, en quatre années, de 1981 à 1985, vous avez davantage fait place nette au capital contre les intérêts des masses laborieuses et de la jeunesse qui vous ont mandatés. Il faut le reconnaître : en imposant depuis 1981 tous les plans élaborés sous le gouvernement Giscard, vous avez contribué, vous contribuez à entraîner le pays dans un chaos économique, politique, social, institutionnel, un chaos universel !...

*
* *

Qui peut nier la vérité des problèmes soulevés par le PCI, le 10 mai 1981, alors que les travailleurs s'apprétaient à vous donner, PS et PCF, la majorité à l'Assemblée nationale, pour que vous en finissiez avec les plans du capital ? Dénonçant le CNPF, dont les partis, UDF et RPR, allaient subir une lourde défaite, le PCI expliquait :

« Le plan (du CNPF), c'est :

- *l'accélération de la livraison de la jeunesse comme main-d'œuvre gratuite ou sous-payée avec les stages d'entreprise ;*
- *la liquidation des garanties de la législation arrachée par la grève générale de juin 1936, par le biais de l'aménagement annuel du temps de travail ;*
- *la mobilité de la main-d'œuvre imposant aux chômeurs n'importe quel travail, y compris sous-payé ;*
- *l'expulsion des travailleurs immigrés ;*
- *les subventions au patronat, de telle façon que, selon les propositions établies par l'UIMM, "les chômeurs engagés à temps partiel ne touchent qu'un salaire partiel, et que les charges sociales supportées par les entreprises soient réduites".*

Le plan du CNPF, c'est l'organisation massive des licenciements, ce sont les attaques renouvelées contre l'école laïque, la sélection renforcée des étudiants, l'attaque concentrée contre la santé et la Sécurité sociale,

le démantèlement du service public et la privatisation, les attaques contre le statut des fonctionnaires. »

Voilà ce qu'écrivait le PCI le 10 mai 1981.

Qui peut le nier ?

La liste est longue de toutes les mesures anti-ouvrières que vos groupes ont adoptées

Qui peut le nier ? Quelque temps après que le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman a été constitué, n'est-ce pas le ministre PCF Rigout qui a cherché à généraliser les stages 16-18 ans (que prolongent actuellement les TUC), livrant, comme l'exigeait le CNPF, la jeunesse au patronat comme main-d'œuvre sous-payée ?

Qui peut le nier ? N'est-ce pas le ministre Delebarre, siégeant dans le gouvernement Mitterrand-Fabius, qui cherche à abroger le décret de 1937, arraché par la grève générale de 1936 et instituant la semaine de quarante heures en cinq jours, avec deux jours de repos consécutifs dont le dimanche, interdisant le travail par relais et roulement ?

N'est-ce pas ce ministre qui, par tous les bouts et tous les côtés, cherche à liquider les garanties de la législation inscrite dans le Code du travail, pour imposer la flexibilité exigée par le CNPF et tous les partis de droite, cela afin de livrer les travailleurs à l'exploitation sans merci du capital ?

Qui peut le nier ? Déjà, le premier gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman a cherché, et maintes fois réussi, à imposer la mobilité de la main-d'œuvre, transition vers le chômage dont on voit aujourd'hui les conséquences avec l'organisation systématique des congés-conversions-formation, camouflage honteux sous les mots de licenciements déguisés.

N'est-ce pas Mme Georgina Dufoix, ministre PS du gouvernement Mitterrand-Fabius, qui organise l'expulsion des immigrés, prescrit d'abaisser massivement le taux de remboursement par la Sécurité sociale des médicaments essentiels pour les enfants et les vieux ?

N'est-ce pas le ministre PCF Jack Ralite qui a repris et imposé le budget global qui démantèle l'hospitalisation publique ? Et Le Pors, ministre PCF de la Fonction publique, n'a-t-il pas présenté, avec Defferre, la loi de décentralisation qui vise à liquider le statut de la Fonction publique, érige en principe l'inégalité du citoyen devant l'Etat, asphyxie les communes, organise la tutelle politique pour les fonctionnaires ?

Et MM. Savary et Chevènement n'ont-ils pas porté, ne portent-ils pas les coups les plus sévères à l'école laïque, au droit égal à l'instruction pour tous ?

Les ministres successifs de l'Agriculture, Michel Rocard et Henri Mallet, ne sont-ils pas ceux qui ont appliqué et appliquent en l'aggravant la politique décidée par les capitalistes sous Giscard à Bruxelles contre les agriculteurs et les viticulteurs : quotas laitiers, arrachage de la vigne, baisse des revenus ?

Et..., et... La liste est longue, de toutes les mesures anti-ouvrières que vos groupes parlementaires PS et PCF ont adoptées. Et plus particulière-

ment, vous avez osé faire avec le plan d'austérité présenté par J. Delors en juin 1982, ce qu'aucun gouvernement antérieur (sauf en période de guerre...) n'avait jamais décrété :

Rien ne saurait le faire oublier

Jusqu'en juillet 1984, le groupe PCF a tout voté avec le groupe PS

Encore un mot, s'il vous plaît : si vous, Lionel Jospin, acceptez la responsabilité de toute la politique gouvernementale depuis 1981, vous, Georges Marchais, entendez récuser en bloc vos propres responsabilités. Un seul fait parmi des milliers d'autres. Alors que les plans du CNPF exigeaient des subventions pour amplifier les licenciements, le 10 février 1982 le Conseil des ministres du gouvernement Mauroy-Fiterman décidait le versement de 400 milliards anciens aux capitalistes du textile, et octroyait 1 600 milliards de centimes en prêts à taux d'intérêts réduit aux entreprises. Le 26 septembre 1981, votre groupe PCF à l'Assemblée nationale a voté avec le groupe parlementaire du PS l'octroi de 35 milliards de francs d'indemnisation pour les nationalisations.

Le 12 mai 1982, le Conseil des ministres du gouvernement Mauroy-Fiterman adoptait un collectif budgétaire incluant l'octroi d'un allègement des charges patronales de 1 800 milliards de centimes, comme Mauroy s'y était engagé auprès de M. Gattaz,

vous avez arbitrairement, et au mépris de la loi, suspendu des accords librement négociés par les syndicats.

président du CNPF. Et en juin 1982 est annoncé le plan de 12 000 à 14 000 licenciements dans la sidérurgie, que vous avez soutenu.

En fait, jusqu'au départ des ministres PCF du gouvernement en juillet 1984, le groupe parlementaire du PCF, entièrement associé au groupe parlementaire du PS, a tout voté. Rien ne saurait le faire oublier. Pas même la politique de division orchestrée par les dirigeants du PCF depuis leur sortie du gouvernement. Certainement pas le vacarme des discours, articles de presse, tracts, qui cherchent à maquiller la vérité des faits.

Inlassablement, depuis 1981, conduisant des délégations auprès des groupes parlementaires du PS et du PCF, auprès des ministres, par meeting, en nous adressant à diverses reprises à vous, premier secrétaire du PS et secrétaire général du PCF, nous vous avons demandé de respecter le mandat. Telle cette adresse : « *Le peuple a confié le pouvoir à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. Que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF exerce le pouvoir souverain !* »

Inlassablement, nous vous avons demandé de respecter le mandat

La démocratie, c'est faire, au pouvoir, ce pour quoi on y a été porté. Et vous avez été portés au pouvoir contre Giscard-Chirac, non pour faire la politique des capitalistes. La démocratie, c'est gouverner pour l'immense majorité, pas pour une petite poignée de

capitalistes, de spéculateurs, de profiteurs.

Inlassablement, nous vous avons dit : « *Pour les travailleurs, la démocratie, cela veut dire que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF prenne tout le*

pouvoir entre ses mains, qu'elle vote sans attendre pour les travailleurs :

- *une loi interdisant tous les licenciements ;*
- *une loi de protection de tous les acquis sociaux ;*
- *une loi décrétant le moratoire des dettes pour les foyers frappés par le chômage ;*
- *une loi de garantie du pouvoir d'achat de tous, indexé sur le coût de la vie ;*
- *une loi de sauvegarde du droit de tous les enfants à l'instruction, de sauvegarde de l'école laïque et publique ;*
- *une loi de confiscation des milliards de fonds publics « d'aide » aux capitalistes dont ils se servent pour licencier, de confiscation des milliards acquis par la spéculation. »*

Inlassablement depuis 1981, nous vous avons répété :

« Dirigeants du PS et du PCF, ces lois,

vous avez la possibilité de les voter. Vous êtes la majorité de l'Assemblée nationale. Les travailleurs exigent que soit rompue l'entente qui vous lie aux capitalistes : le peuple l'exige. »

Les partis que vous dirigez, les groupes parlementaires du PS et du PCF, ont refusé le respect de la démocratie, du mandat. Et c'est ainsi que quelques mois avant les élections législatives de 1986, le gouvernement et la majorité portés au pouvoir par l'immense espoir de 1981 sont en pleine déliquescence.

Vous le savez : les travailleurs, confrontés au désordre social, résultat de la violation de la démocratie, discutent de la grève générale dans l'unité des travailleurs et des organisations, car ils ne voient plus d'autre issue.

Et il y a les prochaines élections législatives, dont chacun comprend la portée, qui amène à cette interrogation : *« Pour qui voter ? »*

En 1986, pour qui voter ?

A cette question, voici comment répondait le PCI le 17 mai 1981 : *« Le 10 mai, le bloc uni des travailleurs et des partis ouvriers a chassé Giscard (...). La victoire du 10 mai (doit) être prolongée par une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale. Le comité central du PCI, après avoir analysé les conditions concrètes de ces élections, décide de ne pas présenter de candidats aux prochaines élections pour le renouvellement de l'Assemblée nationale. »*

Dès lors, dans la situation que vous avez créée vous-mêmes en violant le mandat que le peuple vous avait confié en 1981, devant les conséquences désastreuses de la politique que vous avez mise en œuvre, qui prépare la victoire de la droite, le comité central du PCI décide d'apporter tout son soutien aux listes présentées par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT).

Le 1^{er} septembre 1985

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES

LA survie du système capitaliste entraîne au chaos. Les deux gouvernements constitués depuis 1981, le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman, puis le gouvernement Mitterrand-Fabius,

sont responsables. La majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale est responsable : elle a refusé de voter une seule loi sociale qui aurait garanti les masses laborieuses des villes et des campagnes contre les maux engen-

drés par la crise du système capitaliste. Bien au contraire, la majorité PS-PCF de l'Assemblée nationale a souscrit à toutes les mesures dictées par les capitalistes.

Nous, PCI, faisons nôtre l'appel lancé par le MPPT constitué en 1984 par des militants PCI, ex-militants PS et PCF, syndicalistes, travailleurs et jeunes :

« Les travailleurs et les couches populaires exploitées se trouvent complètement désorientés. Ils ne se reconnaissent plus dans les partis majoritaires, pourtant censés prendre en charge leurs légitimes intérêts de classe.

Avec le Mouvement pour un parti des travailleurs, c'est le moyen offert à tous, en toute démocratie et en toute liberté, de discuter, de débattre et de participer à la construction sur la base la plus large du nouveau parti ouvrier que la classe ouvrière et ceux qui s'en réclament attendent depuis longtemps. »

Pour s'ouvrir une autre voie pour sortir de l'impasse, le PCI vous appelle

à apporter votre soutien aux listes que le MPPT a décidé de présenter dans toute la France aux élections législatives de 1986.

Vous tous, vous le savez : une telle initiative, il n'y a personne en dehors de vous, de chacun d'entre vous, pour lui apporter le soutien financier sans lequel il serait impossible que le MPPT présente ces listes. Franc par franc, le MPPT doit recueillir un milliard de centimes dans toute la France.

Vous qui par milliers et dizaines de milliers allez manifester votre accord avec la vérité des faits contresignés dans cette lettre, nous ne doutons pas que vous souscrirez selon vos possibilités.

Pour sa part, le comité central du PCI décide que toutes les sommes qui seront recueillies par vous tous qui allez contresigner cette lettre ouverte à L. Jospin et G. Marchais seront intégralement versées au Fonds national du MPPT pour la présentation de listes dans toute la France aux élections législatives.

IV.- LE COMBAT DU PCI POUR UN AUTHENTIQUE PARTI DES TRAVAILLEURS

1.- Le combat pour un nouveau parti ouvrier est inscrit dans toute l'activité du PCI et de la IV^e Internationale depuis leur fondation. Que le programme de fondation de la IV^e Internationale, adopté en 1938, s'ouvre sur la phrase : « *La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat* », suffit à indiquer que l'objectif majeur pour la réalisation duquel nous nous sommes librement associés est, précisément, d'avancer vers la solution à cette crise de direction.

Le PCI a estimé que c'est seulement sur la base de leur propre expérience,

au travers de tous les combats auxquels ils participent dans la lutte des classes, que les travailleurs et les militants peuvent se convaincre — en la construisant eux-mêmes avec l'aide des révolutionnaires organisés — de la nécessité d'une nouvelle direction plus ferme, plus efficace, plus loyale que les vieilles directions dont la politique met en danger tous les acquis de la classe ouvrière.

Mais qu'est-ce qu'une direction ? Ce n'est pas un parti qui s'arroge le droit de déterminer sans appel ce qu'il faut ou ne faut pas faire. Une direction authentiquement ouvrière, c'est un parti honnête, qui dit ce qu'il pense et

fait ce qu'il dit, un parti qui soumet en toutes circonstances aux travailleurs ses propositions et solutions, un parti qui n'a qu'une ambition : celle d'éclairer le chemin de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Pour le PCI, et il ne s'en cache pas, le programme de la IV^e Internationale a prouvé sa validité intégrale. Il formule les principes stratégiques d'où découlent les mots d'ordre correspondant au mouvement de la classe ouvrière dans un affrontement inéluctable avec l'Etat bourgeois, à l'époque de la transition du capitalisme au socialisme. La valeur de ce programme, pour nous, réside en ce qu'il fournit des principes qui rassemblent l'expérience de cent ans de luttes de classes.

Dès lors, tout naturellement, le PCI ne peut concevoir la mise en œuvre de sa politique, le développement de son organisation comme section française de la IV^e Internationale que sur une ligne qui lui permette de contribuer le plus efficacement à aider, à sa place, avec ses possibilités, au processus de dégagement des travailleurs et des militants que l'expérience dans la lutte des classes dégage, à partir des problèmes pratiques que tous et chacun se posent.

L'élaboration d'une stratégie de transition dans la construction du parti, dont les premiers éléments ont été formulés en 1948 et dont la forme la plus complète a été livrée par le XIV^e Congrès du parti sous le nom de « stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire », s'est poursuivie de façon ininterrompue.

Pour bien apprécier l'immense richesse des matériaux accumulés depuis quatre ans, le XXX^e Congrès du PCI doit juger la situation actuelle comme le fruit de la mise en œuvre d'une orientation constante durant ces quatre années. Il n'est pas inutile d'en rappeler les principales étapes :

- C'est au lendemain des élections cantonales de mars 1982, où s'est

révélé le phénomène de masse de l'abstentionnisme ouvrier (au 1^{er} tour surtout), cela parce que les dirigeants du PS et du PCF ont refusé d'appliquer, comme nous le demandions, le mandat confié par le peuple, que les conclusions politiques de cette manifestation de masse du rejet de la politique des dirigeants du PS et du PCF, ont amené le PCI à soulever, dans une pratique conforme à sa politique, la question d'une représentation politique authentique de la classe ouvrière.

La manifestation du 4 décembre 1982, où près de 20 000 travailleurs et jeunes manifestèrent à Paris, à l'initiative du PCI, est venue confirmer la force mobilisatrice du combat politique engagé sur la ligne de la démocratie qui s'incarnait alors dans l'exigence : « Députés du PS et du PCF, respectez le mandat que le peuple vous a confié ! »

Par milliers, des travailleurs, des militants, issus du PS ou du PCF, des syndicalistes, dans le respect de l'indépendance des syndicats, avaient décidé non seulement de participer mais de préparer, d'organiser la manifestation.

- De ce constat, le XXVII^e Congrès du PCI, réuni dans les derniers jours de 1982, devait dégager une conclusion : il revenait au PCI de prendre une initiative permettant d'aider à la cristallisation de ce processus. Ce qui fut fait en proposant de présenter aux élections municipales de mars 1983 des « listes ouvrières d'unité », à l'initiative du PCI, sur la ligne du « respect du mandat ». « Listes ouvrières d'unité » et non listes du PCI, tant il était évident que les milliers déjà groupés avec le PCI dans la préparation de la manifestation, sans avoir pour beaucoup rejoint ses rangs, devaient trouver toute leur place dans la poursuite de la bataille.

De fait, sur les 6 000 candidats présentés dans plus de 200 communes sur les « listes ouvrières d'unité », à l'initiative

du PCI, 3 000 n'étaient pas membres de notre parti. On le sait, l'élément majeur de ces élections fut une nouvelle progression des abstentionnistes ouvriers. Quant à nos listes, malgré un black-out total des médias, elles réalisèrent dans maintes communes des scores non négligeables, obtenant près d'une vingtaine d'élus (notamment à Lucé, Lormont, Venissieux, aux Mureaux, à Bouguenais, etc.).

- Que représentaient exactement ces 3 000 non membres du PCI sur les listes ouvrières d'unité ? Des travailleurs, des militants que le viol cynique de la démocratie par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman et la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale poussait à l'action politique pour faire prévaloir tout ce qui était contenu dans le vote de mai et juin 1981. Dans leur majorité, ces 3 000 (et tous ceux dont ils représentaient le mouvement) estimaient que le PS et PCF devaient respecter le mandat. Ce fut le sens des démarches organisées alors en direction des listes PS et PCF qui révélèrent, dans nombre de cas, les contradictions à l'œuvre dans ces partis. Il était évident qu'un mouvement s'amorçait, que la poursuite de la politique réactionnaire du gouvernement ne pouvait qu'amplifier et radicaliser.

- Un pas supplémentaire fut franchi à l'automne 1983, quand le meeting central convoqué par le PCI à la porte de Pantin ouvrit largement sa tribune à des militants ouvriers de toutes origines politiques et syndicales, et se conclut par un appel unanime à constituer des « sections pour le front commun des travailleurs et des organisations pour un parti ouvrier, parti des travailleurs ».

- Dans le prolongement de cette initiative, il y eut le lancement d'une lettre ouverte à Lionel Jospin et Georges Marchais, exigeant d'eux qu'ils rompent la politique de soumission aux institutions de la V^e République et au capital, conformément au mandat de 1981, sous peine de nous contraindre à

constituer notre propre liste aux élections européennes.

Il est significatif que plus de 100 000 signatures aient été recueillies sur cette lettre, en moins de deux mois, tout particulièrement dans les régions frappées de plein fouet par la politique gouvernementale. Surtout, le nombre considérable de militants et responsables PS et PCF, et syndicaux qui contresignaient cette lettre témoignait d'un murissement en profondeur.

Dans plusieurs régions, des initiatives distinctes, quoique convergentes (sections pour un parti des travailleurs, à l'initiative du PCI, appel des 121 à Nantes, etc.), manifestaient la volonté commune de chercher les voies pour associer autrement que de manière conjoncturelle les militants venus du PS, du PCF, ou du mouvement syndical, dans la volonté commune de bâtir une nouvelle représentation politique pour la classe ouvrière.

- Un pas nouveau fut franchi alors, dans la 1^{re} Convention nationale « pour un parti des travailleurs », qui appela à constituer des sections « pour un parti des travailleurs » dans tout le pays, établit la liste pour les élections européennes et mit en place des instances provisoires de coordination entre les sections. La place occupée par de nombreux ex-militants et ex-responsables du PS ou du PCF sur la liste comme à la tribune de la convention et parmi les délégations elles-mêmes donnait à cette décision une dimension tout à fait nouvelle pour tous et pour les militants trotskystes que nous sommes.

Sans exagération, on peut dire que c'est à ce moment précis que nous avons commencé à aller plus loin que nous n'étions jamais allés dans la mise en œuvre de l'orientation de transition dans la construction du parti, contenue dans la ligne stratégique de la Ligue ouvrière révolutionnaire.

Réuni quelques jours avant cette convention, le XXVIII^e Congrès du PCI

avait pleinement mesuré cet élément nouveau, identifiant dans ce qui fut dénommé en résumé « ligne de la démocratie » le levier indispensable, l'axe politique du regroupement pour un parti ouvrier.

Pour modeste qu'il ait pu sembler en apparence, le résultat de notre liste aux européennes (plus de 180 000 voix), dans une situation de boycott systématique des médias, alors que l'élément majeur était l'abstention ouvrière atteignant des chiffres sans précédent, témoignait de l'apparition au plan national d'un courant d'opinion favorable à la construction d'un nouveau parti des travailleurs (c'était, rappelons-le, l'intitulé de la liste et des bulletins de vote).

- Une simple comparaison entre la campagne électorale de 1985 et celle des européennes de 1984 permet de mesurer les progrès réalisés entre ces deux échéances par les sections pour un parti des travailleurs.

Lors de la campagne de 1984, l'infrastructure matérielle et financière fut par la force des choses pour l'essentiel fournie par le PCI.

En 1985, par contre, ce sont les sections qui, après avoir décidé des candidatures, ont établi les budgets, rédigé des projets de profession de foi à la rédaction définitive desquelles des milliers de travailleurs ont été associés. La campagne a été intégralement autofinancée par les sections (350 millions de centimes ont été collectés par elles sans affecter le budget du PCI).

200 candidats ont été présentés. Les résultats témoignent de ces progrès dans l'enracinement des sections : en moyenne, de 2 à 4 %, la barre des 5 % étant franchie dans 11 cantons. Pour la première fois, dans plusieurs dizaines de cantons (Picardie, Lorraine, Pays-de-Loire, Limousin, Isère...), il est établi que si l'abstention manifeste pour la classe ouvrière son rejet de la politique antidémocratique mise en œuvre par les dirigeants du PS et du PCF, une

fraction significative des abstentionnistes a choisi le vote « pour un parti des travailleurs » comme l'expression positive de ses aspirations.

La deuxième convention a été logiquement confrontée à un choix politique : passer d'un courant d'opinion dans lequel se reconnaissent d'ores et déjà des millions de travailleurs et militants, au mouvement structuré et organisé qu'appelle la situation et auquel tous aspirent.

En faisant d'*Informations ouvrières* la tribune libre animée à égalité par des membres du MPPT, ex-militants du PS et du PCF, militants du PCI, militants syndicalistes ou travailleurs pour qui le MPPT est le premier engagement politique, la convention nationale ouvrait la perspective d'un véritable journal ouvrier où tous les militants, quelles que soient leurs positions, s'expriment à égalité.

A partir des dispositions qui venaient d'être prises, dispositions destinées à permettre à tous ceux qui se reconnaissent dans le combat pour un authentique parti ouvrier, de pouvoir s'exprimer librement dans cette tribune libre de la lutte des classes, l'invitation était lancée : « les colonnes d'*Informations ouvrières* vous sont ouvertes. Prenez la parole ! » Priorité était donnée dans toutes les sections, à partir de la structuration départementale, à l'étude des moyens qui devront permettre d'assurer le plus rapidement possible une diffusion massive d'*Informations ouvrières*. Elargissant ainsi le débat démocratique nécessaire à la vitalité du mouvement pour un parti des travailleurs. « *Le débat démocratique*, disait-on dans *Informations ouvrières*, *commençant par le fonctionnement régulier d'instances, par la mise en place du cadre de discussion... Toute discussion devant se conclure par les prises de décision pour leur application et par la prise de mesures pour les faire connaître* » devant être la base de la structu-

ration progressive du mouvement dans le pays.

Franchir un nouveau pas, c'est aujourd'hui se rendre capable de répondre, à l'échelle de ce qui se dégage aujourd'hui dans les rangs de la classe ouvrière à la recherche d'un nouveau parti : cela exige de se présenter comme un parti, constituer et financer les listes des 750 candidats MPPT qui se présentent dans tous les départements aux prochaines élections législatives de mars 1986, afin de répondre à la question : « pour qui voter ? », que se posent des centaines de milliers de travailleurs, confrontés à l'absence de représentation politique de la classe ouvrière.

Le PCI souscrit totalement au Manifeste édité par le MPPT, qui affirme dans sa conclusion :

« Aujourd'hui, la classe ouvrière n'a plus de représentation politique. Ceux qui ont violé le mandat qui leur avait été confié en 1981, en refusant de poursuivre le vote des lois en faveur des travailleurs, obéissant ainsi aux injonctions du CNPF et de la droite, ont ainsi ruiné les espoirs mis en eux par des milliers de travailleurs.

Pourtant, des militants ont refusé de désespérer. Ils se sont attelés à la tâche de construction d'une nouvelle représentation politique de la classe ouvrière.

Avec le Mouvement pour un parti des travailleurs, ils se sont engagés dans ce combat.

Le MPPT a fait naître un courant d'opinion. Des centaines de milliers de travailleurs se reconnaissent dans ses mots d'ordre.

Il regroupe des camarades venant de

toutes les tendances du mouvement ouvrier : PCI, PS, PCF, syndicalistes, tous décidés à surmonter la division,

pour la renaissance d'un authentique parti des travailleurs.

La construction d'une force politique nouvelle, basée sur la représentation des travailleurs est plus que jamais nécessaire.

Cette force prenant toute sa place dans la vie politique deviendra pour tous ceux qui cherchent une solution aux problèmes auxquels la classe ouvrière se trouve confrontée, une force qui compte, un pôle de regroupement, une référence, partout, dans chaque ville et dans chaque village.

C'est le sens de la décision prise par la deuxième Convention nationale du MPPT de présenter des listes de candidats dans toutes les circonscriptions départementales aux élections législatives de mars 1986.

Tout le monde s'attend à ce que les élections de 1986 marquent l'ouverture d'une nouvelle crise dont l'ampleur pourra dépasser sans commune mesure tout ce que nous connaissons aujourd'hui, d'où les grandes manœuvres dans lesquelles sont engagés la bourgeoisie et toutes les formations politiques, de droite comme de gauche.

Toutes les aventures pourront en résulter, et plus que jamais la classe ouvrière doit demeurer sur ses gardes. Au cas contraire, l'histoire nous l'a appris, c'est toujours elle qui, en fin de compte, en paie la note.

Dans le combat engagé pour s'opposer aux menées réactionnaires qui fusent de toute part, les travailleurs doivent prendre toute leur place.

En conséquence, nous les invitons à s'engager par tous les moyens dans le soutien aux listes du MPPT, première étape de la construction du parti ouvrier dont la classe ouvrière a plus que jamais besoin »

V.- LA PLACE CENTRALE DU COMBAT POUR LA DEMOCRATIE

Résumons-nous : le XXX^e Congrès du PCI sera le dernier dans la conjoncture politique ouverte par 1981. Une question domine toutes les autres : la question des institutions de la V^e République portées au bord de l'effondrement par leurs propres défenseurs, par conséquent la question du pouvoir.

Répetons-le, le pays ne peut sortir de la crise institutionnelle, politique et sociale dans laquelle il est plongé que par l'établissement de la démocratie. C'est la politique des dirigeants du PS et du PCF qui, en s'évertuant à préserver les institutions antidémocratiques de la V^e République pour préserver la politique anti-ouvrière en portant les institutions au seuil de l'explosion, qui fait naître partout dans la classe ouvrière l'idée de la grève générale se dirigeant à partir des revendications non satisfaites vers la politique.

« *Faire valoir les intérêts du prolétariat dans son entier, représenter toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble* », c'est aujourd'hui tout faire pour éclairer le chemin par lequel la classe ouvrière, prenant en main sa propre défense se prépare à ouvrir une issue pour tout le pays.

Revenons donc pour conclure sur la place centrale qu'occupe pour le PCI le combat pour la démocratie.

a) « *Une constitution, c'est un esprit, des institutions, une pratique* », disait De Gaulle à propos de la V^e République. Or, c'est précisément là le problème. L'esprit a été bafoué en 1981 par la victoire de la classe ouvrière après de nombreux coups de boutoir du prolétariat en 1963, 1968, 1969, etc ; et la pratique est paralysée.

Léon Trotsky caractérise ce type de régime ainsi : « *Par bonapartisme, nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de*

sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier d'un sauveur couronné. Une semblable situation se crée dans les périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës : le bonapartisme a pour but d'empêcher l'explosion. »

Répetons-le : aujourd'hui, toute la « machinerie de l'Etat bourgeois », composée de l'armée, de la police et des tribunaux d'une part, toute l'armature administrative bureaucratique de l'autre est en crise.

Le gouvernement « Conseil d'administration de la société bourgeoise », dont le rôle est de définir et d'impulser la politique qui exige le maintien de l'ordre bourgeois dans l'ensemble des domaines de la vie sociale ou encore d'être l'arme du fonctionnement des institutions de l'appareil d'Etat, est frappée de paralysie, multiplie décisions contradictoires et oscillations dans sa politique de subordination aux intérêts capitalistes.

Tout ce qui faisait la stabilité : régime présidentiel, parlement-croupion, décisions autoritaires, mesures administratives, planification, décentralisation de la V^e République, est devenu un carcan étouffant toute la société.

Plus l'Etat est en crise, plus il devient un facteur supplémentaire d'exaspération de toutes les contradictions. Une situation inextricable de contradictions politiques et sociales s'est créée. Les hommes politiques officiels ressemblent à des somnambules se cognant aux murs de toutes les réalités économiques et sociales.

Et c'est ainsi que le bonapartisme, destiné à « empêcher » l'explosion, devient par sa survie même, étant entré dans sa phase de décomposition et de dislocation, un accélérateur de l'explosion.

b) La défaite sans combat des masses en 1958 avait débouché sur l'instauration des institutions bonapartistes antidémocratiques. Les rapports politiques entre les classes sociales aujourd'hui, matérialisées une première fois dans la victoire politique contre la bourgeoisie en 1981, et qu'exprime le mouvement déjà engagé de la classe ouvrière à s'engager sur la voie de la grève générale, sont inexorablement appelés à déboucher sur la liquidation des institutions de la V^e République.

Les constitutions, les institutions sont toujours l'enveloppe institutionnelle de rapports de force entre les classes sociales. Trop longtemps contenus dans l'enveloppe institutionnelle ancienne, les rapports de force réels entre les classes déboucheront, à la prochaine étape, sur une situation nouvelle au plan institutionnel.

Les intérêts vitaux des masses populaires ne peuvent cohabiter plus longtemps avec ces institutions antidémocratiques.

c) Avec Lénine, nous savons que « *la démocratie n'élimine pas l'oppression de classe mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée* ».

En ce sens, la liquidation des institutions réactionnaires de la V^e République, l'instauration de la véritable démocratie constituent nécessairement le débouché vers le socialisme, cela en raison de l'inadéquation des institutions antidémocratiques et anti-ouvrières de la V^e République qui ont fait leur temps.

Nous considérons qu'en 1981, les travailleurs, les masses laborieuses ont voté pour une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, pour un gouvernement qui n'applique pas cette politique de destruction de l'école, de liquidation des droits et garanties de la classe ouvrière. En 1981, les travailleurs ont voté contre Giscard et ont investi une majorité PS-PCF contre la politique de droite que Giscard cher-

chait à imposer en utilisant les institutions antidémocratiques de la V^e République, taillées sur mesure pour la défense des intérêts bourgeois. Les travailleurs le constatent : la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale et les deux gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman et Mitterrand-Fabius, pour conduire cette politique de droite, n'ont eu qu'à utiliser les institutions antidémocratiques de la V^e République.

Pour la défense des intérêts des travailleurs, pour que les travailleurs puissent exprimer leurs intérêts, il faut substituer aux institutions de la V^e République des institutions représentatives et démocratiques, comme l'affirme le Manifeste du MPPT :

« *Fidèle aux principes de la démocratie, le MPPT dit : C'est le peuple lui-même qui déterminera à quelle forme de la démocratie il entend se rallier.* »

Pour le PCI, la ligne de la démocratie s'incarne chaque jour dans le combat : contre les licenciements, contre les projets de rénovation de l'enseignement qui visent à instituer une école différente pour chaque milieu social, contre les expulsions, pour le droit au logement et le moratoire des dettes, contre toute tentative d'enchaîner les organisations syndicales à l'Etat et à sa gestion, contre le discours discriminatoire du droit à la différence, qui n'est rien d'autre que la considération des droits différents.

Pour le PCI, la ligne de la démocratie s'incarne aussi dans la déclaration adoptée par la Conférence ouvrière européenne, réunie à Bruxelles le 16 juin 1985 :

« *Hypocrisie, mensonge : que ce soit en Angleterre, en France, en Allemagne, partout ailleurs, tous les gouvernements, parce qu'ils servent les intérêts capitalistes, désorganisent l'économie, toutes les branches de l'économie.*

Ils désorganisent et liquident les chantiers navals et la sidérurgie, les indus-

tries textiles et l'industrie minière, les industries de machines-outils et de l'automobile.

Ils désorganisent et liquident y compris ce qu'ils appellent les industries de pointe, de haute technologie : ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres sont voués aux licenciements et au chômage, au même titre que les travailleurs de ce que l'on appelle le secteur tertiaire. C'est un fait : dans le commerce et dans les banques, dans l'enseignement, dans le secteur hospitalier et chez les fonctionnaires.

C'est un fait, dans tous les pays du Marché commun, la paysannerie laborieuse est menacée dans son existence même.

Ils osent prétendre, pour masquer leurs responsabilités et pour tenter de diviser la classe ouvrière, que les travailleurs immigrés seraient les principaux responsables du chômage. En France, en Angleterre, en Allemagne et ailleurs, les gouvernements décident des mesures discriminatoires. Nous savons que dans aucun pays l'arrêt de l'immigration n'a enrayé le chômage. Nous devons combattre contre cette discrimination et pour l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés dans tous les pays.

Ils nous parlent tous d'une bonne gestion de l'économie, mais ce sont les

capitalistes et les gouvernements à leur service qui désorganisent l'économie. Les faits le démontrent : entre les mains des capitalistes, les nouvelles technologies sont utilisées contre les travailleurs.

C'est un fait, le seul secteur de l'économie qui prospère, c'est celui de la spéculation et de l'armement. C'est ainsi qu'au moment même où nous assistons à un développement fantastique de nouvelles technologies qui pourraient améliorer de manière décisive le sort de toute l'humanité, nous assistons à une situation européenne et mondiale où ceux qui défendent le capitalisme, l'entreprise capitaliste désintègrent l'économie mondiale, européenne et dans chaque pays.

C'est dans ces conditions que nous nous sommes réunis en Conférence ouvrière européenne pour la défense des revendications, de toutes les revendications, et plus particulièrement de la revendication centrale : "Pas de licenciements, plus un seul licenciement !"

Car ce n'est qu'ainsi, par le combat contre les suppressions d'emploi que nous pourrons assurer l'équilibre de la protection sociale et l'améliorer. C'est ainsi que la lutte contre tout licenciement devient le centre du combat pour la reprise de l'économie contre la désintégration de l'économie dans chaque pays et à l'échelle mondiale. »

Militants du PCI, adhérents du MPPT, travailleurs, la raison pour laquelle le PCI a rendu public son projet de rapport pour le XXX^e Congrès, vous la connaissez maintenant que vous avez lu ce projet.

« Les communistes dédaignent de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions, précisait le Manifeste communiste, le PCI s'efforce de se conformer à cette règle, il propose à tous de discuter ses positions, il propose à ceux qui trouveront dans ces positions un écho à leurs propres préoccupations, un début de réponse organisée à leurs aspirations, de se joindre aux cellules du PCI pour travailler sur cette base à la construction commune du MPPT, avec tous les autres adhérents : les ex-militants du PS et du PCF, les syndicalistes ; il s'engage auprès de tous à poursuivre à sa place la discussion libre au sein du mouvement ouvrier, sans laquelle il ne peut y avoir de combat pour l'émancipation du prolétariat.

très, les textes les plus importants, les industries de machines-outils et de l'automobile, les secteurs où les investissements et les dépenses sont les plus élevés, ce qu'on appelle les industries de pointe de haute technologie. Ouvriers employés, techniciens, ingénieurs, cadres sont voués aux licenciements et au chômage, au même titre que les travailleurs de ce que l'on appelle le secteur ternaire. C'est un fait : dans le commerce et dans les services, dans l'enseignement, dans les secteurs non profit et dans les fonctions nationales, tout le système tend à se démanteler. C'est un fait, dans tous les pays du monde commun, la paysannerie traditionnelle est menacée dans son existence même.

Il y a deux dangers pour l'avenir de la classe ouvrière et pour l'avenir de la classe ouvrière, pour les travailleurs nationaux, selon les conditions, la France, en Angleterre, en Allemagne et ailleurs, les gouvernements mettent des mesures discriminatoires. Nous savons que dans aucun pays, à l'heure de l'industrialisation, il n'a été le chômage. Nous devons combattre contre cette discrimination et pour l'égalité des droits pour les travailleurs nationaux dans tous les pays, nous devons nous efforcer de lutter contre le chômage.

Il nous faut tous d'une bonne part, tout le système national, ce sont les travailleurs nationaux.

« Les communistes devraient de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions, précisons la Magistrate communiste, le PCT a efforcé de se conformer à cette règle, il propose à tous de discuter ses positions. Il propose à ceux qui travaillent dans des positions un échec à tous propos, à ceux qui travaillent dans des positions organisées à leurs positions, de se joindre aux cellules du PCT pour travailler sur cette base à la construction d'un parti unique du MPT, avec tous les autres adhérents à leur initiative, à la fois du PCF, les syndicalistes ; il s'engage auprès de tous à poursuivre à sa place le travail de lutte au sein du mouvement ouvrier, sans laquelle il ne peut y avoir le combat pour l'émancipation du prolétariat »

Militants du PC, adhérents du MPT, travailleurs, le raison pour laquelle le PCT a rendu public son projet de rapport pour le X^e Congrès, vous le connaissez maintenant, que vous avez lu ce projet.

« Les communistes devraient de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions, précisons la Magistrate communiste, le PCT a efforcé de se conformer à cette règle, il propose à tous de discuter ses positions. Il propose à ceux qui travaillent dans des positions un échec à tous propos, à ceux qui travaillent dans des positions organisées à leurs positions, de se joindre aux cellules du PCT pour travailler sur cette base à la construction d'un parti unique du MPT, avec tous les autres adhérents à leur initiative, à la fois du PCF, les syndicalistes ; il s'engage auprès de tous à poursuivre à sa place le travail de lutte au sein du mouvement ouvrier, sans laquelle il ne peut y avoir le combat pour l'émancipation du prolétariat »

La révolution noire contre l'apartheid a commencé en Afrique du Sud

par Paul DEMINSTEIN

EN juillet 1985 le gouvernement de Botha, devant les mobilisations croissantes qui dressent en nombre toujours plus grands les Noirs contre le régime proclame l'état d'urgence. Et pourtant peu de temps auparavant, on prétendait que ce régime s'était consolidé, qu'il procédait à des réformes à même de rendre l'apartheid plus « acceptable » ; il entamait toute une offensive diplomatique.

Depuis, il y a eu 700 morts, des milliers d'arrestations. Et le mouvement se poursuit, grandit encore. Une révolte ? Non, une révolution qui commence et dont les éléments de déclenchement immédiats se sont cristallisés en 1984.

L'hiver austral 1984 (c'est-à-dire notre été) avait, en effet, apporté une confirmation du caractère insoluble des contradictions dans lesquelles est enfermé le régime de Prétoria.

Sa réforme constitutionnelle, créant des parlements croupions sans pouvoir, chargés de « représenter » les minorités indienne et métisse, se heurtent au rejet massif de ces communautés, démontrant ainsi la conscience qu'elles ont, dans leur majorité, d'appartenir à la majorité opprimée,

en fait d'être « noirs » (2), et se refusant à faire le jeu de Prétoria dans ses manœuvres de division visant à maintenir son régime raciste.

(1) L'Azanie est le nom donné par le Mouvement de libération noir à l'Afrique du Sud.

(2) Le terme « noir » recouvre aujourd'hui, dans le mouvement de libération en RSA, l'ensemble des « non-Blancs », discriminés légalement. Il a remplacé le terme « non-Européen » utilisé auparavant.

Ce rejet massif des Indiens et des Métis sera le point de départ d'une série d'affrontements de la population noire avec l'Etat raciste, affrontements que la répression s'avère incapable de stopper.

— Septembre 1984 : une grève des loyers commence dans de nombreux townships (3), s'accompagnant de manifestations. La répression s'abat, les émeutes s'intensifient, les collaborateurs noirs du système sont les cibles de la colère des masses.

— Octobre 1984 : le mouvement s'intensifie et atteint chaque jour de nouveaux townships, allongeant la liste des morts, mais n'entamant pas la volonté des masses.

— Novembre est l'occasion d'un stay-away (4), appelé unitairement par les organisations syndicales et les associations communautaires (5), soutenu par l'ensemble des opposants à l'apartheid. Suivi à plus de 80 %, malgré la répression, il démontre l'unité d'un peuple face au régime.

— Décembre 1984 : « **L'agitation dans les townships est devenue un fait quotidien** », note pudiquement le journal *Le Monde*. Botha propose la mise en liberté de Nelson Mandela, sous conditions, qui la refuse. Des députés du Parti national au pouvoir sont empêchés de se rendre en Zambie prendre contact avec les dirigeants en exil de l'ANC (6).

— Janvier 1985 : le sénateur Kennedy, invité par l'UDF et Desmond Tutu, « visite » la RSA, et condamne

l'« odieux système de l'apartheid ». Les militants des organisations du National Forum Comitee, et notamment l'AZAPO, manifestent contre sa venue, le dénonçant comme agent de l'impérialisme (7). La répression frappe.

— Février 1985 : la répression s'amplifie, l'armée intervient directement dans les townships. Desmond Tutu déclare que la situation dans les townships est celle d'une guerre civile.

— Mars 1985 : la répression fait 41 morts dans la seule ville de Langa, à l'occasion d'un enterrement de victimes de tueries précédentes. L'opposition libérale blanche demande une « commission d'enquête ».

— Avril 1985 : le gouvernement suspend les lois interdisant les relations sexuelles et les mariages entre Blancs et non-Blancs. Cette « réforme », pratiquement, n'est qu'une opération publicitaire de Prétoria, ne serait-ce que par le maintien de lieux de résidence obligatoires et distincts par « race », excluant ainsi la possibilité d'un logement commun légal à des couples « racialement » mixtes, désormais légaux.

Le nombre de morts depuis janvier dépasse alors les 300. G. Viljoen, ministre du Développement et de la Coopération, indique lors d'un débat parlementaire que « d'autres tentatives pour négocier avec l'ANC vont être faites ».

— Mai 1985 : 14 000 mineurs noirs sont licenciés et déportés dans

(3) Les townships sont les villes-ghettos dans lesquelles sont parqués les Noirs. Ils peuvent se situer dans une zone blanche, et y constituer une « enclave noire », comme Soweto.

(4) Stay-away et boycott sont des armes traditionnelles de la population noire. Le boycott peut être celui d'une firme dont les travailleurs sont en grève ou « lock-outés », celui des bus (contre une hausse), etc. Le stay-away (« restez ailleurs ») est une sorte de boycott généralisé de l'économie blanche. Il combine le boycott et la grève, ainsi que l'arrêt de toute activité économique. Ces deux types d'action ont pour principal objectif de permettre l'action de toute la communauté noire, indépendamment de sa place dans la production. Elles associent ainsi les

ouvriers, la petite-bourgeoisie, les chômeurs, la jeunesse, etc.

(5) Les associations communautaires, ou de la communauté, désignent toutes les associations, locales ou non, regroupant les membres de la communauté noire. Il peut s'agir d'associations de résidents, de mères de famille, culturelles ou sportives, etc. Les revendications dans tous ces domaines entraînent directement l'affrontement avec la politique de l'apartheid et l'Etat.

(6) African National Congress, organisation qui a ses origines dans la première formation politique noire en Afrique du Sud.

(7) L'UDF est un front formé sur la base du rejet de la nouvelle constitution. L'AZAPO est une organisation issue du mouvement de la « Black Consciousness ».

« leurs » bantoustans (les « réserves » prétendument « indépendantes »), du jour au lendemain, pour avoir fait grève. Leur patron est l'Anglo-American Corporation, dirigée par H. Oppenheimer, principal soutien du PFP, le parti d'opposition libéral blanc. La mobilisation, les risques d'explosion et la solidarité internationale font reculer le patronat minier, qui s'engage à les réembaucher.

Le parti Inkatha (8), qui se réclame d'un million de membres, porte une pétition de 10 000 signataires à l'ambassadeur US, s'élevant contre tout retrait des investissements américains en Afrique du Sud.

— Juin, un commando de l'armée sud-africaine intervient au Botswana contre « des terroristes » de l'ANC.

Le Conseil sud-africain des églises (SACC) fait savoir qu'il ne s'associe pas à l'appel pour que le 16 juin soit « **une journée de prières pour la chute du gouvernement** », appel lancé par les églises de la province du Cap. Le SACC est en faveur de prières « **pour que cessent l'oppression et la violence** ».

La presse qualifie de courageuse et honnête la conclusion du rapport « Kannemayer » sur la tuerie de Langa. M. Lefrange, ministre de la Loi et de l'Ordre, a « **remercié le juge Kannemayer pour son rapport clair et précis** », qui conclut à l'absence de responsabilité des forces de l'ordre dans la tuerie.

— Juillet 1985 : le mouvement anti-apartheid continue de s'étendre aux États-Unis. Desmond Tutu menace de quitter le pays si des violences continuent à être exercées contre les soutiens noirs du système.

— Août 1985 : le gouvernement français fait preuve de son « intransigeance », et fait adopter au Conseil de sécurité de l'ONU une motion demandant des sanctions économiques non-obligatoires contre Prétoria.

(8) L'Inkatha, dirigé par Gathsa Buthelezi, est un parti ethnique zoulou. Les Zoulous sont la population africaine du Natal; ils sont le « groupe ethnique » africain le plus important numériquement, avec plus de 5 millions de « ressortissants ».

« L'Inkatha » de Buthelezi entre directement et militairement en action, tentant de créer ce que la quasi totalité de la presse mondiale appellera des « incidents inter-raciaux ». La police le déclarera directement responsable des 63 morts, officiellement dénombrés à Durban.

Botha réaffirme au congrès du Parti national qu'il est hors de question de modifier le système. Buthelezi exprime sa déception. Desmond Tutu, quant à lui, déclare que cette prise de position bloque les possibilités de « règlement pacifique ».

L'ANC déclare qu'elle va intensifier la lutte « politique et militaire ».

La colonisation de l'Afrique du Sud

En 1652, la Compagnie hollandaise des Indes orientales décide d'installer une escale permanente sur le futur emplacement de la ville du Cap. Son objectif est d'assurer ravitaillement et assistance technique à ses navires. Rapidement, les salariés de la compagnie entrent en conflit avec elle. Ils intallent les premières fermes, contestent le monopole de la compagnie sur le commerce avec les indigènes. Ce premier conflit entre le capital commercial urbain et les colons qui veulent s'établir comme entrepreneurs libres (les futurs « Boers ») sera la toile de fond des premières années de la colonisation. Parallèlement à ce conflit entre Européens, les populations locales seront exterminées, chassées ou réduites en servitude. Un trafic d'esclaves, en provenance de Madagascar et du Mozambique, alimentera en main-d'œuvre les exploitations blanches.

En 1806, après une première tentative, la Grande-Bretagne annexe la colonie du Cap. Sa politique économique, de première puissance européenne et mondiale, est orientée autour du « libre-échange », lui permettant de s'approvisionner au plus bas prix dans les matières premières dont elle a besoin. La « libération » de la main d'œuvre dans le cadre des rapports salariaux lui semble préférable au maintien d'un système esclavagiste

archaïque. En 1828, elle décrète l'égalité des races dans la colonie, et en 1832, abolit l'esclavage. Pour les colons-fermiers blancs, ces mesures constituent une triple attaque : idéologique, commerciale (les paysans africains des territoires voisins de la colonie leur font concurrence) et économique (la suppression de l'esclavage les condamne à la ruine).

Ils décident d'émigrer massivement vers l'intérieur du pays. A la fin de leur exode, baptisé « grand trek » et principalement marqué par des guerres de conquête contre les populations africaines, ils fondent les républiques indépendantes de l'Etat libre d'Orange, du Transvaal et du Natalia. Cette dernière sera rapidement annexée par les Britanniques, qui possèdent déjà un comptoir commercial à Port-Natal (futur Durban).

La coexistence des républiques boers et des colonies britanniques sera marqué de conflits divers. En 1870, la Grande-Bretagne annexe les territoires de l'Orange, où viennent d'être découvertes des mines de diamants ; en 1877, elle annexe le Transvaal, qu'elle « libérera » en 1881, à l'issue de la première guerre anglo-boer. Dans le même temps, elle termine la conquête du futur territoire d'Afrique du Sud (conquête du royaume Zoulou en 1879, du territoire Xhosa en 1878).

En 1886, la découverte de l'or dans le Transvaal entraînera un rapide bouleversement dans la République paysanne. Une immigration massive d'Européens submerge les Boers, qui ne possèdent ni les capitaux ni les moyens techniques leur permettant d'exploiter les mines. Ils réagiront par une série de mesures xénophobes, anti-« uitlanders » (étrangers). En 1899, la Grande-Bretagne réagira militairement. C'est le début de la deuxième guerre anglo-boer, dans laquelle la Grande-Bretagne pratiquera une politique de terre brûlée, et internera massivement les civils boers, afin de les soumettre.

La fin de la guerre, en 1902, voit la défaite de la société agraire de colons devant la puissance impérialiste dominante de l'époque, et consacre l'intégration définitive et complète de tout le

territoire dans l'empire britannique. La Constitution de l'Union sud-africaine se réalise sur la base d'un compromis politique entre Anglais et Boers qui était ainsi défini par Rosa Luxembourg (dans *L'accumulation du capital*, éd. Maspéro, tome 2) :

« C'est le capital qui prit officiellement les rênes du pouvoir dans la nouvelle Union sud-africaine, qui remplaça les petites républiques boers par un grand Etat moderne, réalisant le programme impérialiste de Rhodes. Au conflit ancien entre Hollandais et Anglais succéda le conflit entre le capital et le travail : un million d'exploiteurs blancs des deux nations conclurent un accord fraternel à l'intérieur de l'Union, s'entendant pour priver une population de 5 millions de travailleurs noirs de leurs droits civiques et politiques. »

L'Union sud-africaine sera le cadre étatique dans lequel se constituera et se perfectionnera le système de l'apartheid, en relation directe avec l'impérialisme mondial et les nécessités de sa domination sur le continent africain.

L'impérialisme mondial et l'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud est une pièce maîtresse de l'édifice mondial de l'impérialisme, du fait de sa richesse naturelle en matières premières, de sa place stratégique contrôlant le passage maritime de l'océan Indien à l'océan Atlantique, et de son rôle comme dernier bastion « blanc » en Afrique, garant du découpage effectué à la Conférence de Berlin, en 1885.

Dans le domaine des matières premières, quelques chiffres indiquent le poids économique de l'Afrique du Sud.

	Réserves mondiales	Production mondiale
Platine	73 % (89 %)	46 % (91 %)
Vanadium	49 % (90 %)	40 % (56 %)
Or	48 % (64 %)	58 % (73 %)
Chrome	81 % (84 %)	34 % (51 %)
Mangasèse	78 % (93 %)	20 % (36 %)

Les chiffres entre parenthèses indiquent les pourcentages pour les seuls pays capitalistes.

En outre, la RSA fait partie du groupe

de tête des exportateurs de charbon, de minerai de fer, d'oxyde d'uranium, d'antimoine, etc.

C'est par la route du Cap que passent 80 % du trafic pétrolier en direction des pays de l'OTAN, 75 % de celui des matières premières, 25 % de celui des denrées alimentaires pour l'Europe, pour ne donner que quelques exemples.

Le rôle régional de l'Afrique du Sud

La République sud-africaine est intervenue militairement dans tous les pays de la région : occupation permanente de la Namibie, intervention militaire directe en Angola, et au Mozambique, intervention au Botswana, au Swaziland. Ses aspects purement militaires se doublent d'une dépendance économique de tous les Etats de la région vis-à-vis de l'Afrique du Sud, dépendance en matière de débouchés, d'infrastructure portuaire, de devises (notamment via l'embauche de migrants dans les mines), de technologie, etc. La bureaucratie soviétique n'hésite pas d'ailleurs au besoin à retirer son « aide » technique et économique, si cela doit faciliter le renforcement de la dépendance d'un Etat aux velléités d'indépendance. Le Mozambique l'a constaté lors de l'arrêt des livraisons en matières premières, et la suspension de l'aide technique, « facilitant » sa soumission, lors des accords de N'Komati, en avril 1984, qui incluaient d'ailleurs des clauses sur la fourniture en électricité de la RSA par le barrage de Cabora-Bassa, le nombre de travailleurs migrants mozambicains en RSA, ou l'utilisation du port de Maputo par la RSA...

L'ensemble des atouts économiques et politiques de la RSA ne doit pas faire oublier la dépendance de son économie vis-à-vis de l'impérialisme. Les mines d'or appartiennent dans leur grande majorité à l'Anglo-American Corporation (AAC), qui possède également de nombreuses mines dans d'autres pays d'Afrique.

L'industrie est sous la coupe, dans sa grande majorité, de capitaux étrangers (notamment anglais, mais également US, japonais et européens), qui y retiennent des profits de l'ordre de 20 à 25 %

(soit parmi les plus élevés du monde). La dette extérieure de la RSA est en augmentation croissante, etc. Et ces mêmes impérialistes sont les partenaires commerciaux essentiels de la RSA.

Si la RSA est donc un enjeu vital pour l'impérialisme, celui-ci ne découle pas du rôle de la République sud-africaine comme Etat indépendant, de la place autonome du capitalisme sud-africain sur le marché mondial, mais avant tout de la place de l'Etat de l'apartheid, comme garant politique et militaire de la stabilité régionale, comme réservoir de matières premières, comme placement rentable pour les capitaux, et comme point d'appui dans la pénétration du marché africain.

La politique coloniale

Bâtie sur la nécessité d'une « Union sacrée » de la société blanche, regroupant toutes ses classes, contre les populations colonisées, la politique intérieure n'a été, depuis la constitution de l'Union en 1910, qu'une fuite en avant tentant de préserver une « paix sociale » et les intérêts économiques impérialistes contre la majorité noire.

La base sur laquelle se constitue l'Union sud-africaine implique le maintien de l'ensemble des Africains dans leur condition de colonisés n'ayant qu'un seul droit : celui de servir la société coloniale blanche. Les tentatives d'incorporer une partie des anciennes classes dominantes noires au système sont abandonnées et la main d'œuvre africaine progresse numériquement en relation avec le développement industriel, mais dans les conditions nées de la domination coloniale.

Les fondements de l'Union se trouvent dans le système légal qui se met en place ;

— généralisation du système des réserves, et interdiction aux Africains de posséder, d'acquérir ou de cultiver pour leur propre compte des terres en dehors des 7 % du territoire qui leur sont octroyés (pour plus de 70 % de la population) ;

— généralisation des systèmes de « barrière de couleur » (réservant certains emplois aux seuls membres d'une « race », en l'occurrence les emplois

qualifiés aux seuls Blancs), de l'interdiction aux Africains de disposer d'un pouvoir de négociation face aux employeurs blancs, limitation de l'urbanisation africaine, notamment en zones blanches, etc.

Les quelques privilèges obtenus précédemment par une couche d'Africains fortunés (accès aux marchés comme concurrents des Blancs, possibilité théorique d'être électeur dans les colonies anglaises, etc.) sont abolies.

Les distinctions ethniques s'estompaient sous le joug colonial, et peu à peu émergeaient des organisations nationales, succédant aux anciennes résistances militaires à la conquête, qui avaient été organisées dans les cadres ethniques des sociétés africaines précoloniales. En s'unifiant, les colons unifiaient les peuples colonisés contre eux.

En 1912, le South Africa Native Congress (SANNC) était constitué. Première organisation inter-ethnique, il réunissait essentiellement les représentants des bourgeoisies africaines et des aristocraties traditionnelles soucieuses de négocier leur intégration dans le système colonial (et le maintien de certains privilèges obtenus dans les anciennes colonies anglaises, supprimés par l'unification avec les colonies « boers » dans le cadre de l'Union). Cette organisation, dans laquelle existaient des structures séparées de direction pour les représentants de la noblesse, proclamait à son 1^{er} Congrès : « **En avant vers les hautes places de la civilisation et la chrétienté !** »

Le prolétariat noir s'organisait lui aussi. La première grève au Cap, chez les dockers, avait eu lieu en 1857. Dans les mines, la première grève africaine officiellement recensée comme telle remontait à 1896, c'est-à-dire dès les débuts de l'utilisation massive des Africains dans les mines.

Des ouvriers africains participaient aux manifestations du 1^{er} mai depuis que celles-ci avaient lieu (1907), alors même que la classe ouvrière d'origine européenne était de plus en plus entraînée à agir pour la défense de ses privilèges comme « Blancs », contre les travailleurs africains, exigeant la réserva-

tion des emplois et la priorité d'embauche, etc.

Le prolétariat noir s'organise

En 1919, l'Industrial and Commercial Workers Union (ICU) est fondé. Ce syndicat, qui se développera à travers l'ensemble du pays, à l'exception du secteur minier, sera le premier syndicat national noir, regroupant des travailleurs indiens, métis et africains. Ses relations avec le SANNC (qui devient l'African National Congress - ANC - en 1926) ne seront pas au beau fixe. Pour le SANNC, les Africains n'ont pas à s'organiser en tant que travailleurs noirs, mais uniquement dans les rangs du SANNC. Cette position n'est pas unanime dans cette organisation, et est le reflet d'un compromis entre diverses fractions, dont certaines sont engagées dans un combat frontal contre l'ICU, coupable d'organiser des travailleurs agricoles africains contre leurs patrons, africains également, et parfois membres de la SANNC.

En 1920, 60 000 mineurs africains feront grève pour obtenir des augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de vie (les mineurs africains sont encasernés par leurs patrons durant leur contrat) et de travail. Essentiellement migrants, en provenance de l'extérieur de l'Union, ces mineurs ne sont pas membres de l'ICU.

L'ICU dépassera les 100 000 membres, mais disparaîtra à la fin des années vingt, essentiellement du fait de la corruption de certains de ses dirigeants, issus de certaines couches de l'aristocratie et de la petite-bourgeoisie africaine, qui tentent de l'utiliser comme force de pression en vue de bénéficier de privilèges dans la société coloniale, et s'efforcent d'empêcher toute lutte revendicative après avoir fait disparaître de la plate-forme les mots d'ordre jugés trop « politiques »... (9).

Cette disparition n'est pas celle du mouvement ouvrier noir. Malgré la

(9) Les mots d'ordre « politiques » de l'ICU étaient ceux concernant l'abolition des lois discriminatives, les réserves, etc. En fait, seules les revendications strictement économistes étaient tolérables.

crise économique qui le frappe au premier chef, les travailleurs noirs s'organisent massivement dans de nombreux syndicats, d'industrie, de région, qui apparaissent dans les années trente.

Le Parti communiste sud-africain (SACP) est alors une jeune organisation peu implantée, lié par ses origines au Labour Party sud-africain, qui participe à l'alliance avec le National Party (représentant les petits exploitants agricoles boers, ruinés ou en voie de l'être) à un gouvernement qui multiplie les mesures anti-Noirs, et dont le soutien électoral se trouve dans l'alliance des petits fermiers boers et de l'aristocratie ouvrière blanche. Ce gouvernement a été élu en 1924, après l'écrasement d'une grève insurrectionnelle des mineurs blancs du Rand, qui exigeaient la non-embauche de mineurs africains sur des emplois leur étant réservés...

L'Internationale communiste lui intime, en 1928, l'ordre de « se dégager de la couche d'aristocrates ouvriers blancs » qui est sa base de masse, et d'organiser les travailleurs noirs. Après plusieurs changements de ligne, durant lesquels ils adoptent pour un temps le mot d'ordre de « République noire », les staliniens participeront à l'ANC.

Avant d'avoir pu surmonter les faiblesses dues à son origine, ce parti deviendra un instrument docile de l'Internationale communiste stalinisée, reproduisant en Afrique du Sud toutes les variations exigées par les besoins de la bureaucratie du Kremlin.

L'opposition de gauche de ce parti a été exclue. Deux organisations seront créées se réclamant du trotskysme.

Certains militants, qui se réclament du trotskysme, joueront d'ailleurs un rôle important dans les syndicats noirs qui se fédèrent au sein du Council of Non European Trade Unions (CNETU). Le CNETU sera la 1^{re} fédération syndicale noire à regrouper des mineurs migrants, à partir de 1943.

La force de ce mouvement syndical est telle que les employeurs sont contraints de céder sur la reconnaissance de ces syndicats, sur les revendications, alors même que du fait du système législatif

ils sont illégaux. Les libéraux bourgeois eux-mêmes (10) interviennent auprès du gouvernement pour demander la libération de syndicalistes emprisonnés, dont le dirigeant métis Max Gordon (11), de peur d'une explosion incontrôlable.

Parallèlement à cette activité syndicale, les militants trotskystes sont présents à tous les niveaux du mouvement des masses. Ils participent aux premiers boycotts de masse dans les années quarante, pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ils sont également présents lors de l'adoption d'une plateforme démocratique par le Non-European Unity Movement (qui succède au Non-European Unity Front et à l'All African Convention) en 1943.

Des liens avec l'ANC existent, l'ANC pouvant être un lieu d'unité et de débat du fait de sa transformation en une organisation de masse, qui s'oppose au colonialisme, et veut apparaître comme le lieu organisationnel possible d'un front unitaire.

1948 : le « National Party » au pouvoir

La fin de la Deuxième Guerre mondiale sera le signal de départ d'une sanglante répression, inaugurée par les massacres lors d'une grève de 70 000 mineurs noirs, en 1946, et qui se poursuivra avec l'arrivée au pouvoir du National Party (NP), en 1948.

(10) Les libéraux sont l'« opposition » blanche à la politique ségrégationniste. Ils n'envisageront le droit de vote pour tous les habitants de l'Afrique du Sud que timidement, vers le milieu des années cinquante. En fait, ils sont l'aile gauche des courants liés au patronat minier et à l'impérialisme anglais, partisan d'un assouplissement du système, et d'une politique d'intégration contrôlée des « élites » africaines, pour éviter l'explosion.

(11) Gordon était un Métis du Cap, il y avait constitué des syndicats. Avec D. Koza (militant africain qui organisa le premier boycott de masse à Alexandra, township près de Johannesburg, en 1943), il fut à l'initiative de la constitution du CNETU, avant d'être arrêté. De nombreux historiens du mouvement ouvrier sud-africain s'accordent pour dire que Koza et Gordon étaient des militants trotskystes.

La politique du NP s'appelle maintenant l'apartheid. Il s'agit de systématiser la séparation entre Blancs et non-Blancs, d'accentuer encore l'oppression d'origine coloniale du système. Les milieux blancs, liés à l'impérialisme britannique, sont les opposants modérés de ce programme, leur préférence allant à un système permettant une éventuelle transition pacifique vers un régime néo-colonial, plus conforme aux intérêts directs des secteurs qu'ils représentent. Il s'agit notamment du patronat des mines, dont la main d'œuvre est recrutée loin hors de l'Union, et qui veulent avant tout éviter l'explosion, même au prix de quelques concessions, ainsi que le capital industriel soucieux de bénéficier d'une main d'œuvre semi-qualifiée abondante et bon marché, donc partisans d'une urbanisation et d'une stabilisation partielles des Africains (12).

Le NP se donne pour mission de réaliser « l'unité blanche », et puise son argumentation dans un arsenal idéologique raciste et nationaliste anglophobe. Cette idéologie lui permet de bénéficier du soutien de la petite-bourgeoisie urbaine, des exploitants agricoles, et de la majorité des salariés blancs.

Une fois au pouvoir, le National Party mettra en pratique son programme :

- classement racial de toute la population ;
- expulsion des Indiens et Métis des zones blanches, où ils étaient tolérés, et où ils pouvaient concurrencer la petite-bourgeoisie commerçante blanche ;
- systématisation du système des townships, par race, et limitation accrue des possibilités légales d'urbanisation des Africains, assortie d'une systématisation du « pass ». L'« exode rural », qui affectait la main d'œuvre africaine des agriculteurs blancs, peut ainsi être stoppé. La limitation de

(12) En Rhodésie, directement sous la coupe de la Grande-Bretagne, dont elle restera une colonie directe, le système de ségrégation divise la population africaine entre les « urbanisés permanents », disponibles pour l'industrie et semi-qualifiés, et les « ruraux », dont la main d'œuvre va essentiellement aux exploitations blanches agricoles.

l'urbanisation rassure également l'aristocratie ouvrière blanche, qui y voit un moyen d'entraver la constitution d'un prolétariat noir stabilisé, susceptible alors d'acquérir une qualification ;

— ségrégation raciale systématique dans tous les lieux publics, sans exception, et interdiction des mariages interraciaux ;

— prise en main directe par l'Etat de l'éducation « bantoue » (les missions religieuses étant accusées de former des Noirs trop éduqués pour être intégrables !), puis pour les Métis et les Indiens ;

— mise en place de systèmes de santé séparés pour chaque groupe racial ;

— interdiction des organisations multiraciales (13), interdiction d'une représentation syndicale pour les Africains ;

— extension de la barrière de couleur, reconnaissance accrue des syndicats blancs, dont le rôle est de négocier le maintien des privilèges liés à la race ;

— loi sur la suppression du communisme ;

— participation à la guerre de Corée, etc.

Cette série de mesures directement dirigées contre les masses noires et le mouvement ouvrier et démocratique entraîneront la mise hors-la-loi des organisations trotskystes, du Parti communiste sud-africain, et d'autres organisations. Les syndicats durent se restructurer officiellement (d'où la naissance de deux Food and Canning Workers Union (FCWU), le FCWU et l'African FCWU, par exemple) et, victimes de la répression, de l'arrestation de leurs dirigeants, de l'impossibilité pour eux de se trouver une place officielle devraient d'abord connaître une période de recul.

Le mouvement de masse se trouvait engagé sur une voie ouvertement politique, parce que heurtant nécessaire-

(13) La législation sur les organisations multiraciales prévoyait que les syndicats multiraciaux enregistrés avant 1956 pouvaient être maintenus qu'à condition de mettre en place des structures parallèles par race, seuls les Blancs pouvant siéger dans les instances de direction. L'organisation étudiante NUSAS fonctionnera également selon ce principe, ainsi que d'autres organisations.

ment les piliers de l'apartheid : lutte contre le système du « pass », pour un salaire minimum africain. De nombreux boycotts et stay-away furent organisés.

L'ANC était, dans cette période, la principale organisation de la lutte. Le poids des staliniens sur sa direction y apparut bientôt comme prépondérant, d'autant que le soutien de l'appareil international du Kremlin leur permettait de faire face dans de meilleures conditions que d'autres courants à l'exil ou à la répression...

Le parti communiste sud-africain (SACP) avait une nouvelle orientation. Le régime d'apartheid était défini comme un régime fasciste, soumis aux monopoles, et donc nécessitant l'union de toutes les forces antimonopolistes progressistes... y compris les bourgeois blancs « progressistes ».

L'ANC adoptera cette ligne, et entreprendra de constituer un rassemblement qui prendra le nom de « Congrès du peuple » et se tiendra, en 1955, avec la participation d'organisations ethniques (tel le South Africa Indian Congress, fondé par Gandhi) et des libéraux bourgeois. Ce congrès adoptera la Charte de la liberté, dont le préambule stipule que l'Afrique du Sud appartient également à ses différentes composantes raciales, mais qui n'avance pas ce mot d'ordre central de la révolution sud-africaine, le mot d'ordre démocratique élémentaire : « Un homme, une voix » (14).

Des manifestations strictement pacifiques seront organisées, sous la direction de l'ANC, et sur cette orientation également, l'ANC entreprendra de

reconstruire le mouvement syndical dans la SACTU (15).

En réaction à cette ligne, qualifiée de trahison et capitulation face aux Blancs libéraux, une scission aura lieu au sein de l'ANC, et le Pan Africanist Congress (PAC), organisation nationaliste noire, liée au mouvement noir américain d'alors (16), se formera en 1958.

Ces deux organisations entraîneront les masses dans une succession de stay-away et de manifestations pacifiques, auxquelles les « forces de l'ordre » de l'apartheid répondront par de véritables massacres, notamment celui de Sharpeville, où des milliers d'Africains désarmés et pacifiques rassemblés seront froidement mis en joue par la police, qui ouvre le feu et fait 69 morts.

Pensant en avoir fini avec le nationalisme noir, le gouvernement décidera peu de temps après de déclarer l'indépendance, transformant l'Union en actuelle République sud-africaine.

Le PAC et l'ANC seront interdites, alors qu'elles décidaient de passer à la lutte armée. Leurs dirigeants, dont Nelson Mandela, arrêtés peu de temps après, l'apartheid connaîtra alors quelques années de calme relatif, rassurant les investisseurs étrangers qui avaient fui peu après Sharpeville, et ouvrant une ère de consolidation de l'économie sud-africaine.

La République sud-africaine

Pour la minorité blanche au pouvoir, rien ne doit fondamentalement changer. Et pour la majorité de la popula-

(14) Lors des élections de 1958, le Congrès du peuple tentera d'élargir encore ses alliances en proposant à l'United Party (représentant direct du patronat minier et de l'impérialisme anglais) de constituer un bloc « anti-NP ». La même année, le Congrès du peuple cautionnera les élections aux Colored Representative (représentation métisse fantôme, supprimée par la suite par le NP, et ancêtre de la nouvelle Constitution...) en y présentant un candidat. L'Unity Movement, descendant du Non-European Unity Movement, lança une campagne pour le boycott de cette institution. Les élections furent massivement boycottées.

(15) La South Africa Council of Trade Unions est constituée en 1957. Elle se réfère dans sa Constitution à la Charte de la liberté, et mènera essentiellement des actions sur les revendications à caractère national (salaires minimum, suppression du pass, etc.).

(16) Le PAC sera accusé d'être à la solde de la CIA. En fait, c'est avec le mouvement noir américain de années cinquante-soixante qu'il sera lié. L'évolution ultérieure de certains militants de ce mouvement noir américain, dans le Parti démocrate, sera également par la suite suivie par le PAC, mais sans fonder pour autant les calomnies relatives à l'époque de sa création.

tion noire, rien ne change avec la suppression des derniers liens institutionnels entre l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne.

La Constitution même de l'Etat sud-africain reste identique, si ce n'est le remplacement du gouverneur général par un président de la République, aux mêmes pouvoirs, et désigné de la même façon.

L'ensemble du système d'apartheid reste en place, et la majorité noire reste donc privée de tout droit politique et de ces terres dont elle a été dépouillée lors de la conquête.

L'apartheid repose sur un double pilier :

— dépossession des terres et parage des populations africaines dans des réserves incapables de subvenir aux simples besoins alimentaires des populations. C'est le système des bantoustans ;

— contrôle total de la circulation des Africains, partage en zones noires et zones blanches du territoire. Ce découpage, et le contrôle policier de son application, doit permettre de ne laisser en zone blanche que les seuls Noirs dont la force de travail est nécessaire, et là où elle est nécessaire. L'« oisif » noir est légalement interdit de séjour dans les zones blanches.

Mais, avec l'apartheid, comme avec la fondation de la RSA, une réalité demeure, qui est l'expropriation de la majorité noire, le pillage colonial de toutes ses ressources (y compris en force de travail), au profit de la société coloniale blanche et de l'impérialisme.

Il n'est pas sans importance, en relation avec les tâches de la révolution sud-africaine, d'aborder ici les positions développées par la direction stalinienne du South African Communist Party (SACP), qui seront ensuite reprises par l'ANC. Depuis 1962, ils ont innové « théoriquement » et défini la situation en Afrique du Sud comme marquée par un « colonialisme interne ». Que signifie cette formule ?

Un rapport du comité central du SACP, en 1962, expose ainsi cette analyse :

« L'Afrique du Sud n'est pas une colo-

nie, mais un Etat indépendant (...). L'octroi de l'indépendance à l'Afrique du Sud par la Grande-Bretagne, en 1910, ne fut pas une victoire sur les forces du colonialisme et de l'impérialisme (...). Les maux du colonialisme en ce qui concerne la majorité non-blanche furent perpétués et renforcés. »

Un document de l'ANC indique que « la nation dominante s'est enracinée dans notre pays en plus de trois siècles de présence. Elle n'est plus un corps étranger que dans le sens historique du terme. »

La prouesse théorique stalinienne peut en fait se résumer à deux choses :

1°) S'il n'y a pas de métropole, c'est donc qu'il n'y a pas de colonie.

2°) S'il n'y a pas de colonie, c'est que les colons ne sont pas (plus) des colons.

Il est possible de résumer cette analyse, sans même la caricaturer, en une formule : la République sud-africaine a la couleur du colonialisme, le goût du colonialisme, mais ce n'est pas du colonialisme ; le « colonialisme interne », c'est le Canada Dry du colonialisme...

Cette gymnastique théorique aboutit à quelques aberrations si l'on en suit la logique :

— les provinces du Transvaal et de l'Orange n'ont été des colonies qu'entre 1902 et 1910, car, avant, elles étaient des Républiques, blanches et boers, indépendantes..., et après la constitution de l'Union, elles n'étaient plus que des provinces d'un Etat indépendant... Mais les guerres de résistance des populations africaines concernées étaient-elles des guerres de résistance à la conquête coloniale ?

— si trois siècles suffisent à faire perdre le caractère de corps étranger, d'une part les Blancs non-boers, arrivés à partir du XVIII^e siècle, sont-ils des colons ? Et les Portugais, installés depuis cinq siècles dans leurs colonies, ont-ils été les victimes de mouvement de libération non fondés ?

L'absence du caractère national de la lutte permet d'embrouiller bien des questions, de ne voir, par exemple, la question des travailleurs blancs uniquement comme une variante particulière de la question de « l'aristocratie ouvrière » dans un pays capitaliste

« classique », en faisant abstraction de l'oppression nationale. Ils seraient simplement moins exploités quantitativement que les travailleurs noirs et ceux-ci devraient tenir compte de cette réalité (17). Léon Trotsky, on le sait, posait tout autrement la question. Lorsque, répondant à ceux qui disaient que le mot d'ordre de « république noire » est aussi nuisible à la cause de la révolution que celui de « l'Afrique du Sud aux Blancs », il écrivait :

« De la part des Blancs, il s'agit du maintien d'une domination infâme, de la part des Noirs, des premiers pas vers leur émancipation. Le droit total et inconditionnel des Noirs à l'indépendance, il nous faut le reconnaître absolument et sans réserves. C'est seulement sur la base d'une lutte commune contre la domination des exploiters blancs que pourra s'élever et se renforcer la solidarité des travailleurs noirs et des travailleurs blancs. »

En fait, ce qui éclaire véritablement cette « analyse originale », c'est la politique qu'elle couvre. La Charte de la liberté en est un exemple ; unité avec (derrière) les libéraux blancs, représentants de la bourgeoisie « progressiste et démocratique », abandon des revendications élémentaires de la libération nationale et de la démocratie, etc. En clair, ne pas risquer par la reconnaissance du fait colonial sud-africain une remise en cause d'un système colonial qui est de plus en plus le pivot du découpage de l'Afrique.

« Une colonie esclave »

Léon Trotsky écrivait en 1935 : **« Les possessions sud-africaines de la Grande-Bretagne ne constituent un dominion que du point de vue de la minorité blanche. Du point de vue de la majorité noire, l'Afrique du Sud est une "colonie esclave". »**

La proclamation d'indépendance de la République sud-africaine n'a eu comme effet que de dissoudre les derniers liens institutionnels avec la Grande-Bretagne. Pour la majorité noire, la République sud-africaine

(17) Est-il besoin de rappeler qu'il y a longtemps que toutes les organisations de libération nationale reconnaissent depuis longtemps le droit des Blancs à rester en Afrique du Sud ?

reste la colonie esclave dont parlait Trotsky.

La dépendance des exploiters sud-africains à l'égard de l'impérialisme ne sera d'ailleurs pas abolie. Certes, un protectionnisme sera instauré, afin d'aider à l'écoulement des produits locaux ; des mesures incitatives seront prises pour que les profits des capitaux placés en RSA soient réinvestis sur place, mais tout cela ne fera que développer localement une industrie dont les capitaux et les véritables patrons se trouvent ailleurs, en Europe ou, de plus en plus, aux Etats-Unis. De ce point de vue, le développement économique de la RSA, outre le rôle de l'exportation des matières premières, ne se comprend que dans le fait que la RSA se constitue en appendice direct de l'impérialisme en Afrique, appendice structurellement intégré dans l'économie mondiale, et offrant des conditions de rentabilité exceptionnelle pour les capitaux. Une région « européenne » dans laquelle se cumulent les effets d'incitations fiscales, d'aide de l'Etat, et de main d'œuvre bon marché. Cette dépendance de l'Afrique du Sud se traduit également au niveau commercial, au niveau de la dette extérieure, et au niveau de la pénurie de main d'œuvre qualifiée blanche, que l'on fait venir d'Europe, à grands renforts de publicité et d'avantages financiers.

Après 1910 comme après 1961, c'est la réalité de la domination coloniale qui détermine les tâches de la révolution, et avant tout celle de l'indépendance nationale. Elles le seront sous la direction du prolétariat noir, seule classe capable de les mener au bout.

Le prolétariat sud-africain occupe une position déterminante dans la lutte contre l'apartheid, non seulement au sens historique, mais de manière immédiate. Dès les premières décennies de ce siècle, comme il a été souligné, il marque de son empreinte les luttes émancipatrices de la majorité noire, et c'est lui qui aujourd'hui fait vaciller sur ses bases tout le système de l'apartheid.

A la différence d'autres colonies africaines, le prolétariat africain d'Afrique du Sud n'est pas un secteur marginal par rapport à l'ensemble de la population colonisée. Il en constitue

non seulement une fraction importante mais même majoritaire aujourd'hui.

Les mécanismes de sa constitution renvoient directement à la situation coloniale que nous avons analysée.

En Europe, le prolétariat s'est constitué sur la ruine de l'économie domestique, des petits producteurs indépendants dégageant une masse de travailleurs « libres », du travailleur « libre », « libre » de vendre sa force de travail à un patron contre un salaire pour subsister. En Afrique du Sud, le prolétariat africain a été constitué comme une conséquence directe de la conquête et des intérêts économiques en résultant. La ruine de l'économie traditionnelle n'a pas été le point de départ de la prolétarianisation, mais l'a accompagnée. Le travail forcé, avec souvent la complicité des aristocraties africaines, en a été le point de départ. Les divers impôts coloniaux, payables en numéraire, ont permis de rendre obligatoire l'accès à ce même numéraire, via le salariat dans la majeure partie des cas. Par la suite, l'expropriation massive et collective des terres, rendant impossible la subsistance, a contribué à accélérer la prolétarianisation. Mais, pour le colonisateur, il était hors de question de laisser se dévelop-

per un prolétariat « classique », dont le coût de la force de travail aurait été trop élevé s'il avait dû prendre en charge l'ensemble des frais de sa reproduction. Ne détruisant pas totalement la société colonisée, lui laissant un peu (très peu) d'espace pour subsister, il a ainsi préservé les conditions de l'extorsion d'une rente en travail, dernier pillage colonial possible, les autres richesses étant déjà accaparées.

Le prolétariat sud-africain ne disposera d'aucun des droits qui donnent leur sens à l'établissement de contrats ou de conventions collectives : pas le droit d'être représenté par un syndicat, de négocier son salaire ou ses conditions de travail. Sur tous les points de la législation codifiant les conditions de travail, les Blancs ont des droits, les Noirs des devoirs. Le « Master and Servant Act » appliqué initialement dans l'agriculture sera généralisé : il stipule que la rupture du contrat de travail est un crime pour un Africain... Les brèches opérées dans ce système d'interdits entrent en contradiction avec le système de l'apartheid en tant que tel. Ainsi, en Afrique du Sud, les conditions d'extorsion de la plus-value sont déterminées par le système de l'apartheid qui commande toutes les relations de travail.

La question agraire en RSA et la fonction des Bantoustans

Les Bantoustans sont les réserves où sont parquées les populations africaines. Elles ont vu leur nom changer en même temps que leur fonction pour le colonialisme évoluait. Ils deviendront les « bantoustans », pourvus d'une administration « autonome », alors qu'une partie de l'industrie sera incitée à s'établir à leur frontière pour bénéficier d'une main d'œuvre abondante et

stabilisée hors des zones blanches. Par la suite, ils seront baptisés homeland, puis foyers nationaux, appelés à bénéficier d'une « indépendance » fictive. Depuis la création de l'Union sud-africaine, c'est par millions que des Noirs ont été déportés hors des zones blanches, et souvent pour être « raménés » dans ces bantoustans.

LES BANTOUSTANS EN CHIFFRES

Transkei	indépendant en 1976	3 morceaux	43 000 km
Bophutatswana	indépendant	7 morceaux	38 000 km
Ciskei	indépendant	3 morceaux	8 200 km
Venda	indépendant	2 morceaux	6 000 km
Kwazulu	autonome	10 morceaux	31 000 km
Lebowa		7 morceaux	22 000 km
Galankul		4 morceaux	6 700 km
Swali		1 morceau	2 000 km
Qwaqwa		1 morceau	460 km

Au total, 13 % de la superficie totale de la RSA, les zones les moins fertiles, pour 75 % de la population...

La mortalité infantile y était estimée entre 27 et 40 % en 1983, selon les régions. Tous les Africains sont rattachés, en fonction de leur origine ethnique, à un bantoustan, où ni eux, ni leurs parents n'ont jamais résidés. L'indépendance d'un bantoustan donne à l'Africain « indépendant » un passeport qui remplace son « pass », réservé aux seuls « nationaux ».

Qu'est-ce que le « pass » ? Tout Africain adulte, lorsqu'il est en zone blanche, doit être en mesure de justifier sa présence à l'aide de son « pass ». Ce document comporte son identité, son appartenance raciale, ses employeurs et résidences successives légales. En l'absence d'un employeur en zone blanche, et donc de résidence en zone blanche, un Africain peut être arrêté et expulsé ou emprisonné... Sous sa forme actuelle, le pass n'existe que depuis le début des années cinquante, où il a remplacé, en les regroupant, plusieurs autres documents. C'est également à cette époque qu'il a été rendu obligatoire pour les femmes. Près de 200 000 Africains sont emprisonnés chaque année pour infraction aux lois sur le « pass ». Durant leur emprisonnement, ils peuvent être utilisés comme main d'œuvre sur des fermes d'Etat ou privées, blanches, évidemment.

La question agraire en RSA est directement déterminée par le système colonial en place et est liée à l'existence des bantoustans qui, comme nous l'avons vu, réservent actuellement 13 % de la terre à la population africaine, représentant 75 % de la population totale. Bien évidemment, ces 13 % de terres ne sont pas constituées des terres les plus fertiles...

En 1953, un rapport officiel concluait déjà à l'incapacité des réserves à subvenir aux seuls besoins alimentaires des populations, du fait de l'érosion des sols, de leur morcellement et de l'absence d'irrigation.

Jusqu'à la récente politique de bantoustanisation de la RSA, le principe directeur de la politique gouvernemen-

tale dans ces réserves était l'application maximale du principe « un homme, un lopin ». Ce principe avait pour objet de maintenir, y compris dans des conditions économiques désastreuses, un attachement à la terre de la part de la population africaine, et surtout des prolétaires migrants tolérés en zone blanche le temps de leur contrat de travail. Cet attachement présentait des avantages politiques et économiques, limitant la tentation urbaine et réduisant le coût des salaires.

La politique de bantoustanisation, au contraire, avait notamment pour fonction de permettre l'émergence d'une couche africaine privilégiée défendant les intérêts du régime. Les mesures agraires, accompagnant l'autonomie et l'indépendance de ces bantoustans, ont donc eu pour fonction de faciliter la concentration des terres aux mains de quelques-uns, renforçant ainsi une bourgeoisie rurale africaine, dans laquelle se trouvent au premier plan les membres des autorités « traditionnelles » africaines dévoués à Prétoria, et investis de pouvoirs politiques dans les bantoustans.

Parallèlement à cette situation dans les « terres noires », en zone blanche existent de nombreux Africains travaillant sur les terres des colons. Le contrat de travail qui les lie concerne fréquemment l'ensemble de la force de travail familiale, femme et enfants inclus. Parmi les systèmes d'extorsion de cette force de travail, l'un des plus répandus (à côté de l'utilisation ponctuelle de travailleurs migrants ou de prisonniers africains « loués » par l'Etat) combine un salaire très bas, voire fictif, et un droit d'utilisation limité d'une parcelle de terre pour l'utilisation personnelle de l'Africain (culture vivrière, élevage (dans une limite numérique fixée par le contrat), de bétail, etc.

Ces travailleurs agricoles sont considérés par le colon comme responsables de leur force de travail familial, et susceptibles d'être sanctionnés en cas de fuite d'un des membres de leur famille vers la ville ou les mines, lors d'une période où sa force de travail est requise... D'où découle, là aussi, une véritable pression contre l'urbanisation (et la prolétarianisation) permanente.

En fait, la principale caractéristique de la paysannerie africaine en Afrique du Sud est d'être sans terre, ou quasiment. De plus, une part importante de ces paysans sans terre sont intégrés, à divers moments de leur vie, au prolétariat des mines et des villes. Cette double caractéristique doit être le point de départ de l'élaboration d'une politique de réforme agraire, que le prolétariat noir sera amené à mettre en œuvre après la prise du pouvoir, et qui passera par la destruction totale du système actuel de répartition des terres, dans lequel une partie de la population africaine meurt de faim, tandis que l'agriculture sud-africaine capitaliste exporte ses produits.

Le réveil des années soixante-dix

Le début des années soixante-dix est souvent considéré comme la période du renouveau des luttes noires. En effet, cette période commence par les grandes grèves des mineurs namibiens, en 1971, bientôt suivies par une vague de grèves, notamment dans la région de Durban, en 1972-1973.

De ces grèves surgissent des organisations syndicales, dont certaines se fédéreront, donnant naissance aux actuelles fédérations FOSATU et CUSA (18).

Parallèlement à ce renouveau syndical, la lutte des masses noires se redéveloppe du côté de la jeunesse et entraîne y compris la petite-bourgeoisie noire, qui bien que moins défavorisée que le prolétariat ou la petite paysannerie,

n'a pour autant aucune perspective réelle dans le système.

Les révoltes de Soweto, au sujet desquelles la direction de l'ANC en exil s'avouera « surprise », et où le régime assassine plus de 600 écoliers, le 16 juin 1976, en sont la manifestation. Ce mouvement, radicalisant et organisant une partie importante de la jeunesse, s'est développé autour de l'idéologie de la Conscience noire, et des multiples organisations locales s'y rattachant. Le mouvement trouve son origine, à la fin des années soixante, lorsque, sous la direction de Steve Biko, les étudiants noirs font scission de la National Union of South Africa Students (NUSAS), organisation multiraciale dirigée par des étudiants libéraux progressistes blancs. Ils fondent le South African Student's Organisation (SASO), opposée à la bantoustanisation et à l'éducation « bantoue » au rabais.

Peu après est lancée l'idéologie de la Black Consciousness, autour de laquelle est constituée, début 1970, la Black People Convention (BPC), qui regroupera de multiples organisations communautaires locales ou nationales. C'est le BPC qui introduira le terme de « Noir » en remplacement de celui de « non-Européen », utilisé jusqu'alors.

Pour le Mouvement de la conscience noire, la lutte contre le régime ne peut être que le fait des Noirs du pays, seuls véritables opprimés et exploités, les Blancs n'ayant pas à « leur donner de conseils », mais, s'ils veulent contribuer à la lutte, à refuser et à dénoncer l'ensemble du système de privilèges auxquels la couleur de leur peau leur donne accès. L'idéologie de la Conscience noire ne se traduit pas réellement en termes de programme politique concret, mais plutôt de volonté radicale d'en finir avec le système et de construire une Azanie unitaire et non raciale.

La réponse de l'Etat de l'apartheid à cette nouvelle situation se traduira sur plusieurs plans.

La répression, évidemment, qui conduira à l'interdiction des organisations de la Conscience noire et à l'assassinat, dans les locaux de la police, de Steve

(18) Outre les fédérations — Federation of South Africa Trade Unions (FOSATU) et Council of Unions of South Africa (CUSA) —, il faut signaler la constitution de la South African Allied Worker Union (SAAWU), qui quitta les négociations unitaires, ainsi d'ailleurs que le General and Allied Worker Union (GAWU) et le General Worker Union of South Africa (GWUSA). Ces derniers syndicats ne doivent pas être confondus avec le General Worker Union (GWU) au sigle proche, qui organise essentiellement les dockers de la province du Cap et participe à l'Unity Talk. Le mouvement syndical noir sud-africain étant très éparpillé organisationnellement, l'énumération exhaustive des syndicats n'est pas faisable ici, faute de place.

Biko, après qu'il aura été torturé. Et une nouvelle politique de bantoustani- sation dotant les réserves de l'indépen- dance politique, les transformant for- mellement en Etats fantoches, afin de satisfaire à plusieurs exigences :

— à terme, priver tous les Africains de la citoyenneté sud-africaine, et donc pouvoir limiter les lois racistes en les remplaçant par des réglementations sur l'immigration, permettant ainsi de se donner une image plus acceptable sur le plan international ;

— favoriser la constitution d'une classe petite bourgeoise africaine, jus- que là incapable de se développer réel- lement dans le système (à l'exception d'une infime minorité), et donc accen- tuer les contradictions chez l'adver- saire (19) ;

— dans la même logique, transférer plus directement à des Africains le soin de la répression directe contre les Afri- cains...

— donner ainsi de nouvelles possibi- lités d'expansion à l'industrie, en créant des zones frontalières près de ces Etats.

Parallèlement à cette nouvelle politi- que, et sur fond de crise politique au sein du National Party entre « Ver- ligte » (éclairé) et « Verkrampte » (crispé), plus ou moins partisans de réformes, et qui donneront lieu à un éclatement du National Party avec la constitution du Conservative Party et du Hertzigte National Party sur sa droite (!), interviendront les mesures nées des commissions Wiehahn et Rieckert.

Ces mesures préconisent un possible assouplissement des conditions de rési- dence urbaine, le droit d'acheter une maison (en fait un bail de 99 ans...), etc. dans les townships en zone blanche (tel Soweto), toutes mesures visant là aussi à conforter une petite- bourgeoisie africaine pour s'en faire une alliée.

Sur le plan syndical, les recommanda- tions prévoient une « légalisation » des syndicats noirs, assortie de clauses de contrôle, prévoyant le droit de grève à

(19) Parmi les mesures annoncées, et parfois partiellement prises, figure la possibilité d'éta- blir commerce ou industrie en zone blanche pour les Noirs.

l'issue de négociations obligatoires, longues et sous contrôle de l'Etat, etc. (20).

Le remplacement du « crispé » Vorster par l'« éclairé » Botha, à la suite d'un scandale concernant l'utilisation de fonds secrets à des fins de propagande par l'achat de media étrangers et la création de quotidiens nationaux, etc., sera l'occasion du développement de cette « Real Politik », qui rapidement obtiendra l'aval des libéraux du Party Federal of Progress (PFP), soutenu par l'Anglo-American Corporation, de H. Oppenheimer.

L'aboutissement de cette politique consistera, à côté de l'abandon de cer- taines mesures de l'apartheid « mes- quin », à la nouvelle Constitution qui prévoit la constitution de chambres élues et sans pouvoir, pour les Indiens et les Métis.

Buthelzi : une carte pour l'impérialisme

L'Inkatha est le nom d'une ancienne organisation ethnique zoulou, des années vingt, déjà soutenue alors par des représentants de la bourgeoisie liés à l'impérialisme britannique. Disparue de la circulation, elle réapparaît en 1975, sous la direction de Buthelezi, qui en est le président à vie, du fait de sa légitimité de dirigeant zoulou mem- bre de la lignée royale !

Buthelezi est un ancien militant de l'ANC, à propos de laquelle il explique qu'elle est trop extérieure à la réalité (du fait de son exil) pour comprendre

(20) La reconnaissance légale des syndicats noirs s'accompagne de multiples entraves, notamment quant à l'exercice d'un droit de grève « légal », seulement possible à l'issue de longues et obliga- toires négociations, et si le secteur économique n'est pas considéré comme vital. Parmi les mesu- res figurent celles concernant l'enregistrement, permettant la participation à des conseils indus- triels de branche dans lesquels les syndicats noirs ne pouvaient rien espérer. L'enregistrement implique également la possibilité pour l'Etat de contrôler les finances et les activités du syndicat, et d'avoir la liste de ses membres et responsables. Mais cette dernière mesure est en fait appliquée à tous les syndicats non clandestins, ayant imposé leur existence, voire des accords de reconnais- sance.

quelque chose à la situation intérieure (21).

L'Inkatha jouera d'abord la carte de l'opposition à Prétoria, notamment sur le problème de la bantoustanisation. Refusant l'indépendance mais acceptant l'autonomie, Buthelezi dispose du pouvoir conféré par une mainmise de l'Inkatha sur tous les rouages administratifs et politiques du Kwazulu.

Contrôlant ainsi tous les aspects quotidiens de la vie des populations africaines du Natal, dépendant du Kwazulu, par le biais des pouvoirs de l'administration locale en matière de pensions, de droit à résidence (et donc d'accès au travail), d'attribution de terre ou de crédit, etc, l'Inkatha voit ses effectifs théoriques se gonfler et dépasser le million. Dans la pratique, outre les classiques techniques de gonflage des chiffres, il convient d'ajouter que sont comptabilisés comme membres de l'Inkatha tous ceux qui ont un jour pris une carte de l'Inkatha, démarche conseillée dans le cas de certaines formalités administratives... et que ses « membres » ont généralement suivi les consignes de leurs syndicats lors du stay-away de novembre 1984, que l'Inkatha dénonçait...

Au-delà de son discours populiste, de son contrôle sur l'administration, de son clientélisme, etc., ce qui distingue l'Inkatha des autres « partis » de certains bantoustans, c'est son degré de relative indépendance vis-à-vis de Prétoria. Cette indépendance est le produit historique de la situation au Natal, où les couches dominantes zoulou ont disposé d'une insertion dans l'économie coloniale, leur permettant de disposer d'intérêts économiques « autonomes », mais en lien étroit avec des secteurs de l'économie coloniale liés étroitement au commerce avec la métropole (notamment la grande agriculture sucrière). De cette convergence d'intérêts est née une alliance politique entre l'Inkatha et le

(21) Buthelezi a néanmoins entretenu de bonnes relations avec l'ANC, notamment lors de son opposition à un projet de remembrement du Kwazulu (en 1979), qui aurait donné une fraction de ce territoire (et sa population !) au Swaziland voisin.

PPF, soutenant le système plus que le gouvernement.

Sur l'arène internationale, Buthelezi est l'opposant noir à l'apartheid, qui explique pourquoi il ne faut pas suspendre les investissements.

Sur le plan intérieur, l'organisation paramilitaire de l'Inkatha lui permet d'intervenir directement. Les pseudo-émeutes raciales de Durban, dont toute la presse s'est emparée, furent en fait l'attaque de quartiers indiens et de meetings dans ces quartiers par les nerfs de Buthelezi, montrant ainsi qu'il était disponible et prêt à être le rempart des intérêts impérialistes en RSA, et tentant ainsi de se poser comme la force avec laquelle il faut compter. Buthelezi demande l'ouverture de négociations (appelées Convention nationale) entre le gouvernement et toutes les composantes du peuple noir (y compris l'ANC et le PAC, interdits), afin de mettre fin à l'apartheid... dans le cadre d'un système fédéral à négocier, et pouvant prendre la forme d'une 4^e Chambre « représentant » les Africains... (Propositions ressemblant d'ailleurs de très près à celles du PPF). Nul doute que Buthelezi, dans le cadre de l'approfondissement de la crise du régime, sera une carte que l'impérialisme mettra en avant.

Le mouvement syndical

Face au régime de l'apartheid, le mouvement syndical constitue la force principale organisée, même s'il ne regroupe pas les chômeurs, dont le nombre va croissant avec l'aggravation de la crise économique (leur nombre est estimé à 3 millions).

La dispersion relative de ce mouvement est une entrave à laquelle ce mouvement a rapidement essayé de mettre un terme. Se donnant pour objectif explicite la constitution d'une fédération unique, des discussions se sont rapidement ouvertes sur ce terrain, regroupant la plupart des syndicats existants.

La tactique des staliniens a été, lors de ces discussions appelées « Unity Talk », de mettre en avant les divergences existantes, divergences liées à la

tactique à adopter face aux mesures gouvernementales (notamment le problème de l'enregistrement, dénoncé par tous, mais entraînant des tactiques différentes), ou de la structure organisationnelle... De tentatives de division en tentatives de division, les staliniens et des petits syndicats ont fini par quitter les discussions, espérant ainsi les entraver durablement.

La poursuite de la montée de ces organisations de classe, malgré la crise économique et la répression, a permis l'échec de ces manœuvres de division, et l'Unity Talk regroupe aujourd'hui :

- les deux fédérations nationales (FOSATU et CUSA) — la CUSA (affiliée CISL) —, et regroupe notamment le NUM (22), fondé en août 1982 et qui représente près de 200 000 mineurs, soit le tiers de ceux-ci ;
- le GWU, syndicat général regroupant surtout les dockers, organisés dans la province du Cap ;
- le FCWU (et l'(A)FCWU), survivant du CNETU, regroupant les travailleurs de l'alimentation ;
- le Cape Municipal Worker Union (CMWU) ;
- le Commercial and Catering Allied Worker Union (CCAWUSA), travailleurs du commerce, de l'hôtellerie, etc.

(22) Sur le problème d'une fédération unitaire, Cyril Ramaphosa, le secrétaire général du NUM, déclarait au congrès de l'AZAPO, en 1984 :

« Le mouvement ouvrier noir est le principal moteur pour achever l'unité des opprimés. (...) Le premier pas dans cette direction était l'unité des travailleurs dans des syndicats. Le second pas consistait à réunir ces syndicats dans le mouvement ouvrier. Le troisième, qui est en cours, est la constitution "d'un syndicat, une branche industrielle", et même rapidement au quatrième, qui est "une Fédération unifiée pour l'Azanie". Le cinquième, et dernier pas, est l'unité de tous les opprimés. »

A ce même congrès, il déclara également : *« Les travailleurs noirs ne profitent qu'en derniers des alliances avec les travailleurs blancs, l'une des raisons en étant que ces alliances privent souvent les travailleurs noirs de la direction du mouvement. (...) La mise côte à côte, dans des organisations, de groupes blanc et noir n'a rien à voir avec l'amitié ou l'amour, comme beaucoup le croient. Rien n'est plus éloigné de la vérité. On ne conduit pas ses affaires de groupe sur la base de l'amour, mais sur la base de ce que l'on considère comme ses intérêts vitaux. »*

soit plus de 500 000 travailleurs, en simple addition arithmétique, plus de 80 % des travailleurs organisés dans les syndicats noirs indépendants, et dont les discussions avancent à grands pas en direction de la mise en place effective de cette centrale unitaire, tout en jouant un rôle de premier plan dans la mobilisation sur le terrain direct des revendications ouvrières et des luttes de classes.

Ponctuellement, comme par exemple dans la préparation du 1^{er} mai 1985 avec le « May Day Coordinated Committee », des structures unitaires sont mises sur pied, auxquelles même les petits syndicats extérieurs à l'Unity Talk, y compris les staliniens, doivent participer sous peine d'être totalement groupuscularisés.

Le National Forum Comitee

Né quelques semaines avant l'UDF, le National Forum Comitee n'est qu'un regroupement et ne se veut pas au stade actuel une organisation qui ne pourrait être que sans base principale suffisante. Les organisations du NFC ont néanmoins élaboré un manifeste commun dès juin 1983, et décidé de lancer une campagne pour le boycott des élections dans le cadre de la nouvelle Constitution (les chambres fictives indienne et métis).

Ce « Manifeste du peuple azanien » déclare :

« Notre lutte pour la libération nationale est directement dirigée contre le système du capitalisme racial qui tient le peuple d'Azanie en servitude pour le bénéfice de la petite minorité de capitalistes blancs et ses alliés, les travailleurs blancs et les fractions réactionnaires des classes moyennes noires. La lutte contre l'apartheid est le point de départ de nos efforts pour la libération. L'apartheid ne sera détruit qu'avec le système racial capitaliste. »

La classe ouvrière noire, inspirée par l'idéologie révolutionnaire, est la force dirigeante de notre lutte. Elle seule peut éliminer le système tel qu'il fonctionne aujourd'hui, car elle seule n'a rien à perdre. Elle a un monde à gagner dans une Azanie démocratique, antiraciste et socialiste. La tâche historique

de la classe ouvrière noire et de ses organisations est de mobiliser ensemble les pauvres des villes et des campagnes, avec les fractions radicales des classes moyennes, afin de mettre fin au système d'oppression et d'exploitation de la classe dominante blanche.

La conduite victorieuse de notre lutte de libération nationale dépend des fermes principes qui nous assureront que la lutte de libération nationale ne sera pas retournée contre notre peuple par des leaders traîtres et opportunistes. Parmi ces principes, les plus importants sont :

- antiracisme et anti-impérialisme,
- non collaboration avec les oppresseurs et leurs instruments politiques,
- organisation indépendante de la classe ouvrière,
- opposition à toute alliance avec des fractions de la classe dominante. »

Le NFC se pose pour « première tâche la construction d'organisation ouvrière indépendante de l'Etat, des patrons et des dirigeants réactionnaires petits-bourgeois (...), populariser l'exigence d'un front uni des travailleurs en opposition directe avec les stratégies de Front populaire (...), populariser et expliquer le mot d'ordre d'Assemblée constituante, opposé à la demande de Convention nationale ».

Parmi les organisations adhérentes au NFC figurent l'AZAPO, dont le programme est pour l'essentiel le même que celui contenu dans le Manifeste du NFC. L'AZAPO se réclame de l'idéologie de la Conscience noire, et parmi ses dirigeants figurent les animateurs du BPC, lorsque ceux-ci ont été libérés de prison.

La CUSA en est également adhérente, ainsi que Action Youth (organisation noire de jeunesse, qui inclut dans sa plate-forme le soutien aux peuples nicaraguayen et polonais), l'Azanian Student Movement (AZASM), organisation étudiante se réclamant de la Conscience noire, etc. En tout, plusieurs centaines d'organisations, locales ou nationales.

L'United Democratic Front

L'United Democratic Front n'a pas de programme. Il s'est constitué en août

1983, sur la seule base du refus de la nouvelle Constitution. T. Lekota, responsable de la propagande de l'UDF, explique ainsi la position de ce front :

« L'UDF doit être vue comme un processus. C'est une réponse aux activités du gouvernement et donc une organisation bâtie sur la protestation. (...) Nous pensons que le principe clé est l'opposition commune à la politique de « New Deal ». (...) Nous ne sommes pas préoccupés de savoir si nos membres se réfèrent à la Conscience noire ou à la Charte de la liberté, ou à n'importe quel autre programme. Notre préoccupation est de rassembler les organisations qui s'opposent à la législation. (...) »

Dans ses rangs, l'UDF rassemble environ 700 organisations de tout type : associations communautaires locales (sportives, de résidents, etc.), la NUSAS, le Black Sash (organisation de Blancs charitables et libéraux), syndicats, etc. Toutes ces organisations ont la même représentation numérique dans les instances de direction, quel que soit le nombre de leurs adhérents. Seules les organisations adhèrent à l'UDF, il n'y a pas d'adhésions individuelles.

Si la CUSA adhère à ce front, ainsi d'ailleurs qu'au National Forum Comitee, la FOSATU et le GWU (entre autres) le dénoncent comme « une alliance qui rassemble les ennemis de classe des travailleurs noirs, sous le leadership de la bourgeoisie », position qui n'exclut pourtant pas la possibilité d'accords ponctuels sur des campagnes précises. Mais, ni pour le 1^{er} mai, ni pour le massif stay-away de novembre, les organisations syndicales n'ont accepté la participation de l'UDF en tant que tel aux comités de préparation unitaires...

Les principales critiques faites à l'UDF par les opposants à l'apartheid qui refuse d'y entrer concernent :

- son absence de programme et de principes (l'impossibilité de trouver un accord entre les organisations de l'UDF sur l'éventualité d'un référendum dans les communautés métis et indienne sur la nouvelle Constitution en est un exemple ; certains organisa-

tions demandant l'organisation de celui-ci, d'autres le refusant) ;

— la présence d'organisations bourgeoises blanches et petites-bourgeoises, défendant leurs intérêts de classe ;

— la présence d'organisations ethniques (le Natal Indian Congress, le Transvaal Indian Congress, le Muslim (musulma) Congress, l'Association des commerçants métis du Cap, etc.), levant des doutes sur sa position quant à une Afrique du Sud multiraciale au lieu de non-raciale ;

— sa structure, donnant autant de poids à toutes les organisations quelle que soit leur importance ;

— les demandes de ses dirigeants quant à la tenue d'une « Convention nationale » pour négocier avec le gouvernement.

En dehors de ces deux regroupements existe en RSA une multitude d'organisations locales de la communauté noire ou d'organisations syndicales qui ne sont pas affiliées. En outre, réapparait (après plusieurs années de silence dues à l'emprisonnement de ses dirigeants), l'African People's Democratic Union of South Africa (APDUSA).

L'APDUSA fut l'un des principaux partis de l'Unity Movement, qui se réclamait de la plate-forme du Non-European Unity Movement, et fut actif au début des années soixante, en réaction au mouvement chartiste (de la Charte de la liberté). L'APDUSA ne participe pas au NFC, car il trouve sa plate-forme insuffisante, et il dénonce l'UDF comme un front sans principes, regroupant des organisations aux intérêts de classe divergents.

*
* *

Cet article n'avait pas la prétention d'examiner tous les aspects d'une situation qui conduit à l'un des bouleversements majeurs de la seconde moitié du XX^e siècle, encore moins de donner des réponses définitives à tous les problèmes théoriques et politiques que la révolution en Afrique du Sud met au premier plan, mais de fournir les premiers éléments d'une réflexion qui devra se prolonger en relation avec

l'élaboration politique au sein des organisations combattant l'apartheid.

Car il est nécessaire de conclure en revenant à ce qui était brièvement énoncé dans l'introduction de cet article. Oui il s'agit d'une révolution. Ce qu'a réalisé l'action des masses, c'est le commencement de la révolution noire contre l'apartheid, contre l'état structuré sur la base de l'apartheid.

Et déjà, c'est dans le monde entier que son grondement se fait entendre. Au moment où se prépare la rencontre au « sommet » entre Reagan et Gorbatchev, l'immense mouvement du peuple Noir d'Afrique du Sud vient signifier aux représentants de la bureaucratie du Kremlin qu'il n'est pas aisé de disposer de la volonté des peuples.

Une révolution qui commence et il serait vain de spéculer sur les rythmes, les moments de son développement. Une révolution qui, comme toute révolution, ne suivra certes pas un parcours linéaire, qui se heurte et se heurtera à la violence des exploités et des oppresseurs — soutenus contre le peuple noir par toutes les forces réactionnaires mondiales — mais aussi à des obstacles internes. Mais elle est irréversible. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne subira pas des rudes coups, qu'elle ne connaîtra pas de reculs ni de pauses. Mais le mouvement qui s'est engagé ne s'arrêtera pas sans que son objectif soit atteint, c'est-à-dire sans que le système de l'apartheid soit détruit de fond en comble.

La repression — dont on sait la violence et l'ampleur — n'a pu enrayer la montée du mouvement des masses ni son organisation croissante. Le degré atteint par la crise s'est d'ores et déjà manifesté dans les oscillations brusques des sommets de l'appareil d'état raciste. On est passé des promesses de « réformes significatives » aux affirmations de Botha refusant tout changement.

Puis à de nouvelles déclarations prévoyant des modifications dans les lois sur la citoyenneté et l'abrogation du système du « pass ». Le désarroi qui s'inscrit dans ces démarches contradictoires n'a pas sa source qu'à Prétoria. L'administration Reagan, placée devant le développement aux Etats-Unis d'un fort mouvement contre l'apartheid — et il faudrait être aveugle pour ignorer l'impact sur les masses noires des Etats-Unis de ce qui se passe en Afrique du Sud — est en difficulté dans sa politique de soutien acharné au régime raciste. Elle fait pression pour des « modifications ». Mais n'oublions pas que c'est précisément une telle « modification » (la nouvelle constitution donnant aux Indiens et aux Métis le droit de voter pour des assemblées « séparées » et sans pouvoir) qui a été le déclencheur de la vague révolutionnaire actuelle...

Ni le raidissement, ni les concessions qui seront ressenties comme de premières victoires, ne mettront fin à la révolution qui commence.

« Un homme, une voix » : le respect du principe démocratique élémentaire de la loi de la majorité. Voilà l'exigence qui est au centre de la révolution sud Africaine. Mais la réalisation de cette exigence implique qu'il ne reste pas pierre sur pierre de l'édifice de l'apartheid, de l'appareil d'état qui en est inséparable. Cet objectif est indissociable de la destruction de la domination impérialiste et du système colonial spécifique d'oppression de la populaire Noire, de la réintégration des Bantoustans dans une République unitaire.

Comme l'écrivait Léon Trotsky en 1935, dans une lettre à des trotskystes sud-africains :

« Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports, non seulement entre les races et assure aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère national. Nous n'avons pas la moindre raison de fer-

mer les yeux sur cet aspect de la question, ou de minimiser son importance. Au contraire, le parti prolétarien doit, en paroles et en actes, ouvertement et hardiment, prendre en ses mains la résolution du problème national (racial). Mais la résolution de ce problème, le parti prolétarien peut et doit le réaliser par ses propres méthodes. L'instrument historique de l'émancipation nationale ne peut être que la lutte des classes ».

Et Trotsky ajoutait :

« La révolution victorieuse, inconcevable sans l'éveil des masses indigènes leur donnera à son tour ce qui leur manque tellement aujourd'hui : la confiance dans leurs propres forces, une conscience accrue de leur culture. Dans ces conditions la République Sud Africaine deviendra avant tout une "République Noire" ; cela n'exclut pas, bien entendu, ni une complète égalité des droits pour les blancs, ni de fraternelles relations entre les deux races (ce qui dépend surtout de la conduite des blancs) (23).

Ainsi, les mots d'ordre démocratiques que l'on pourrait qualifier d'élémentaires concentrent les objectifs révolutionnaires d'un mouvement qui fait déjà vaciller le système de l'apartheid sur ses bases et qui n'a pas fini d'avoir des conséquences mondiales.

Cette lutte contre une forme barbare d'oppression dont les origines directes sont dans l'esclavage, est avant tout menée par une puissante classe ouvrière (la plus importante numériquement de tout le continent africain), la plus concentrée, et déjà fortement organisée dans ses syndicats qui sont en première ligne du combat contre l'apartheid.

Le fait que le système capitaliste ait épuisé toute capacité progressive, le pourrissement et le caractère réaction-

(23) On trouvera le texte intégral de cet article de Trotsky dans le tome V des *Oeuvres*. L'essentiel en est publié dans le n° 30 de *Tribune Internationale*.

naire de l'impérialisme sont révélées dans sa défense d'un régime fondé sur une forme d'oppression abominable. Et c'est dans le pays, où la majorité, (le peuple Noir) est le plus privé de droits, que s'est développée la plus puissante classe ouvrière du continent qui prend en mains cette lutte révolutionnaire pour les droits de la majorité.

Ce ne sont pas que les réflexions de Léon Trotsky sur l'Afrique du Sud qui frappent par leur actualité, alors qu'elles ont été écrites il y a un demi-siècle. C'est une nouvelle et éclatante

vérification de la théorie et de la méthode de Léon Trotsky, des bases constitutives de la 4^e Internationale qui se manifeste aujourd'hui en Afrique du Sud.

La théorie de la révolution permanente est le point de départ — comme généralisation de la dynamique même de la révolution prolétarienne à notre époque — qui permet d'aborder les tâches et les problèmes de la révolution sud-africaine.

10 septembre 1985

P. DEMINSTEIN

Telle est la conclusion d'un samizdat qui circule à

Le publication de ce document en URSS est révélatrice : comme est révélatrice l'incapacité de la bureaucratie du Kremlin de défaire la révolution politique en Pologne ; c'est là l'un des aspects majeurs des contradictions et des limitations de la bureaucratie stalinienne, confrontée à la résistance des masses non seulement en Pologne, mais également dans les autres pays de l'Europe

Precisément, depuis l'accession de Gorbatchev au pouvoir en URSS, le premier article de la presse de sa nomination — « réforme », « changement » titraient alors la plupart des journaux de presse dans les pays d'intérêt tout particulier au moindre changement survenu au Kremlin. Dans ce premier article, il est traité des contradictions et des rapports entre la bureaucratie et l'impérialisme. Le second article revienne sur la résistance de la classe ouvrière et la situation de l'économie en URSS.

Une formule
d'abonnement groupé :

LA VÉRITÉ et TRIBUNE INTERNATIONALE

Pour 1 an : 4 numéros de *La Vérité*
8 numéros de *Tribune internationale*

- pli ouvert : 150 F
- pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : *La Vérité - Tribune internationale*
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



Bulletin d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

- LA VERITE
- TRIBUNE INTERNATIONALE
- LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

- Pli ouvert
 - Pli fermé
- (cocher la formule choisie)

(2) On trouvera le texte intégral de cet article de Trotski dans le tome V des Œuvres L'essentiel en six tomes dans le n° 30 de Tribune Démocratique.

NOUVELLE PHASE DE L'ÉVOLUTION DE LA BUREAUCRATIE 25

APRES LA NOMINATION DE GORBATCHEV

Une nouvelle phase de la crise de la bureaucratie en URSS (première partie)

par Lucien GAUTHIER

LA muse de l'histoire parle aujourd'hui « L polonais. Il dépend de nous de lui apprendre le russe ».

Telle est la conclusion d'un samizdat qui circule à Moscou sur la révolution polonaise (1).

La publication de ce document en URSS est révélatrice ; comme est révélatrice l'incapacité de la bureaucratie du Kremlin de défaire la révolution politique en Pologne : c'est là l'un des aspects majeurs des contradictions et des oscillations de la bureaucratie stalinienne, confrontée à la résistance des masses non seulement en Pologne, mais également dans les autres pays de l'Est de l'Europe.

Précisément, depuis l'accession de Gorbatchev au pouvoir en URSS, la presse occidentale, qui a présenté celui-ci comme un « moderniste » lors de sa nomination — « réforme », « changement » titraient alors la plupart des organes de presse dans les pays capitalistes —, accorde un intérêt tout particulier au moindre événement, au moindre changement survenus au Kremlin. Dans ce premier article, il est traité des conditions dans lesquelles Gorbatchev (après Brejnev, Andropov et Tchnernenko) doit faire face à ces contradictions et des rapports entre la bureaucratie et l'impérialisme. Le second article reviendra sur la résistance de la classe ouvrière et la situation de l'économie en URSS.

(1) Samizdat de 200 pages intitulé « La révolution polonaise » et diffusé à Moscou au printemps 1982 ; des extraits en ont été publiés en

français dans la revue « Diagonale Est/Ouest » n° 1

Il ne s'agit certainement pas pour nous, dans le présent article, de rivaliser avec les « kreinologues » et autres « spécialistes ». De toute façon, il est encore trop tôt pour définir avec précision ce qui est en cours au Kremlin.

D'ailleurs, c'est exactement cette incertitude pesant sur l'avenir qui inquiète les cercles dirigeants de l'appareil international du stalinisme, confrontés à une situation mouvante au Kremlin : il suffit de voir la bureaucratie hongroise, si prompt à prendre fait et cause pour le « réformateur » Andropov, se contenter pour l'instant

— prudence est mère de toutes les vertus — de reproduire dans sa presse les dépêches de l'agence Tass, sans commentaires.

C'est qu'après 18 années de stabilité du personnel politique sous Brejnev (2), il s'agit, avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, du 3^e secrétaire général du PCUS en trois ans. Et ce simple fait est par lui-même un signe de l'instabilité des rapports au sein même de la bureaucratie du Kremlin.

A l'évidence, s'ouvre aujourd'hui en URSS une nouvelle phase de la crise de la bureaucratie stalinienne.

I - BREJNEV - ANDROPOV - TCHERNENKO

En effet, comme nous l'écrivions en décembre 1982 à l'occasion de la désignation d'Andropov, le « **trait saillant du régime de Brejnev a été l'immobilisme. Incapable de maîtriser le mouvement de la classe ouvrière, la marche à la révolution politique, la bureaucratie n'avait d'autre ressource pour contenir ses propres contradictions que l'immobilisme** ».

Celui-ci tenait lieu de ciment nécessaire au maintien de la « stabilité » de la bureaucratie. Mais « l'immobilisme » ne peut se poursuivre indéfiniment : des décisions doivent être prises tant en ce qui concerne la situation intérieure qu'en ce qui concerne la situation internationale. Et toutes les décisions importantes menacent de rompre l'équilibre... ». (Tribune Internationale, n° 10).

Les événements qui se sont déroulés depuis trois ans ont confirmé cette analyse :

Dès son accession au pouvoir, Andropov, malgré sa réaffirmation de la « ligne Brejnev », avait été qualifié par la presse occidentale de « libéral » et d'« ouvert » aux suggestions et aux idées de réforme.

Par ces termes, l'impérialisme indiquait, du point de vue de ses intérêts, quel devait être le comportement du successeur de Brejnev. Soucieux à la fois de maintenir l'ordre contre-révolutionnaire mondial et d'accroître

les possibilités de pénétration de ses marchandises en URSS, l'impérialisme saisissait l'occasion d'exercer sur la bureaucratie une pression, d'influer sur ses discussions et sur ses décisions.

Dès son accession au pouvoir, Andropov engagea une vaste campagne en faveur du « pragmatisme économique » et de la nécessité de résoudre les « questions économiques » par de « nouvelles méthodes ».

Mais cela ne se fondait nullement sur une volonté d'améliorer les conditions de vie et de travail des masses soviétiques. Au contraire, cette politique « réformatrice » impliquait de faire porter sur les masses une pression accrue : c'est ainsi qu'Andropov organisa le combat contre les travailleurs soviétiques au nom de la « rentabilité » et lança une campagne contre « l'absentéisme », en donnant aux policiers le pouvoir d'interpeller dans la rue et d'interroger toute personne sur la raison pour laquelle elle n'était pas au travail, les sanctions pouvant

(2) Aux initiatives politiques « chaotiques et aventureuses » de Khrouchev, les différentes couches de la bureaucratie ont opposé une politique de neutralisation mutuelle garantissant à chacun l'exercice de ses prérogatives et la jouissance de ses privilèges. Sous la direction de Brejnev les purges ont été rares et limitées, les tentatives de réforme pusillanimes et, pour la plupart, vite abandonnées devant la résistance de tel ou tel clan ou fraction de la bureaucratie.

aboutir à remettre en cause prime et salaire. En outre, Andropov chargea les « collectifs de travailleurs » et les syndicats officiels de combattre pour l'augmentation des cadences et la productivité du travail, allant jusqu'à menacer de sanctions légales les ouvriers qui ne se pliaient pas à ces nouvelles normes.

Dans le même temps, le renforcement des pouvoirs du KGB aboutissait à une aggravation de la répression, marquée par la multiplication des arrestations et des procès (3) et par la promulgation d'un décret autorisant les autorités pénitentiaires à maintenir sans jugement un détenu en prison pour « mauvaise conduite ».

Par ailleurs, et à l'occasion du 60^e anniversaire de la fondation de l'URSS, le 21 décembre 1983, Andropov prononça un discours essentiellement consacré à la « question nationale » en URSS : utilisant de manière fallacieuse des références au marxisme et à l'internationalisme, Andropov indiqua qu'il entendait accentuer encore la politique d'oppression nationale qui est celle de la bureaucratie stalinienne à l'encontre des peuples non russes d'URSS.

De fait, s'engagea alors une très violente politique de répression contre les groupes de « dissidents » dans les républiques baltes, en Ukraine et en Géorgie, tandis que s'approfondissait la politique de « russification » dirigée contre les droits démocratiques et nationaux des peuples des républiques non russes d'URSS. Mais cette avalanche de mesures, que la presse occidentale devait présenter dans un premier temps comme le renforcement de la position personnelle d'Andropov, ne pouvait cacher l'essentiel.

La résistance des masses soviétiques

C'est que la situation en URSS, au moment où Andropov se retrouve

secrétaire général du PCUS, est différente de celle qui avait cours à la mort de Staline.

En effet, le prolétariat soviétique s'est renforcé et les mouvements de masse exprimant cette force potentielle se sont multipliés. Il est, bien sûr, impossible d'établir une liste, mais il suffit de mentionner, au cours de l'année précédant la venue d'Andropov au pouvoir, la grève des transports publics à Tallin, les manifestations de la jeunesse en Lituanie, une manifestation de 20 000 personnes en Ukraine, les manifestations d'étudiants en Géorgie contre « la russification », la révolte d'ouvriers d'une usine d'armement à côté de Moscou, la grève des mineurs dans le bassin du Don.

Dans ce dernier exemple, comme dans d'autres cas, la bureaucratie a dépêché sur place un vice-ministre qui a donné satisfaction aux mineurs.

Il ne s'agit pas là d'un héroïsme gratuit et exemplaire mais de mouvements appuyés sur l'extraordinaire résistance des masses, qui s'exprime quotidiennement par l'absentéisme, la résistance aux cadences et la faible productivité de travail. La bureaucratie est parfaitement consciente de cette situation et elle n'a cessé de « stimuler », d'« encourager » par tous les moyens le développement du rendement du travail. Mais en vain.

Ainsi, la revue officielle « **Economie et organisation de la production industrielle** » a publié les résultats d'une enquête sur les difficultés rencontrées pour améliorer la « **discipline du travail** ». Un contremaître raconte que les ouvriers qui sont l'objet de mesures disciplinaires font immédiatement appel de ces mesures (généralement en adressant une lettre ou une pétition au parti) en mettant en cause la mauvaise organisation du travail, les ruptures d'approvisionnement, les défaillances des équipements, « si bien qu'il faut toujours trouver un compromis qui tourne à l'avantage de l'ouvrier » conclut la revue.

Cette anecdote est significative : elle illustre le rapport politique existant entre la classe ouvrière et l'appareil du PCUS, et sa crainte de voir le mécon-

(3) En utilisant pour ce faire l'article 64 de la loi pour « *espionnage au profit de la CIA* », plutôt que celui qui concerne la « *propagande anti-soviétique* » couramment utilisé sous Brejnev.

tentement déboucher sur une explosion.

Cette angoisse de la bureaucratie s'exprime dans cette phrase d'un dirigeant, cité par l'AFP, « le temps des grands sacrifices est loin. Le peuple acceptera de moins en moins les privations et nous ne voulons pas qu'une situation polonaise se crée chez nous dans 5 ou 10 ans ».

La « situation polonaise », c'est-à-dire la perspective de l'affrontement avec le prolétariat, est une donnée incontournable de la crise de la bureaucratie.

Une donnée incontournable de la crise de la bureaucratie

Or, pour la bureaucratie du Kremlin, il ne s'agit pas là d'une simple perspective : à 1 000 km de Moscou, la révolution politique est en action et, comme l'indique le samizdat russe que nous avons cité en début d'article, elle concentre les problèmes communs à l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe, y compris l'URSS, où ils s'expriment sous des formes propres, et d'autant plus qu'en se montrant incapable de régler la « situation polonaise », la bureaucratie approfondit sa propre crise.

Ainsi, au plénum du CC du PCUS, en mars 1983, après les inévitables rappels des succès remportés, Andropov doit souligner la non-réalisation des objectifs en matière « **d'amélioration du rendement du travail** » et reconnaître qu'un « **mécontentement se développe chez les travailleurs** ».

Il évoque d'ailleurs son propre appel au renforcement de la discipline du travail en critiquant violemment la tendance qui consiste à le ramener à un « **contrôle purement administratif de la présence de salariés à leur poste** » : aveu d'impuissance de la bureaucratie incapable, face au « mécontentement des travailleurs », de réaliser totalement cette politique.

Alors, les « kremlinologues », qui avaient chanté les mérites « libéraux » d'Andropov, déchantent. Mettant sur le compte de la résistance du clan des

brejnéviens le recul d'Andropov, obnubilés par l'observation des rivalités au Kremlin, ces « spécialistes » ne peuvent voir ce qui sous-tend ces contradictions : la résistance des masses.

En effet, si l'on examine l'aggravation de la répression, loin d'être la phase finale de la liquidation de l'opposition comme le prétend la bureaucratie, elle a donné la preuve de l'existence de groupes se réclamant du socialisme, du marxisme, de la démocratie, de groupes se réclamant du SMOT, de groupes religieux et d'importants groupes dans les républiques baltes (proches de la Pologne) et en Ukraine.

Ces développements sont l'expression même de la résistance de la classe ouvrière et des peuples d'URSS à la politique d'oppression réactionnaire de la bureaucratie.

Par ailleurs, l'échec des tentatives de réforme économique provoque des réactions contradictoires au sein de l'appareil : le 15 août 1983, Andropov, dans un discours diffusé par TASS, déclare que l'URSS a besoin « **de changement dans la planification, la gestion, les mécanismes économiques. Nous avons souvent opté pour les demi-mesures... nous n'avons pas su surmonter assez rapidement l'inertie actuelle** ».

Toutefois dans le même discours il ajoute, citant un dicton russe, qu'il faut être prudent en matière « **d'expériences** » : « **Mesurer sept fois avant de trancher** ».

Deux jours plus tard, le 17 août, réaction inverse de M. Baibakov, vice-Premier ministre et président du Gosplan, qui déclare « **l'URSS ne s'est pas assigné pour objectif d'affaiblir la gestion centralisée de son économie** ». Il précise que l'objectif des dirigeants soviétiques est « **perfectionner la gestion centralisée de l'économie et d'accroître son efficacité** » tout en ajoutant qu'il faut la concilier « **avec l'élargissement des droits des travailleurs** ».

Il rejette par ailleurs l'éventualité de la fermeture d'entreprises peu rentables, préférant « **les rendre plus efficaces** ».

De même quelques semaines plus tard Tchernenko, dans **Kommunist** (organe

« théorique » à destination des cadres du parti), tire les enseignements « idéologiques » du plénum tenu à la mi-juin où il avait présenté un rapport. A cette occasion, il redéveloppe des positions similaires à celles de Baïbakov, contre le « pragmatisme » en matière économique et le « mercantilisme », le premier terme étant identifié à la décentralisation et donc la remise en cause de la planification centralisée, le deuxième à la politique de gestion des entreprises suivant des critères de rentabilité).

Il ne s'agit pas pour nous de spéculer sur les oppositions au sein de la bureaucratie : dès son accession au pouvoir, Andropov a indiqué clairement la ligne à suivre : attaquer la classe ouvrière sur la ligne de la réforme économique, au sujet de laquelle la discussion revient périodiquement en URSS. Sur cette question, les différentes couches de la bureaucratie s'entredéchirent, des groupes se font et se défont, composés au gré des circonstances et des problèmes à résoudre ; l'enjeu n'est pas un « choix programmatique » clairement délimité, mais une combinaison contradictoire d'intérêts de cliques, où se mêlent la défense d'intérêts et de privilèges particuliers et celle des positions occupées par telle ou telle couche de la bureaucratie.

Et certes l'appel d'Andropov à lutter contre la « corruption » à tous les niveaux, les arrestations de hauts responsables et l'exécution de membres de la « nomenklatura », le « suicide » après son limogeage de l'ancien ministre de l'Intérieur, indiquent clairement que les 15 mois de pouvoir d'Andropov ont été marqués par une intense lutte de fractions, de cliques, recherchant de nouvelles positions et des privilèges.

C'est ainsi que, pendant les 15 mois de pouvoir d'Andropov : 10 % de l'encadrement du parti, à tous les niveaux de l'appareil, ont été limogés ; 19 membres du CC ont été « remerciés », 20 % des secrétaires régionaux du PCUS ont été changés ; un tiers des responsables de région n'ont pas été « réélus » ; 34 des 150 responsables de district ont été remplacés et des milliers

de cadres intermédiaires ont aussi changé de poste.

Avec Andropov, une série de nouvelles couches de la bureaucratie, longtemps bloquées par la règle de « l'immobilisme » sous Brejnev ont cherché à prendre des positions, à accroître leur part dans la répartition des privilèges bureaucratiques et dans les postes de direction.

Mais les développements de la politique préconisée par Andropov faisaient courir de tels risques à l'ensemble de la bureaucratie en perturbant son équilibre interne qu'une fraction de celle-ci, se voyant menacée, s'y est opposée.

Dès lors, le règne d'Andropov apparaît comme marqué du sceau de l'inachevé et Andropov lui-même comme un vététaire face aux contradictions des différents clans et groupes. Ces rivalités, ces contradictions, produits de l'état dans lequel la bureaucratie se trouve placée entre l'impérialisme et les masses, sont la source véritable de cet « immobilisme » duquel elle cherche désespérément à sortir sans y parvenir.

Mais les uns et les autres de ces clans ont en commun une même crainte de la classe ouvrière et des masses laborieuses en général. Les « nouveaux tsars », qui composent ce que L. Trotsky appelle une « caste » bureaucratique pour souligner leur isolement, sont effrayés par cette masse d'ouvriers qu'ils voient sans cesse se développer.

C'est précisément cette crainte qui, à partir du plénum de la mi-juin — dernière réunion importante à laquelle assiste Andropov — provoque l'abandon de la plupart des mesures coercitives et des objectifs en matière « d'expériences économiques ». La bureaucratie est divisée. Andropov recule face à la résistance des masses qui tourne ces mesures.

Quelques semaines plus tard, la bureaucratie annonce une baisse des prix sur une vingtaine de produits.

La longue maladie d'Andropov contribuera encore à souligner la neutralisation réciproque des parties en présence au sein du PCUS. A sa mort, la nomination de Tchernenko — présenté naguère comme son rival — ouvre une

nouvelle étape de la crise de la bureaucratie du Kremlin.

Un même problème : la « coexistence pacifique »

A son tour, Tchernenko, en mars 1984, faisant l'éloge de son prédécesseur assurait pouvoir continuer son œuvre en matière économique, devant les 300 membres du CC qui venaient d'entériner son élection.

Il préconisait une approche « réaliste de ce qui a été accompli, il ne s'agit ni de surestimer, ni de minimiser les acquis... Seule une telle approche prémunit contre les erreurs en politique, contre la tendance à prendre les désirs pour des réalités » et, à son tour rappelle le vieux dicton russe : « mesurer sept fois avant de trancher ».

Dans ce même discours, il déclarait « **que le principe de la coexistence pacifique est indispensable comme jamais auparavant** ».

C'est qu'en effet Tchernenko, et avec lui l'ensemble de la bureaucratie, se trouve alors confronté aux problèmes politiques qui ont conduit Andropov dans l'impasse.

Cela s'exprime dans les oscillations de la bureaucratie lors des négociations sur le désarmement : les mises en garde contradictoires des dirigeants de l'armée et du parti se multiplient sous Tchernenko. Les dirigeants de l'armée, notamment, sont amenés à multiplier les prises de positions publiques et les conférences de presse sur des questions politiques de premier plan.

Ainsi c'est Orgachov, chef d'état-major, qui a annoncé qu'en cas d'échec des négociations, l'URSS installerait des missiles en Tchécoslovaquie et en RDA.

Par ailleurs, à l'occasion de la destruction du Boeing sud-coréen abattu se sont manifestées des contradictions : Afanasiev a condamné dans *La Pravda* les militaires, puis lui-même dans cette même *Pravda* dont il est le responsable a été condamné pour l'avoir fait.

De même, en 1983, à Genève, lors des négociations, le représentant soviétique accepte une vieille revendication

impérialiste concernant le contrôle par les USA du désarmement en URSS même, puis un démenti tombe, et finalement cette proposition est rejetée. Et quelques semaines plus tard, avant la disparition d'Andropov, les négociations sont suspendues à la demande de l'URSS.

Puis à nouveau, Tchernenko se déclare prêt à la reprise des négociations, sans indiquer toutefois qu'il reprend à son compte la condition mise par Andropov à la reprise des discussions, à savoir « le retour à la parité antérieure à la décision d'installer des Pershings », et trois jours plus tard, c'est Gromyko qui rappellera cette exigence.

Ces contorsions bureaucratiques indiquent que si la bureaucratie cherche un accord avec l'impérialisme, elle n'entend pas pour autant abandonner la défense de ses intérêts et cherche à les préserver dans cette alliance contre-révolutionnaire, dont elle a par ailleurs absolument besoin, car face au développement de la révolution mondiale, il lui faut resserrer ses liens avec l'impérialisme.

Une transition et des convulsions

Compte tenu de tous ces éléments, le règne d'Andropov et celui de Tchernenko, qui pouvaient apparaître comme des périodes fondamentalement différentes, se révèlent à l'analyse être une longue période de transition ; les diverses phases de celle-ci, ses rebondissements et ses péripéties s'expliquent par la crise de la bureaucratie incapable d'écraser le peuple de Pologne, de régler ses propres contradictions et ses positions face à l'impérialisme US, d'endiguer le mouvement vers la révolution politique et attestent de la puissance du prolétariat soviétique et des peuples d'URSS face auxquels la bureaucratie mène une politique faite d'hésitations et d'oscillations.

La période de Tchernenko a été marquée par la poursuite des « purges » engagées sous Andropov dans l'appareil du PCUS, ce qui indique que les rivalités de clans au sein de la bureau-

cratie se sont maintenues et développées.

Bien qu'il soit impossible de dresser ici une liste exhaustive, on peut citer les plus importantes décisions prises dans ce domaine depuis la disparition d'Andropov :

— Tenue d'un plénum du PC d'Azerbaïdjan, où il est rendu compte de l'exclusion d'un millier de cadres du parti (il s'agit là du fief d'Aliev, membre du secrétariat du BP, présenté comme un andropovien).

— Epuration en Moldavie, fief de Tchernenko lui-même, après les critiques très violentes formulées dans *La Pravda*.

— Poursuite de la campagne contre la « corruption », qui aboutit au limogeage de plusieurs ministres, comme celui de la Géologie ou celui des Transports ; limogeage du maréchal Orgakov, chef d'état-major.

Dans le même temps, les « expériences de nouvelle gestion » lancées par Andropov et contestées dès juin 1983, sont considérablement réduites dans leur ampleur, puis mises en cause. Certains articles soulignent le fait que les résultats sont identiques dans les entreprises où une expérience de « nouvelle

gestion » est en cours et dans les usines où ce n'est pas le cas.

Cependant, les dirigeants continuent de proclamer la nécessité d'améliorer la gestion économique et surtout d'augmenter la productivité du travail. De hauts fonctionnaires du Gosplan confiaient à des visiteurs occidentaux leur scepticisme quant à la possibilité d'une quelconque réforme ; « **toutes les tentatives en ce sens seraient, selon eux, bloquées par les responsables politiques intermédiaires qui y voient un danger pour leurs privilèges** ».

Ainsi, alors que Tchernenko était toujours vivant, *La Pravda* publiait le 9 février 1985 un hommage appuyé à Y. Andropov, à l'occasion de l'anniversaire de sa mort. Cet article, entièrement consacré au rappel du programme économique d'Andropov, signale au passage et sans aucun autre commentaire que c'est Tchernenko qui lui a succédé.

Comme pour souligner encore le sens de cet article de *La Pravda*, les *Izvestia* signalaient la veille que les options d'Andropov en faveur du renforcement de la discipline du travail n'étaient plus observées, et déploraient « le retour aux schémas d'antan ».

II - LA NOMINATION DE GORBATCHEV

C'est dans cette situation de crise — impasse et paralysie de la bureaucratie — que l'on peut saisir la nomination de Gorbatchev comme le produit du développement des contradictions et des luttes d'influences qui se sont exprimées sous Andropov, puis sous Tchernenko. En ce sens, durant la « longue maladie » de Tchernenko (présentée par la presse occidentale comme « un retour à l'orthodoxie au Kremlin », et de fait il est certain que le règne de Tchernenko a été marqué après l'échec des tentatives d'Andropov — par un regain « d'immobilisme » apparent qui masquait mal le développement des contradictions), la presse occidentale a largement sollicité Gorbatchev en insistant sur sa volonté réformatrice.

De même, recevant alors celui qui

n'était encore que le n° 2 « officieux », mais que l'on pressentait déjà comme le successeur de Tchernenko, Mme Thatcher souligna sa volonté de « dialogue avec l'Ouest » et son caractère « libéral » (elle ajoutait « c'est un homme avec qui l'on peut faire des affaires »), montrant par là qu'une nouvelle fois, l'impérialisme indiquait quel devait être le comportement du futur maître du Kremlin, et appuyait les fractions qui en son sein apparaissent comme les plus ouvertes à la négociation et à des compromis.

Cette situation de division au sein de la bureaucratie, la conscience qu'elle en a elle-même, avait d'ailleurs amené Gromyko lui-même, dans le discours qu'il prononça au nom du BP du PCUS pour présenter la nomination de Gorbatchev (discours qui fut, chose

exceptionnelle, publié intégralement), à expliquer « **L'ennemi idéologique nous observe pour trouver au sein de la direction soviétique des fissures. Il n'y a jamais eu de telles divisions. Nous ne donnerons pas satisfaction à nos adversaires politiques sur ce point** ».

Gromyko — un des piliers des sommets bureaucratiques, il était le chef de la diplomatie soviétique depuis 1957, présenté par certains comme l'un des tenants de « l'orthodoxie » — parlait à l'évidence au nom des intérêts supérieurs de la bureaucratie stalinienne du Kremlin.

En effet, le sens de son appel à l'unité et à la cohésion n'était pas seulement de faire bloc autour de Gorbatchev : il s'agissait au moment où s'ouvrait une nouvelle période d'en indiquer clairement l'enjeu : le maintien de l'« unité » de la bureaucratie remise en cause par le développement de ses contradictions.

Mais cette tentative devait se heurter aux réalités.

Les choix de Gorbatchev : s'attaquer à la classe ouvrière

Dès son discours d'investiture, le 17 mars 1985, Gorbatchev a essentiellement consacré son propos aux « questions économiques » et a multiplié les appels à « l'amélioration de la gestion ».

« **Dans son premier discours, prononcé mardi dernier devant le comité central, indique une dépêche, le secrétaire général a critiqué le système de la planification détaillée, dictée par les ministères de branches industrielles qui remonte à 1928 et auquel se sont heurtés tous ses prédécesseurs dans leurs tentatives de réformes économiques.**

Une expérience amorcée il y a 16 mois sous Youri Andropov tend à rentabiliser les entreprises ».

De cette expérience — qui ne concerne que 26 ministères sur les quelque 500 que compte le pays —, M. Gorbatchev entend « **passer à la création d'un système intégré de gestion économique** ». Il a cependant fixé les limites

assignées à la décentralisation : l'URSS continuera, a-t-il dit, à développer « **la centralisation dans la solution des tâches stratégiques** ». Mais, dans le même temps, les droits des entreprises seront étendus, afin d'augmenter leur intérêt et d'éliminer « l'état d'esprit parasitaire favorisé par une tutelle ministérielle qui trop souvent les paralyse ».

Pour réaliser une « **élévation maximale de l'efficacité économique** », il réclame la suppression des « **maillons superflus** » dans l'appareil de gestion, davantage de discipline et de justice sociale et un rajeunissement des cadres : les dirigeants qui gardent un poste trop longtemps « **perdent le sens du neuf** », fait-il valoir.

L'objectif ultime est de faire accéder l'URSS au « **niveau mondial le plus élevé pour la productivité du travail** » ce qui, estime-t-il, est « **parfaitement réalisable** » à la faveur « **d'avancées révolutionnaires** » en matière technologique, mais implique l'abandon du nivellement des salaires et une valorisation du rôle des spécialistes.

La presse est d'ailleurs pleine de récriminations contre le système actuel de rétribution des travailleurs qui, selon elle, ne fait aucune distinction entre un bon ouvrier et un tire-au-flanc.

Le barème actuel des salaires date du début des années 1970, notaient vendredi les *Izvestia* qui réclamaient la suppression du 13^e mois pour les mauvais ouvriers.

Le quotidien du gouvernement critiquait également les entreprises qui attribuent des logements aux « **fainéants** » et indépendamment de leur ancienneté dans l'entreprise.

Le bilan économique des trois premiers mois de l'année illustre la gravité des problèmes énumérés par Mikael Gorbatchev : la production industrielle n'a augmenté que de 2 % alors que le plan prévoyait une croissance de 3,9 %.

Quant à la productivité du travail, elle a cru de 1,5 % contre 3,7 % prévus.

Ainsi dans son premier discours devant le CC, à l'instar d'Andropov, Gorbatchev a indiqué clairement la direction qu'il entendait suivre : attaquer la

« réforme économique », en tentant de faire payer aux travailleurs — par des menaces : suppression du 13^e mois, remise en cause de l'attribution du logement, et de ce qu'il appelle le « nivellement » des salaires — la faible productivité du travail en URSS (4).

Une autre dépêche indique que la lutte contre les atteintes à la discipline du travail, l'absentéisme et les faux en écriture de toutes sortes, se poursuit sans relâche en URSS six semaines après l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev qui préconise vigoureusement un retour à l'ordre.

Outre une reprise sensible des contrôles dans les lieux publics pour débusquer les fainéants, les experts en veulent pour preuve une récente réunion des responsables des parquets consacrée à la lutte contre les « trucages » du plan et les « faux en écriture », selon les *Izvestia* de dimanche ». Ce type de mise en garde va se multiplier ; ainsi dans *La Pravda*, du 28 juin 1985 on peut lire : « La réglementation du travail n'est pas respectée dans tous les collectifs. Trop de réunions et de conférences ont lieu pendant les heures de travail, et il faut mettre fin à ces pratiques ».

« L'absentéisme est un frein à l'augmentation de la productivité », conclut *La Pravda* qui préconise « la suppression des primes, la diminution des congés et la rétrogradation des travailleurs ne respectant la discipline du travail et dont les absences sont injustifiées ».

Mais Gorbatchev, comme toutes les fractions de la bureaucratie, connaît l'hostilité de la classe ouvrière à toutes ces mesures. Il sait qu'Andropov lui-même s'est heurté au « mécontentement » des travailleurs.

Au point que leur résistance, combinée aux contradictions internes à la bureaucratie, a interrompu les « expé-

riences économiques » d'Andropov. C'est pourquoi, comme l'ont noté les observateurs, Gorbatchev évite soigneusement de prononcer le mot « réforme ». Bien plus, il cherche à minimiser l'importance et la portée de toute « innovation » : ainsi, annonçant les nouvelles mesures économiques, il s'est empressé d'ajouter qu'il fallait renforcer « le développement planifié et la propriété socialiste ».

Cette prudence indique combien Gorbatchev prend en compte l'échec d'Andropov pour la mise en œuvre d'une telle politique.

C'est ainsi que, s'il continue à multiplier les appels du prédécesseur de Tchernenko à la « discipline du travail », il ne lui est plus possible de pénaliser aussi ouvertement (par des contrôles, des interpellations) les travailleurs qui ne s'y soumettent pas. Et de fait, il doit à la fois mettre en œuvre une politique similaire et prendre garde à son propre échec.

L'« expérience » de Gorbatchev et ses limites

Dans un article du journal *Le Monde* on peut lire sous le titre « L'expérience » de M. Gorbatchev :

La nomination de Monsieur Gvichiani à la première vice-présidence du Gosplan équivaut à une petite révolution au sommet de cette institution monstrueuse qui est chargée de planifier l'ensemble de l'économie soviétique. M. Gvichiani, 56 ans, devient l'adjoint de M. Baibakov, qui préside le Gosplan depuis 20 ans et est âgé de 74 ans. Un homme de la même génération que M. Gorbatchev, réputé énergique et favorable au changement accède ainsi au cœur du système de planification soviétique.

Jusqu'à présent, le secrétaire général, mis à part quelques limogeages subalternes, n'a guère touché aux principaux responsables de l'appareil gouvernemental, à la différence de ce qu'il a accompli au sommet du parti.

Un renouvellement important du personnel est cependant nécessaire pour faire appliquer les textes récemment

(4) Par « lutter contre le nivellement des salaires », la bureaucratie entend s'attaquer aux salaires des travailleurs en instaurant et en développant un système qui ne prenne en compte que les résultats de l'ouvrier sur le terrain de la « productivité ». Il s'agit d'une tentative de remise en cause du système actuel qui verrait en réalité s'opérer d'importantes baisses des salaires.

parus qui visent à donner — dans le cadre immuable de la planification centralisée — plus d'autonomie comptable aux entreprises.

Il ne s'agit en aucune façon d'une évolution de type hongrois ou chinois vers l'économie de marché, puisque les prix, même « modulés » en fonction de la qualité, restent fixés administrativement et qu'il n'est pas question d'autoriser les entreprises à licencier du personnel.

Un décret paru dans *La Pravda* du 4 août énumère les mesures décidées : à partir de 1986, les entreprises pourront augmenter jusqu'à 30 % les prix des articles qui auront été jugés de qualité supérieure. Les produits qui auront été mal notés par les commissions verront au contraire leurs prix baisser.

Il s'agit d'une nouveauté en URSS, de nombreuses entreprises fabriquant n'importe quoi, leur seule obsession étant de fournir en fin d'année les quantités prévues par le plan.

De façon générale, l'autonomie comptable des entreprises sera élargie. Celles-ci auront une plus grande maîtrise sur les dotations du capital destinées au renouvellement de leur matériel.

Les entreprises pourront d'autre part, selon le décret du 4 août « thésauriser en vue des dépenses à venir », les fonds non utilisés. Jusqu'ici, ces fonds étaient récupérés par le ministère de Tutelle, ce qui avait pour effet d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'épargne. Ces sommes pourront être placées dans les banques qui pourront à leur tour les utiliser comme crédits pour d'autres opérations. Dans ce domaine, les gestionnaires soviétiques semblent découvrir l'Amérique. Un alinéa du décret permet enfin aux entreprises exportatrices de disposer un peu plus librement des devises qu'elles auront gagnées à l'étranger. Ce paragraphe est curieusement rédigé sous une forme négative qui crée une certaine ambiguïté. Il sera désormais « interdit de bloquer les devises obtenues par les livraisons à l'exportation ». Cela sem-

ble signifier, aux dires des experts, que les entreprises intéressées pourront utiliser ces devises de façon plus autonome pour se rééquiper elles-mêmes à l'étranger (5).

Mais les devises elles-mêmes resteront entre les mains des organismes spécialisés de Moscou.

Au total, M. Gorbatchev innove, mais il ne prend pas de risques excessifs, puisqu'il reste dans la logique du système. « L'expérience » est cependant importante, dans la mesure où elle accorde une plus grande marge de manœuvre aux directeurs d'entreprises. Leur pouvoir s'accroît tandis qu'est maintenu celui du planificateur central et que sont rognées les prérogatives des échelons intermédiaires, les ministères de tutelle et surtout les ministères locaux, aux effectifs pléthoriques.

Cette énorme bureaucratie n'a donc aucun intérêt à ce que l'expérience réussisse et elle peut exercer sa formidable force d'inertie en attendant que « l'expérience » soit étendue à toute l'économie soviétique le 1^{er} janvier 1987. » (*Le Monde*, 29 août 1985).

La lutte contre le « conservatisme »

Le correspondant du *Monde* indique ainsi les objectifs de Gorbatchev qui, prudemment, s'attaque au système de la planification et entrouvre ainsi la porte à une remise en cause du monopole du commerce extérieur. Mais l'article souligne clairement la résistance de larges fractions de la bureaucratie à toute « innovation » en matière « d'expériences économiques ».

Or, cette résistance s'exprime dès aujourd'hui dans les rangs de l'appareil du PCUS. C'est pourquoi Gorbatchev a choisi, mercredi 25 juin, la ville de Dniepropetrovsk, (fief de Brejnev)

(5) A l'évidence, il s'agit de mesures qui peuvent être un premier pas dans la voie d'une remise en cause du monopole du commerce extérieur.

pour dénoncer tout « conservatisme » : « **Le conservatisme et l'indifférence, le manque d'organisation et le gaspillage, la bureaucratie et les lenteurs administratives n'ont pas leur place** » en Union-Soviétique, a-t-il affirmé dans un discours retransmis le soir au journal télévisé. Cette attaque contre le « conservatisme » indique que Gorbatchev se heurte déjà à la résistance de larges fractions de la bureaucratie :

Une dépêche explique que : « Le pouvoir de M. Gorbatchev, à la recherche d'une prudente réforme de l'économie sclérosée de l'URSS, est parti en guerre contre ceux qui le soupçonnent de trahir les canons du marxisme-léninisme ».

En surface un article-fleuve de *La Pravda* publié cette semaine s'en prend féroce-ment « aux anti-communistes occidentaux », qui prêtent à la nouvelle direction soviétique des desseins hérétiques.

En réalité, s'accorde-t-on à penser dans les milieux diplomatiques, la cible se trouve en URSS même, dans les cercles les plus dogmatiques du parti, qui voient d'un mauvais œil toute tentative de modifier la situation par des mesures nouvelles.

Au même moment, quelques-uns des « réformistes » les plus en vue, proches du secrétaire général, rencontreraient discrètement des collègues venus de Hongrie, le pays du « camp socialiste » où l'expérience a été poussée le plus loin.

Des initiatives « à la hongroise » ont été prises et de petits lopins de terre privés seront distribués à un million de familles. Mais là aussi, M. Gorbatchev a été sur la défensive, le 16 mai dans un discours à Léninegrad : « **Nous avons eu très peur, a-t-il dit, que cela ne conduise vers l'entreprise privée, mais comment peut-on parler d'une entreprise privée si une famille a un jardin ?** »

L'intérêt que M. Gorbatchev et ses collaborateurs prêtent à la situation en Hongrie se heurte à une forte opposition de la part d'une partie importante de l'appareil du parti, estiment les spécialistes.

Ce sont ces milieux que semblent viser les arguments de *La Pravda*. Le profit, explique-t-elle, est certes une notion dévoyée par le capitalisme, mais c'est également une « forme de plus value dont la nécessité pour la société communiste a été prouvée par Marx et développée par Lénine ».

De même pour le nivellement des salaires : « Marx a toujours été contre, et il convient bel et bien de « rechercher des stimulants matériels » au lieu de distribuer « sans égard pour la quantité et la qualité du travail » de chacun. »

Manifestement — cette démonstration énergique de *La Pravda* le prouve —, une opposition se dresse contre les projets de Gorbatchev, qui doit accentuer son offensive contre ses adversaires.

C'est ainsi qu'au CC de juin, il déclare après avoir nommé pris à partie deux ministres et « certains autres » qu'il n'a pas nommés : « **Je pense que nous ne sommes pas les compagnons de route de ces responsables** ».

Quelques jours plus tard, une autre dépêche confirmera le développement de ces contradictions :

« **Un appel d'une vigueur inhabituelle à la cohésion du camp socialiste et à l'orthodoxie a été lancé par *La Pravda* qui vise également, de l'avis des spécialistes, certains milieux soviétiques jugés trop portés sur un libéralisme économique.**

Sous la signature de O. Vladimirov qui, selon un porte-parole de *La Pravda* est un pseudonyme, l'organe du PC soviétique s'en prend tour à tour aux « manifestations de nationalisme et de révisionnisme » dans les pays du bloc, fustige certains alliés de l'URSS pour leur volonté d'indépendance en matière de politique étrangère et s'élève contre toute « extension du secteur privé » dans l'économie socialiste.

C'est toujours l'impérialisme, souligne le journal, qui « cherche à dresser les pays socialistes les uns contre les autres et surtout contre l'URSS ».

C'est lui aussi qui « veut prouver les avantages du marché libre et l'entreprise privée et discréditer la propriété d'Etat », propre au système socialiste.

Ces passages sur l'économie libérale, estime-t-on de source diplomatique, pourraient viser la Hongrie où les expériences économiques ont été poussées plus loin que dans les autres pays du « camp ». Mais fait-on valoir, l'intérêt que M. Gorbatchev porte à cette évolution n'est guère discutable ainsi que le montre, encore tout récemment, un séminaire de savants hongrois et soviétiques consacré, fin mai à Moscou, à ce sujet.

Il apparaît ainsi que la mise en garde, qui émane manifestement des milieux les plus orthodoxes de la direction, concerne au premier chef certains économistes soviétiques jugés trop libéraux et semble être destinée à tempérer les espoirs d'une évolution en ce sens après l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev.

« Certains savants, relève *La Pravda*, sont en faveur de l'affaiblissement des leviers d'action de l'Etat et de l'instauration des lois du marché et du secteur privé ». Mais « l'extension du secteur privé est grave, elle sape les fondements de l'économie socialiste et intensifie les tensions sociales ». (21 juin 1985).

« Intensifie les tensions sociales ». Le mot est lâché. La crainte de voir les mesures de « discipline du travail » provoquer le développement du « mécontentement » chez les ouvriers, aggrave les dissensions au sein de la bureaucratie. « Les slogans et les bonnes paroles sur l'économie sont une chose, mais la réalité en est une autre », a déclaré Gorbatchev le 21 septembre devant une assemblée d'anciens « stakhanovistes », avouant ainsi qu'il se heurte à des résistances et critiquant la « lenteur du changement ».

Il ajouta « la lutte contre l'alcoolisme n'est pas simple, elle fait des mécontents, mais ses résultats donnent de l'espoir ».

Certes, la question de l'alcoolisme est un véritable problème en URSS. Mais à l'évidence, pour la bureaucratie, peu soucieuse d'améliorer les conditions de vie des masses laborieuses, la campagne engagée à ce sujet s'inscrit dans l'offensive organisée pour le renforce-

ment de la discipline du travail et pour faire supporter aux travailleurs le coût de la « modernisation » de l'industrie.

Dans cette voie, ainsi qu'il l'indique lui-même, Gorbatchev se heurte à des « mécontents » et à une résistance.

Et pour tenter de sortir de l'impasse, Gorbatchev a besoin de resserrer les rangs :

C'est ainsi qu'une résolution du PCUS publiée dans *La Pravda* explique : « aucune organisation du parti, aucun travailleur ne pourra désormais échapper au contrôle ». Et à ce propos, réapparaît la référence à Staline.

Staline, Gorbatchev et les autres...

« Le nom de Staline a pour la première fois depuis des années été prononcé en public par un secrétaire général soviétique, avec une connotation positive : M. Gorbatchev a rendu mercredi un hommage appuyé au généralissime et suscité un tonnerre d'applaudissements parmi les 5 000 Soviétiques qui écoutaient son discours solennel, consacré au 40^e anniversaire de la fin de la 2^e Guerre mondiale.

Pour le nouveau secrétaire général, l'invocation de Staline semble de fait correspondre au souci de vanter le fonctionnement d'une économie qui tournait alors à plein rendement.

« L'efficacité de l'économie de guerre de l'URSS, a-t-il souligné mercredi, a été assurée par l'autorité absolue du plan, la discipline, la responsabilité à l'égard des tâches confiées, l'initiative, l'audace et le travail plein d'abnégation des ouvriers », dit une dépêche.

Cette référence n'est pas fortuite. Elle s'inscrit dans le développement de la crise que connaît la bureaucratie stalinienne. Son incapacité à faire face aux problèmes qui l'assaillent, sa peur de la classe ouvrière soviétique, les contradictions qui la déchirent rongent son monolithisme et, par là-même, développent en elle les tendances au bonapartisme.

L'expérience lui a confirmé que toute brèche apparente dans le système de sa domination absolue imposée par la

contrainte ouvrait aux masses une possibilité de s'y engouffrer pour poser leurs revendications et donc mettre radicalement en cause son pouvoir usurpateur.

Son incapacité à régler quelque problème que ce soit, et donc à assurer « normalement » le maintien de son monolithisme, nourrit ainsi la tendance à la résurgence d'un Bonaparte capable d'assurer d'une poigne de fer l'unité forcée de ses rangs.

Or, si la bureaucratie a besoin d'un Bonaparte, elle en a également peur : d'abord l'expérience lui a enseigné que la poigne du Bonaparte était lourde, et le prix à payer pour maintenir son homogénéité fort élevé : Staline a en effet décimé ses rangs plus d'une fois pour l'unifier ; et puis aurait-elle la force de l'imposer à la classe ouvrière aujourd'hui ?

Certes non. D'une part, ce que nous avons indiqué plus haut démontre la résistance ouvrière à la politique de la bureaucratie. D'autre part, il faudrait au moins pour y parvenir une condition, nécessaire mais non suffisante : une perspective politique commune. La bureaucratie l'avait dans les années trente, mais aujourd'hui, elle est déchirée par les contradictions en son sein.

Clans, purges et limogeages

Il faut à Gorbatchev s'assurer le contrôle de l'appareil sans pour autant le disloquer par des purges massives, qui remettraient en cause tout l'édifice bureaucratique et ouvriraient alors la voie aux masses. Et dans le même temps, les luttes d'influences, l'opposition des clans se développent.

Il est trop tôt pour dresser une liste, qui ne pourrait d'ailleurs pas être exhaustive, des limogeages qui se sont produits en URSS depuis l'accession de Gorbatchev.

Mais il semble, selon les observateurs « attentifs » que les changements entrepris soient de plus grande ampleur que ceux qu'avait réalisés Andropov.

En particulier l'un des points culminants de cette offensive a été le

« remerciement » de Romanov, l'un des plus hauts dignitaires du régime qui avait été présenté comme un des successeurs possibles de Tchernenko.

C'est dans cette situation de bouleversement de direction qu'a été annoncée la nomination de Gromyko, comme chef de l'Etat et son départ du ministère des Affaires étrangères qu'il dirigeait depuis 25 ans.

Selon les observateurs **« la nomination de M. Andréi Gromyko à la présidence de l'Union Soviétique et son remplacement à la tête de la diplomatie par M. Edouard Chevarnadie, ont suscité, mardi, la surprise dans les capitales occidentales qui interprètent ces changements comme la confirmation de la toute-puissance du numéro 1 M. Gorbatchev. »**

Pour sa part, le professeur Richard Starr, spécialiste des affaires soviétiques à l'université de Stanford (Californie), a estimé qu'après avoir éliminé son rival Grigori Romano, M. Gorbatchev pouvait se payer le luxe de laisser la présidence à A. Gromyko pour le remplacer par un homme à lui, moins encombrant.

A Bruxelles, dans les milieux diplomatiques de l'OTAN, on estimait que le numéro un soviétique faisait place nette autour de lui pour préparer les grands axes « d'un règne qui peut durer 20 ans ». Ces options seraient annoncées lors du prochain congrès du Parti communiste de l'URSS, en février prochain, prévoient les diplomates alliés pour qui cette réunion sera **« l'une des plus importantes de l'histoire de l'URSS ».**

Certes, cette décision est sans doute un moment de la bataille que mène Gorbatchev pour s'assurer de bien tenir les rênes du pouvoir. Pourtant, quelques semaines plus tôt, ces mêmes « spécialistes » expliquaient que le secrétaire général du parti exerce en effet un pouvoir pratiquement sans partage, ainsi que l'a montré le plénum du PC du 23 avril, où presque toutes les promotions au sein du secrétariat et du politburo ont bénéficié à des personnalités qui lui sont proches.

Dans ces conditions, a estimé un diplomate à Moscou, ne pas l'élire à la tête

de l'Etat « équivaldrait à un camouflage difficilement imaginable ».

D'autant, font-ils valoir, que c'est M. Gorbatchev qui avait proposé, le 11 avril 1984, l'élection de Constantin Tchernenko à la tête de l'Etat, en soulignant « l'extraordinaire importance pour la politique étrangère » de l'URSS que les deux fonctions soient exercées par la même personne.

D'ailleurs, les prédécesseurs de l'actuel secrétaire général ont porté la « double casquette », depuis que L. Brejnev a réussi en 1977 à briser la « troïka » qui avait renversé Nikita Krouchtchev, en écartant Nikolaï Podgorny pour cumuler la direction du parti et de l'Etat.

Et si Brejnev a mis 13 ans pour arriver au faite du pouvoir, son éphémère successeur Youri Andropov n'a dû attendre que 7 mois avant d'y parvenir.

« Elu secrétaire général à la mort de Brejnev, en novembre 1982, il a été porté à la présidence du présidium en juin 1983. Son successeur Constantin Tchernenko a fait plus vite encore pour disposer de tous les signes extérieurs d'un pouvoir, qui, en réalité, semblait lui échapper en grande partie : secrétaire général en février 1984, il devint chef de l'Etat en avril.

Rares sont les experts à Moscou qui accordent quelque poids à la thèse

selon laquelle M. Gorbatchev céderait volontairement la présidence du présidium à un membre âgé de la direction pour ainsi le mettre sur « une voie de garage » par la nomination à un poste purement honorifique. Malgré l'absence de pouvoirs réels dévolus au chef de l'Etat soviétique, cette fonction permet en effet au secrétaire général de disposer, du point de vue protocolaire, d'un titre qui en fait l'égal de ses grands interlocuteurs occidentaux, notent les spécialistes ». (1^{er} juin 1985).

Ainsi, en quelques semaines, ces « spécialistes » se contredisent.

A l'évidence, les choses ne sont donc pas si simples qu'il y paraît, et les luttes d'influences et de clans au sein de la bureaucratie demeurent vives, comme l'indiquait d'ailleurs lui-même Gorbatchev à l'occasion de l'élection de Gromyko, quand il déclarait qu'il entendait se consacrer « au maximum au travail d'organisation au sein du parti et à la mobilisation des masses », en prévision du 27^e congrès du PCUS en février 1986.

Il ne s'agit pas pour nous de spéculer, mais la personnalité de Gromyko, la continuité qu'il incarne depuis 1957 en matière de politique extérieure sont telles que son remplacement à la tête de la diplomatie soviétique a créé de véritables remous au plan international.

III - GORBATCHEV ET REAGAN

L'intérêt accordé par la presse occidentale à l'éviction de Gromyko des Affaires étrangères souligne l'attention avec laquelle l'impérialisme appréhende la politique qui sera mise en œuvre au Kremlin à son égard.

C'est d'ailleurs Gromyko qui avait indiqué comment la bureaucratie envisageait les relations de l'URSS avec les USA dans la période qui s'ouvrirait avec la nomination de Gorbatchev. Lors du discours d'investiture de ce dernier, Gromyko déclara en effet à propos de Gorbatchev :

« Parmi ses qualités, il y a son acharnement à défendre ce qui est pour nous le saint des saints : la lutte pour la paix

et le maintien de notre capacité de défense à son niveau approprié ».

Dans ces conditions, l'annonce par Gorbatchev, lors du plénum de juin, d'une prochaine rencontre avec Reagan, représente une étape capitale dans les négociations en cours entre l'impérialisme et la bureaucratie.

« Sauver le monde »

En effet pendant les quatre ans de son premier mandat, Reagan s'était fait le chantre de la « lutte contre le communisme ». L'équipe dirigeante du Kremlin était alors présentée comme

« Satan » et l'URSS comme « l'empire du mal ». Mais au cours de la campagne électorale précédant sa réélection, Reagan a changé de ton, multipliant les remarques conciliantes à l'égard des dirigeants du Kremlin et allant même jusqu'à rencontrer Gromyko.

Beaucoup de commentateurs se sont interrogés dans la presse : s'agissait-il d'un tournant de la politique américaine ?

Or, le président américain a lui-même indiqué les raisons de cette « ouverture », en déclarant : « **Les deux superpuissances (doivent)... décider d'agir ensemble pour sauver le monde** ». Ce que Reagan appelle « sauver le monde », c'est le maintien ou le rétablissement de l'ordre qui lui permet d'exploiter et d'opprimer les peuples du monde.

Dans cette affaire la bonne volonté des dirigeants du Kremlin n'est pas en cause, car à chaque occasion, le Kremlin prend sa part du fardeau. Mais les échecs de Reagan en matière de politique étrangère et le développement de la lutte des classes font peser de telles menaces sur les intérêts impérialistes qu'une véritable coopération de tous les moments entre Washington et Moscou devient nécessaire pour faire face aux périls qui menacent l'ordre. Une première étape de cette large négociation a été la réunion commémorative qui célébrait le Xème anniversaire des accords d'Helsinki.

La signification des accords d'Helsinki

La signature des accords d'Helsinki, il y a 10 ans, avait marqué un resserrement de la collaboration de l'impérialisme et de la bureaucratie.

En effet, avec la chute du gouvernement Thieu au Viêt-nam, en avril 75, abolissant de facto les « accords de Paris » de 1973 et infligeant une défaite historique à l'impérialisme US, les discussions en vue de parvenir à un accord global, qui traînaient en longueur depuis des années, se sont accélérées brusquement.

Car cet échec de l'impérialisme US se combinait à sa propre crise (dont le

point de départ avait été l'affaire du Watergate suivie par la démission de Nixon en août 1974). En outre il montrait l'échec de l'alliance entre les USA et l'URSS pour imposer le maintien de Thieu et la partition du Viêt-nam et, par là, portait à un point élevé la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Or, c'est précisément en Europe que celle-ci s'était concentrée : le 25 avril 1974, la révolution prolétarienne commençait au Portugal, soulignant la crise de domination des classes des différentes bourgeoisies européennes ; tandis que se développaient de nouvelles phases de la marche à la révolution politique à l'Est avec les mouvements des travailleurs polonais qui étaient eux-mêmes l'expression d'une situation plus générale. Dès lors, il était urgent pour l'impérialisme et pour la bureaucratie de resserrer leur collaboration contre-révolutionnaire et, au lendemain de la défaite historique de l'impérialisme au Viêt-nam et de la menace révolutionnaire en Europe, de réaffirmer solennellement cette alliance face au mouvement des masses ébranlant l'ordre établi à Yalta.

C'est pourquoi les 30, 31 juillet et 1^{er} août 1975 se tenait à Helsinki la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » que le journal finlandais « *Uusi Suomi* » résumait ainsi :

« **Les représentants des Etats de l'Ouest, de l'Est et les neutres ont fait l'unanimité sur la nécessité de conserver le statu quo en Europe... Derrière le document signé vendredi émerge une nouvelle sainte-alliance des forces conservatrices** ». (2 août 1975)

Le journal finlandais ne s'embarassait pas de mots. Nous étions alors fondés à parler de « nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire ». La signature d'accords sur « la sécurité et la coopération » donnait tout son contenu à cette conférence.

La sécurité en Europe, c'est le maintien de l'« ordre » européen issu de la seconde guerre mondiale ; d'un côté les Etats bourgeois, l'exploitation capitaliste ; de l'autre, la subordination à la bureaucratie du Kremlin, son joug, son oppression, ses spoliations, la divi-

sion politique imposée aux prolétariats allemand et européen.

La coopération en Europe, c'est la combinaison de l'activité contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international à la lutte que mènent les bourgeoisies européennes et leurs Etats contre la montée de la révolution en Europe.

Toutefois si les développements de la lutte des classes avaient rendu indispensable la conclusion entre les USA et le Kremlin d'un tel pacte contre-révolutionnaire, les deux partenaires n'y souscrivaient pas dans des conditions analogues.

Car si l'impérialisme doit s'appuyer, contre la révolution, sur la bureaucratie qui ne lui a pas marchandé son aide, celle-ci, confrontée au développement de la lutte des classes, doit à son tour s'appuyer plus encore sur l'impérialisme et lui faire des concessions de plus en plus importantes.

En effet, à la fin de la guerre, la bureaucratie du Kremlin était au sommet de sa puissance politique et pouvait négocier avec succès son aide à l'impérialisme. Trente ans après, la bureaucratie se trouve sous le feu de la révolution en Europe, et d'une façon générale, le développement de la lutte des classes, la force potentielle du prolétariat d'URSS et les contradictions explosives dans ce pays, l'émergence de la révolution politique conjuguée à celle de la révolution sociale à l'Ouest, ne cessent de mettre en évidence sa dépendance accrue vis-à-vis de la bourgeoisie mondiale.

Dans ces conditions, la bureaucratie qui dirige l'URSS défend ses intérêts comme puissance contre l'impérialisme, mais elle le fait dans des rapports politiques qui se sont modifiés à son détriment depuis 1945. Or cette modification n'est pas une donnée abstraite, l'impérialisme lui-même n'étant pas une abstraction, mais un ensemble de rapports économiques et politiques dominés par les forces les plus puissantes, c'est-à-dire avant tout par l'impérialisme US.

La modification des rapports entre l'impérialisme et la bureaucratie ne cesse donc de se manifester concrète-

ment, en particulier par le fait que, de plus en plus, c'est l'impérialisme US qui est amené à jouer le rôle de gendarme en chef de l'ordre mondial.

Par ailleurs, la bureaucratie était venue chercher à Helsinki, en contrepartie, un allègement de la pression impérialiste, notamment sur le plan de la « course aux armements ». Or, non seulement elle n'y trouva pas l'allègement souhaité, mais l'impérialisme accentua encore sa pression en intégrant dans le texte des accords des références aux « droits », aux « libertés » et à la « libre circulation des hommes et des idées ». A travers ces termes, dont l'enjeu était, bien plus que celle des « hommes et des idées », la libre circulation des marchandises et des capitaux, l'impérialisme cherchait à modifier à son profit l'équilibre contre-révolutionnaire édifié à Yalta ; il s'agissait — et il s'agit toujours — pour lui de poursuivre son objectif : démanteler le monopole du commerce extérieur et la planification à l'Est de l'Europe, c'est-à-dire y remettre en cause, à terme, la propriété sociale.

D'où l'importance que revêt, au-delà de la propagande, la cérémonie commémorant ces accords. Il s'agit pour la bureaucratie et pour l'impérialisme de renouveler, tant bien que mal dans les conditions actuelles, une alliance destinée à combattre le développement de la lutte des classes ; car 10 ans après Helsinki, non seulement l'impérialisme et la bureaucratie se sont montrés incapables de résorber l'impact de la défaite US en 1975 au Viêt-nam et de contenir la montée révolutionnaire, mais encore de nouvelles défaites ont été infligées à la « sainte-alliance » : le développement de la lutte des classes en Europe, la poursuite de la déstabilisation au Moyen-Orient se combinant avec l'effondrement du régime du Chah en Iran et, en Amérique centrale, la chute de Somoza au Nicaragua qui a ouvert une nouvelle phase de la marche révolutionnaire dans cette région avec toutes les conséquences que cela entraîne dans le reste du continent américain.

Dans le même temps, et s'intégrant à ces processus, s'est amorcée la révolution politique en Pologne et, aujourd'hui encore, la révolution poli-

tique n'est pas vaincue car la bureaucratie n'a pas été capable d'écraser le mouvement des travailleurs polonais comme elle avait pu le faire en 1956 en Hongrie ou en 1968 en Tchécoslovaquie. Par ailleurs s'y ajoutent les difficultés rencontrées par la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan (témoin sa tentative récente de négociations officieuses avec le Pakistan et avec les USA lors d'une réunion qui s'est tenue le 20 juin 1985 à Washington).

Une large négociation en cours

C'est pourquoi, il est désormais urgent pour les dirigeants de l'impérialisme US de remettre les pendules à l'heure : les accords de Yalta et de Postdam ne sont plus adaptés. Dès lors, la révision des termes de l'accord ouvre le champ à un vaste marchandage. En effet, si les dirigeants du Kremlin — pour défendre leurs intérêts — restent accrochés comme à un dogme aux accords de Yalta, ceux de l'impérialisme US n'ont jamais considéré que cet équilibre était établi une fois pour toutes, éternellement.

Telle est la signification de la politique actuelle de Reagan. Et il n'y a là nulle modification de la politique US : la coopération contre-révolutionnaire va de pair avec les exigences de plus en plus pressantes de l'impérialisme à l'égard de la bureaucratie et avec la poursuite par le premier de ses propres fins. Si dans la reprise des négociations sur les armements nucléaires, quelqu'un va à Canossa, ce n'est certainement pas Reagan.

Un rappel des faits le démontre aisément :

Fin de l'année 83 : au moment même où des négociations sont en cours à Genève pour limiter et réduire les armements nucléaires, l'impérialisme US déploie les Pershing dans plusieurs pays européens. La bureaucratie rompt alors les négociations et pose comme condition à leur reprise le retrait des missiles.

Juin 84 : les autorités soviétiques proposent une négociation sur le projet américain IDS (Initiatives Stratégiques

de Défense plus connu sous le nom de « guerre des étoiles »). Réponse négative de Reagan.

Septembre 84 : lors d'une assemblée générale de l'ONU, Reagan propose de globaliser les négociations, c'est-à-dire d'inclure à tous les problèmes d'armements, à l'exception de l'IDS, ce qu'il appelle les problèmes régionaux : Afrique du Sud, Moyen-Orient...

17 novembre 1984 : les missiles US sont déployés en Europe. Tchernenko fait parvenir à Reagan une missive proposant de nouvelles négociations sur les armements, sans y mettre de conditions préalables. Un an plus tôt, le retrait des missiles était une condition de la reprise des négociations. La proposition est acceptée.

7-8 janvier 85 : Shultz et Gromyko se rencontrent à Genève, le ministre des Affaires étrangères exige l'arrêt du projet IDS et du déploiement des missiles.

22 janvier : Tchernenko déclare : « **Un accord est tout à fait possible et nécessaire** ». Reagan n'en annonce pas moins la poursuite d'IDS.

11 mai 85 : dès son arrivée au pouvoir Gorbatchev revient à la charge : « **Nous proposons un gel des armements nucléaires et l'arrêt du déploiement des missiles** ».

12 mars : reprise des négociations à Genève.

27 mars : aux USA, la chambre des représentants approuve la construction de nouveaux missiles MX.

30 mars : un dirigeant soviétique, Arbatov, affirme : « **L'URSS sera contrainte de développer un nouveau système de missiles pour répondre aux MX** ».

26 juin : Gorbatchev évoque la possibilité d'un retrait de l'URSS des négociations de Genève. Elles se poursuivent néanmoins.

10 juillet : selon l'International Herald Tribune, les délégués soviétiques ne contesteront plus aux USA le droit de procéder à des recherches en laboratoire sur certains aspects de l'IDS, et le chef de la délégation soviétique à l'ONU déclare : « **Ce serait le premier test d'une arme basée dans l'espace qui**

provoquerait la rupture des conversations de Genève ».

16 juillet : tirant les conclusions de la deuxième phase des négociations, l'agence TASS est amenée à remarquer que **« les résultats de ce deuxième round ne sont pas satisfaisants par la faute des USA qui continuent à accélérer la course aux armements dans toutes les directions ».**

Le « 3^e round »

Le 3^e round des négociations commence le 19 septembre et Gorbatchev rencontrera Reagan deux mois plus tard. Le budget militaire US ne cesse de croître, les missiles sont déployés en Europe et, le 21 juillet, on apprenait qu'un deuxième type d'IDS était envisagé par l'impérialisme. Ainsi donc, le sommet Reagan-Gorbatchev, proposé par le premier, rappelons-le, dès mars 1985, va se dérouler alors que le projet IDS, qui selon le Kremlin remet en cause l'équilibre, se poursuit.

A travers ce marchandage Reagan recherche à renforcer la coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie. Mais cette coopération contre-révolutionnaire impliquait et implique toujours que l'impérialisme et la bureaucratie disposent des moyens nécessaires pour contenir le mouvement des masses.

Depuis une dizaine d'années, la bureaucratie du Kremlin s'est, de plus en plus, alignée sur un plan bien déterminé sur ce qu'entend obtenir d'elle l'impérialisme et a connu sur ce terrain d'importants échecs. Dans cette situation, l'impérialisme US veut obtenir de la bureaucratie un engagement plus important encore. Ainsi, dans le cadre de la préparation des négociations de Genève, G. Schultz a indiqué l'enjeu d'une négociation globale : elle implique **« la participation soviétique aux efforts internationaux pour résoudre les conflits régionaux en Afrique du Sud et au Proche-Orient par exemple ».** (Juin 1983)

Une première rencontre consacrée au Proche-Orient a eu lieu, en février dernier. On sait que dans cette région du monde, l'impérialisme s'est avéré inca-

pable d'achever sa tâche : écraser et détruire le peuple palestinien. L'intervention israélienne, dont le but était l'anéantissement des Palestiniens du Liban et la mise sur pied d'un Etat fort capable de maintenir l'ordre dans ce pays, a essuyé un cuisant échec.

Et la récente agression des miliciens d'Amal, dirigés par N. Berri, contre les camps palestiniens n'est pas entièrement parvenue à ses fins malgré le soutien de la Syrie appuyée elle-même par la bureaucratie du Kremlin.

De leur côté, le roi Hussein de Jordanie et Y. Arafat ont conclu un accord, sous l'œil bienveillant de Reagan, sur le dos du peuple palestinien ; mais son application est loin d'être assurée. Dans ces conditions, l'impérialisme exige une plus grande coopération de Moscou pour tenter de stabiliser la situation au Proche-Orient. C'est pourquoi en particulier vient de s'engager un processus « officieux » de rétablissement des relations diplomatiques entre la bureaucratie du Kremlin et Israël, dont le contenu est donné par le nouveau chef de l'Etat soviétique Gromyko quand il déclare : **« Nous sommes contre les extrémistes du monde arabe qui espèrent détruire l'Etat d'Israël ».** Rappelons pour mémoire que les dirigeants d'Israël ont toujours dénoncé comme « extrémistes » les Palestiniens pour justifier la lutte d'extermination qu'ils mènent contre eux.

La seconde rencontre a eu lieu le 30 mai 1985 et était consacrée à la situation en Afrique australe. L'irrésistible montée révolutionnaire des Noirs d'Afrique du Sud, menaçant l'Etat raciste de Pretoria, remet en cause tout l'équilibre régional que Washington et Moscou avaient tenté de sauver en mars 1984 par le biais d'accords entre l'Afrique du Sud d'une part, le Mozambique et l'Angola d'autre part. Le Mozambique et l'Angola dont les liens avec Moscou sont connus s'engageaient alors à liquider les bases de la SWAPO, organisation nationaliste Noire, et à ne plus accorder de refuge aux cadres de l'ANC.

A la veille du discours de Botha, président raciste de Pretoria, un responsable soviétique, M. Vassev, a déclaré :

« Le dangereux foyer de tension qui persiste en Afrique du Sud complique les relations internationales » ; et Vashev de se prononcer en faveur de « pourparlers directs entre les autorités d'Afrique du Sud et N. Mandela, président de l'ANC. » Dans le dispositif d'ensemble où l'impérialisme US cherche une solution au maintien de la domination impérialiste en Afrique du Sud, les dirigeants du Kremlin font pression pour favoriser une réforme de l'Etat-apartheid, qui s'avère impossible, comme est impossible le maintien de l'Etat raciste que préconise Reagan. (6)

Le nécessaire maintien de l'ordre

Cependant, alors que l'appareil international du stalinisme aux ordres du Kremlin est entièrement dressé pour la défense de l'ordre cher à Reagan, le développement de la lutte des classes le frappe de plein fouet. Dans ces conditions, l'impérialisme est soucieux de la fragilité des bureaucraties en place et peu désireux de favoriser leur chute, au moins aussi longtemps que les rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale mettent au centre de la situation, comme trait dominant, l'imminence de la révolution mondiale. Il n'y a donc nulle contradiction entre le blocus du Nicaragua, l'aide aux « contras », l'invasion de Grenade et les facilités consenties à Jaruzelski.

Sur ce dernier point, on se rappelle que pour son premier voyage officiel Gorbatchev s'était rendu à Varsovie quelques jours avant le 1^{er} mai où des dizaines de milliers de travailleurs polonais

avaient manifesté leur soutien à Solidarnosc.

Aujourd'hui, le président Reagan vient au secours de Jaruzelski, qui, depuis son coup d'Etat du 13 décembre 1981, n'est pas parvenu à remplir la mission que ses maîtres du Kremlin lui avaient confiée : en finir avec Solidarnosc, le syndicat indépendant que les travailleurs polonais s'étaient donné en août 1980 et qu'ils ont depuis défendu bec et ongles face à la répression.

C'est ainsi que, le 17 juillet 1985, les représentants des 17 pays créanciers de la bureaucratie polonaise, dont les USA, lui ont accordé le rééchelonnement jusqu'en 1986 de près de 12 milliards de dollars de sa dette extérieure.

S'il est vrai que dans le cadre de la coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie, l'impérialisme poursuit des buts qui lui sont propres, il n'en demeure pas moins qu'il mesure le danger que représente la pression qu'il exerce ; aussi, est-il amené à en alléger le poids, si c'est nécessaire pour éviter des explosions qui, menaçant le pouvoir de la bureaucratie, remettraient en cause l'ordre mondial.

Et les dirigeants des cercles de l'impérialisme agissent dans le même sens en décidant d'accueillir le général Jaruzelski à l'ONU et de lui conférer ainsi le statut de « représentant » de la Pologne prétendument « normalisée ».

A l'occasion du cinquième anniversaire des accords de Gdansk, alors qu'en Pologne des milliers de travailleurs ont manifesté leur attachement à Solidarité, Reagan a déclaré dans un discours, après avoir fait l'« éloge » du syndicat indépendant : « Si une telle réconciliation (entre gouvernants

nement qu'il peut y avoir au Nicaragua serait sans importance pour les USA : nous défendons nos intérêts nationaux quand nous aidons l'Afghanistan. »

C'était par là, reconnaître le « droit » pour Reagan d'intervenir en Amérique centrale au nom de la défense des intérêts nationaux US, comme il ne s'en priva pas avec l'invasion de Grenade. L'incapacité de l'impérialisme US à résorber les conséquences de la chute de Somoza au Nicaragua l'amène à vouloir assurer une plus grande implication de la bureaucratie du Kremlin dans le règlement des « problèmes régionaux ».

(6) De même, le département d'Etat US vient de rendre publique le 21 septembre 1985 l'annonce d'entretiens avec des représentants du Kremlin sur les problèmes d'Amérique latine, principalement du Nicaragua, du Salvador et de Cuba, qui devraient se tenir avant le sommet Gorbatchev-Reagan prévu le 19 novembre.

Cette « collaboration » est dans la droite ligne de ce qu'il avait déclaré Y. Andropov en 1982 au journal allemand Der Spiegel :

« on ne peut oublier que cela se passe à notre frontière commune et ce qui se passe en Afghanistan ne nous est pas indifférent. Pour donner un exemple, on peut se demander s'il le gouver-

et gouvernés) se poursuit, la traditionnelle amitié américaine sera offerte sans réserve à la Pologne ».

On le voit, pour l'impérialisme comme pour la bureaucratie, le principe de la coopération contre-révolutionnaire est acquis. L'enjeu de la discussion, c'est la forme pratique de cette coopération qui implique des règlements plus ou moins favorables selon les partenaires. Et, à l'occasion de la nomination de Gorbatchev, Reagan va chercher à s'assurer le règlement le plus favorable.

En effet, sous Brejnev, malgré de très importantes concessions à l'impérialisme, l'« immobilisme » de la bureaucratie constituait malgré tout un obstacle. Et depuis trois ans, la situation a été trop mouvante au Kremlin pour que puisse s'y dégager une orientation conforme aux vœux des USA (même si, par ailleurs, ceux-ci en ont profité pour accentuer leur politique de pression). C'est ce que caractérisait A. Hortmar, ambassadeur US à Moscou, en évoquant « le débat, la confusion et l'absence d'autorité » qui selon lui y règnent.

Mais, à l'occasion de la nomination de Gorbatchev, l'impérialisme peut peser pour obtenir des engagements plus précis du Kremlin. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les différentes mesures annoncées par Reagan, maintien de l'IDS et « aide » à la Pologne, installation des missiles et proposition de négociations.

Il n'y a là nulle contradiction : les négociations précédentes avaient été interrompues lors de la décision d'installer les Pershing. Alors que leur déploiement est pour l'essentiel accompli, elles reprennent dans un cadre voulu par l'impérialisme US, tandis que celui-ci développe un fantastique programme de production d'armement nucléaire et spatial.

Dans un article du *Times* particulièrement éclairant à ce sujet, on peut lire :

« Il y a à la fois la réalité économique à laquelle les dirigeants du Kremlin doivent faire face et la réalité des armes stratégiques. Ils voient la course aux armements comme déstabilisatrice...

Les difficultés de l'économie soviétique ont été évoquées par Tchernenko qui a parlé du fardeau des dépenses militaires pour l'économie mondiale. Le coût gigantesque de la « guerre de l'espace » (le programme initial US est évalué à 26 milliards de dollars) disloquerait tous les plans prévus. Un officiel soviétique écrivait à ce sujet : « Il faudrait mettre au rancard nos plans de développement pour les vingt prochaines années ».

La « course aux armements »

Ainsi, à travers les « négociations » de Genève sur le « désarmement », l'impérialisme va chercher à obtenir du Kremlin, lors de la rencontre Gorbatchev-Reagan, de nouvelles concessions. C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier le développement de la politique d'armement de Reagan.

Elle fait peser sur l'URSS une très lourde pression et lui impose en particulier le maintien de formidables dépenses d'armement qui grèvent son économie d'un poids intolérable. La part du budget d'armement en URSS absorbe 15 % du produit national brut. La bureaucratie est d'autant plus sensible à cette politique de pression qu'elle a un besoin vital de biens d'équipement modernes, de pièces détachées, de denrées alimentaires et des crédits de l'impérialisme pour pallier les déséquilibres entre les différentes branches de la production. Et, comme l'indiquait Baldrige, secrétaire US au Commerce, dans *Le Figaro* du 22 mai 85 : « Il est clair qu'une modification fondamentale dans nos rapports commerciaux avec l'URSS dépend d'une amélioration de nos rapports politiques ».

Autrement dit, l'impérialisme combine le blocus économique et la politique de surarmement pour accroître sans cesse la pression qu'il exerce sur l'URSS ; il mène de la sorte un combat ininterrompu pour réintégrer dans le marché mondial les pays d'où il a été évincé par l'expropriation consécutive à la révolution de 1917.

Car la « course aux armements »,

nécessaire volant d'entraînement de l'économie capitaliste, constitue au contraire un fardeau pour l'économie de l'URSS. Dans le droit de fil de la continuité de la politique US, Reagan avait déclaré, dès sa première élection, « **Ou bien nous aurons des réductions légitimes et vérifiables des armements, ou bien les Soviétiques se trouveront dans une course aux armements qu'ils ne pourront gagner** ».

Et constamment, les responsables US posent la même exigence que « les experts américains puissent assister sur place aux expériences soviétiques ». Un autre ministre US, Eagleburger, a déclaré : « **Il n'y aura pas d'accord sur la réduction des armements s'ils ne sont pas vérifiables sur place** ».

Sous cette exigence s'exprime bien évidemment la tentative permanente de l'impérialisme : ouvrir une brèche dans l'existence d'un Etat fondé sur l'expropriation du capital et mettre en cause la propriété sociale.

Objectif que le porte-parole de la Maison Blanche, L. Speakes, reprenait en ces termes : « **Le président Reagan souhaite influencer sur la politique intérieure de l'URSS par des pressions commerciales et économiques en y ajoutant la pression militaire décisive pour obliger les Soviétiques à faire des réformes dans leur pays** ».

C'est d'ailleurs ce qu'indique un article paru dans une revue à destination des cercles impérialistes US *Foreign affairs*, sous la signature de Richard Pipes qui est l'un des conseillers de Reagan, et sous le titre « **L'Union Soviétique peut-elle être réformée ?** ».

Dans cet article, après avoir analysé comme une situation de crise, la situation en URSS, Pipes s'amuse, en citant Lénine, et Engels, à expliquer que faute de « facteur subjectif » la perspective de la révolution est à exclure ». Pipes écrit : « **Si la révolution est exclue, le régime soviétique est face à trois possibilités, retour au stalinisme, intensification d'une politique d'agression conduisant à la guerre mondiale et réforme intérieure** ».

Après avoir écarté les deux premières hypothèses, il explique que pour sortir de la présente situation les dirigeants

soviétiques doivent « **réconcilier les intérêts de l'Etat et de sa domination avec l'énergie créatrice des citoyens** ». C'est ainsi qu'il indique : « **L'économie dirigée par l'Etat doit être liée à un second secteur, privé, et fondé sur le dynamisme... La conséquence d'une telle réforme serait une économie mixte dans laquelle l'Etat et le parti conserveraient leur immense pouvoir mais plus sur les forces productives. Cela signifierait que la nomenklatura se déchargerait de l'autorité économique et gagnerait ainsi beaucoup de temps pour une productivité accrue... Les obstacles à cette réforme sont énormes. La nomenklatura résistera aussi longtemps qu'elle le peut à changer de nature... En d'autres mots, plus grande sera la pression sur le régime soviétique pour qu'il s'occupe de sa véritable crise intérieure, plutôt que de créer des crises artificielles ailleurs, plus les citoyens auront la possibilité de faire pression sur leur gouvernement pour le détourner de ces aventures étrangères.**

Comme l'expliquait Engels un siècle auparavant, « **le danger d'une guerre s'évanouira quand les changements en Russie permettront au peuple russe de mettre un terme à la politique traditionnelle de conquête des tsars** »... L'Ouest doit dans son propre intérêt encourager les forces anti stalinienne dans le bloc soviétique. Seule une telle politique peut non pas subvertir le communisme, mais laisser le communisme se subvertir lui-même ». (*Foreign affairs*. Vol. 63, n° 1, 1984).

Les conditions générales de la politique US sont définies dans cet article, mais elles se heurtent néanmoins à des contradictions multiples : celles qui sont propres au système capitaliste mondial dans son ensemble et à l'impérialisme US en particulier (7) et celles qui

(7) Le 2 septembre, une dépêche indique : « Les anciens secrétaires à la défense Mac Namara, Schlesinger ainsi que Scowcroft, ancien conseiller de G. Ford ont lancé une mise en garde... Les trois hommes considèrent que le sort du sommet de Genève dépend de la façon dont Reagan fera usage de son initiative IDS... L'accent mis par Reagan sur l'IDS... complique les pourparlers américano-soviétiques et provoque de grandes appréhensions au sein des alliés de l'OTAN... les

l'opposent à ses alliés impérialistes. Et dans ces conditions l'impérialisme, confronté aux développements de la lutte des classes, doit combiner sa pression sur l'URSS avec une attention soutenue, pour éviter que la situation n'atteigne le seuil de l'explosion. Dans une revue du capital financier américain *The Banker* on lit « l'URSS est dans une position de déséquilibre qui peut devenir dangereuse pour tout le monde ».

La politique US doit donc poursuivre deux lignes contradictoires mais indissociables : œuvrer par tous les moyens à la pénétration capitaliste en URSS (ce que facilitent les tendances restauracionnistes inhérentes à la bureaucratie et qu'expriment par exemple les premières mesures de Gorbatchev) et s'allier à la bureaucratie pour tenter de prévenir les nouveaux développements de la situation mondiale.

Des compromis « raisonnables »

Cependant, dès sa nomination, Gorbatchev avait indiqué que l'URSS était « prête à des compromis raisonnables sur le désarmement ». Dans un interview au *Times* et rendue publique à Moscou par l'agence Tass le 1^{er} septembre 1985, il déclare « Je considère aujourd'hui avec plus de prudence le prochain sommet de Genève... C'est un scénario de pression, une tentative de nous mettre dos au mur ». Et à propos du projet IDS « Il faut prévenir la course aux armements dans l'espace... Nous sommes persuadés qu'un accord en la matière est possible et qu'il se prête à vérifications... Donc si cette position (sur le maintien de l'IDS) des USA sur l'arme spatiale est leur dernier mot, les pourparlers de Genève, il faut le dire sans détour, perdent leur raison d'être ».

Mais il ajoute : « S'agissant des recherches scientifiques et de la néces-

soviétiques vont réussir un coup de propagande à Genève et créeront des divisions plus sérieuses au sein de l'alliance, a dit Schlesinger... Les conversations de Genève ne seront pas forcément inutiles, a souligné Mc Namara, si nous prenons le président Reagan au mot et assurons que l'IDS est un programme de recherche et rien d'autre. »

sité de les interdire, nous ne pensons pas aux sciences fondamentales. Ces recherches là se font et se poursuivront sans aucun doute. Aux USA, il s'agit de travaux de recherche et de développement qui se font à la demande, dans le cadre de contrat, du ministère et qui en sont à l'étape où maquette et prototype doivent forcément faire leur apparition, où ils doivent être mis au point hors des laboratoires et essayés in-situ... Lorsque les USA nous demandent si l'on peut contrôler une interdiction dans ce cadre, nous répondons oui, on le peut... Si nous pouvons distinguer aujourd'hui depuis l'espace les numéros minéralogiques des voitures, nous pourrions sans aucun doute suivre les essais hors laboratoire in-situ ».

Ainsi Gorbatchev, tout en réaffirmant son opposition à IDS, entrouvre néanmoins la porte aux prétentions américaines de contrôle (8). Augmentant encore sa pression, l'impérialisme US a accéléré ces dernières semaines son programme IDS, et s'est livré à des premières expériences de destruction de satellite en vol ; Chevardnadze, nouveau ministre des Affaires étrangères, le 4 septembre à l'ONU a indiqué que l'URSS « n'hésitera pas à relever le défi de la guerre des étoiles » et dans le même temps a annoncé qu'il ferait d'importantes propositions soviétiques pour parvenir à un accord.

C'est ainsi, que dans un interview à la revue *US News and World report*, le 22 septembre, G. Arbatov, responsable soviétique, indique « l'insistance du président Reagan à ne pas négocier l'IDS fera échouer toutes les négociations sur le contrôle des armements... Je crois qu'une amélioration (avec les USA) est nécessaire. En fait, nous n'avons pas d'autres options. Si nous continuons comme cela, nous allons faire face à une situation très dangereuse, non seulement pour nous, mais pour le monde entier ».

(8) Une première indication qui va dans ce sens a été donné par l'accord signé le 22 février 1985 à Vienne dans le cadre de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), sous le contrôle de l'ONU. Une dépêche explique : « L'accord signé à Vienne entre l'URSS et l'AIEA, qui ouvre la voie à une inspection directe, pour la

Ainsi, accentuant la « course aux armements », contraignant l'URSS à détourner de la satisfaction des besoins sociaux une part toujours plus importante des forces productives, l'impérialisme US — aidé en cela par la gestion de la bureaucratie parasitaire du Kremlin — se trouve aujourd'hui en position de force pour obtenir des concessions sans précédent qui lui permettent d'intervenir directement en URSS et dans les pays de l'Est. Quelques premiers fruits ont d'ailleurs déjà été récoltés dans ces pays où le capital a été exproprié et qui, partant, échappent donc au pillage de la plus-value :

C'est par exemple le cas de la Yougoslavie et de la Hongrie (dont nous avons analysé dans le précédent numéro de « La Vérité » la réforme économique). Mais là encore cela ne suffit pas, au moment où Reagan a plus que jamais besoin de disposer à son profit de l'ensemble de la planète pour tenter de limiter la propre crise de l'impérialisme US.

Des contradictions qui s'accumulent

Cependant, si la bureaucratie dans son ensemble souhaite raffermir son alliance contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, elle ne partage pas cette même unanimité sur les conditions requises pour parvenir à un accord face à Reagan qui aiguise les conflits inter-bureaucratiques en exigeant de nouvelles concessions.

Ainsi, l'ambassadeur des USA à Moscou expliquait : « **Derrière la compétition entre les individus, il existe un débat sur le fonctionnement du**

première fois, d'installations sur le territoire soviétique, pourrait offrir un mode de vérification acceptable d'accords sur le désarmement, estiment les observateurs. Cet accord, qui met une partie des installations nucléaires soviétiques à but pacifique sous contrôle international, est « un bon exemple pour un système de vérification d'un éventuel accord de désarmement nucléaire », a déclaré M. Pétrovsky, un collaborateur de Gromyko. A. Petrosyants, président du comité d'état pour l'énergie atomique, devait surenchérir en parlant d'un « accord historique » et d'un geste « de bonne volonté » avant la reprise des négociations américano-

système. C'est un débat entre les orthodoxes qui veulent maintenir le système tel qu'il est et un autre groupe qui voudrait apporter des changements ».

Propos illustratif de l'objectif des dirigeants US qui entendent bien tirer le profit maximum des contradictions entre les différentes fractions de la bureaucratie du Kremlin, déchirée entre les tentations de l'« immobilisme » et la nécessité pour sauver ses intérêts de coopérer plus étroitement avec l'impérialisme. Et, d'une certaine manière, l'initiative de Reagan de « relancer le dialogue » précipite encore le rythme des affrontements à Moscou.

Cette situation, nous l'avons vu, se réfracte au sein de la bureaucratie, notamment depuis trois ans. De ce point de vue, il n'était pas indifférent alors que tout le monde ne parlait que de la longue agonie de Brejnev que l'académicien père de la « réforme » en URSS, Trapeznikov sorte d'un silence de plusieurs années pour préconiser dans *La Pravda* du 7 mai 1982 de « vérifier la qualité de la production nationale en la présentant sur les marchés des pays occidentaux développés » et il ajoutait « cela se vérifie bien dans l'industrie de défense où la comparaison constante et inévitable avec la technologie étrangère oblige à maintenir la production à un haut niveau ». La référence utilisée ici par l'académicien n'est pas fortuite : du sein même de la bureaucratie se dégagent les forces poussant à la restauration du capital en URSS.

soviétiques à Genève. Ces déclarations ont suscité un grand intérêt dans les milieux occidentaux. La question des vérifications reste en effet, une pierre d'achoppement dans toutes les négociations Est-Ouest sur le désarmement. L'URSS avait d'ailleurs toujours refusé des contrôles « in situ », en accusant les occidentaux de vouloir utiliser ces vérifications à des fins d'espionnage ».

Et le 27 août 1985, une nouvelle dépêche informe que « l'AIEA a procédé à la mi-août au premier contrôle en URSS. L'inspection a été effectuée par des spécialistes belges, Est-allemands et américains ».

A propos de la révolution cubaine

par Miguel CRISTOBAL

L y un peu plus de vingt-six ans, triomphait la révolution cubaine, avec à sa tête le Mouvement du 26 juillet et Fidel Castro. Le régime dictatorial de Batista, directement soutenu par l'impérialisme américain, s'écroulait et, avec lui, l'essentiel des forces armées et de police de la dictature.

Dès les premiers jours, cette révolution a attiré l'attention, la sympathie et le soutien des plus larges secteurs opprimés de tout le continent latino-américain. Les années ont passé sans que jamais cette attention ne retombe. Et, disons-le aussi, sans que la discussion ne cesse sur ses leçons, sur les problèmes qu'elle a eu à affronter.

Les raisons d'une telle continuité de la place occupée par la révolution cubaine en Amérique latine sont relativement simples. La révolution cubaine n'a pas été la première révolution, loin de là, sur le continent. Auparavant, il y avait eu, entre autres, la révolution bolivienne de 1953, qui, elle aussi, avait disloqué l'Etat de la bourgeoisie. Mais la révolution cubaine est la seule à avoir préservé ses principaux acquis, ses principales conquêtes : celles qui ont conduit un peuple dont la majorité avait connu la misère la plus profonde, le sous-emploi massif, à retrouver sa dignité constamment bafouée, ainsi que des conditions de vie et d'existence, de santé, d'éducation incompa-

rablement différentes de celles du passé et, dans tous les cas, bien supérieures à tous les pays qui connaissent aujourd'hui encore la domination impérialiste par le biais de gouvernements inféodés à celui-ci, en particulier sur le terrain de l'instruction (il n'y a plus d'analphabétisme), de la médecine, du logement.

Bien entendu, c'est l'économie d'un pays soumis au blocus et où l'on rencontre à tous les niveaux les conséquences de l'isolement. Un pays qui n'échappe pas et qui ne peut échapper aux aléas du marché mondial, dont il subit les conséquences (termes d'échange entre des importations de

matières premières, essentiellement, et des exportations de produits manufacturés, un paiement de la dette extérieure incomparablement moindre que celle des autres pays d'Amérique latine, mais qui exige l'imposition de sacrifices). Une économie de pénurie donc, et qui n'est pas contrôlée démocratiquement par les masses travailleuses de l'île, mais gérée par une couche particulière qui s'assure le monopole du pouvoir politique par le truchement du parti unique.

Il n'en reste pas moins que Cuba connaît aujourd'hui une situation très différente de celle des autres pays de la région. C'est un fait indiscutable.

Il est tout aussi indiscutable que le développement de ces acquis ne s'est pas fait sans que tout ait été tenté par l'impérialisme le plus puissant de tous, l'impérialisme US, pour écraser cette révolution. Cela est allé des provocations ouvertes (comme l'attentat contre un bateau français par la CIA au début des années soixante) qui étaient censées justifier l'intervention militaire ouverte, jusqu'à l'intervention militaire sans justification (débarquement de troupes contre-révolutionnaires à « Bahia Cochinos », en 1962). Les tentatives d'assassinat contre les dirigeants les plus importants de la révolution ne se comptent plus, comme les centaines d'actes de sabotage de l'économie réalisés par les services spéciaux de l'impérialisme, visant à la destruction des usines, des plantations de canne à sucre, cherchant à affamer le peuple cubain et à déstabiliser son économie. Tout cela dans un pays qui n'est qu'à environ cent kilomètres des USA.

La révolution cubaine a triomphé contre toutes ces agressions, agressions qui ne sont pas du domaine du passé. Il est en effet nécessaire de rappeler que Cuba continue à être soumis au plus strict blocus économique de la part des Etats-Unis, que Reagan, comme les précédents gouvernements américains,

continue à refuser toute normalisation des relations avec Cuba. Vingt-six ans après la révolution, il n'y a même pas de normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays.

A l'heure où pour tous les peuples d'Amérique latine la question d'en finir avec la domination impérialiste, la misère et les plans d'austérité se pose concrètement à travers le combat contre les diktats du FMI, il est normal que la discussion sur la révolution cubaine, ses acquis, ses problèmes retrouve une place centrale dans le mouvement ouvrier latino-américain et des Caraïbes. Il ne s'agit pas d'une discussion sans enjeu, au contraire : au travers de la révolution cubaine, on aborde un aspect de l'histoire qui relève du patrimoine de toutes les masses opprimées qui se posent la question de la façon d'en finir définitivement avec la barbarie impérialiste qui a imposé tant de régimes dictatoriaux, tant de misère et d'humiliation.

Un patrimoine, des enseignements historiques qu'il est nécessaire de mettre en lumière bien souvent, il faut le dire, contre ce que les dirigeants de la révolution cubaine ont eux-mêmes théorisé quant à leur propre expérience et celle des masses populaires de leur pays. Ce n'est en effet pas le moindre des problèmes que celui de l'interprétation « officielle » de l'histoire de la révolution cubaine telle qu'elle a commencé à avoir cours à Cuba, au sein du Parti communiste cubain à partir de la fin de années soixante.

Ce qui fausse aussi un examen sérieux c'est l'utilisation frauduleuse de la révolution cubaine pour justifier l'abandon de la construction de sections de la 4^e Internationale et la nécessité historique de la 4^e Internationale. Rappelons à cet égard que les courants qui constituèrent en 1963 le Secrétariat Unifié, réunifiant les partisans de Pablo et des courants politiques représentés par le SWP des Etats-Unis et l'organisation de Moreno en Argen-

tine, utilisèrent alors la révolution cubaine comme prétexte pour opérer cette réunification sans aucune discussion sur ce qui avait provoqué cette scission. Pour que le rideau de fumée soit plus opaque, on déforma les positions des organisations — qui, comme celle qui constitue aujourd'hui le PCI, refusèrent cette réunification sans principes vouée à aggraver la crise de la 4^e Internationale, allant jusqu'à prétendre qu'ils niaient la réalité de la révolution cubaine. En fait, dès 1962, l'organisation trotskyste en France avait affirmé que la révolution cubaine avait atteint un point où la rupture avec la bourgeoisie du Mouvement du 26 juillet faisait du gouvernement Castro, un gouvernement ouvrier et paysan. Les textes sont clairs (1).

Ce n'est pas cette discussion que nous reprenons dans le présent article, ni celle qui marque aujourd'hui la profonde dégénérescence du SU : l'abandon explicite du programme de la 4^e Internationale par la direction du SWP des Etats-Unis qui voit en Castro, malgré sa subordination à la bureaucratie du Kremlin, et le fait qu'il mette le prestige de la révolution cubaine au service de la repression contre les travailleurs polonais, le guide révolutionnaire du prolétariat mondial.

Mais il nous faut aussi poser le problème, sur un plan différent, d'explications de cette situation (qui ont trouvé une expression dans cette revue elle-même) qu'ont été avancées pour expliquer le fait que la révolution cubaine avait abouti à la constitution d'un état ouvrier. En effet, une analyse s'est développée que l'on peut résumer ainsi : c'est le parti stalinien cubain (le Parti socialiste populaire) qui, ayant occupé d'importantes positions dans l'appareil d'Etat au lendemain de la révolution, aurait, sous la pression d'événements exceptionnels, ouvert la

voie à la constitution d'un Etat ouvrier (cela parce que le PSP était un parti ouvrier contre-révolutionnaire ou parti ouvrier bourgeois) comme le PC chilien ou le PC yougoslave. Ainsi, c'est son rôle qui explique la constitution d'un Etat ouvrier bureaucratique, alors que le Mouvement du 26 juillet, étant un mouvement petit-bourgeois, ne pouvait conduire à terme à la constitution d'un Etat ouvrier.

Outre que cette analyse donnait le beau rôle à un parti stalinien qui, suivant jusqu'au bout la discipline du Kremlin, s'est opposé du début jusqu'à la fin à la révolution elle-même et aux mesures de défense de celle-ci qui ont conduit à l'expropriation du capital, elle posait aussi un problème fondamental : elle niait dans les faits la possibilité formulée par Trotsky de ce que « *sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois y compris les staliniens puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie...* », ce « privilège » étant réservé aux seuls partis staliniens.

Une telle analyse nie aussi un élément fondamental dans l'évolution de beaucoup de dirigeants et militants révolutionnaires d'Amérique latine et des Caraïbes, qui cherchent aujourd'hui la voie de l'organisation indépendante, s'appuyant sur l'expérience de la révolution cubaine qui n'a pu avancer que par un combat à bien des égards ouvert contre le parti stalinien et le Kremlin lui-même, comme cela a été par ailleurs plus récemment le cas au Nicaragua.

Deuxièmement, une telle analyse ne permet pas de comprendre les raisons qui ont permis et conduit la direction cubaine à prendre récemment une initiative comme celle de la « Conférence continentale contre la dette » qui, avec

(1) Voir *La Vérité* n° 590 (février 1980) qui reproduit les thèses adoptées en 1962 par l'organisation trotskyste française.

les contradictions et les limites qui ont été analysées par nous, révèle cependant de la part de la direction cubaine un certain degré d'indépendance politique qui n'est pas le fruit d'un simple « satellite » des cercles dirigeants du Kremlin.

Il nous faut donc revenir sur quelques questions posées par la révolution cubaine. Bien entendu, nous n'avons pas dans cet article la prétention de revenir sur toute l'histoire de la révolution cubaine. Il ne s'agit ici que d'en étudier quelques aspects en relation avec les processus d'expropriation du capital et de destruction de l'Etat bourgeois.

**Au point de départ :
le combat pour en finir
avec une dictature,
pour la démocratie**

On a beaucoup écrit sur la première phase de la révolution cubaine : celle qui a conduit à la chute du dictateur Batista. On peut en particulier se référer à un livre qui, publiant les principales lettres échangées entre eux par les dirigeants du Mouvement du 26 juillet permet de suivre certains des aspects essentiels du mouvement qui a conduit à la victoire de la révolution cubaine (Carlos Franqui : *Journal de la révolution cubaine*).

Rappelons simplement quelques faits.

L'existence d'une dictature, celle de Batista totalement asservie au gouvernement américain et à certains groupes financiers des USA dont les décisions mécontentaient presque toutes les classes et couches sociales cubaines : la classe ouvrière et la paysannerie, réduites à une situation de misère et de sous-emploi massif ; mais aussi de très larges secteurs de la petite-bourgeoisie dont le sentiment national se heurtait à une évolution qui conduisait Cuba à se transformer en lieu de villégiature et de corruption pour les riches Américains. Il faut ajouter aussi tout un secteur de la bourgeoisie nationale exclu de la

réalisation de bénéfices qui revenaient de plus en plus exclusivement à une clique réduite opérant autour du dictateur.

Une opposition fortement divisée, dont l'aile la plus radicale a commencé à se structurer autour de la personne de Fidel Castro, dirigeant étudiant puis avocat, qui a conduit l'assaut manqué contre la caserne Moncada qui devait être le point de départ de la prise du palais du gouvernement.

Un mouvement ouvrier jouissant d'une forte tradition politique et syndicale à l'intérieur duquel le parti stalinien (qui s'appelait le PSP) avait perdu les positions qu'il avait eues, en conséquence en particulier de sa collaboration ouverte avec le premier gouvernement Batista durant la Deuxième Guerre mondiale et dans la période qui a suivi.

Le procès intenté par la dictature contre Fidel Castro et ses camarades capturés à l'occasion de l'assaut contre la caserne Moncada, le discours prononcé par celui-ci à l'occasion du congrès, ont donné à Fidel Castro une dimension de dirigeant national. Exilé au Mexique, il décide avec le mouvement qu'il avait formé, de débarquer militairement à Cuba et de commencer une guerre de guérilla contre le régime, forme de lutte profondément ancrée dans les traditions du combat populaire dans différents pays de la région.

On a beaucoup écrit sur les rôles respectifs joués par la guérilla dirigée par Fidel Castro et par le mouvement des masses qui a connu un développement très important dans les années et les mois précédant la chute de Batista. Certains ont voulu nier totalement le rôle des masses populaires, et surtout celui de la classe ouvrière, d'autres ont voulu nier totalement le rôle de la guérilla, de Fidel Castro lui-même qui ne seraient pour rien dans la chute de Batista et dans les décisions qui ont ensuite conduit à la défense de la révolution.

Disons tout simplement ce qui semble aujourd'hui évident : la guérilla, le Mouvement du 26 juillet, ont joué un rôle très important dans l'unification du mouvement des masses contre la dictature. Cela n'était pas donné par avance : les dirigeants du Mouvement du 26 juillet eux-mêmes reconnaissent leur isolement pendant toute une période.

La question qui se pose est de savoir ce qui a permis à la guérilla de jouer le rôle qu'elle a joué. Nous pensons que la clé réside dans la façon dont les dirigeants du 26 juillet, refusant tous les compromis avec ceux qui voulaient garder l'essentiel des institutions de Batista, ont manifesté leur volonté de participer et d'impulser jusqu'au bout le combat pour la démocratie.

Mouvement petit-bourgeois par ses positions et ses origines politiques, le Mouvement du 26 juillet, avec Fidel Castro, Che Guevara, s'est opposé et a dénoncé avec véhémence le « Pacte de Miami » dans lequel différents courants d'opposition bourgeoise et des représentants du Mouvement du 26 juillet lui-même prétendaient préserver l'essentiel des institutions de la dictature et de l'impérialisme. Voici ce qu'a déclaré Fidel Castro à propos de ce pacte :

« Supprimer dans le document de l'unité la déclaration expresse affirmant que nous refusons toute sorte d'intervention étrangère dans les affaires internes de Cuba est une preuve évidente de tiédeur patriotique et de lâcheté flagrante.

« Déclarer que nous sommes contre l'intervention ne consiste pas seulement à demander que personne n'intervienne en faveur de la révolution — ce qui irait à l'encontre de notre souveraineté et même à l'encontre d'un principe qui touche tous les peuples d'Amérique —, c'est demander également que l'on n'intervienne pas en faveur de la dictature en lui envoyant des avions, des bombes, des

armes modernes qui l'aident à se maintenir au pouvoir, et dont personne plus que nous et surtout la population des campagnes n'a souffert dans sa chair (...)

Dans le document de l'unité, la déclaration expresse repoussant toute sorte de junte militaire pour gouverner provisoirement la République est supprimée.

L'expérience a démontré qu'en Amérique latine, toutes les juntes militaires reviennent vers l'autocratie. Le pire des maux qui se sont abattus sur ce continent est l'enracinement des castes militaires dans des pays qui comptent moins de guerres que la Suisse et plus de généraux que la Prusse (...).

Si l'on n'a pas foi dans le peuple, si l'on n'a pas confiance dans ses grandes réserves d'énergie et de lutte, on n'a pas le droit de se pencher sur son destin pour le faire dévier, dans les moments les plus héroïques et les plus prometteurs de son histoire républicaine. (...)

Marti a dit que, dans une révolution, les méthodes sont secrètes mais que les buts doivent toujours être publiquement connus.

Il est également inadmissible pour le Mouvement du 26 juillet d'accepter la clause secrète n° 8, qui dit textuellement : "Les forces révolutionnaires s'incorporeront aux institutions armées régulières avec leurs armes." »

C'est ce programme démocratique radical conséquent, à travers bien entendu la façon dont il a été défendu dans tout le combat qui a conduit à la chute de Batista, qui a permis la fusion entre la guérilla et le mouvement des masses. Celui-ci a apprécié dans les positions de Fidel Castro un dirigeant combattant avec conséquence pour la démocratie, contre l'impérialisme et dont on pouvait espérer qu'il ne ferait pas la même politique que ses prédécesseurs une fois au pouvoir, comme cela s'était produit dans le passé avec différents politiciens bourgeois accé-

dant au pouvoir sous le drapeau de la démocratie, et y restant sous celui de l'arbitraire.

**Quelle a été la position
de l'impérialisme US
face à la révolution cubaine
avant et aussitôt
après sa victoire ?**

Dans les débats, dans la polémique sur les enseignements de la révolution cubaine, une question allait sans cesse revenir dans les années soixante et soixante-dix : qu'est-ce qui a permis à la révolution cubaine de triompher ? Et de ce point de vue, de nombreuses choses allaient être dites et théorisées sur les « conditions exceptionnelles » qui ont permis cette révolution.

Bien entendu, toute révolution se réalise dans des « conditions exceptionnelles », dans des moments nécessairement particuliers. Nous allons y revenir.

Mais il s'agit en l'occurrence d'une question très précise. On a souvent dit que la révolution a été possible parce que l'impérialisme aurait été surpris, et n'aurait pas apprécié la portée exacte de ce qui était en marche. C'est une interprétation de l'histoire qui a peu à voir avec la réalité, mais qui a été avancée pendant toute une époque par la direction cubaine elle-même quand il s'est agi avant tout pour elle de justifier son soutien à des directions comme celle de l'Unité populaire au Chili au moment d'Allende, qui se refusaient à prendre les mesures radicales pour démanteler la réaction bourgeoise et impérialiste, la contre-révolution. Fidel Castro lui-même a déclaré en 1977 que si la révolution cubaine avait triomphé, cela n'avait pas été l'œuvre de la volonté décidée du peuple et de la guérilla, mais s'expliquait par la ruse qui aurait endormi l'impérialisme américain.

Cela n'est pas vrai : la révolution cubaine a triomphé contre la volonté

acharnée de l'impérialisme à défendre Batista jusqu'au bout. Il n'y a rien qui ressemble à de la neutralité dans l'attitude du gouvernement US de l'époque. Et cela tout particulièrement après que Fidel Castro a dénoncé le « Pacte de Miami » dont les services secrets américains étaient le maître d'œuvre.

Cet appui à Batista a été sans faille jusqu'au bout. Ainsi, bien qu'officiellement toute aide militaire à Batista ait été suspendue, l'armement, et plus particulièrement les bombes contre la guérilla continuaient à arriver à Guantanamo, base militaire US à Cuba, d'où décollaient directement les avions de l'armée de Batista pour aller bombarder les régions contrôlées par la guérilla.

« Le 30 octobre, Foster Dulles se rendit à un dîner offert à l'ambassade de Cuba à Washington. Du côté des Etats-Unis, on n'avait jamais renoncé à soutenir Batista. Quand Dulles fit son apparition à l'ambassade cubaine, tout était déjà perdu à Cuba. Mais il ne se déroba pas. La signification de son geste ne laissait aucun doute : il fallait tenter un dernier effort en faveur du dictateur de l'armée de Batista, il n'était pas question de fournir un appui de dernière heure à l'opposition bourgeoise. »

(Saverio Tutino. *L'octobre cubain*, Maspéro, 1969).

Ce qui s'est en réalité passé, c'est qu'à Cuba, comme lors de toute révolution profonde, il y a eu à un moment déterminé crise dans l'ensemble du système de domination, et pour commencer dans la base sociale et politique de la domination impérialiste, la bourgeoisie cubaine.

Ernesto Che Guevara, polémiquant en 1961 avec ceux (et plus particulièrement avec les partis stalinien) qui voulaient faire de Cuba « un cas exceptionnel » afin de s'opposer aux luttes révolutionnaires sur le reste du continent), revient sur cette question, et plus particulièrement sur un point :

« Nous ne croyons pas qu'il y avait quelque chose d'exceptionnel dans le fait que la bourgeoisie, ou du moins une bonne partie de celle-ci, se soit montrée favorable à la guerre révolutionnaire contre la tyrannie et qu'elle ait en même temps appuyé et promu des mouvements tendant à chercher des solutions négociées qui permettraient un remplacement de Batista par des éléments disposés à contrôler la révolution. Etant donné les conditions dans lesquelles s'est faite la guerre révolutionnaire et la complexité des forces politiques qui s'opposaient à la tyrannie, il n'est pas étonnant que quelques éléments parmi les latifundistes aient adopté une attitude de neutralité ou du moins de non-belligérance à l'égard des forces insurrectionnelles. Il est compréhensible que la bourgeoisie nationale, ruinée par l'impérialisme et la tyrannie, ait vu avec une certaine sympathie ces jeunes gens des montagnes punir l'armée mercenaire, instrument au service de l'impérialisme. Cette force, non-révolutionnaire pourtant, aida en fait la Révolution à s'emparer du pouvoir. » (« Cuba, cas exceptionnel ou avant-garde de la lutte contre l'impérialisme ? », Ernesto Che Guevara, 1961).

Soulignons par ailleurs ce qui mérite de l'être. Che Guevara parle, en ce qui concerne ces secteurs de la bourgeoisie nationale, de « forces non-révolutionnaires », parce que par ailleurs dans le même texte il avertit :

« Dans beaucoup de pays d'Amérique latine, il existe des contradictions objectives entre une bourgeoisie nationale qui se bat pour se développer et l'impérialisme qui noie les marchés de façon à étouffer l'industrie nationale dans une compétition inégale.

Malgré ces contradictions, la bourgeoisie nationale n'est en général pas capable d'avoir une attitude de lutte en face de l'impérialisme. Ceci montre qu'elle craint davantage la révolution populaire que l'oppression despotique des monopoles qui briment la nationalité,

offensent les sentiments patriotiques et colonisent l'économie.

La grande bourgeoisie n'hésite pas à s'allier avec l'impérialisme et les latifundistes pour lutter contre le peuple et barrer ainsi la route à la révolution. » (op. cit.).

En réalité, ce qu'il y a eu de vraiment exceptionnel, ou plutôt de nouveau, dans le cas de Cuba, c'est qu'une direction en même temps qu'elle a utilisé toutes les contradictions pour réunir les plus vastes forces, ait su au moment décisif dénoncer et rompre publiquement avec ceux qui ne voulaient que se débarrasser de Batista sans changer l'essentiel de son régime, c'est-à-dire sa volonté de mener jusqu'au bout un combat pour la démocratie donnant confiance aux secteurs les plus exploités qui, dès lors, ont eu les moyens de développer le combat avec la plus grande énergie, quand ils ont été assurés qu'il n'y aurait pas de « changement pour rien ».

Qu'est-ce qui a permis à la révolution cubaine de tenir, de se défendre ?

Batista en fuite, la révolution victorieuse, rien n'était joué pour autant. Pour commencer, parce que l'impérialisme américain eut d'emblée recours aux menaces, au chantage. Tout a été mis en œuvre pour déstabiliser la jeune révolution, à commencer par la tentative d'unification des forces de la bourgeoisie qui, ayant participé à l'opposition de Batista, se trouvaient à de nombreux postes-clés du gouvernement issu de la victoire de la révolution (il faut savoir que sur les quinze ministres de ce gouvernement, six ont pris peu après le chemin de l'exil aux USA et un autre a été fusillé pour ses activités contre-révolutionnaires). La large unité qui s'était constituée dans la lutte contre Batista a éclaté dès les premiers jours qui suivirent son renversement. Et cela, non pas sur le terrain de mesures d'expropriation de la bourgeoisie et

de l'impérialisme, mais sur celui de l'application conséquente de mesures démocratiques, comme l'a été par exemple le refus de procéder à une reconstitution de l'armée s'appuyant essentiellement sur les débris de l'ancienne armée de Batista.

Il faut d'ailleurs remarquer ce qu'ont constaté un certain nombre d'historiens : les agressions impérialistes se multipliant, les difficultés économiques s'aggravant, la conduite du pays ne semblant pas aller dans un sens précis aux yeux des masses travailleuses, une certaine démobilisation a vu le jour, mettant en cause la révolution elle-même.

Comment la révolution s'est-elle défendue ? Comment est-elle arrivée à faire de la mobilisation de tout un peuple contre les menaces impérialistes, un élément qui a connu un développement assez important pour introduire l'incertitude, l'hésitation dans le camp du plus puissant des impérialismes ?

Nous pensons qu'il y a là une leçon essentielle de la révolution cubaine, que Fidel Castro a lui-même rappelée :

« Dans les conditions d'un pays comme Cuba, la révolution pouvait-elle se limiter simplement à la libération nationale, en conservant le régime capitaliste d'exploitation, ou devait-elle avancer aussi vers la libération sociale définitive ?

L'impérialisme ne pouvait même pas tolérer une révolution de libération nationale à Cuba. Dès la promulgation de la loi de réforme agraire, les Etats-Unis ont commencé à organiser une opération militaire contre Cuba, et ils étaient encore bien moins disposés à tolérer le socialisme dans notre pays. La simple idée de l'exemple que pourrait signifier une révolution cubaine victorieuse pour l'Amérique latine effrayait les milieux gouvernementaux yankees ; mais la nation cubaine n'avait pas d'autre alternative, le peuple ne voulait pas s'arrêter et ne voulait

pas le faire. Notre libération nationale et sociale était indissolublement unie, avancer devenait une nécessité historique, s'arrêter une lâcheté et une trahison qui auraient de nouveau transformé Cuba en une colonie yankee et en esclave des exploiters. » (Discours de Fidel Castro, en 1975, à l'occasion du Premier Congrès du Parti communiste cubain).

« ... Libération nationale et sociale... » indissolublement liées, comme le moyen fondamental de la révolution.

« La révolution n'a ni tremblé ni vacillé quand l'heure a sonné du châtiement exemplaire des criminels de guerre, comme nous l'avions promis au peuple ; de la confiscation des biens volés au pays par des gouvernants corrompus ; de la défense des droits, de la pleine souveraineté et dignité de notre peuple ; de l'atteinte aux intérêts des grands monopoles exploiters yankees et de la bourgeoisie nationale ; de la baisse de tarifs des services publics, des loyers et des médicaments ; de la réintégration sur leur lieu de travail de tous ceux qui avaient été licenciés par la tyrannie.

Elle n'a tremblé ni vacillé quand elle a rendu coup pour coup à chaque mesure d'agression économique des Etats-Unis, en nationalisant une à une toutes les entreprises yankees propriétaires de centrales sucrières, des compagnies de téléphone et d'électricité, des chemins de fer, des ports, des mines, des chaînes commerciales et des banques.

Elle n'a pas tremblé ni vacillé quand est arrivée la nécessité de nationaliser toute la banque, le commerce extérieur et toutes les grandes entreprises capitalistes du pays.

Elle n'a pas tremblé ni vacillé pour arracher à la racine la discrimination raciale et pour extirper le jeu, la prostitution, la drogue et la mendicité. » (applaudissements). (Discours de Fidel

Castro à l'occasion du XXV^e anniversaire de la révolution.)

Un seul exemple : comment la mobilisation révolutionnaire des paysans pauvres est devenue une réalité qui a fait régulièrement échec à toutes les tentatives de débarquements, grâce à leur vigilance. C'est la loi de la réforme agraire du mai 1959, donnant satisfaction à l'essentiel de la paysannerie, expropriant toutes les grandes propriétés, qui a permis la plus grande manifestation de masses des paysans, montés à 500 000 à La Havane pour montrer leur ferme détermination à défendre la révolution qui répondait à leurs revendications fondamentales.

Une phase de la révolution démocratique, suivie d'une étape de révolution sociale ?

A la lecture d'un certain nombre de commentaires faits par des dirigeants actuels de la révolution cubaine, l'histoire de cette révolution, après qu'a été balayé Batista, aurait connu deux étapes : une première étape démocratique qui aurait été suivie d'une étape socialiste différenciée de celle-ci, et s'ouvrant vers la fin de l'année 1960.

Il s'agit là d'une interprétation qui déforme la réalité. Alors qu'au début de cette révolution, les principaux objectifs de ses dirigeants étaient effectivement démocratiques et anti-impérialistes, ceux-ci pour les défendre, ont été rapidement conduits à lier les mesures démocratiques (comme la destruction de l'armée de Batista et l'expropriation des latifundia) à des mesures d'expropriation du grand capital tout court.

Ainsi, si une des premières mesures fut effectivement l'expropriation des latifundia (contrôlés en grande partie par le capital américain lui-même), les mesures de rétorsion de l'impérialisme US, incluant la tentative de désorganisation de l'économie par le biais des grandes industries et de la banque qu'il

contrôlait, ont conduit à répondre au besoin de les exproprier pour empêcher le boycott de l'économie de remettre en cause les conquêtes démocratiques de la révolution.

Ainsi, c'est le 6 août 1960 que l'impérialisme américain décide un embargo presque total sur les importations de sucre de Cuba (ce qui représentait la principale source de devises pour Cuba). Ce qui a suivi n'a pas constitué à proprement parler une nouvelle étape venant transformer les données de la précédente, mais a été la réponse conséquente pour défendre la première. Tout est allé très vite. Que l'on en juge :

La réponse a été la loi 851, en vertu de laquelle ont été nationalisées les entreprises américaines suivantes : 36 centrales sucrières, la Compagnie cubaine d'électricité, filiale du consortium Electric Bond and Share, du groupe new yorkais Manufacturers Hanover Trust ; la filiale d'ITT à Cuba ; et deux raffineries de pétrole.

Le 13 octobre 1960, en vertu des lois 890 et 891, la révolution a nationalisé 382 grandes entreprises et la banque.

Le 14 octobre, la révolution cubaine a porté un autre coup à la bourgeoisie : la loi de réforme urbaine a été édictée et, dix jours plus tard, ce fut le tour des 166 entreprises yankees qui opéraient encore dans le pays.

En réalité, c'est dans une liaison étroite entre l'accomplissement des tâches démocratiques et celles relevant de l'expropriation du capital que la révolution s'est affirmée, que l'unité de tout un peuple s'est affirmée pour se défendre victorieusement et repousser les agressions du plus puissant impérialisme.

Ces décisions déterminantes correspondaient-elles à une volonté pré-établie de la part de la direction du 26 juillet, de Fidel Castro lui-même ? Rien ne permet de l'affirmer.

Quelle force politique a dirigé le processus d'expropriation du capital ?

Cette question a posé beaucoup de problèmes. Abordons le premier : à partir des années soixante-dix surtout, les dirigeants cubains commencent à affirmer — en contradiction flagrante avec les faits — que les principaux dirigeants du Mouvement du 26 juillet n'auraient été en réalité que des militants du Parti communiste cubain (PSP) ou proches de celui-ci, « masqués ». Lisons ce qu'a dit Fidel Castro dans son discours au Premier congrès du Parti communiste cubain :

« Cependant, la tâche qui s'imposait aux nouvelles forces révolutionnaires était d'interpréter et d'appliquer cette doctrine dans les conditions spécifiques et concrètes de notre pays. Ce fut et devait être l'œuvre de nouveaux communistes simplement parce qu'ils n'étaient pas connus comme tels et qu'ils n'avaient pas eu, au sein de notre société noyée dans les préjugés et les contrôles policiers impérialistes, à subir l'isolement terrible et l'exclusion dont étaient frappés les militants révolutionnaires pleins d'abnégation de notre premier Parti communiste. Si cette forme de pensée ne s'étendait pas à tous ceux qui s'engagèrent sur la voie de la lutte armée révolutionnaire dans notre pays, elle était néanmoins le fait de ses principaux dirigeants (...).

C'est ainsi que commença le nouveau processus révolutionnaire. Les jeunes combattants nouvellement acquis à la cause, au contraire de ce qui se produit malheureusement dans d'autres pays, professaient un profond respect et de l'admiration pour les vieux communistes qui, durant des années héroïques et pénibles avaient combattu pour le changement social et maintenu bien haut et avec fermeté la bannière si prestigieuse du marxisme-léninisme. » (Discours de Fidel Castro au 1^{er} Congrès du Parti communiste cubain, 1975).

Tout cela n'a bien entendu rien à voir avec la réalité. Il n'est point ici besoin de rappeler l'hostilité constante du PSP à l'égard de l'activité politique de Fidel Castro, les attaques incessantes dont il a été l'objet de la part de celui-ci, attaques dont le contenu était étroitement lié à la volonté des dirigeants du PSP de maintenir le statu quo international par lequel Cuba était définitivement considéré comme faisant partie de la zone d'influence américaine. A l'époque où il s'apprêtait à débarquer à Cuba, Fidel Castro a d'ailleurs lui-même dit ce qu'il pensait des dirigeants du PSP et des accusations portées contre lui par Batista, l'accusant d'être un « communiste » infiltré. Dans une lettre au journal cubain, *Bohemia*, il déclarait :

« D'autre part, de quel droit Monsieur Batista peut-il parler de communisme, alors qu'aux élections présidentielles de 1940, il a été le candidat du Parti communiste, quand sa propagande électorale se retranchait derrière la faucille et le marteau, quand ses photographies ont été apposées aux côtés de celles de Blas Roca et de Lazaro Pena, et quand une demi-douzaine de ses ministres actuels et de ses collaborateurs de confiance ont été des membres éminents du Parti communiste ? »

En contrepartie, le PSP procédait à l'expulsion systématique de ses rangs de ceux qui manifestaient leur sympathie à l'égard de Fidel Castro.

C'est seulement à la veille de la victoire de la révolution, quand la chute de Batista était inéluctable, que les dirigeants du PSP ont mis une certaine sourdine à leurs attaques contre le Mouvement du 26 juillet. Il est nécessaire d'ajouter que le PSP lui-même était alors plongé dans une crise très importante, une partie de la base, surtout paysanne, mais aussi un nombre limité de cadres étant passés du côté du Mouvement du 26 juillet.

Cette opposition du PSP à la révolution a-t-elle cessé au lendemain de la

victoire de la révolution ?

Qu'on en juge :

En octobre 1959, quand la question de l'expropriation du grand capital commençait à se poser comme un besoin urgent pour la défense de la révolution, Blas Rocas, principal dirigeant du PSP, allait écrire que la révolution cubaine « *dépendait, plus que les autres révolutions, de la situation internationale* » et que son passage à une étape plus avancée ne dépendait pas seulement de « *l'achèvement de la libération nationale* », mais aussi de l'avancement d'un processus révolutionnaire semblable, dans d'autres pays d'Amérique latine où des gouvernements anti-impérialistes s'établiront de telle sorte qu'il n'y aura plus seulement un soutien populaire, « *mais aussi un soutien mutuel, officiel, gouvernemental...* » (déclaration faite au journal *Hoy*, le 7 octobre 1959).

On comprend ce que cela signifie : pas de mesures révolutionnaires. Une fois prises ces mesures radicales, le même Blas Rocas, dans une référence à peine voilée de la position des dirigeants de l'URSS, déclare : « *Lorsque le caractère socialiste de notre révolution fut proclamé, certaines personnes ont cru que cela aurait pour effet de créer de nouvelles difficultés dans nos relations avec les gouvernements et les cercles dirigeants dans d'autres pays d'Amérique.* »

Quant aux dirigeants du Kremlin, un livre très documenté expose en détail la façon dont ils se sont opposés constamment à toute radicalisation de la révolution et ont poussé, au contraire, à ce que les dirigeants du 26 juillet se jettent dans les bras des dirigeants US, et s'isolent des masses latino-américaines.

« *Si l'on croyait, à Moscou, que la révolution cubaine pouvait avoir une influence importante sur le cours des événements en Amérique latine, on jugeait inopportun, vu sa vulnérabi-*

lité, qu'elle se présente elle-même et se comporte comme un foyer d'incendie. Sa défense qui, pour l'URSS, reposait sur une dissuasion fragile, en devenait d'autant moins facile à assurer. Il lui apparaissait déjà suffisamment difficile et ambitieux, au moins dans un premier temps, de couvrir la nationalisation des entreprises et des biens américains à Cuba. Cuba devait ménager, ne serait-ce que quelques gouvernements latino-américains plus progressistes ou plus tolérants que les autres, pour éviter un appel ou un appui unanime ou massif des gouvernements du continent à une intervention armée contre Cuba. » (*L'URSS et la révolution cubaine*, Jacques Levesque, page 40).

L'aide matérielle et économique apportée par les dirigeants de l'URSS n'allait pas en même temps de soi, elle n'a été obtenue que grâce à une position combative des dirigeants cubains, position dont nous pouvons avoir un clair aperçu dans le discours fait plus tard par Ernesto Che Guevara, lors d'une importante conférence à Alger, au sujet de la position de pays « socialistes » :

« *Il ne doit plus être question de développer un commerce pour le bénéfice mutuel sur la base de prix truqués aux dépens des pays sous-développés par la loi de la valeur et les rapports internationaux d'échange inégal qu'entraîne cette loi.*

Comment peut-on appeler "bénéfice mutuel" la vente à des prix de marché mondial de produits bruts qui coûtent aux pays sous-développés des efforts et des souffrances sans limites et l'achat à des prix de marché mondial des machines produites dans les grandes usines automatisées qui existent aujourd'hui ?

Si nous établissons ce type de rapports entre les deux groupes de nations, nous devons convenir que les pays socialistes sont, dans une certaine mesure,

complices de l'exploitation impérialiste. »

L'affaire Escalante

A cette réalité d'une confrontation constante entre la direction du Mouvement du 26 juillet et le parti stalinien, on en a opposé parfois une autre : celle de la constitution, au lendemain des mesures ayant conduit à l'expropriation du capital impérialiste, d'une « organisation unifiée » composée essentiellement par le 26 juillet et ce qui restait du PSP.

On a vu là parfois la preuve que l'appareil stalinien avait en quelque sorte absorbé le Mouvement du 26 juillet.

D'autant plus qu'effectivement, dans les mois qui suivirent la constitution de cette organisation unifiée, les dirigeants du PSP ont pris l'essentiel des postes de direction à tous les niveaux, et ont commencé par ailleurs à noyauter l'essentiel des postes de l'Etat et de l'administration, au détriment des dirigeants formés au cours du combat contre la dictature de Batista.

Deux remarques importantes s'imposent :

- Loin de sceller le caractère « ouvrier » de l'état cubain, la construction de « l'organisation unifiée » interdisant toute liberté politique y compris des organisations luttant pour la révolution, l'a marqué dès son origine de son caractère politique. C'est-à-dire que le pouvoir politique y est le monopole d'une couche particulière, soustraite à tout contrôle démocratique, et opérant par le moyen du « parti unique ».

Il a été souligné plus haut, la subordination croissante de la direction du Kremlin. Mais subordination ne signifie pas identité.

- Et tout indique que dans l'organisation unifiée, deux fractions ont subsisté (la direction du 26 juillet et

l'appareil stalinien). Et ce n'est pas la fraction stalinienne qui l'a emporté.

C'est la première « affaire Escalante ».

« L'affaire » a éclaté au grand jour dans un meeting d'hommage aux combattants de la révolution et plus particulièrement de José Antonio Echeverria, mort lors d'un assaut manqué au palais de Batista. Lors de ce meeting, il a été procédé à la lecture du testament d'Echeverria, mais l'orateur, très probablement membre du PSP, sauta tout ce qui indiquait les convictions religieuses d'Echeverria. Fidel Castro a réagi très violemment pour dénoncer la falsification. De toute évidence, au-delà du cas Echeverria, Fidel réagissait à l'offensive des dirigeants du PSP qui, falsifiant l'histoire, falsifiaient la place décisive du 26 juillet, écartaient systématiquement les cadres de la révolution de la direction de l'Etat. Saverio Tutino, correspondant à l'époque du journal du PCI italien à La Havane, décrit ainsi la situation :

« Le pouvoir s'était dédoublé. D'un côté, ministres et dirigeants révolutionnaires, dont les fonctions étaient mal définies faute d'institutions établies. De l'autre, le bureau des ORI qui gouvernait en silence, faisant et défaisant les cadres suivant les vieilles affinités de l'ancien PSP. Le parti aurait dû se contenter d'une fonction d'orientation. Anibal Escalante avait voulu employer "la méthode de la camisole de force". Enfin, on discréditait les véritables artisans de la révolution et l'on passait l'éponge sur les doutes des combattants de dernière minute, de ceux qui hésitaient encore après la victoire. C'était ces derniers qui mobilisaient les responsabilités en écartant les autres au nom de leur "bas niveau politique". » (Saverio Tutino : « l'Octobre cubain », Ed. Maspero).

Querelle entre des factions différentes dont le seul enjeu était celui du contrôle du pouvoir ? C'est un aspect. Mais pas le seul. Les méthodes utilisées

par les dirigeants du PSP pour « noyauter » l'appareil d'Etat et l'organisation politique unifiée étaient celles de la corruption, de la brutalité et de l'arbitraire, méthodes qui avaient pour conséquence un affaiblissement considérable du régime (des fonctionnaires ordonnaient des récoltes hors saison, la réquisition de voitures et de maisons pour leur usage personnel).

Tout cela dirigé par Escalante, l'un des plus importants dirigeants de l'ancien PSP.

La direction cubaine a réagi avec une grande vigueur, en démantelant l'essentiel de l'appareil constitué par les dirigeants staliniens, et en obligeant Escalante à sortir du pays.

Ce combat contre les positions du PSP allait prendre le nom de « bataille contre le sectarisme », et allait mobiliser toutes les énergies des dirigeants issus du 26 juillet. Cela n'a pas été une bataille feutrée, mais publique, dont un discours prononcé par Ernesto Che Guevara, devant l'organisation des Jeunesses communistes montre bien le contenu :

« Où nous a menés le sectarisme ? A la copie mécanique, aux analyses formelles, à la séparation entre les dirigeants et les masses. Même dans notre direction nationale, et l'effet s'est répercuté directement ici dans l'Union des jeunesses communistes.

Si nous — également désorientés par le phénomène du sectarisme — nous n'arrivions pas à entendre la voix du peuple qui est la plus sage et la meilleure orientation, si nous n'arrivions pas à entendre les pulsations du peuple pour pouvoir les transformer en idées concrètes, en directives précises, nous pouvions mal donner les directives à l'Union des jeunesses communistes. Et comme la dépendance était absolue, la docilité très grande, l'Union des jeunesses communistes naviguait comme un petit bateau à l'aventure, dépendant

du grand navire : nos Organisations révolutionnaires. Mais, elles aussi, allaient à l'aventure.

Ici surgissaient de petites initiatives, les seules que l'Union des jeunesses communistes étaient capables de produire, et qui se transformaient parfois en "slogans" grossiers, en manifestations évidentes du manque de profondeur idéologique. » (Ernesto Che Guevara, Qu'est-ce qu'un jeune communiste ?, 1962).

L'affaire des missiles

Il est incontestable que presque simultanément avec l'affaire Escalante, la révolution cubaine et sa direction ont imprimé une très forte radicalisation à leur politique extérieure. Les dirigeants cubains ont commencé à critiquer la politique des partis dépendants de la bureaucratie du Kremlin en ce qui concerne leur politique de soumission du mouvement ouvrier et populaire à la bourgeoisie nationale et à l'impérialisme.

Les dirigeants de la révolution cubaine ont commencé à favoriser l'émergence et le développement d'organisations politiques autres que celles des PC, dont le rôle a commencé à être ouvertement critiqué :

« ... Le devoir de tout révolutionnaire consiste à faire la révolution. Il est assuré que la révolution vaincra en Amérique et dans le monde. Mais les révolutionnaires ne doivent pas pour autant se croiser les bras chez eux en attendant de saluer le cadavre de l'impérialisme... »

Contestant le rôle « dirigeant » des PC, la deuxième déclaration de La Havane, dans une allusion à peine voilée à ces partis, déclarait que « le divisionnisme, produit de toutes sortes de préjugés et d'erreurs, le sectarisme, le dogmatisme et l'étroitesse d'analyse de chaque couche sociale du parti et des dirigeants, sont autant d'obstacles à l'unité d'action indispensable aux for-

ces démocratiques... » Fidel Castro déclarait ne pas croire à « l'alliance des quatre classes » et au rôle révolutionnaire de la bourgeoisie nationale.

Comme dans le cas du tournant qui, sur le plan interne, avait conduit les dirigeants de la révolution cubaine à écarter Escalante, il n'y avait rien eu de prémédité dans cette radicalisation de la « politique extérieure » de Cuba, mais plutôt une réaction devant un constat donné par les événements eux-mêmes : la révolution cubaine dépendant pour sa survie uniquement de la « solidarité » des dirigeants de l'URSS, était une révolution en danger.

C'est un constat qu'ont tiré les dirigeants de la révolution cubaine après la fameuse affaire des fusées, sur laquelle il importe de s'arrêter, en raison de son importance pour la suite.

Sans entrer dans tous les détails, disons qu'au point de départ il y a la décision des dirigeants du Kremlin de livrer des fusées nucléaires à Cuba, ou plutôt d'y installer des missiles sous le contrôle direct du Kremlin, « pour défendre Cuba » contre l'impérialisme américain.

Dès les fusées installées, et comme il fallait s'y attendre, le gouvernement US a immédiatement réagi : blocus maritime, menaces de débarquement, avec menace d'utiliser des forces atomiques. Un ultimatum est lancé par les dirigeants US à ceux du Kremlin qui commencent aussitôt à négocier sans consulter Cuba et ses dirigeants. La décision de retirer les fusées est prise par les dirigeants du Kremlin dans une négociation où, en échange de cette décision, le gouvernement des Etats-Unis fait des concessions dans sa pression politique et militaire sur les pays de l'Est.

Cuba n'aura ainsi été, à travers une véritable provocation, qu'une monnaie d'échange dans le jeu de pression mutuelle entre la bureaucratie et

l'impérialisme. Par ailleurs, les termes de l'accord passé comportaient le principe d'un contrôle de l'ONU sur le retrait des fusées, c'est-à-dire la présence d'une force politique extérieure, mettant en cause la souveraineté nationale de Cuba.

Nul doute que cette situation a profondément marqué les dirigeants et le peuple de Cuba. Et si la décision du Kremlin de retirer les fusées n'a fait l'objet que de commentaires prudents du gouvernement cubain, un terme de la négociation a, par contre, été catégoriquement rejeté. La présence des forces de contrôle a été rejetée par Castro dans les termes suivants, lors de l'entretien qu'il a eu alors avec le secrétaire général de l'ONU de l'époque :

Castro : « *Je crois que dans le cas du Congo, ce fut le Congo lui-même qui sollicite l'intervention de l'ONU.* »

— U. Thant : « *Oui, le gouvernement du Congo...* ». — Castro : « *Au Congo, le gouvernement qui l'avait sollicité est aujourd'hui enterré !* »

Ce qui a suivi

Saverio Tutino décrit bien, dans son livre qu'il a écrit sur « *l'Octobre cubain* » ce qui a suivi, en relation non seulement avec l'expérience de la « crise des fusées », mais aussi avec l'absence de réaction des dirigeants de l'URSS à la même époque, face au début des bombardements directs contre le Vietnam du Nord :

« *Le 5 août survint l'incident du Golfe du Tonkin. La première attaque des forces américaines contre le Vietnam du Nord démontrait que toute détente dans les rapports entre USA et tiers monde était à exclure. Entre la soumission et l'agression, il ne restait aucune place pour une alternative pacifique. Fidel Castro et Osvaldo Dorticos signèrent une déclaration demandant une condamnation explicite de l'impérialisme et un soutien effectif du Vietnam. Cuba demandait plus que jamais*

de sauvegarder l'unité du camp socialiste pour repousser l'agresseur. Mais le communiqué soviétique se montrait on ne peut plus réticent à ce sujet : il faisait allusion à "une violation de l'espace aérien au Vietnam" et parlait d'un geste américain "inconsidéré". La prudence de pareille réaction provoqua l'amertume de beaucoup de Cubains : la détente ne favorisait donc que les Etats-Unis ! Un peu partout, on considérait l'approche d'une guerre mondiale comme probable. Le gouvernement de Washington semblait avoir la certitude que semblables violences ne provoqueraient aucune réaction soviétique. On pensait à la crise d'octobre, plus présente à l'esprit des Cubains que la polémique sino-soviétique.

Moment décisif pour une prise de position de Cuba. On pouvait auparavant concevoir les hésitations de Castro à entreprendre une action isolée pour restaurer la base unitaire nécessaire à sa politique internationale. La première attaque au Vietnam du Nord coupait court à toute hésitation. Castro se montra très affecté par l'absence de riposte du camp socialiste. On prétend même qu'il se laissa aller à des commentaires bien amers. »

L'indépendance dont ont fait preuve les dirigeants cubains, et par rapport aux dirigeants de l'URSS et par rapport à ceux de Pékin, allait trouver son expression qui reste la plus connue, celle qui a marqué toute une génération de militants en Amérique latine — qui se trouve aujourd'hui à la direction de nombreuses organisations et syndicats —, dans l'appel lancé par Ernesto Che Guevara :

« L'impérialisme américain est coupable d'agression ; ses crimes sont immenses et s'étendent au monde entier. Cela, nous le savons, Messieurs ! Mais ils sont aussi coupables ceux qui, à l'heure de la décision, ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste ; ils

auraient effectivement couru les risques d'une guerre à l'échelle mondiale, mais ils auraient aussi obligé les impérialistes américains à se décider. Ils sont coupables ceux qui poursuivent une guerre d'insultes et de crocs-en-jambe, commencée il y a déjà longtemps par les représentants des deux plus grandes puissances du camp socialiste.

Posons la question pour obtenir une réponse honnête : le Vietnam est-il oui ou non isolé, se livrant à des équilibres dangereux entre les deux grandes puissances qui se querellent ? Comme ce peuple est grand ! Comme il est stoïque et courageux ! Et quelle leçon sa lutte représente pour le monde ! »

Quelques premières conclusions

Par rapport à la question qui a été abordée au début : qu'est-ce qui a permis à la révolution cubaine de tenir, on peut souligner trois éléments essentiels :

La voie qui a permis à la révolution cubaine d'exister et de se maintenir ensuite au milieu des agressions les plus brutales, constantes de la part de l'impérialisme, est celle qui, combinant mesures démocratiques et sociales d'expropriation du capital impérialiste et du grand capital en général, a permis, en donnant satisfaction aux revendications sociales des masses, de faire de la défense de la révolution un problème intéressant directement tout un peuple qui s'était libéré de l'oppression coloniale et de l'exploitation capitaliste. Il y a là une leçon d'une portée générale qui est partie prenante du patrimoine historique de la lutte internationale des peuples qui luttent contre l'impérialisme.

Dans la voie de la défense de la révolution s'est posé très concrètement le problème de ne pas faire dépendre l'avenir de celle-ci du cadre établi par les négociations entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin pour

laquelle Cuba n'est à terme qu'un facteur de pression dans les négociations politiques avec l'impérialisme. Cela a posé le problème de la préservation de la direction de la révolution, contre un appareil extérieur à celle-ci, le PSP.

Il y a là, pensons-nous, une deuxième leçon d'une portée générale : sans un degré certain d'indépendance par rapport à la bureaucratie, la révolution cubaine, non seulement n'aurait pas pris les premières mesures révolutionnaires, mais serait restée dans une situation d'isolement certain, ce qui aurait permis à l'impérialisme d'intervenir autrement qu'il a pu le faire.

La troisième leçon, c'est celle de la nécessaire solidarité avec les luttes des peuples. La défense de la révolution cubaine a trouvé comme seule expression conséquente les peuples luttant pour leur propre libération de la domination impérialiste. Tout ce qui a affaibli ce combat, a affaibli la révolution cubaine. Ernesto Che Guevara a dénoncé dans la « coexistence pacifique » une « paix misérable », faite d'une multitude de guerres, de souffrances et, dans la voie de la nécessité de la défense du premier Etat ouvrier en Amérique, il a soutenu la nécessité de mettre en place un « véritable internationalisme prolétarien ».

Il est incontestable qu'après l'assassinat d'Ernesto Che Guevara, la défaite de son combat en Bolivie, on a vu se manifester publiquement un tournant de la part de la direction cubaine.

Dans ce tournant, la disparition de celui des dirigeants de la révolution cubaine, qui est sans doute allée le plus loin dans la rupture avec l'impérialisme, a joué un rôle.

Il semble bien, en effet, que son départ même en Bolivie a coïncidé avec le développement de discussions au sein de la direction cubaine à propos de l'avenir de la révolution, et surtout de l'indépendance de celle-ci par rapport aux dirigeants du Kremlin.

Ernesto Che Guevara (qui restera dans la mémoire des peuples d'Amérique latine comme un des plus grands révolutionnaires de cette deuxième moitié du XX^e siècle) semble avoir voulu, dans les conditions d'un isolement croissant, éviter une rupture.

Ceci dit, le tournant de la direction cubaine semble antérieur. Un tournant dont l'aspect le plus visible a été dans un premier temps l'arrêt de toute polémique avec les PC, était en quelque sorte contenu en puissance dans la politique de la direction cubaine elle-même, dans les limites de son évolution sous la pression des événements eux-mêmes.

On a beaucoup dit de ce tournant qu'il était lié à la défaite de la guerre de guérilla que les dirigeants cubains avaient impulsée, favorisée.

Il faudrait parler aujourd'hui plutôt de la défaite d'une forme de guerre de guérilla parce qu'en même temps qu'on a vu échouer celle impulsée par la révolution cubaine, on a vu d'autres luttes des peuples où la guérilla a joué un rôle très important.

La spécificité de celle impulsée par la direction cubaine résidait dans le fait qu'il y avait deux éléments contradictoires au point de départ :

— d'un côté, la volonté bien réelle de déserrer l'étau autour de la révolution cubaine ;

— d'un autre côté, le respect d'une certaine forme de statu quo avec les partis communistes dépendants du Kremlin, sur lesquels les dirigeants cubains pensaient pouvoir exercer une pression suffisante pour que, confrontés à l'existence de la guérilla, ceux-ci soient obligés de lui fournir un appui logistique et en même temps politique, sous la forme du développement d'une agitation révolutionnaire dans les villes, ce qui n'est jamais arrivé (voir ce qui s'est passé au Venezuela).

On sait que depuis 1968, en même temps que la direction cubaine cessait toute polémique avec les partis stalinien et le Kremlin lui-même, Cuba est devenu essentiellement le siège des conférences des PC latino-américains. Par ailleurs, la politique de la direction cubaine en Amérique latine a commencé à suivre très fidèlement celle des PC. Simultanément, à Cuba même, on assiste à une certaine forme de normalisation qui a conduit les dirigeants cubains à faire déclaration sur déclaration pour répéter qu'ils se fondaient eux-mêmes sur la tradition de l'ancien parti stalinien.

On tire assez souvent de cette nouvelle situation la conclusion suivant laquelle la direction cubaine n'était rien devenue d'autre qu'un simple satellite de la direction du Kremlin. Et on peut comprendre qu'une telle analyse ait pu être faite.

Tout semble montrer, ceci dit, que les choses sont plus complexes. Il est en effet un fait peu connu, qui est que, précédant presque immédiatement ce tournant de la direction cubaine, il y a eu de la part de celle-ci une offensive politique visant à déstabiliser très sérieusement ce qui restait le secteur de l'appareil du PSP le plus lié à la bureaucratie de l'URSS et des pays de l'Est.

Ce fut la deuxième affaire Escalante. Celui-ci avait été autorisé à retourner à Cuba où la direction cubaine l'avait assigné à un poste secondaire dans une unité de production. Il commence dès son arrivée une activité fractionnelle contre la direction cubaine, qui visait essentiellement deux aspects de la politique de cette direction : l'aide apportée à des mouvements autres que les PC latino-américains, et les efforts faits par la direction cubaine pour pallier un certain nombre de conséquences du blocus, en ouvrant des relations commerciales importantes avec d'autres pays impérialistes, à commencer par la France.

Cette affaire qui s'est conclue par l'emprisonnement d'une partie importante de l'ancienne direction stalinienne, a été l'objet d'une vaste publicité. Le rapport fait par Raul Castro sur l'activité d'Escalante mettait clairement en cause l'activité des diplomates de l'URSS et de l'Allemagne de l'Est. Le titre du rapport diffusé largement dans toute l'île, est significatif : « ... *Pourquoi Anibal Escalante et d'autres anciens dirigeants du PC cubain sont-ils en prison...* »

C'est-à-dire que s'il y a eu alignement presque total sur les positions développées par la bureaucratie du Kremlin pendant plus de dix ans, cet alignement semble s'être fait dans le cadre d'une offensive politique et organisationnelle des dirigeants non soumis directement à la discipline du Kremlin, dans des conditions qui préservaient pour la direction cubaine, sa force propre, une capacité de manœuvre éventuelle par rapport à Moscou.

A notre avis, il reste encore aujourd'hui à définir plus précisément quels sont les intérêts de la direction cubaine, leur degré de concordance avec ceux de la bureaucratie du Kremlin. Mais on peut difficilement dire que la direction cubaine est un simple satellite des dirigeants du Kremlin.

C'est une question sans aucun doute importante dans une situation où, pour l'impérialisme, la question de la déstabilisation de la révolution cubaine reste un objectif prioritaire.

Cela dans une région que les dirigeants du Kremlin considèrent comme faisant partie de la zone d'influence des USA dans le cadre de la « coexistence pacifique ». On ne peut donc exclure la possibilité qu'à un moment ou à un autre, les dirigeants cubains, dans leur volonté de se préserver, soient obligés de tenter de s'appuyer sur la mobilisation des masses du continent, d'« aller plus loin » qu'ils ne le souhaitent, encore une fois.

Ainsi, il est important de constater aujourd'hui que c'est à la veille de la conférence entre Reagan et Gorbatchev où sera à l'ordre du jour la question de la politique cubaine (Reagan ayant rendu publiques des déclarations dans ce sens) que la direction cubaine, imprimant un nouveau tournant dans sa politique, prend l'initiative de s'adresser à tous les secteurs du mouvement ouvrier latino-américain sur le thème de l'unité contre la dette extérieure, et change sa politique militaire

interne, en donnant la priorité au réarmement de la population tout entière, mesures accompagnées de déclarations faisant état de doutes de Fidel Castro quant à la capacité de l'URSS de défendre Cuba.

Des questions restent ouvertes sur lesquelles il importe que se poursuive la discussion, dans un continent où l'unité des peuples contre l'impérialisme est très concrètement à l'ordre du jour.

Miguel CRISTOBAL

C'est une question sans aucun doute importante dans une situation où pour l'impérialisme la question de la destruction de la révolution cubaine reste un objectif prioritaire.

Cela dans une région où les dirigeants du Khrushchev considèrent comme faisant partie de la zone d'influence des USA dans le cadre de la « coexistence pacifique ». On ne peut donc exclure la possibilité d'un moment où à un autre les dirigeants cubains, dans leur volonté de préserver leurs obligations de tenir de s'appliquer sur la mobilisation des masses continentales à l'égard de la destruction de la révolution cubaine.

Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple réaction de défense. Elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple reflet de la direction du Khrushchev.

Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple réaction de défense. Elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple reflet de la direction du Khrushchev.

On ne peut pas se limiter à une simple réaction de défense. Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple réaction de défense. Elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple reflet de la direction du Khrushchev.

Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple réaction de défense. Elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple reflet de la direction du Khrushchev.

Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple réaction de défense. Elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple reflet de la direction du Khrushchev.

FLEXIBILITE DE LA FORMATION
POUR LA FLEXIBILITE DE L'EMPLOI

La loi Carraz sur l'enseignement technique

par M. ELIARD

LA « réforme » de l'enseignement technique auquel le secrétaire d'Etat Carraz attache son nom a fait l'objet de multiples commentaires flatteurs. Notre camarade Michel Eliard, s'appuyant sur son livre *L'Ecole en miettes*, montre dans cette étude, en relation avec les positions de Marx sur la qualification, quelle marchandise est présentée sous un emballage trompeur et à quels besoins elle répond.

Le 25 octobre 1984, Roland Carraz, Secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique et technologique, réservait la primeur de ses projets à la revue patronale *Usine Nouvelle*. Au cours de cette interview exclusive, il insistait, en particulier, sur la nécessité d'un « rapprochement entre le système éducatif et les entreprises », vantait les mérites des jumelages, de la participation des entreprises à « l'effort éducatif », et précisait :

« Ce dispositif a pour objectif de donner davantage de flexibilité à l'appareil de formation. Il faut que les formations "s'ouvrent" et "se ferment" en fonction de l'évolution des techniques ».

Huit mois plus tard, le 6 juin 1985, au cours d'une nouvelle interview exclusive au même organe patronal,

M. Carraz présentait le nouveau baccalauréat professionnel, annonçant qu'en 1990, cinq cents lycées d'enseignement professionnel (LEP) deviendraient lycées professionnels (LP) et prépareraient à ce nouveau diplôme :

« Nous observons que la plupart des grands pays industriels sont dotés de filières professionnelles très puissantes. Certains de ces pays considèrent l'investissement éducatif comme un investissement au plein sens du terme. Je pense au Japon, par exemple. Les pays qui réussissent sont ceux où existent la notion d'ouvrier-bachelier ».

L'objet de cet article est de montrer que derrière les mots (développement de l'enseignement technique, investissement dans l'intelligence, élévation des qualifications, etc.) se cache, en

réalité, une offensive en règle contre les qualifications ouvrières, contre les Certificats d'Aptitude Professionnelle (CAP) en particulier, et que la loi Carraz est en parfaite continuité avec la

politique des gouvernements successifs de la V^e République et de leurs ministres de l'Education Nationale, de Fouchet à Chevènement-Carraz, en passant par Haby et Beullac.

UN PROJET DE LOI CONTRE LES CAP

Avant que le conseil des ministres du 3 juillet n'adopte le projet de loi sur l'enseignement technique, MM. Chevènement et Carraz en ont présenté à la presse, le 28 mai 1985, les éléments essentiels.

Les journalistes y ont reçu en cadeau le porte-clefs : *Vive le technique* présenté par le ministre sous un emballage séduisant :

« Ce porte-clefs a été usiné pour vous et devant vous par des élèves de classes de BEP (Brevet d'Etudes Professionnelles), BT (Brevet de Technicien) et BTS (Brevet de Technicien supérieur) du lycée d'enseignement professionnel et du lycée technique de Créteil à l'aide d'une fraiseuse Cincinnati à commande numérique.

La machine, propriété de l'établissement de Créteil, a été installée en quelques heures grâce à une collaboration exemplaire entre le lycée, la mairie de Créteil et l'entreprise Cincinnati-France ».

Les objectifs (proclamés) de cette loi-programme ont été présentés sous des dehors très séduisants :

— mettre la France en situation d'atteindre le pourcentage de 80 % d'une génération atteignant le niveau IV en l'an 2000 (c'est-à-dire le niveau du baccalauréat).

— augmenter à tous les niveaux le nombre de jeunes bénéficiant d'un enseignement technologique et professionnel.

— promouvoir et diffuser la culture technique à tous les niveaux d'enseignement...

— faire de l'enseignement technique et professionnel une filière de réussite, etc.

M. Chevènement justifiait, au cours de la conférence de presse, cette loi-programme par les nécessités de la modernisation technologique :

« *La grande révolution technologique de notre temps, celle de l'électronique et de l'information, celle des matériaux, celle de l'énergie, des biotechnologies, de l'espace, cette révolution qui touche tous les secteurs d'activité, à l'usine comme au bureau, dans les industries de pointe comme dans les industries traditionnelles, dans la production comme dans la vie quotidienne, fait toujours plus appel à l'intelligence et au savoir. Le temps est révolu où l'on pouvait fabriquer des automobiles avec des ouvriers sans qualification. Les entreprises attendent aujourd'hui des ouvriers de plus en plus qualifiés, souvent au niveau du baccalauréat, quelquefois à un niveau supérieur encore.*

Nous ne serons pas parmi les gagnants de la bataille économique si nous ne savons pas former en quantité des ouvriers bacheliers ».

A en croire M. Chevènement, les OS de l'automobile devraient être remplacés par des ouvriers hautement qualifiés. Il faudrait donc investir massivement dans la formation.

Voyons ce qu'en pense le patronat de l'automobile. Le quotidien *Les Echos* a publié, le 13 janvier 1984, un article présentant le rapport Ducray, sur la formation des OS : « *Travail et formation des ouvriers de fabrication de*

l'industrie automobile » (octobre 1983). L'organe patronal note, en particulier, ce passage du rapport :

« La transformation du travail dans l'industrie est loin de la conception de la qualification par "métier" ou par poste et y substitue une qualification fonctionnelle appréciée à partir du rôle des équipes humaines dans l'appareil de production ».

Commentaire des journalistes :

« La formation des OS n'est donc qu'une "œuvre sociale ou culturelle", une façon polie de dire franchement une vérité bien cruelle : il ne sert à rien d'essayer de former des OS, en particulier des ouvriers spécialisés immigrés... »

Le gouvernement fait fausse route en cherchant à intéresser les ouvriers licenciés à des programmes de reconversion de deux ans, même s'ils sont payés en totalité. Cela n'a "aucune utilité économique"...

Y a-t-il une utilité économique à former ceux qui restent et les jeunes appelés à les remplacer ? Le même quotidien *Les Echos* cite Bernard Hanon, ex-PDG des usines Renault, qui estime qu'en France le système de formation est un élément de blocage, empêche la mobilité nécessaire alors que, dans les usines Renault en Turquie, les choses se passent très différemment :

« Les ouvriers jugés aptes travaillent sur des machines complexes, manipulent parfois des claviers informatiques, alors qu'ils seraient bien incapables de passer un examen en France. La tech-

nique précède alors les acquisitions culturelles et aide souvent à les acquérir ».

En parlant d'ouvriers-bacheliers et en nous vantant l'exemple japonais, MM. Chevènement et Carraz semblent se situer aux antipodes des positions patronales et de M. Hanon qui regarde du côté de la Turquie.

En réalité, il n'en est rien. M. Carraz a, en effet, donné deux précisions essentielles :

1. Le nombre de "bacheliers professionnels" serait de 80 000 en l'an 2000. Or, il y a actuellement plus de 600 000 élèves dans les LEP.

2. Il a déclaré lors de la conférence de presse du 28 mai :

« Pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, il faudra que se réduise progressivement le flux des sorties du collège à l'issue de la classe de cinquième et que l'entrée dans les nouveaux lycées professionnels se fasse de plus en plus après la classe de troisième ».

En clair, cela signifie nécessairement la suppression des CAP en 3 ans et donc l'élimination de plusieurs centaines de milliers de jeunes de la préparation au diplôme donnant accès au niveau d'ouvrier qualifié. Ainsi se trouve réaffirmé l'objectif patronal, poursuivi depuis trente ans, mais jamais atteint, par les gouvernements de la V^e République. Il est donc nécessaire d'y revenir pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui au niveau de la qualification ouvrière.

LA V^e REPUBLIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le régime, né du coup d'Etat du 13 mai 1958, a entrepris une restructuration de l'appareil de production afin de faire place à une brusque accentuation de la concurrence sur les marchés intérieur et extérieur. L'amélioration de la

compétitivité des entreprises devait être obtenue en favorisant systématiquement la concentration industrielle et en limitant la croissance des salaires. Comme l'indiquent les économistes de l'INSEE :

« Le taux de couverture des échanges extérieurs connaît entre 1959 et 1969 une spectaculaire dégradation, il diminue de près de 25 % si l'on prend en compte l'essentiel des biens et services...

L'inflation du début des années 1950 avait défavorisé les producteurs nationaux dans le commerce international : entre 1950 et 1957 le prix relatif de la production française par rapport à celui de ses principaux partenaires s'est élevé de 10 à 15 % selon l'indicateur utilisé. C'est cette perte de compétitivité, aggravée par les tensions sur le marché intérieur qui explique la brutale détérioration de 1956 et aboutit au plan de stabilisation de 1957-1958 » (1).

Face à une telle situation le patronat devait absolument tenter de réduire les coûts de production et donc, en particulier, réduire le coût de la force de travail. C'est ce qui explique que, dès 1959, le gouvernement De Gaulle-Debré entreprend une restructuration du système scolaire, en particulier du premier cycle du second degré et de l'enseignement technique court, afin d'adapter la main-d'œuvre ouvrière à ce mouvement de concentration des entreprises. Et à partir du V^e Plan (1966-1970) les flux d'effectifs scolaires sont planifiés à partir des besoins de main-d'œuvre.

La croissance des effectifs dans les centres d'apprentissage, arrachés au patronat en 1949 (devenus CET en 1959, puis LEP en 1977), entraine en contradiction avec cet objectif de réduction du coût de la force de travail. Rappelons, en effet, que les effectifs sont passés de 145 000 élèves en 1951-52 à 300 000 en 1964-65 et que, malgré les réformes engagées, ils ont continué à croître de façon très importante (600 000 en 1979-80).

Or, la délivrance chaque année d'un nombre croissant de CAP (94 000 en

1951, 235 000 en 1979) n'était nullement une nécessité économique.

Si l'on analyse en effet, les tableaux « Insertions et mouvement d'emplois » des bilans Formation-Emploi de l'INSEE de 1973 et 1977 on y lit que, parmi les titulaires de CAP et BEP, 53 % deviennent ouvriers non-qualifiés en 1977 contre 38 % en 1973 (2). Davantage de diplômés, mais déqualification très importante, puisqu'en quatre ans 15 % de plus deviennent OS (et au total plus de la moitié de ceux qui possèdent un diplôme du niveau ouvrier qualifié).

La productivité du travail augmente non pas parce que les ouvriers sont plus instruits mais parce que le capital constant s'accroît, permettant de produire davantage de marchandises en un temps donné.

Il n'y a nullement de « complexification du travail simple » dans ce processus contrairement à ce que dit Michel Verret dans son livre *Le travail ouvrier* (Armand Colin).

Il y a toujours plus d'OS possédant des CAP, mais leur travail ne devient pas complexe, au contraire il se simplifie parce que la complexité est dans la machine.

Comme l'indique le bilan Formation-Emploi de 1977 :

« Pour les emplois d'ouvriers qualifiés, les employeurs font davantage appel en 1977 à des jeunes garçons non diplômés et moins à des titulaires de CAP ou de BEP, qui ne représentent plus que la moitié du total des recrutements des jeunes débutants ».

Ces deux aspects de l'insertion professionnelle des jeunes : embauche de titulaires de CAP ou BEP dans des emplois d'ouvriers non-qualifiés et embauche de non-diplômés dans des emplois d'ouvriers qualifiés, c'est-à-dire à des postes occupés précédem-

(1) *Fresque historique du système productif*, E27, p. 227.

(2) INSEE, *bilan Formation-Emploi*, 1973 (tableau 18, p. 104) et 1977 (tableau 15).

ment par des ouvriers qualifiés, concourent, de manière différente, au même objectif : l'abaissement des coûts de production. Dans le premier cas la qualification n'est pas reconnue, dans le deuxième cas, l'évolution des salaires sera plus lente étant donné l'absence de diplôme. La substitution du capital au travail, c'est-à-dire l'augmentation de la composition organique du capital se fait contre le travail humain, c'est-à-dire contre l'emploi et la qualification. Ce que Marx exprime de la manière suivante :

« D'une part, donc, le capital additionnel qui se forme dans le cours de l'accumulation renforcée par la centralisation attire proportionnellement à sa grandeur un nombre de travailleurs toujours décroissant. D'autre part, les métamorphoses techniques et les changements correspondants dans la composition valeur que l'ancien capital subit périodiquement font qu'il repousse un nombre de plus en plus grand de travailleurs jadis attirés par lui » (3).

L'accroissement du niveau de qualification général mesuré par le nombre de diplômes techniques délivrés ne traduit que le mouvement de scolarisation mais nullement une nécessité du procès de production.

Au contraire, l'accroissement du nombre de diplômés devient de plus en plus

« inadéquat » à l'évolution des emplois.

C'est que Gabriel Ducray (directeur du CEREQ à ce moment-là) indiquait dans un rapport de 1979 pour le Conseil Economique et Social, intitulé « *Comment réconcilier l'école et le travail manuel* » :

« Faute de créer un nombre suffisant d'emplois faisant appel à une qualification généralement élevée de la population active, l'économie n'évolue pas dans le même sens, et au même rythme que l'école. Dès lors, la formation risque d'aller contre l'emploi ».

Et c'est ce que le CNPF mesurait parfaitement depuis de nombreuses années déjà.

Dès 1955, c'est-à-dire six ans après qu'il ait dû s'accommoder temporairement de l'existence d'un enseignement technique public avec la création des centres d'apprentissage, il engageait la première offensive sérieuse contre la formation professionnelle des ouvriers, sous couvert d'une réflexion sur la formation des techniciens.

Le CNPF organisait, en effet, à la Sorbonne, les 10 et 11 juin 1955, des journées d'études sur ce problème dont a rendu compte le *Bulletin du CNPF*. Je reprends ici quelques passages de mon livre *L'école en miettes*, et d'abord celui où je traitais de la signification de ce colloque.

LE CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANÇAIS CONTRE LES CERTIFICATS D'APTITUDE PROFESSIONNELLE

« Le Conseil supérieur de l'enseignement technique, créé en 1919 par la loi Astier, comprenait un tiers de professionnels (c'est-à-dire de patrons) parmi ses membres, la loi du 18 mai 1946 l'a supprimé et remplacé par un Conseil de l'enseignement technique ne com-

(3) K. MARX, *Le capital*, livre I, tome III, Ed. Sociales, p. 69.

prenant que des fonctionnaires. Ainsi, dans ce domaine de la formation professionnelle, dont les liaisons avec les professions sont cependant si nécessaires et évidentes, il n'existe aucun lien organique entre l'enseignement technique et les professions, entre les formateurs et les utilisateurs, et l'Etat ne se fait conseiller que par ses propres ser-

viteurs incompetents sur le plan technique des professions ».

Parlant ensuite d'un projet du secretariat d'Etat à l'enseignement technique de créer un Conseil supérieur de la formation professionnelle, le CNPF ajoutait :

« Nous ne savons pas encore sous quelle forme ce projet prendra corps mais nous restons vigilants pour que soit réalisée l'espérance qu'on peut mettre dans un tel organisme s'il recherche les moyens d'améliorer le rendement de la formation professionnelle, notamment dans les écoles et centres publics et pour qu'il ne devienne pas un instrument de centralisation et d'uniformisation attirant tout l'enseignement professionnel dans l'orbite de l'Université » (5).

Un rapport sur « les liaisons entre l'enseignement technique et les professions sur le plan national » y était présenté par M. Gentet, président de l'Union des syndicats des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de Nantes et de la Loire-Inférieure. Le point central est celui-ci : *revenir à l'esprit de la loi Astier*.

« La loi Astier du 25 juillet 1919 et les dispositions initiales qui ont été prises pour son application ont posé les conditions d'une saine collaboration entre l'enseignement technique et les professions. Cette coopération indispensable entre les pouvoirs publics, les utilisateurs de main-d'œuvre et les organismes d'exécution, devrait permettre l'organisation de la formation professionnelle dans les conditions les plus fructueuses et les moins coûteuses.

Au cours des années, cependant, l'esprit dans lequel les textes initiaux ont été appliqués, ainsi que les nouvelles dispositions législatives ou réglementaires adoptées par le Parlement et les pouvoirs publics, ont marqué une déviation très nette des principes primitivement admis...

(5) *Bulletin du CNPF*, n° 129 - Février 1955, p. 92, passage souligné par nous.

Si l'on veut vraiment faire une œuvre efficace en la matière, il est indispensable de remédier à cet état de choses, et, en se reportant aux règles posées par la loi Astier, de rétablir entre l'enseignement technique et les professionnels des liaisons étroites qui assurent l'union de tous ceux qui participent à l'œuvre de formation dans un effort commun.

Certes, il faut convenir que le retour à la législation de 1919 provoquerait un tel bouleversement qu'il est difficile de l'envisager » (6).

Le rapporteur restait prudent en raison des rapports de force mais une orientation était affirmée qui ne pourra se concrétiser qu'après 1958 et se développer pleinement avec les accords de 1970 sur la formation permanente.

Cette orientation se traduit de la manière suivante au niveau de l'articulation entre le collègue et le CET. : un enseignement ayant des fins essentiellement pratiques doit succéder à l'enseignement général, à trois niveaux :

— Dès la fin de l'enseignement moyen, pour la préparation aux métiers manuels ;

— Au cours de l'enseignement secondaire, pour les divers échelons de techniciens ; à son sommet, pour les écoles d'ingénieurs ;

— A l'entrée de l'enseignement supérieur où se prend définitivement l'orientation vers une carrière.

L'entrée en CET devait donc être reportée après la troisième et le CAP en trois ans remplacé progressivement par le BEP (deux ans) et un CAP en deux ans, plus un CEP (Certificat d'éducation professionnelle) préparant en un an aux emplois d'ouvrier spécialisé.

Une nouvelle discussion interne au CNPF sur la formation professionnelle eut lieu au cours de l'Assemblée générale de janvier 1966, c'est-à-dire avant

(6) *Bulletin du CNPS*, n° Spécial 141 - Décembre 1955. Compte rendu des journées.

la loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle du 3 décembre 1966. Cette assemblée réaffirma la nécessité de supprimer les formations en trois ans et de diversifier la formation professionnelle de la manière suivante :

— Une voie très courte (CEP en un an). Cette formation était « réclamée dès 1954 par les industries les plus mécanisées et automatisées » (7).

— L'entrée directe en apprentissage dans les entreprises avec enseignement alterné.

— Une voie de formation en deux ans CAP ou BEP avec recrutement après la troisième (seule la voie menant réellement à une qualification).

En même temps, le CNPF préconisait une « réforme pédagogique » : la suppression des diplômes traditionnels :

« Le poids social des examens pourrait être notablement allégé, voire supprimé, si l'information et la consultation des milieux intéressés à la formation étaient organisées de manière plus suivie, dans une perspective de collaboration dégagée des arrières-pensées qui constituent des blocages permanents.

La possession ou la non-possession d'un diplôme n'a pas le caractère prédictif et discriminatoire qu'elle peut revêtir dans la fonction publique. En tout état de cause, la corrélation entre possession ou non-possession de diplôme et réussite ou échec professionnel reste faible et peu significative » (8).

Le CNPF se prononçait donc pour la suppression de l'examen traditionnel pour le CAP et pour son remplacement par un système d'unités capitalisables (UC) pouvant être obtenues en totalité

au cours de la formation en deux ans ou en partie seulement, les autres l'étant au cours de la vie professionnelle.

En 1972, le système des unités capitalisables (attribution de parties de diplômes) qui va dans le sens de ces recommandations sera expérimenté dans douze CET.

Or, le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) donnant la qualification d'ouvrier professionnel est un diplôme national, c'est-à-dire qu'il a la même valeur à Toulouse, Paris ou Lille. Il donne donc un certain nombre de garanties à celui qui l'obtient quant aux conditions de vente de sa force de travail.

L'évolution technologique a rendu, selon le patronat, ce type de diplôme de plus en plus inadapté aux nécessités de la polyvalence et de la mobilité des emplois.

Le patronat proposait d'ailleurs de remplacer les examens de sortie par la délivrance par chaque établissement d'un certificat de scolarité à ses élèves avec appréciation sur le résultat atteint par rapport à l'objectif suivi.

Ajoutons que le développement de l'apprentissage, de centres de formation patronaux dont la loi de décembre 1966 (application du programme du CNPF de janvier 1966) prévoyait la mise en place, permettait la dénationalisation du CAP et donc l'accroissement de la concurrence entre détenteurs de diplômes de valeur inégale d'une région à l'autre.

La transformation des CET en trois ans recrutant après les classes de fin d'études, en CET en deux ans recrutant après la classe de troisième, qui se présente comme une élévation du niveau de formation n'est en réalité qu'une pièce d'un dispositif plus vaste destiné à fournir aux entreprises une main-d'œuvre ayant une formation professionnelle initiale la plus courte possible.

(7) Cité d'après B. Charlot et M. Figeat, *L'école aux enchères*, Petite bibliothèque.

(8) CNPF, L'appréciation des résultats dans l'éducation professionnelle (sa place dans le système des relations entre l'école et les professions) Mai 1969. Cité dans *L'école aux enchères*.

Ces objectifs du CNPF ont trouvé leur forme plus développée dans les lois de juillet 1971 sur la formation permanente.

L'année précédente, le CNPF tenait à Lyon des Assises sur « La formation des hommes dans la société moderne ».

Les questions débattues témoignent du fait que le patronat ne se préoccupait pas seulement de la formation professionnelle mais plus généralement de l'adaptation de l'ensemble du système scolaire à l'évolution de l'emploi. M. Pierre de Calan faisait son rapport au lendemain de la crise de 1968 mais aussi de la signature des accords de juillet 1970 sur la formation permanente et au moment où s'appliquait la réforme Faure. Cette conjoncture explique qu'il s'intéresse tout particulièrement au problème des universités.

« Nous savons tous, et vous comprendrez que je n'y insiste pas, qu'il y a une *réadaptation quantitative et qualitative de la formation des hommes aux besoins actuels de l'économie.*

(...) Je dirai, si vous permettez cette formule, que *nous avons besoin de plus en plus d'hommes bien vivants et d'hommes bien jugeants, beaucoup plus que d'hommes savants* » (9).

PROGRES TECHNIQUE ET QUALIFICATION OUVRIERE CHEZ MARX

Le développement de la division du travail a été un facteur déterminant du progrès historique mais il s'est fait aux dépens de l'ouvrier-artisan :

« *La division du travail dans sa forme capitaliste — et sur les bases historiques données, elle ne pouvait revêtir aucune autre forme — n'est qu'une méthode particulière de produire de la*

Les propositions du CNPF peuvent se résumer ainsi :

1. - *Contrôle de la formation par les industriels et formation alternée ;*
2. - *Participation des chefs d'entreprise à l'enseignement ;*
3. - *Suppression du lien entre diplôme et rémunération en s'appuyant sur les accords de 1970 sur la formation permanente ;*
4. - *Réduction des échecs scolaires par la sélection.*

Il ne s'agit pas d'une politique liée uniquement à une conjoncture de crise mais d'une tendance fondamentale du capitalisme découlant de la contradiction entre le capital et le travail. Cette tendance se renforce particulièrement à la période du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme.

Les analyses de Marx que certains s'évertuent (vainement) à rendre périmées en les ramenant à des idées valables pour le XIX^e siècle, éclairent singulièrement les processus actuels. Aussi n'est-il pas superflu de faire ce détour pour comprendre les fondements réels des mesures gouvernementales d'aujourd'hui.

plus-value relative, ou d'accroître aux dépens du travailleur le rendement du capital, ce qu'on appelle richesse nationale (Wealth of Nations). Aux dépens du travailleur, elle développe la force collective du travail pour le capitalisme. Elle crée des circonstances nouvelles qui assurent la domination du capital sur le travail. Elle se présente donc et comme un progrès historique, une phase nécessaire dans la formation économique de la société, et

(9) *Patronat*, décembre 1970, n° 311, p. 39 et 40.

comme un moyen civilisé et raffiné d'exploitation » (10).

Le développement des forces productives a pour but le développement du capital et non l'enrichissement intellectuel de l'ouvrier.

La division du travail est marquée par le fait que l'activité de l'ouvrier tend à devenir l'activité de la machine. L'appropriation du travail par le capital s'accompagne de la destruction progressive de la qualification du travail humain : « Le mort saisit le vif ».

Cette tendance du capitalisme à la déqualification s'est manifestée dès le début par la destruction des métiers traditionnels mais il s'agit bien d'une tendance, c'est-à-dire qu'elle ne se réalise ni complètement, ni de manière linéaire, parce qu'elle est contrecarrée par la tendance contraire, celle de la classe ouvrière luttant pour la défense de sa qualification.

Pour Marx, comme pour A. Smith, le développement du machinisme tend *nécessairement* à réduire le travail humain à un travail simple. Dans la production capitaliste, le progrès technique ne peut que se développer contradictoirement à la force de travail qualifiée.

Pour réduire les coûts de production le capitalisme est contraint d'agir au niveau de la valeur de la force de travail (réduire son coût de production et de reproduction) et au niveau de l'intensité du travail. C'est la raison pour laquelle il tend à limiter au maximum le degré d'autonomie du travail ouvrier, à le réduire de plus en plus à des tâches d'exécution simples, donc à lui enlever la part intellectuelle du travail nécessaire à la fabrication pour la concentrer sur une autre catégorie de salariés, chargés de concevoir les produits et les procédés de fabrication et de les faire exécuter dans le moins de

temps possible : les ingénieurs, les techniciens et les agents de maîtrise.

La séparation de la partie intellectuelle du travail ne procède pas d'une simple dissociation due au fait que la qualification de l'ouvrier tend à passer dans la machine et en d'autres mains ou cerveaux, mais du fait que le capital instaure *nécessairement* un type d'organisation despotique et le plus hiérarchisé possible afin d'accroître la productivité.

L'extraction de la plus-value nécessite la diminution de l'autonomie du travail ouvrier. Un ouvrier très qualifié dispose d'une autonomie plus grande parce qu'il a l'expérience des procédés de fabrication, et parce qu'il a une liberté plus grande de travailler à son rythme. L'accroissement de la productivité exige que le capital s'assure le contrôle du rythme de la production. Pour cela, il faut que ce soit la machine qui, en quelque sorte, donne des ordres à l'ouvrier, c'est-à-dire lui impose son rythme et non l'inverse.

L'évolution de la division capitaliste du travail se caractérise donc au départ par la perte de la maîtrise du procès de production (stade de la coopération).

La tendance objective du capitalisme est obligatoirement *l'accroissement* de la dissociation entre travail manuel et travail intellectuel.

Le processus de l'automatisation ne fait qu'accentuer ce processus.

Le principe essentiel de l'automatisation consiste dans l'intégration du processus partiel de production, jusqu'ici discontinu, dans un processus coordonné qui associe les machines-outils les plus perfectionnées sous la direction des appareils électroniques. Il s'agit du plein développement des tendances du machinisme.

Le développement du machinisme comme moyen de produire davantage de richesses sous la forme argent se heurte en effet à la tendance du travail humain à se reproduire comme habi-

(10) K. Marx : *Le capital*, livre I, tome II, p. 53, Editions Sociales.

leté particulière, comme travail individuel concret (11).

L'automatisation c'est essentiellement l'exécution d'un travail à l'aide d'un mécanisme intégré, travail qui, auparavant, était exécuté par l'homme.

Il s'agit là d'un stade supplémentaire dans la transformation des rapports entre travail mort (les machines) et travail vivant (la force humaine de travail). Au stade du machinisme de la main de l'ouvrier est remplacée par la machine. *Au stade de l'automatisation ce sont des capacités du cerveau humain qui sont remplacées par le système automatique.*

Les tâches de l'ouvrier deviennent, pour l'essentiel, des activités de contrôle et d'entretien, d'où la réduction du nombre d'ouvriers de fabrication et leur déqualification.

L'utilisation de la science et de la technique par le capital aboutit à cette contradiction que le produit de l'activité humaine se retourne de plus en plus, contre l'homme lui-même. L'immense accumulation des marchandises et de la richesse, sous sa forme capitaliste, bien loin de satisfaire les besoins de l'ensemble de la société, entraîne la dégradation des conditions de vie de la classe des producteurs. L'accumulation incessante du capital, unique objectif du capital, aboutit à l'impasse du mode de production lui-même, au point que la division du travail, telle qu'elle s'est constituée au XIX^e siècle sur la base de la grande industrie, est,

(11) K. Marx, Grundrisse, 3, chapitre du Capital, Ed. 10/18. « Comme le machinisme se développe avec l'accumulation de la science sociale — force productive générale —, ce n'est pas dans le travail, mais dans le capital que se fixe le résultat du travail social général. Et, de fait, la force productive d'une société se mesure d'après le *capital fixe* qui en est la matérialisation ; mais à son tour, la force productive du capital se développe, grâce à ce progrès que le capital s'approprie gratuitement...

La science se manifeste donc dans les machines, et apparaît comme étrangère et extérieure à l'ouvrier. Le travail vivant se trouve subordonné

elle-même, menacée de dislocation. Pour tenter de se maintenir le capital est contraint aujourd'hui de détruire par pans entiers, la sidérurgie, les mines, les chantiers navals, la métallurgie, etc.

L'énorme progrès technique réalisé depuis la Seconde Guerre mondiale, utilisé en particulier pour automatiser de plus en plus les processus de travail, aboutit à expulser de la production une masse de plus en plus grande de travailleurs et à accroître la proportion des OS et cela en raison des obstacles à la croissance des forces productives que constituent la propriété privée des moyens de production et les Etats nationaux. Dans le cadre des rapports de production capitalistes, les « mutations technologiques » loin d'être le remède miracle à la crise du capitalisme, ne sont qu'un moyen supplémentaire du surexploitation du travail salarié.

La qualification ouvrière apparaissait déjà dans la période d'accumulation primitive du capital comme un vestige du passé : celui des corporations, de l'artisanat que la production capitaliste a dû dissoudre pour enrôler des travailleurs libres (hommes, femmes et enfants) dans la grande industrie. En même temps le machinisme a fait naître la nécessité de qualifications nouvelles, celles des ouvriers industriels modernes.

Mais l'automatisation a entraîné une nouvelle phase de déqualification du travail ouvrier. Dans le mode de pro-

du travail matérialisé, qui agit de manière autonome. Dès lors, l'ouvrier est superflu, à moins que son action ne soit déterminée par le besoin du capital.

Le capital ne s'est donc développé complètement dans ses formes de production spécifiques qu'à partir du moment où l'instrument de travail a perdu sa forme immédiate pour revêtir celle de capital fixe, apparaissant au sein du procès de production comme machine en face du travail. L'ensemble du procès de production n'est plus alors subordonné à l'habileté de l'ouvrier ; il est devenu une application technologique de la science ».

duction capitaliste, le progrès technique subordonné à l'accumulation du capital se retourne contre le travail humain qui l'a produit.

C'est ce qu'illustre une enquête assez récente du Centre d'Etudes de l'Emploi, dont la réalisation a duré 10 ans et a porté sur une population de 300 000 personnes couvrant l'ensemble des branches industrielles.

« Aucun groupe n'échappe à la réduction de la qualification apparente ou officielle, indiquée par les fichiers d'entreprise et reproduite à travers les diverses sources statistiques. Dans tous les cas on s'aperçoit que, sous une même étiquette, se trouvent mélangés avec les vrais ouvriers professionnels, des pseudo-professionnels exerçant des emplois pour lesquels une simple formation sur le tas de quelques mois, parfois de quelques semaines, est suffisante.

Ces emplois doivent être dénombrés avec une précision à laquelle, le présent travail ne pouvait prétendre, afin de les soustraire des futurs calculs de besoins réels en formation d'ouvriers qualifiés. Sinon l'on court le risque de confondre encore longtemps besoins réels et besoins apparents, et de former dans certains domaines des personnels inadaptes dont les entreprises n'auront ensuite pas l'emploi » (12).

REDUIRE LA FORMATION INITIALE POUR ABAISSE LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

La réduction de la durée de la formation initiale, le transfert progressif d'une partie, sinon de la totalité, de la formation professionnelle, de l'éducation nationale vers les entreprises, sous la forme, par exemple, de la formation alternée, découlent de cet objectif

Dans le rapport purement économique qui s'établit entre capital et travail, la tendance nécessaire de la production capitaliste est de réduire la valeur de la force de travail. Cette réduction s'opère essentiellement par la diminution de la valeur des marchandises nécessaires à la reproduction de cette force mais aussi par la diminution du coût de formation.

Or, ce coût de la force de travail est dépendant du niveau général de civilisation atteint dans une société déterminée. Les conquêtes arrachées par la classe ouvrière en France, à la fin du XIX^e siècle dans le domaine de l'instruction, puis après 1945, sont parties constituantes de la valeur moyenne de la force de travail.

La proclamation, par la Révolution française, de l'égalité devant l'instruction constitue une liberté démocratique que le prolétariat a utilisée ultérieurement, pour son propre compte, pour acquérir des garanties de qualification contre l'exploitation capitaliste.

Le fait que ce cadre démocratique bourgeois se soit élargi en 1881-1882 comme résultat de la lutte de classes, jusqu'à l'édification d'une école primaire gratuite, obligatoire et laïque, a, du même coup, augmenté les possibilités d'acquisition de cette qualification, indépendamment des conditions immédiates de la production.

général de restructuration de l'appareil de production. Cette politique scolaire a été traduite par les planificateurs, sous des formes adaptées selon les circonstances, parfois de manière voilée, parfois de manière explicite comme dans le livre de M. Vermot-Gauchy :

« Pour un garçon dont les études durent onze ans (école maternelle comprise) et qui naît à la vie active à quinze ans, le pays peut compter sur cin-

(12) Ph. D'Hugues, G. Petit, F. Rerat : Les emplois industriels, *Cahiers du Centre d'Etudes de l'Emploi*, n° 4, PUF 1973, page 3.

quante années de travail. Lorsque l'enfant choisit un cycle d'études long (25 ans par exemple) l'amortissement ne peut s'étaler que sur trente-six ans seulement...

...S'il est malsain pour lui de demeurer plus qu'il ne le faudrait dans un établissement d'enseignement de plein exercice, le planificateur doit reconnaître de son côté, qu'il est contraire à l'intérêt général de concevoir un système qui ne laisse aux élèves d'autre issue honorable que de s'accrocher désespérément sur leur filière...» (13).

Mais l'auteur doutait de la possibilité de faire accepter aux enseignants de se faire les artisans de cette politique patronale. Il posait, en effet, cette question :

« Mais auront-ils le courage de jeter sur le marché du travail, sans conseils ni qualification, la masse des adolescents qui encombrant les classes et y perdent leur temps ? »

Il fallait donc envisager d'autres moyens pour parvenir, comme il le proposait à « *réduire la durée moyenne des études* » :

« Une deuxième catégorie de mesures apparaît donc nécessaire. Elles sont du ressort du planificateur qui doit créer les conditions permettant aux élèves d'abandonner leurs études sans regrets. Il faut pour cela, d'une part aménager, aux différents niveaux-clés du système éducatif, les transitions nécessaires entre l'école et la vie professionnelle, d'autre part, assurer la continuité de la formation, celle de l'adulte prolongeant celle de l'enfant. L'élève abandonnera plus facilement des études qui le conduisent probablement à l'échec s'il sait qu'il trouvera plus tard un enseignement de promotion qui répondra sous doute mieux à ses penchants et à ses aptitudes...» (14).

(13) M. Vermot-Gauchy, *L'éducation nationale dans la France de demain*, Editions du Rocher, 1965, p. 253.

(14) Ibidem, page 253.

Formulées au moment de l'application de la réforme Fouchet ces propositions annonçaient l'alternance école-entreprise, la loi Royer et les lois de juillet 1971 sur la formation permanente.

Nous y trouvons également ce qui devient ensuite le leitmotiv de la politique du CNPF et des réformateurs de l'école, « *l'ouverture sur la vie* » :

Quelques années plus tard, les rapporteurs du VI^e plan (1971-1975) constataient que le système scolaire et universitaire souffrait encore de graves inadaptations, pour reprendre leurs propres termes. En particulier, la « *formation professionnelle de base* » définie par la loi de décembre 1966 devait être sanctionnée par un diplôme sans aucune valeur, le CEP (Certificat d'éducation professionnelle) délivré un an après la classe de troisième pratique.

Or, le rapport *Formation-qualification professionnelle* devait admettre l'échec d'une orientation qui aurait dû se traduire par un tarissement progressif des formations aux CAP en trois ans :

« Les difficultés rencontrées dans la mise en place de toutes les filières de l'école moyenne semblent remettre en cause ce schéma et conduire à normaliser l'accès des élèves sortant des classes de cinquième de transition, lorsqu'ils ont atteint quinze ans, ou des élèves issus des classes de quatrième pratique, à une formation professionnelle d'une durée de trois années dans un collège technique ».

Mais comme il n'était pas concevable de renoncer à modifier le système de formation professionnelle pour l'adapter à l'évolution de l'emploi et des qualifications, il fallait envisager de nouvelles réformes et conformément aux recommandations du plan, transférer de plus en plus de crédits vers les formations contrôlées par le patronat, au

détriment du bon fonctionnement de l'enseignement technique public. Ce fut l'objet des lois sur la formation

permanente et de la réforme Haby, et c'est aujourd'hui, celui de la réforme Carraz.

LOIS DE JUILLET 71, REFORME HABY, LOI CARRAZ

Les lois de juillet 1971 sur la formation professionnelle et permanente se trouvent tout à fait en concordance avec les recommandations du CNPF.

L'article 6 de la loi sur l'enseignement technologique stipule :

« Les méthodes de l'enseignement technologique peuvent comporter un enseignement à temps plein, alterné ou simultané ».

Les deux articles suivants précisent ce que cela signifie :

Article 7 :

« Les établissements ou sections d'enseignement technologique dispensant une formation à temps plein ont aussi la responsabilité d'assurer, en liaison avec les milieux professionnels, l'apprentissage selon les termes de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 et la formation professionnelle continue selon les termes de la loi 77-575 du 16 juillet 1971 ».

Article 8 :

« Les titres ou diplômes de l'enseignement technologique sont acquis par les voies scolaires et universitaires, par l'apprentissage ou la formation professionnelle continue » (15).

L'article 4, sur l'introduction d'une initiation technologique dans le premier cycle du second degré était repris de manière plus développée dans la réforme Haby de 1975.

Après le cycle d'observation de deux ans, la loi Haby introduisait les activités pré-professionnelles en troisième et quatrième années des collèges et les stages en entreprise.

La réforme de 1975 se présente comme celle de l'instauration du collège unique, c'est-à-dire la suppression des filières de la réforme Fouchet. En réalité, l'une de ses particularités a consisté dans l'importance accordée dès l'école primaire à l'activité manuelle puis à l'enseignement technologique.

En troisième et quatrième années des collèges cet enseignement devait prendre « un contenu de technologie pratique plus important » :

- démontages - remontages,
- fabrications d'ateliers de cuisine, de couture, etc...

Trois voies s'ouvrent à l'élève quittant le collège :

- Entrée en seconde de lycée.
- Entrée en première année de LEP (préparation au CEP, CAP, BEP).
- Entrée en première année d'apprentissage artisanal (CPA) ou entreprise.

Cette structure qui comprenait à côté des classes « normales » de quatrième et troisième, les classes pré-professionnelles de niveau (CPPN) et les classes préparatoires à l'apprentissage (CPA) était présentée par Haby comme un moyen d'accorder des qualifications professionnelles.

Nous retrouvons donc intégralement, derrière les apparences d'une réforme pédagogique proposant l'unification du collège, les orientations constantes du patronat que nous avons présentées plus haut :

- Report de l'entrée en formation de CAP après la troisième.
- Limitation à deux ans de la préparation au CAP.
- Formation alternée école-entreprise.

(15) Formation professionnelle, tome I. Textes législatifs et réglementaires, J.O. 1981.

— Suppression des diplômes sous leur forme traditionnelle.

Sous couvert de propositions visant à développer l'enseignement technologique pour tous les élèves, cette structure aboutit au résultat inverse : exclusion d'une formation technique réelle, c'est-à-dire donnant une qualification reconnue dans les conventions collectives (CAP en trois ans), la grande majorité des élèves qui peuvent y accéder à partir de la cinquième. Les élèves « choisissant » l'option pré-professionnelle n'ont en effet que très peu de chances d'entrer en LEP : en 1980-81, 15 % seulement des élèves de CPPN y entrent et moins de 40 % des élèves de CPA obtiennent un contrat d'apprentissage.

Un des objectifs essentiels de la réforme Haby était donc de limiter le nombre d'élèves dans les formations CAP et BEP et d'orienter vers l'apprentissage une part importante des élèves de troisième, donc de fournir aux entreprises une main-d'œuvre moins chère. Aujourd'hui, Carraz poursuit le même objectif (16).

Le « Pacte National pour l'Emploi » de juillet 1977 faisait partie de ce dispositif d'ensemble visant à réduire le coût de la force de travail.

Un certain Jacques Delors déclarait cette année-là, dans un colloque :

« Une solution que je préconise en vain depuis consiste à créer les conditions d'un passage réussi de l'école à la vie professionnelle. De seize à vingt ans ou de dix-huit à vingt-deux ans, chaque jeune serait assuré d'un revenu minimum pour peu qu'il fasse l'effort de chercher du travail, d'expérimenter un métier, d'acquérir une nouvelle formation ou une éducation complémentaire. Il pourrait alterner travail et formation, changer d'emploi, trouver

aide et information auprès d'un organisme apte à faciliter l'insertion professionnelle. Au total, un tel système sera moins coûteux que le non-système actuel, par ses gaspillages de talent, ses indemnités de chômage et autres dépenses sociales » (17).

C'est ce que les stages Barre, Rigout, puis Delebarre ont organisé systématiquement au nom d'une prétendue lutte contre le chômage des jeunes.

Le développement de la formation permanente a été déterminé par la nécessité pour le capital d'adapter la qualification professionnelle à partir des nécessités du procès de production. Dans la mesure où son évolution entraîne mobilité et polyvalence il devenait indispensable de limiter au maximum la formation technique initiale hors de l'entreprise et de favoriser des types de formation continue dans le cadre de l'entreprise ou d'organismes contrôlés par le patronat afin d'obtenir la meilleure efficacité possible de la force du travail.

Robert Delorme et Christine André écrivent par exemple :

« Pour les travailleurs, il existe une qualification propre, externe à l'entreprise et antérieure à sa reconnaissance patronale. C'est, en dernier ressort, celle associée à la formation initiale reçue qui joue comme une sorte de garantie, de droit qui confère une autonomie par rapport à l'entreprise. Cette situation explique les nombreuses revendications et luttes syndicales destinées à faire reconnaître la qualification réelle des travailleurs...

La tendance à l'accroissement du nombre des qualifications des emplois et à la création de qualifications maison rétrécit le champ des qualifications prises une à une et rend d'autant plus difficile une adaptation des formations scolaires à celles-ci. On trouve ici un autre aspect favorisant le développe-

(16) Il faudrait citer également le fameux rapport Legrand dont le début (fait significatif) est consacré à l'enseignement technique - Voir *L'école en miettes*, p. 296 à 299.

(17) Association des Ages : les jeunes et le 1^{er} emploi, *La Documentation Française*, 1978. C'est nous qui soulignons.

ment de la formation permanente qui, elle, permet une adaptation serrée de la formation aux qualifications requises » (18).

N'étant pas parvenu à ses objectifs, le patronat a en effet modulé ses propositions différemment et a porté atteinte aux diplômes de manière plus indirecte en privilégiant la formation continue au détriment de la formation initiale :

« L'existence d'un véritable système de formation continue permettra à l'école et à l'université de ne plus avoir la préférence d'apprendre aux jeunes, avant d'entrer dans la vie active, les connaissances dont ils auront besoin tout au long de leur existence ».

(M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, 1974)

Ce système permet, en particulier, en introduisant dans l'enseignement technique le système des unités capitalisables, de faire que des jeunes sortent du LEP sans CAP complet, donc de modifier les conditions d'embauche.

M. Chotard, dans un rapport sur la formation et l'emploi, en 1974, indiquait les véritables objectifs de la formation permanente et invitait les chefs d'entreprises à utiliser au mieux les possibilités offertes par les accords de juillet 1970 et les lois de juillet 1971, pour faciliter les procédures de licenciement :

« Notre objectif permanent — rappelait le président Ceyrac à l'Assemblée générale du 19 décembre 1972 — reste l'adaptation de l'emploi à une économie de croissance qui implique des mutations économiques et une plus grande mobilité (...)

Tout en devant s'insérer dans une politique à plus long terme, cette politique de l'emploi exigera peut-être des mesures spécifiques et à court terme, et en ce sens les exigences de la formation continue rejoignent les nécessités d'une action conjoncturelle, ne serait-ce que

par l'urgence de mieux maîtriser la connaissance des emplois disponibles.

C'est la preuve que la politique élaborée lors de la négociation des Accords de 1969 et de 1970 était bien une politique des entreprises puisque le devoir des chefs d'entreprise de sauvegarder et de développer l'emploi prend naturellement appui sur leur volonté de développement technique et de croissance économique » (19).

Aujourd'hui, 11 ans après ce rapport, cette politique de « formation permanente » s'applique largement, par exemple, pour les ouvriers licenciés des usines de l'automobile auxquels on propose, parfois, des stages de reconversion aux métiers de l'automobile, simple antichambre du chômage complet.

Mais, avec l'affectation des crédits dégagés par la taxe d'apprentissage, directement à ses propres centres de formation, le patronat est également en mesure de développer son propre système de formation professionnelle, concurrent de l'enseignement public et, ainsi, d'accentuer la pression pour que disparaissent les CAP. C'est ainsi que l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) a créé depuis 1984 dans ses centres de formation le CQP (Certificat de qualification professionnelle) dont l'objectif proclamé est de « suppléer aux carences du CAP ».

Ne s'agit-il pas, à l'évidence, d'une pièce supplémentaire dans le dispositif de remise en cause de l'ensemble des conventions collectives (qui reconnaissent les CAP), de la part de l'organisme patronal qui a été à l'initiative de la refonte de la grille des qualifications salariales ?

(18) R. Delorme et C. André, *L'Etat et l'économie*, 6^e partie, p. 571 et 577.

(19) Y Chotard, *La formation et l'emploi, Le patronat*, 1974, p. 44-45.

DE LA CLASSIFICATION EN NIVEAUX A LA FLEXIBILITE

L'évolution technique a amené tout naturellement le patronat à combattre pour une réforme des qualifications Parodi de 1946 qui reconnaissent la qualification individuelle sur la base des diplômes acquis au terme de formations individuelles.

Le patronat a toujours cherché à imposer une *classification des salariés* à partir des postes de travail et non une reconnaissance des qualifications individuelles, afin de faire correspondre au plus près la force de travail avec les exigences de la production. De son côté, l'ouvrier lutte pour que sa qualification individuelle (connaissances et expérience) soit reconnue dans le contrat de travail. Le compromis se matérialise dans la grille des salaires.

La métallurgie parisienne est la seule corporation qui possédait avant 1939-1945 une convention collective fixant le cadre des négociations des classifications et des salaires. A ce moment-là les ouvriers étaient répartis en trois catégories (manœuvre, ouvrier spécialisé, professionnel) et cinq échelons (M1, M2, OS, P1, P2).

Les arrêtés Parodi-Croizat de 1946 ont institué un système de classifications, valable pour l'ensemble des branches professionnelles, par référence à la métallurgie. Les ouvriers étaient classés en trois catégories et sept échelons : M1, M2, OS1, OS2, P1, P2, P3. Ce système était fondé sur le métier et le temps d'apprentissage, le CAP donnant accès au niveau P1. Il fixait les salaires de chaque catégorie professionnelle par l'affectation d'un coefficient à chaque échelon que l'on multiplie par la valeur du point.

La loi du 11 février 1950 a défini les conditions de libre négociation entre employeurs et salariés des contrats de travail (classifications - salaires). Elle a donné lieu à la mise en place dans la plupart des branches, de conventions

collectives qui fixent en particulier « *les coefficients hiérarchiques affectés aux diverses qualifications professionnelles ; ces derniers, appliqués au salaire minimum national professionnel de l'ouvrier sans qualification, servent à déterminer les salaires minima nationaux pour les diverses qualifications professionnelles* » (20).

Mais la reconnaissance de la qualification n'est pas pour autant automatique et la classification Parodi n'a pas été appliquée partout. Cette situation fut permise par la loi de 1950 mais cette loi (suspendue par le gouvernement Mitterrand-Mauroy) permettait aussi aux ouvriers de négocier, par l'intermédiaire des organisations syndicales, les augmentations de salaires qui, lorsque le rapport de forces est favorable peuvent dépasser les minima prévus et aboutir à des surclassements.

Etant donné le haut niveau de qualification des ouvriers de la métallurgie, particulièrement depuis le développement de l'enseignement technique après 1945, les accords Parodi que le patronat avait signés sont entrés en contradiction avec l'évolution technologique dans le cadre des rapports d'exploitation capitaliste. L'accumulation du capital fixe, le remplacement de l'ouvrier qualifié par la machine, en particulier dans l'automobile, a amené le patronat à envisager une réforme des classifications qui ne tienne plus compte du métier mais qui soit fondée sur les exigences requises par les postes de travail.

Mais ne pouvant espérer imposer une déclassification à des dizaines de milliers d'ouvriers professionnels, il a en même temps préconisé une réforme de la formation professionnelle adaptée à cette évolution technologique afin de modifier les conditions d'embauche.

(20) Code du travail, article L. 133-3.

C'est en 1968 que le CNPF avait annoncé qu'il modifierait les classifications Parodi et, en 1975, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) signait le 21 juillet un accord national sur les classifications avec les fédérations FO - CFTC - CGC. La CGT et la CFDT ne le signaient pas mais ne le remettaient pas fondamentalement en cause. Elles discutaient des conditions de son application. Cet accord est le résultat de sept ans de négociations entre deux positions : celle du patronat proposant de classer les postes de travail et celle des syndicats proposant de classer les travailleurs selon leur formation et leur expérience. Dans le résultat c'est la position patronale qui l'a emporté.

L'objectif de l'UIMM était effectivement une remise en ordre des salaires adaptées aux tâches réellement effectuées.

Le préambule de l'accord commence ainsi :

« Les organisations signataires rappellent qu'une politique cohérente des salaires suppose l'existence d'un système de classifications adapté aux conditions de la technologie et aux problèmes posés à l'homme dans son travail ».

Les catégories ouvrières sont réparties en O et P, c'est-à-dire « *ouvriers non qualifiés* » et « *ouvriers qualifiés* » mais la classification est en réalité *par niveau*, c'est-à-dire qu'elle ne fait plus référence au métier. Il n'y aurait plus de profession de fraiseur, tourneur, peintre, etc., mais tous les P1, par exemple, sont classés au même niveau. Ils peuvent donc être amenés à occuper différents postes de travail correspondant à ce niveau.

En plus de la classification par postes, le nouveau système vise à développer la polyvalence et la mobilité. La mutation d'un travailleur d'un atelier à un autre peut entraîner une diminution de salaire. L'accord stipule bien que :

« Les dispositions du présent article (article 10) ne pourront être la cause de la diminution du salaire minimum garanti dont le salarié bénéficierait en vertu d'un accord collectif territorial antérieur ».

Mais une circulaire de l'UIMM précise à ce sujet :

« Cette clause ne sera pas applicable pour tout autre événement affectant le contrat de travail tel que par exemple une mutation en vue d'éviter à l'intéressé d'être compris dans un licenciement collectif ».

Les licenciements et les mutations s'étant multipliés depuis 1975 on peut facilement en déduire que le nouveau système facilite les diminutions de salaires.

En ce qui concerne le recrutement, l'article VI stipule :

« Le titulaire d'un des diplômes professionnels visés par l'annexe I doit accéder aux fonctions disponibles auxquelles les connaissances sanctionnées par ce diplôme le destinent, à la condition qu'à l'issue d'une période d'adaptation il ait fait la preuve de ses capacités à cet essai ».

L'annexe I comprend la liste des diplômes professionnels : CAP, BEP, FPA (premier degré), brevet professionnel, brevet de technicien, baccalauréat de technicien, FPA (deuxième degré).

Pour le CAP il est indiqué que le classement d'accueil ne sera pas inférieur au premier échelon du niveau II (coefficient 170) ce qui correspond dans la nouvelle grille à P1. Mais l'article VI signifie que l'employeur est seul juge des capacités du diplômé, généralisant ainsi la pratique déjà répandue de déclassement des titulaires de CAP.

Cela explique aussi les raisons pour lesquelles le patronat s'est toujours refusé à reconnaître le BEP dans les conventions collectives (à part quelques exceptions, dont la métallurgie depuis 1980).

Il faudrait relier à cette réforme des classifications le développement du travail intérimaire qui permet à l'employeur d'embaucher pour une période limitée un travailleur sur un poste supérieur à sa qualification sans pour autant lui accorder le salaire correspondant à ce poste.

La réforme des classifications salariales fait, en effet, partie d'un ensemble dont l'objectif fondamental est de modifier les relations de travail, c'est-à-dire les conditions de production de la plus-value. Le développement de la qualification, sa reconnaissance dans les conventions collectives, donc dans les contrats de travail, sont entrés de plus en plus en contradiction avec le progrès technique. Modifier les rela-

tions de travail signifie en particulier adapter au plus près possible la classification des ouvriers aux postes de travail ce qui signifie : déqualification et polyvalence.

Ainsi, la planification de la non-qualification de centaines de milliers de jeunes fait partie du dispositif patronal visant à instaurer la flexibilité du travail. En dépit des apparences trompeuses, le projet de loi Carraz s'intègre à ce dispositif.

Il n'y a de limite à l'exploitation que la résistance à l'exploitation. Nul doute que ces mesures vont se heurter à la résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Michel ELIARD
Juillet 1985

Le tome XX des Œuvres de Léon Trotsky

EN 1978 paraissait sous l'égide de l'Institut Léon Trotsky et sous la direction scientifique de notre camarade Pierre Broué, le premier volume des Œuvres de Léon Trotsky. En près de 300 pages comprenant une introduction historique, des notes abondantes, un index des noms cités, ce premier volume rassemblait les écrits de Léon Trotsky pour une période de six mois seulement !

De mars 1933 à juillet de la même année. Ainsi l'entreprise apparaissait comme considérablement ambitieuse. Quant au choix de la date de « départ », l'équipe qui prenait la responsabilité de l'entreprise que l'on pouvait alors croire démesuré s'en expliquait ainsi :

« cet ouvrage inaugure la publication systématique et chronologique des Œuvres de Léon Trotsky qui comprendra plusieurs dizaines de volumes répartis en quatre séries : 1933-1940, 1929-1933, 1917-1919, avant 1917. Commencer cet ensemble par 1933 permet d'aborder ces œuvres par la période la plus proche de nous, tant par les dates que par les questions posées : ces années sont en effet, celles de la construction de la 4^e Internationale. Plus particulièrement, en 1933, inauguré par l'arrivée au pouvoir d'Hitler, et l'écrasement de la classe ouvrière allemande, les conséquences de cette politique convaincront définitivement Trotsky et l'Opposition de gauche d'abandonner tout espoir de redresser le cours de l'Internationale communiste. 1933 restera l'une des années qui marquèrent l'histoire de l'humanité ».

Depuis la parution de ce premier volume, en sept ans, 19 autres volumes ont été édités.

Le tome 20 vient de paraître. Il est consacré aux premiers mois de l'année 1939 (de janvier à mars).

Le pari a donc été tenu. Mais en valait-il la peine ? Ou plus précisément — car personne ne nie le mérite historique d'une telle entreprise — l'énergie dépensée, le coût financier, l'action pour la diffusion sont-elles politique-

ment justifiées ?

Cette publication systématique et chronologique des œuvres de Trotsky, mêlant des dizaines de lettres, des communications internes à des articles plus connus n'est-elle pas l'édification d'un monument destiné à des spécialistes, le rassemblement d'un matériel irremplaçable certes, pour des chercheurs, mais malgré tout difficile d'accès pour des militants ?

C'est tout le contraire. C'est d'abord pour les militants que les *Œuvres* constituent un ensemble précieux et irremplaçable. A Trotsky, tout comme à Marx s'applique parfaitement la phrase d'Engels au lendemain de la mort de ce dernier : « Il fut avant tout un révolutionnaire. »

Léon Trotsky était avant tout un révolutionnaire. Pas un ligne, pas une réflexion théorique qui ne soit reliée à l'action politique, à l'intervention dans la lutte des classes, à l'organisation. C'est en relation directe avec elles que les *Œuvres* nous permettent de saisir, non seulement l'aboutissement de l'élaboration politique de Trotsky sur tel ou tel point mais le mouvement même de cette élaboration.

Sans la publication des *Œuvres*, l'essentiel de ce riche matériel aurait, en effet, été réservé aux « spécialistes » — et que l'on ne voit dans ce vocable nulle intention péjorative —, à ceux qui disposaient de telle ou telle collection de bulletins intérieurs ou de brochures et de revues depuis longtemps épuisées, ou qui pouvaient travailler en bibliothèque.

Voilà maintenant à la « disposition de tous » — pour reprendre à juste titre l'expression consacrée des éditions populaires — et d'abord à la disposition de tous ceux pour qui l'ultime proclamation de Trotsky « je suis sur de la victoire de la 4^e Internationale. En avant » n'est pas un défi, mais le guide de leur action, la substance même du

combat de Léon Trotsky pour la construction de la 4^e Internationale.

Le passionnant intérêt de chacun de ces 20 tomes provient de leur extraordinaire actualité, de la pertinence de chacun des écrits qui s'y trouvent rassemblés par rapport aux tâches présentes.

Cela ne tient nullement à l'on ne sait quelle qualité « prophétique » attribuée à Trotsky. Si sa pensée a une valeur anticipatrice c'est comme résultat de l'analyse marxiste des développements de la lutte de classes. Ce n'est pas une généralité abstraite que de dire que près d'un demi siècle de lutte des classes a vérifié les fondements principaux de la constitution de la 4^e Internationale, son programme de fondation, le programme de transition. C'est une réalité concrète qui s'illustre dans le fait qu'aujourd'hui toute une série de remarques que l'on pouvait croire conjoncturelles, d'aspects qui pouvaient paraître relever de problèmes tactiques circonstanciels prennent toute leur actualité et toute leur portée.

Revenir sur quelques aspects de la richesse et de l'actualité des *Œuvres*, au moment où l'on commémore le 45^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky, aider à la diffusion de celles-ci — et en particulier de ce tome 20 — est une tâche de « Défense du marxisme ».

D'autant plus que ce vingtième tome des *Œuvres* par les textes qu'il contient, leur densité comme la variété des sujets qu'ils abordent, constitue — en plus de l'apport particulier considérable de ce volume à l'action et à la pensée de Trotsky — une illustration de ce que contiennent, l'ensemble des *Œuvres* déjà publiées.

Et l'on peut dire — même si cela paraît paradoxal s'agissant de textes qui datent de la dernière période de l'activité de Léon Trotsky — que ce tome 20 est, en un sens, une excellente introduction aux *Œuvres*.

En d'autres termes, nous disons à tout militant, à tout travailleur qui se sent concerné par les luttes de la classe ouvrière internationale, par son histoire, par les problèmes politiques soulevés par ces luttes et cette histoire, qu'il lise le tome 20 des *Œuvres*, même s'il n'a pas eu l'occasion de lire auparavant tel ou tel autre volume... Il se trouvera de plain-pied avec les questions qui y sont abordées car elles recourent et éclairent celles qui sont essentielles aujourd'hui.

Le dernier texte que contient ce tome 20 est intitulé « *Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ?* » et porte en sous-titre « *Questions de théorie marxiste* ».

C'est un article inachevé de Léon Trotsky, retrouvé dans ses papiers après son assassinat. Il y polémiquait avec des éléments se réclamant du marxisme qui expliquent, en fait, la défaite de la révolution espagnole par le manque de maturité du prolétariat espagnol. » « *Mais — demande Trotsky — qu'est-ce que la « non-maturité » des masses ? De toute évidence c'est leur prédisposition à suivre une politique fautive. En quoi consiste cette politique fautive ? Qui en étaient les initiateurs ? Les masses ou les dirigeants ? Notre auteur n'en dit mot. Et au moyen de cette tautologie, il transfère la responsabilité sur les masses. Ce truc classique, utilisé par tous les traîtres et déserteurs ainsi que par leurs avocats, est particulièrement révoltant quant il s'agit du prolétariat espagnol.* »

Trotsky écrivait ces lignes dans l'un des moments les plus sombres de l'histoire de la lutte du prolétariat international. Mais si, maintenant, dans une tout autre conjoncture, elles nous frappent par leur actualité, c'est parce que Trotsky, rejetant avec mépris la tentative de faire retomber sur les travailleurs la responsabilité de la défaite, n'oublie pas un instant les extraordi-

naires capacités révolutionnaires dont a fait preuve la classe ouvrière d'Espagne.

« *Mais pourquoi des ouvriers, qui manifestent un instinct révolutionnaire aussi sûr, et des aptitudes à ce point supérieures au combat, iraient-elles se soumettre à une direction traître ?* » A cette objection prétendument raisonnable Léon Trotsky répond : « *il n'y a pas eu la moindre trace d'une telle soumission. La ligne de combat des ouvriers recoupait à tout moment, sous un certain angle, celle de la direction et dans les moments les plus critiques, cet angle était de 180°. La direction alors, directement ou indirectement, aidait à soumettre les ouvriers par la force des armes* ».

Quand Trotsky, après avoir réfuté les sophismes visant à masquer la responsabilité de la direction, pose la question « *pourquoi le prolétariat a-t-il été vaincu* », c'est pour répondre à la question « *comment le prolétariat peut-il vaincre ?* ».

C'est pourquoi ces réflexions sur la défaite de la révolution espagnole, ancrées dans la réalité concrète qu'il analyse, acquièrent une autre dimension, celle d'une généralisation théorique dont les enseignements sont indispensables à la préparation de la victoire.

Trotsky s'attaque dans cet article à la conception selon laquelle la classe ouvrière, en définitive, aurait la direction qu'elle mérite. Il écrit :

« *Il existe un vieil adage qui reflète la conception évolutionniste et libérale de l'histoire : un peuple a le gouvernement qu'il mérite. L'histoire nous montre cependant qu'un seul et même peuple peut avoir dans une période relativement brève plusieurs gouvernements bien différents (Russie, Italie, Allemagne, Espagne, etc.) et par-dessus le marché que ses gouvernements ne se succèdent pas du tout dans le même sens, du despotisme vers la*

liberté, comme les évolutionnistes libéraux l'imaginaient.

Le secret de cette situation réside en ce qu'un peuple est formé de classes hostiles et que les classes elles-mêmes sont formées de couches différentes et en partie antagonistes qui obéissent à des directions différentes. En outre, tout peuple subit l'influence d'autres peuples également formés de classes. Les gouvernements n'expriment pas la « maturité croissante d'un peuple » mais sont le produit de la lutte entre les différentes classes et les différentes couches à l'intérieur d'une seule et même classe et, finalement, l'action de forces externes — alliance, conflits, guerres, etc. Il faut ajouter qu'un gouvernement, dès lors qu'il s'est établi, peut durer bien plus longtemps que le rapport de forces qui lui a donné naissance. C'est précisément d'une telle situation que sortent les révolutions, les coups d'Etat, les contre-révolutions, etc.

C'est la même méthode dialectique qu'il faut utiliser pour aborder la question de la direction d'une classe. A l'instar des libéraux, nos sages acceptent tacitement l'axiome selon lequel toute classe a la direction qu'elle mérite. En réalité une direction n'est pas du tout un simple "reflet" d'une classe ou le produit de sa "créativité propre". Une direction se constitue à travers les heurts entre classes différentes ou les frictions entre couches d'une même classe. Une fois qu'elles est apparue, la direction, inéluctablement, s'élève au-dessus de sa classe et, du coup, est exposée à la pression et à l'influence des autres classes. Le prolétariat peut « tolérer » pendant longtemps une direction qui a déjà subi une dégénérescence dans le cours de graves événements.

Il faut un grand choc historique pour qu'apparaisse brutalement la contradiction entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière est souvent prise au

dépourvu par la guerre et la révolution. Mais, même dans des cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne, la classe, surtout si elle n'a pas hérité de la période antérieure de solides cadres révolutionnaires capables d'utiliser l'effondrement du vieux parti dirigeant, ne peut pas improviser tout de suite une direction nouvelle. L'interprétation marxiste, c'est-à-dire l'interprétation dialectique et non scolastique des relations entre une classe et sa direction, ne laisse pas pierre sur pierre des sophismes légalistes de notre auteur. »

La ligne conductrice de toute activité de Léon Trotsky c'est le fait, pour reprendre la formulation de l'un des ultimes documents qu'il rédigea, que le « grand problème historique » (l'émancipation du prolétariat) ne trouvera pas de solution « avant qu'un parti révolutionnaire se soit mis à la tête du prolétariat ».

Ce n'est pas là une constatation générale. La base de la constitution d'une telle direction, c'est la réalité de la lutte des classes, l'activité de la classe ouvrière et l'intervention dans cette activité.

Comme Trotsky le souligne dans un texte publié dans un autre volume des Œuvres : « La crise de la direction prolétarienne ne peut évidemment pas être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une durée extrêmement longue. Mais non pas d'un processus purement « historique » c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures politiques, idéologiques, politiques et organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tache, de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot de redonner au prolé-

tariat dans une situation nouvelle, extrêmement difficile et chargée de responsabilités, sa direction historique »

A l'approche de la guerre, dans des conditions difficiles et d'extrême urgence, c'est cette détermination qui donne son unité à l'activité de Trotsky, qui explique « l'optimisme » de Trotsky dont parle l'introduction (« *Toujours militant, donc toujours optimiste* »). Ce que l'on voit « en action » plus précisément, c'est la manifestation d'une extrême lucidité et d'une énergie extraordinaire appliquée avant tout à cette nécessité de ne pas se laisser rompre cette « chaîne » ininterrompue de mesures politiques, idéologiques et organisationnelles.

C'est pourquoi Trotsky intervient dans la vie du SWP des Etats-Unis, insistant pour qu'on exploite immédiatement les possibilités — même limitées — existant dans le PC américain, qu'il envisage par quels moyens tactiques l'organisation trotskyste française peut préserver ses acquis mais aussi se lier plus étroitement à des secteurs de la classe ouvrière dans une situation de profond recul. Et qu'également il écrit une magistrale présentation de la méthode du marxisme en s'appuyant sur le développement concret du système capitaliste et sur le rôle des Etats-Unis, qu'il défend la théorie marxiste contre les charlatans et les « penseurs » démoralisés qui aimeraient voir leur confusion érigée en mesure du monde. Comme il le note plaisamment, s'il fallait en croire les « nouveaux philosophes » qui prolifèrent comme des champignons sur le terrain de la réaction (et que valent bien ceux qui, aujourd'hui, au nom de leur découverte tardive du stalinisme donnent libre cours à leur haine, et à leur crainte de la révolution prolétarienne).

« toute l'histoire révolutionnaire antérieure et, ma foi, toute l'histoire d'une manière générale n'ont été qu'une chaîne d'erreurs. Mais comment s'accomoder de la réalité actuelle ?

Comment s'accomoder d'une gigantesque armée de chômeurs chroniques, de la baisse générale de la production, de la guerre qui approche ? De sages sceptiques promettent qu'un jour ils referont le compte de toutes les peaux d'orange sur lesquelles ont trébuché les grands mouvements révolutionnaires du passé. Mais ces messieurs vont peut-être nous dire ce qu'il faut faire ensuite, tout de suite ?

Nous attendrions en vain leur réponse. Les philosophailleurs affolés se désarment eux-mêmes face à la réaction en rejetant la pensée sociale scientifique, en abandonnant leurs positions non seulement matérielles, mais aussi morales et en se privant pour l'avenir de tout droit de revanche révolutionnaire. Cependant les conditions qui ont permis la vague de réaction que nous connaissons aujourd'hui, sont extrêmement instables, contradictoires, éphémères et préparent une nouvelle avancée du mouvement du prolétariat. La direction de ce mouvement appartiendra de droit à ceux que les raisonneurs appellent "dogmatiques et sectaires". Car les "dogmatiques" et les "sectaires" n'ont nulle envie de rejeter la méthode scientifique puisque personne, vraiment personne, n'a rien proposé de meilleur en échange. »

Ce n'est pas tout. Malgré les coups personnels, la montée des menaces contre sa vie, et les efforts qu'il déploie pour aider des militants européens persécutés par le nazisme à quitter l'Europe, Trotsky suit pas à pas le développement des événements mondiaux. Bien avant les augures de la presse bourgeoise, il analyse les éléments qui conduisent à un rapprochement entre Hitler et Staline et, en tirant les conséquences du point de vue de la lutte révolutionnaire du prolétariat, il note :

« Nous pouvons dire avec certitude ceci. L'accord entre Hitler et Staline ne modifierait rien d'essentiel dans la fonction contre-révolutionnaire de

l'oligarchie du Kremlin. Il permettrait seulement de mettre à nu cette fonction, de la faire apparaître avec plus d'éclat, de hâter ainsi l'effondrement des illusions et des falsifications. Notre tâche politique ne consiste pas à "sauver" Staline de Hitler, mais à les renverser l'un et l'autre. »

Trotsky donne aussi toute son importance à la lutte d'émancipation des peuples dominés par l'impérialisme. Il montre comment leur lutte pour résoudre les tâches démocratiques majeures existant dans ces pays serait impossible s'ils subordonnaient — ou différaient — leur action anti-impérialiste au nom d'une croisade des « grandes puissances démocratiques ». Dans des notes au sujet du Mexique, il souligne ainsi que « l'expropriation des compagnies pétrolières et l'attitude résolue du gouvernement mexicain envers l'Angleterre ont beaucoup diminué les sympathies envers le Mexique dans cette « démocratie » du Capital mais en

même temps énormément élevé le prestige du Mexique aux Indes et dans toutes les colonies et pays opprimés. La seule conclusion, c'est qu'un pays semi-colonial ne doit pas se laisser bernier par la forme démocratique de ses oppresseurs, réels ou possibles. »

Les limites de cette note ne permettent pas que soit présentée, dans sa richesse et sa diversité, l'ensemble du contenu de ce tome 20 et encore moins d'aborder certains aspects des *Oeuvres* dans leur ensemble. Ce sera le rôle de *La Vérité* que d'y revenir.

Qu'il suffise donc de dire pour conclure que ce tome 20 qui exprime de manière particulièrement dense tout ce qu'apportent les *Oeuvres* suffirait à lui seul à justifier l'entreprise. Et par là même à donner à chacun la conviction que c'est une tâche militante indispensable et très étroitement liée aux besoins de notre combat que d'assurer sa poursuite.

François FORGUE

Conférence des sections d'Amérique latine de 4^e Internationale - CIR

A U mois de juin 1985 s'est tenue la conférence des sections d'Amérique latine de 4^e Internationale Centre International de reconstruction. Dans le précédent numéro de « La Vérité » avait été publié le rapport politique préparatoire à cette conférence. D'autres éléments se trouvent dans le dernier numéro de « Tribune internationale ».

Nous reproduisons dans ce numéro de « La Vérité » de larges extraits de la résolution adoptée sur la situation et les tâches au Pérou, ainsi que l'appel lancé par la libération des prisonniers politiques en Argentine.

La situation et les tâches au Pérou

1) Dans l'éditorial du n° 5 de *El Trabajo* (journal du Parti des travailleurs), nous affirmions : « Il serait erroné de perdre de vue que si le processus électoral revêt une importance spécifique, celui-ci ne régit pas la lutte des classes, mais c'est bien plutôt l'inverse : c'est la lutte des classes qui encadre les élections. Le pays approfondit son état de crise et la lutte des classes s'aiguise ».

Appréciation globale correcte dont les éléments spécifiques doivent être établis et encore précisés à la lumière des résultats électoraux du 14 avril. Quelles sont les principales caractéristiques de la situation politique ? Elles peuvent être brièvement définies ainsi :

a) **La banqueroute politique de l'alliance au gouvernement de l'AP-PPC**

Le gouvernement Belaunde Terry a été liquidé dans la lutte des classes. Sa défaite aux élections générales — comme sa précédente défaite aux élections municipales de novembre 1983 — cristallise un rapport de force qui s'est forgé durant cinq années de lutte des classes avec comme toile de fond principale l'oppression impérialiste croissante exercée par les grandes banques nord-américaines et le FMI. L'anéantissement des bases de soutien du gouvernement pro-FMI est apparue de façon palpable dans les dérisoires 12 % des voix obtenues dans les élections municipales, et qui dans les deux dernières années sont descendues à moins de 5 % dans les récentes élections. Ce minuscule pourcentage reflète tout à fait clairement l'effondrement du gouvernement sortant. Cet effondrement est le fait principal et déterminant des élections

d'avril parce qu'il marque le niveau atteint par la crise de la classe dominante et signale — en même temps — la profondeur de la radicalisation du mouvement des masses.

b) Il s'agit de quelque chose de plus qu'un simple débacle électorale

En réalité, il s'est produit une modification profonde de la situation politique. Rappelons-nous : Action populaire est arrivée au pouvoir en mai 1980 avec 46 % des voix, résultat qui exprimait le succès de la bourgeoisie dans son entreprise pour faire reculer les masses et bloquer la situation révolutionnaire délimitée entre les grèves nationales de juillet 1977 et mai 1978, situation qui s'était traduite, dans les élections à l'Assemblée constituante par la montée électorale des regroupements ouvriers et anti-impérialistes, en particulier l'UDP et le FOCEP. Le développement de la situation révolutionnaire étant bloqué, la bourgeoisie a pu modifier la forme de domination de classe militaro-policière incarnée par la dictature de Morales Bermudez en forme présidentielle-parlementaire, sans convulsions : elle est parvenue à un transfert « ordonné ».

Mais dans la mesure où la dictature militaire a été incapable d'écraser le mouvement ouvrier et populaire qui avait engendré trois grèves nationales, les Fronts de défense, le Commandement unitaire de lutte, et qui avait cimenté socialement l'UDPI, l'UDP, UI, le FOCEP, la bourgeoisie n'a obtenu qu'un répit fragile et éphémère. A travers cinq grèves nationales, deux interventions électorales victorieuses (aux municipales de 1980 et de 1983, respectivement), et la recreation du Commandement national, le mouvement des masses a repris l'initiative et a mis à l'ordre du jour la nécessité d'en finir avec le gouvernement.

c) La modification consiste dans la reprise — à un niveau plus concentré — du processus interrompu avec la victoire de Belaunde en 1980

Le tournant des masses à gauche — tournant, nous insistons, mûri dans le cours des cinq dernières années de lutte des classes — est évident, malgré la distorsion que renferme le vote massif pour l'APRA, parti bourgeois.

Roger Fontaine, ancien conseiller du président Ronald Reagan, perçoit la nature de la situation quand il écrit dans le « Washing-

ton Times » que « l'électorat péruvien désire clairement un changement. On ne peut arriver à une autre conclusion après la massive défaite du parti du président sortant Fernando Belaunde. Mais la situation va au-delà de la question des leaders ou des partis : elle reflète la frustration des Péruviens qui n'ont vu aucun changement social ou politique positif dans les dernières décennies. Ce n'est pas qu'il leur reste peu de patience, mais plutôt qu'elle se soit épuisée. Les Péruviens veulent des changements, des changements radicaux et rapidement ». (*La Republica*, 29 avril 1985).

Oui, effectivement, c'est là le contenu du vote massif pour l'APRA ou IU. Il ne s'agit pas seulement d'un rejet sans appel du régime populiste-pepeciste lié à l'impérialisme et transgressant les droits de l'homme. Il s'agit de la volonté de changements « radicaux et rapidement » qui bouillonne dans la conscience de millions d'être humains dépossédés, maltraités par le capitalisme. Où s'exprime mieux cette volonté manifeste que dans la récente grève générale et la mobilisation massive de la population de Chimbote ? Une volonté identique — une volonté de fer qui se renforce aujourd'hui avec les résultats électoraux — s'exprime dans les luttes héroïques des mineurs de Quiruvilca et de Hierro-Peru.

Le déplacement net des masses vers la gauche, animées par une profonde volonté de changements (en réalité et brièvement : la volonté de changer l'ensemble de la situation créée par le gouvernement belaudiste-pepeciste), combinée à l'instabilité politique de la classe dominante, renforcent toutes les conditions de la transition vers une situation révolutionnaire (où sa contrepartie, la contre-révolution, incube aussi). La disposition des forces penche nettement en faveur du prolétariat, en particulier parce que l'écrasante majorité nationale (les diverses strates de la petite-bourgeoisie) est aujourd'hui séparée de la bourgeoisie. La victoire électorale de l'APRA voile ce mouvement réel des forces sociales, mais elle ne le modifiera pas.

d) La crise politique n'est pas résolue

Nous l'avons vu immédiatement après les élections, quand la rivalité entre cliques bourgeoises a conduit à l'impasse du second tour électoral. Impasse, parce que la classe dominante s'est retrouvée avec un gouvernement défait (celui de Belaunde

Terry) et sans avoir la possibilité de le remplacer immédiatement par un autre. Tout cela dans une situation où la crise économique nourrit et aggrave la crise politique, et où les actions terroristes agissent comme un élément de précipitation. L'absence de relais au gouvernement belaudiste sortant, et l'inexistence du gouvernement apriste élu ont donné lieu à un vide de pouvoir que la bourgeoisie — avec le concours empressé des dirigeants d'IU — est parvenu momentanément à conjurer.

Après le 14 avril, les travailleurs et le peuple qui ont voté pour « des changements radicaux et rapidement » chercheront les moyens et les voies pour traduire dans les faits cette profonde aspiration, en se heurtant à la résistance inexorable du gouvernement apriste. Rien n'est encore résolu. C'est dans ce conflit de classes, qui sera aigu et convulsif, que le prolétariat peut se dresser comme le chef des masses opprimées des villes et des campagnes, présentant leurs propres solutions à la crise qui consume le pays.

2) L'analyse précédente permet d'affirmer que le 14 avril, il ne s'est pas produit une « défaite » des travailleurs et du peuple. Mais non pas précisément parce qu'aurait gagné l'APRA — parti qui, s'il possède bel et bien un large soutien populaire, n'en reste pas moins un parti bourgeois —, ou parce qu'IU n'aurait pas subi une défaite — ce qui est bel et bien arrivé, étant donné que l'ensemble de la situation politique permettait à IU de remporter une victoire aux élections —, mais parce que le mouvement des masses s'est saisi d'IU et de l'APRA pour frapper les deux partis qui sont apparus à ses yeux comme l'incarnation des puissants et des ennemis de la Nation : AP et le PPC.

Qu'est-ce que l'APRA ? Pourquoi a-t-elle gagné les élections ?

a) A son origine, l'APRA s'est constituée comme un mouvement nationaliste bourgeois dirigé par la petite-bourgeoisie, comme l'a caractérisé José Carlos Mariategui. Le contenu nationaliste de l'APRA a été cristallisé programmatiquement dans ses tout premiers postulats anti-impérialistes, dont le noyau était la proposition de « nationalisation des terres et industries ».

L'APRA qui accède aujourd'hui au pouvoir ne le fait pas comme mouvement anti-impérialiste de masse impulsant le pro-

gramme de nationalisation des terres et industries, comme le mouvement politique confronté à l'impérialisme et à la défunte oligarchie terrienne, mais comme un parti d'ordre en lequel l'impérialisme et la bourgeoisie ont placé aujourd'hui leurs espoirs face à la menace de la révolution. L'APRA reste l'APRA, mais l'abandon de son programme initial correspond au changement de l'APRA dans les rapports de classes : ce grand mouvement nationaliste qui s'est insurgé contre l'impérialisme a agi comme la force de choc de l'impérialisme contre le gouvernement de Velasco Alvarado (qui a réalisé des nationalisations et des réformes) ; de même pendant la dictature de Morales Bermudez, il lui a servi de couverture contre le peuple, en acceptant — de fait — une Assemblée constituante, soumise à la hiérarchie militaire. Si l'APRA n'a pas gagné les élections générales de mai 1980 c'était parce qu'elle apparaissait précisément trop compromise avec les dictateurs en retraite. Ce n'est pas un hasard si ce parti comporte dans ses rangs et comme parlementaires des bourgeois comme Loret de Mola, bourreau des mineurs de Chivilca et d'Alianza ; ou des experts bourgeois et agents endurcis du FMI comme Silva Ruete qui avait été ministre de l'économie durant la dictature militaire ; à Sider-Peru, comme partie intégrante de sa stratégie de soutien au gouvernement sortant de Belaunde Terry, le secteur apriste a laissé le syndicat des ouvriers durant trois années sans cahier de revendications : ce n'est là qu'un des derniers échantillons d'un éventail d'innombrables trahisons pro-patronales.

C'est ce parti, entraîné et « mûri » dans la proximité et la docilité envers l'impérialisme qui est aujourd'hui protégé par la sociale-démocratie internationale. Qu'est-ce que la sociale-démocratie ? Elle a cessé depuis des décennies d'être l'aile réformiste du mouvement ouvrier, pour se transformer en partie du corps de la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme. Il s'agit d'une force contre-révolutionnaire pilier de l'ordre impérialiste, ce qui apparaît avec plus de évidence quand elle accède au pouvoir de l'Etat : ce sont les cas du PS en France, du PS au Portugal, du PS en Espagne, enfin du Labour Party en Angleterre. L'APRA — sans pour autant avoir une origine et une évolution similaire à celle de ces partis « ouvriers-bourgeois », comme les a qualifiés Lénine — entre dans leur orbite politique dans la mesure où les impérialis-

mes européens tentent de jouer leur propre carte économique en Amérique latine, vassalisée par les monopoles nord-américains. La sociale-démocratie internationale, dans ce cadre, cherchera à soutenir l'APRA, mais en se subordonnant — en dernière instance — à la férule de l'impérialisme nord-américain, phénomène révélé durant la dernière période.

L'action du gouvernement apriste ne peut et ne pourra se faire dans le vide. Ce sera le résultat de rapports et de pressions de classes, à l'échelle internationale comme nationale. La politique de l'administration Reagan — bien illustrée aujourd'hui par l'embargo commercial et le boycott économique contre le Nicaragua — ne cessera d'engendrer des fissures et des tensions avec les gouvernements latino et centro-américains, lesquels se sont — malgré tout — révélés incapables de mettre en commun leurs efforts et d'ouvrir à nos peuples la voie de l'indépendance nationale, comme cela a été mis en relief avec une clarté toute particulière dans le conflit des Malouines. L'APRA s'intègre aujourd'hui à ce concert. Les limites de ses négociations avec l'impérialisme seront déterminées par le niveau et l'ampleur du mouvement des masses de notre pays, mouvement contre lequel s'est systématiquement dressée l'APRA durant les trois dernières décennies et auquel elle est organiquement hostile.

b) L'APRA a canalisé le démembrement électoral d'AP et a gagné les élections sur IU parce que la politique de la direction nationale d'IU lui a ouvert la voie. L'APRA a gagné, non pas grâce à AP, mais grâce à IU.

La stratégie électorale d'IU s'est basée sur la règle suivant laquelle il ne faut pas « effrayer les classes moyennes », secteurs qui vu la composition économique et sociale du Pérou est fondamentalement regroupé dans les faubourgs et en province. En accord avec ce précepte, la direction d'IU a élargi les frontières du front vers la droite en y intégrant les groupuscules bourgeois PADIN et APS, et a mis en pratique une campagne électorale « modérée » qui s'est délibérément écartée de la lutte des masses contre le gouvernement. Tout l'effort de cette politique a consisté à se soumettre toujours aux règles du jeu imposées par la bourgeoisie.

Ce plan a échoué. Les faits ont prouvé une fois de plus que la condition pour gagner la

majorité nationale (elle qui décide du cours de toute situation politique) au camp des forces révolutionnaires, c'est la mise en pratique d'une politique révolutionnaire anti-impérialiste et anti-bourgeoise, et non d'une politique « réformiste » de conciliation de classes. IU a concilié avec le gouvernement et a concilié avec l'APRA. Elle s'est refusée à combattre le gouvernement aux côtés des masses lors des grèves nationales, et à impulser l'Assemblée populaire nationale. De crainte de « déranger » la bourgeoisie, Barrantes a dénoncé la grève de la CITE contre le gouvernement ; il a adopté une conduite semblable face aux grèves des travailleurs municipaux. Pour les mêmes raisons, il n'a pas programmé le combat du peuple pour briser le boycott économique du gouvernement contre les municipalités. En même temps, ils ont déployé une ligne d'amitié avec l'APRA, et non pas de combat. Ils ont placé arbitrairement l'APRA dans le « camps populaire », et en particulier le PSR et APS n'ont cessé de mener bataille pour une entente politique avec l'APRA.

Tout cela a bénéficié à l'APRA et a porté préjudice à IU, parce que l'APRA a été validé comme étant de « gauche » par la gauche même devant le peuple. Finalement, le gros de l'électorat a sélectionné le 14 avril la « gauche » la plus crédible, capable et sûre : celle qu'à ses yeux l'APRA représente. Et même si IU a accru de plus d'un demi-million de voix son audience électorale, l'APRA a presque doublé la sienne, ôtant à la gauche l'hégémonie qu'elle avait dans tous les faubourgs de Lima.

3) L'attentat terroriste contre Domingo Garcia Rada, président du Jury national électoral, a fait apparaître en surface l'instabilité politique de la classe dominante et a poussé la direction d'IU à faire un pas de plus en direction de la droite. En plein danger d'un vide de pouvoir, presque tout l'éventail des forces bourgeoises s'est dressée contre la nécessité d'un second tour électoral et a fait pression sur IU pour qu'elle se désiste.

La direction nationale d'IU a répondu à la situation en se pliant au prétendu « intérêt national », qui est en réalité l'intérêt de classe de la bourgeoisie. Telle a été la signification du désistement, capitulation sans combat qui a frappé le large secteur des masses qui avait placé ses espoirs en IU le 14 avril. Ce n'est pas un hasard si la bour-

geoisie a salué le désistement de Barrantes comme une chose correcte. Le désistement de Barrantes a consolidé la victoire de l'APRA, qui est le segment bourgeois autour duquel cherche à se ressourder la classe dominante après l'effondrement belaudiste.

L'argument employé par Barrantes pour se désister est unique et bien clair : « contribuer à surmonter toute instabilité juridico-politique qui porte préjudice au pays » (*La Republica*, 27 avril 1985). A-t-on craint un subit triomphe de « Sendero Luminoso » ? Il est improbable que c'eût été là le ressort qui a amené la direction d'IU à prendre sa décision. Craignait-on en revanche un coup d'Etat militaire de droite ? Cela est probable, mais s'avère une terreur politiquement sans fondement, si on considère que le succès d'un coup d'Etat militaire de droite réside dans le soutien explicite ou tacite des secteurs moyens qui se sont aujourd'hui déplacés vers la gauche. Dans ces circonstances, le seul contenu réel du désistement a été d'affermir l'APRA. En cela consiste la capitulation, qui ne peut être que la source de nouvelles et de plus grandes crises dans IU.

Les différenciations, crises et éventuelles ruptures dans IU se développeront autour de la question de quelle position adopter face à l'APRA au pouvoir. Les précédents indiquent que la politique d'IU sera celle de « l'opposition à sa majesté », c'est-à-dire une opposition dans le cadre de la constitution et des institutions bourgeoises, affermissant le gouvernement apriste jusqu'en 1990. La perspective de la direction d'IU est régie par les prochaines élections générales, de même que jusqu'à présent toute son activité a été déterminée par la tenue des élections d'avril.

Grosso modo, il coexiste deux tendances sur un même programme dans IU : l'une qui s'assimile sans dommages majeurs au cadre de l'ordre bourgeois, et l'autre qui reflète la pression des masses et qui va dans le sens opposé au maintien de cet ordre caduc.

Le PCP(U)-PSR-PCR-Barrantes sont le noyau du premier regroupement ; le PUM incarne le second auquel participent circonstanciellement UNIR et le FOCEP. Après le 14 avril et sous l'impact de l'échec électoral, les divergences et les luttes se sont accentuées, voilées transitoirement par la cause commune prise contre l'attaque pro-

vocatrice de Mufarech. De la même façon, il se produit aujourd'hui dans le PUM et dans UNIR des conflits internes. Ce processus devra encore se cristalliser et se préciser, mais c'est un fait face auquel notre mouvement ne reste pas indifférent.

Sans pour autant dépendre du développement de ce processus, il est nécessaire que nous y intervenions, ce qui exige de notre part de prendre des initiatives pratiques qui aillent dans le sens de la matérialisation de notre ligne de front unique des organisations ouvrières et populaires (syndicales et politiques) dans la lutte pour les revendications nationales, démocratiques et sociales des masses opprimées des villes et des campagnes. Dans ce cadre, les campagnes internationalistes de solidarité avec le Nicaragua, le Salvador, le Chili et la Pologne, sont des éléments essentiels de notre politique pour ouvrir la perspective d'un authentique front unique de classe et anti-impérialiste.

Notre propre activité a dégagé les premiers liens d'un regroupement éventuel (mais pour lequel nous devons continuer à travailler) dans le cours de la lutte des classes avec le PUM et le FOCEP, ce qui se matérialise en ce moment par la participation du PUM à la lutte pour une Rencontre nationale syndicale et populaire (lire Assemblée populaire nationale), et par l'adhésion du FOCEP à ce combat. Face à la crise d'IU, qui sera marquée par la paralysie et les affrontements entre cliques, avancer sur la ligne d'un nouveau front dans le combat des masses pour se centraliser dans leurs organisations contre le nouveau gouvernement bourgeois dans une tâche capitale du mouvement pour un Parti des travailleurs.

4) Quelle politique devons-nous mener face au gouvernement de l'APRA ?

Toute activité prolétaire révolutionnaire a aujourd'hui pour axe l'indépendance des travailleurs face au gouvernement apriste, en affirmant cette indépendance par la lutte pour les revendications anti-impérialistes, démocratiques et sociales du mouvement ouvrier et populaire.

Ce sont trois dimensions qui doivent s'articuler dans notre politique et dans nos initiatives pratiques : la lutte pour l'ANNULATION DE LA DETTE EXTERIEURE, L'INDEPENDANCE DES SYNDICATS FACE A L'ETAT, et le combat pour LA LIBERATION DES PRISONNIERS

POLITIQUES, CONTRE LA PEINE DE MORT ; ET LE CHATIMENT DES RESPONSABLES DE TORTURES, DISPARITIONS ET MASSACRES. Naturellement, il est nécessaire d'accompagner les initiatives concrètes autour de ces propositions de la lutte contre l'inflation et la hausse du coût de la vie en proposant le combat unitaire pour l'**ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.**

L'augmentation des actions armées par « Sendero Luminoso » et le « MRTA », accentuera le cadre répressif légué par le gouvernement belaudiste ; notre combat intransigeant en défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme sera plus net et sans équivoque dans la mesure où en aucune circonstance nous n'hypothéquons l'indépendance politique du prolétariat face aux groupes armés mentionnés.

Avancer sur la ligne de vertébrer un nouveau front cimenté dans le mouvement des masses et de leurs organisations historiques — qui sont celles qui jouissent réellement d'une permanence : syndicats, fédérations, CGTP, Commandement national unitaire de lutte, fronts de défense, Assemblée populaire — exige que nous donnions plus de vigueur aux efforts déployés par la Commission coordinatrice et de promotion de la

rencontre syndicale et populaire, en butte aux pressions du PCP(U) par le biais de la bureaucratie de la CGTP, dont l'objectif est de liquider cet axe du regroupement révolutionnaire des masses. Pour nous, il s'agit du combat pour le front unique, et dans ce sens, pour l'Assemblée populaire nationale.

Dans les thèses politiques, écrites deux mois avant les élections, nous affirmions : « Nous devons nous préparer et préparer les masses à la prochaine période critique qui approche, qu'IU ou que l'APRA gagne les élections générales. La meilleure manière de le faire est de renforcer les organisations historiques des travailleurs et de nous y implanter pour construire le parti révolutionnaire ». Voilà, en résumé, la tâche prioritaire de l'actuelle période de montée.

La situation politique qui s'est ouverte après les élections du 14 avril réunit tous les éléments qui favorisent l'avancée dans la construction d'un Parti des travailleurs, instrument irremplaçable dans la lutte des masses pour imposer l'unité d'action de leurs organisations et dégager la voie de la révolution.

Approuvé à l'unanimité

AP : Action populaire de l'ancien président Belaunde Terry.

PPC : Parti populaire chrétien.

APRA : Alliance populaire révolutionnaire américaine (formation traditionnelle de la bourgeoisie nationale, le parti de Haya de la Torre).

FOCEP : Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire.

UDP : Union démocratique et populaire.

PSR : Parti socialiste révolutionnaire (formation qui se réclame de Vélasquez Alavarado).

IU : Izquierda unida (gauche unie), coalition de partis se réclamant de la classe ouvrière, dont le PC péruvien, et de certaines formations bourgeoises.

PUM : Parti d'unité mariatéguiste, du nom de l'un des fondateurs du PC péruvien.

SUTEP : Syndicat unitaire des travailleurs de l'enseignement du Pérou.

LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES EN ARGENTINE !

Le procès des militaires argentins, qui ont gouverné le pays de 1976 à 1983, a commencé à faire apparaître aux yeux de l'opinion mondiale, la tragique dimension des crimes commis par la dictature, au nom

d'une soi disant « guerre contre la subversion ».

Des milliers d'assassinats, de tortures et persécutions ont profondément marqué le peuple argentin, attaquant sans discrimina-

tions enfants, mères, étudiants et travailleurs qui ont osé lutter pour la démocratie, pour la dignité nationale, contre l'oligarchie et l'impérialisme.

S'unissant à ses frères latino-américains, qui sont en train de jeter une à une les tyrannies à bas, le peuple argentin, qui a dit assez à la série d'horreurs réalisées par la dictature militaire, exige plus que jamais justice.

Et il ne peut y avoir ni justice, ni démocratie si les criminels de plus de 30 000 citoyens détenus-disparus restent impunis.

Le peuple argentin a compris cette réalité et il est en train d'exiger que les criminels soient condamnés ; la justice, pour s'imposer, doit aller plus loin, en châtiant tous les responsables des disparitions et atrocités qui sont encore en liberté.

Cette impunité, le peuple ne peut la comprendre, tout comme il ne comprend pas l'existence de 18 prisonniers politiques, parmi lesquels, Mario Eduardo Firmenich et Obregon Cano.

Nous, partie intégrante du peuple travailleur, savons faire la distinction entre les bourreaux et leurs victimes. Nous considérons que ces camarades ne doivent pas être identifiés aux militaires qui ont violenté le peuple, foulé aux pieds les libertés et remis la nation entre les mains des banquiers internationaux. De même que nous ne pensons pas qu'il serait juste de rendre responsable et de condamner un peuple, ses militants et martyrs de s'être dressés contre le pillage de l'impérialisme et de ses agents locaux, les grands propriétaires terriens et les banquiers.

Les organisations trotskystes réunies dans la II^e Conférence des sections latino-américaines de la IV^e Internationale (CIR), qui a compté avec la fraternelle participation du PT péruvien, déclarent qu'elles sont

prêtes à aider à la conquête de la liberté pour tous les prisonniers politiques d'Argentine, en se joignant, dans chaque pays, aux efforts des travailleurs et du peuple argentins qui, par leur mobilisation avec à leur tête les Mères de la Place de Mai, symbole de la lutte sans faille pour l'apparition de leurs enfants, exigent un nouveau Nuremberg, c'est-à-dire que soient jugés et châtiés tous les responsables du génocide et de la destruction nationale.

Les participants à la II^e Conférence réaffirment :

— Pour le jugement et le châtiement de tous les responsables. Non à l'amnistie des militaires !

— Liberté pour Mario Eduardo Firmenich et Obregon Cano !

— Pour la fin de la persécution politique envers les militants populaires !

— Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !

Sur la base de cette résolution, les organisations ici présentes s'engagent à mener une campagne de signatures pour la libération de Mario Eduardo Firmenich, Obregon Cano, et les autres prisonniers politiques, d'organisations politiques, syndicales, des droits de l'homme et de personnalités, et de les envoyer au Président de la République argentine, Raul Alfonsin ; au ministre de l'Intérieur, D^r Antonio Troccoli ; à la Cour Suprême de Justice ; aux journaux argentins (Clarín, La Voz y la Razon) ; et copies de celles-ci à la Commission péroniste des Droits de l'Homme et à Mario Eduardo Firmenich, à la Revista Latinoamericana, Calle Brasil, 1682, Capital Federal, BUENOS AIRES, REPUBLIQUE ARGENTINE.

Approuvé à l'unanimité
plus le vote fraternel du PT du Pérou
7 juin 1985

INFORMATIONS OUVRIERES

tribune libre de la lutte des classes
organe central du Parti communiste internationaliste
(parution toutes les semaines)



BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM, Prénom (une case d'espace entre les deux)

N° (rue, bd, av., etc.)

nom de la voie

Code postal

Ville

Cocher la durée 10 numéros : 50 F 20 numéros : 100 F 1 an : 200 F

Pour le réabonnement indiquer le n° d'abonnement 1 an sous plis clos : 300 F

Joindre le règlement à l'ordre d'Informations ouvrières 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris
CCP 21 831 73 Paris

*Le PCI combat pour
un parti des travailleurs*

JE REJOINS LE PCI



Je désire prendre contact avec la cellule du PCI de mon entreprise, de ma localité, de mon école, de mon lycée

Nom, prénom :

Adresse :

..... Tél. :

Entreprise :

Bulletin à remettre à un militant de votre connaissance, ou à retourner à : PCI, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

HOMMAGE A LEON TROTSKY ET A LEON SEDOV

LE 21 août 1985, le PCI appelait à un rassemblement au cimetière de Thiais, devant la tombe de Léon Sédov. Nous reproduisons ici le discours prononcé à cette occasion par le camarade F. Forgue, au nom du comité central du PCI.

Chers camarades,

Il y a 45 ans, jour pour jour, le 21 août 1940, le cœur de Léon Trotsky cessait de battre. L'agent de Staline, Ramon Mercader, lui avait porté le coup mortel.

Cette fois — car ce n'était pas la première tentative — Staline et ses tueurs avaient réussi : l'assassinat avait été pour eux, pour les ennemis de la révolution prolétarienne, le seul moyen de faire cesser l'activité du militant révolutionnaire Léon Trotsky, du compagnon de Lénine et dirigeant de la Révolution d'Octobre, du créateur de l'Armée Rouge, du fondateur de la 4^e Internationale. Rien en effet n'avait pu le faire céder et pourtant les épreuves les plus terribles ne lui avaient pas été épargnées : et parmi celles-ci, la plus cruelle sans doute, l'assassinat par les agents de Staline à Paris, en février 1938, de son fils Léon Sedov.

Le Parti communiste internationaliste vous a appelé à vous rassembler ici pour associer dans un même hommage les camarades Léon Trotsky et Léon Sedov. Pas seulement parce que le fils tomba sous les coups des mêmes assassins que le père : dans l'article qu'il écrivait au lendemain de la mort de Léon Sedov, Trotsky parle de lui comme du fils, de l'ami, du militant.

Le militant en effet. Léon Sedov fut l'un des principaux organisateurs du combat pour la 4^e Internationale, pour la construction de nouveaux partis révolutionnaires, pour l'unité des rangs de la classe ouvrière contre la réaction et le fascisme à qui la livrait la trahison stalinienne. Il menait ce combat dans des conditions incroyablement difficiles, conditions que nous avons peine à imaginer aujourd'hui. Leon Sedov fut l'un des principaux animateurs de la campagne contre les procès de Moscou et de son activité sur ce terrain, Léon Trotsky disait « sans lui, je n'aurai pu accomplir même la moitié du travail ».

Je disais qu'il était difficile pour nous, dans les conditions de militantisme qui sont aujourd'hui les nôtres, de réaliser celles dans lesquelles combattaient Léon Trotsky, Léon Sedov et tous ceux qui répondirent alors à leur appel.

Il ne s'agit pas que des écrasantes difficultés matérielles, des efforts pour faire face à des tâches immenses avec des moyens dérisoires. Il s'agit avant tout des conditions politiques dans la lutte des classes. Ce qui rythme ces années qui, inexorablement, conduisent à la seconde guerre mondiale, ce sont les défaites de la classe ouvrière dont avant tout la trahison stalinienne est responsable, l'écrasement de la révolution espagnole, la liquidation en URSS, par milliers et par milliers de tous ceux qui constituent un lien vivant avec la Révolution d'Octobre,

l'extermination systématique de ceux qui ne cèdent pas, les trotskystes, l'abomination des procès de Moscou... Lorsque Léon Sedov, après et avec bien d'autres — des militants de la 4^e Internationale, du POUM d'Espagne, des anarchistes, des socialistes, des syndicalistes révolutionnaires — est assassiné, c'est l'heure où le mensonge apparaît triomphant.

Et quand Trotsky tombe à son tour, c'est alors que le nazisme étend sa domination sur la plus grande partie de l'Europe, qu'Hitler et Staline viennent ensemble de dépecer la Pologne et que Staline et la couche contre-révolutionnaire qu'il représente préparent les conditions de l'assaut contre tout ce qui subsiste de ce qui a été acquis par la révolution russe.

Aujourd'hui, au contraire, c'est presque devenu une banalité que de constater que ce ne sont pas les plans du prétendu « stratège génial », en réalité le fossoyeur de la révolution, mais la volonté des peuples travailleurs d'URSS qui a fait échec à l'invasion nazie.

Constatation généralement admise comme l'est aujourd'hui le fait que la figure de Léon Trotsky est l'une de celles qui dominent le 20^e siècle, que le nom de Léon Trotsky s'impose comme celui de l'un des plus grands représentants du combat de la classe ouvrière pour son émancipation ? Qui ose nier le rôle de Trotsky dans la révolution d'Octobre ? Qui ose même nier que ce soit sur l'ordre de Staline que l'assassinat de Trotsky a été perpétré ?

La vérité s'est frayée son chemin mais pas automatiquement. Elle s'est imposée au travers du combat de la classe ouvrière elle-même et de la permanence, dans ce combat, de l'intervention organisée des révolutionnaires.

Il a fallu que la continuité révolutionnaire préservée par Léon Trotsky soit maintenue au travers de l'action de tous ceux qui, dans les années de la seconde guerre mondiale et ensuite s'engagèrent dans le combat pour la construction de la 4^e Internationale.

A ce sujet, je ferai une brève citation. Encore une fois, on peut avoir l'impression aujourd'hui que le contenu de cette citation est évident. Ce n'était certes pas le cas quand ces phrases furent prononcées, le 28 août 1940, une semaine après l'assassinat de Trotsky. Dans un meeting tenu à New York, le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, l'un des fondateurs du Parti Communiste des Etats-Unis et l'un des premiers responsables de l'Internationale Communiste à avoir rejoint le combat de Léon Trotsky déclarait :

« Dans l'époque terrible que nous vivons, bien des choses disparaîtront. Staline et Hitler, et Roosevelt et Churchill et tous les mensonges, toute l'injustice et toute l'hypocrisie qu'ils incarnent disparaîtront dans le sang et le feu. Mais l'esprit de l'homme communiste que le camarade Trotsky incarnait ne disparaîtra pas. Nous ne sommes pas seuls. Trotsky a formé des cadres dans plus de trente pays. Ils sont profondément convaincus de leur droit à la victoire ».

Ces phrases prononcées dans la forteresse de l'impérialisme, dans l'une des années les plus sombres de l'histoire de l'humanité, éclairent ce que fut alors le combat des révolutionnaires aux Etats-Unis comme en Angleterre ou en Amérique latine, en Asie et dans les pays d'Europe soumis à la domination nazie. Rappelons ici la mémoire de notre camarade Marcel Hic, dirigeant de la section française de la 4^e Internationale, l'un de ceux qui tombèrent sous les coups de la répression nazie. C'est avant tout comme l'organisateur d'actions de fraternisation avec les soldats allemands, ouvriers sous l'uniforme, qu'il fut la cible de la répression.

Ce combat, les organisations de la 4^e Internationale le menèrent partout où elles étaient présentes. Ce fut le cas, par exemple, en Bulgarie où le camarade Gatchev que nous avons eu l'honneur et la joie de recevoir en France il y a quelques mois, fondateur du Parti communiste bulgare, puis de l'opposition de gauche, emprisonné et condamné à mort par le régime réactionnaire bulgare, réorganisait la résistance ouvrière face à l'oppression nazie, avant d'être à nouveau emprisonné, cette fois par le régime stalinien.

Camarades,

Il est donc difficile aujourd'hui d'ignorer la place occupée par Léon Trotsky. Mais beaucoup qui sont contraints de la reconnaître — souvent du bout des lèvres — voudraient faire oublier ce que Trotsky lui-même expliquait à savoir que ce qu'il y avait de plus important dans toute son activité, c'était son combat pour la construction d'une nouvelle Internationale, la 4^e Internationale, que l'apport le plus marquant de toute sa vie c'était son irremplaçable contribution à ce combat : **« Je crois que le travail que je fais en ce moment malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile... »**.

Aussi, ce qui marque aujourd'hui notre fidélité à la mémoire de Léon Trotsky, à ses enseignements, ce qui donne tout son sens à cette commémoration, ce qui en fait un acte militant, ce sont les pas pratiques que nous nous efforçons d'accomplir pour reconstruire la 4^e Internationale, pour aider dans chaque pays, par la constitution de partis ouvriers dignes de ce nom, la classe ouvrière à réaliser son émancipation.

Nous le faisons, nous l'avons souligné dans des conditions profondément différentes de celles dans lesquelles Trotsky, Sedov et leurs camarades devaient agir. Des conditions différentes parce qu'elles ont été profondément modifiées par l'action des masses exploitées et opprimées elles-mêmes comme Trotsky a sans cesse expliqué et répété qu'elles le seraient. Un demi siècle de lutte des classes à l'échelle internationale a prouvé et prouve que la phrase qui est au cœur du programme de fondation de la 4^e Internationale « les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils » n'est pas une simple proclamation mais cristallise la réalité de notre époque.

Ce qui n'était, dans les années précédant la seconde guerre mondiale, qu'une conclusion théorique découlant de l'analyse de la dégénérescence de l'URSS faite par Léon Trotsky, la nécessité de la révolution politique pour détruire l'appareil d'oppression de la bureaucratie usurpatrice, est devenu une réalité vivante dans l'action de millions d'hommes...

L'insurrection de Berlin-Est en juin 1953, le soulèvement révolutionnaire des travailleurs polonais en 1956, la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 jalonnent ce mouvement qui s'affirme à nouveau en Tchécoslovaquie en 1968 dans la montée vers la révolution politique, stoppée il y a 17 ans par l'intervention militaire des forces de la bureaucratie, mouvement que l'on retrouve amplifié, approfondi dans les luttes révolutionnaires des travailleurs et des peuples de Pologne depuis 1980, dans la constitution du syndicat indépendant « Solidarité », dans la résistance indomptable des ouvriers polonais rassemblés autour de leur organisation malgré la violence et la répression.

Il ne s'agit pas ici d'évoquer la situation internationale et d'ailleurs la simple énumération des mouvements de la classe ouvrière dans différents pays, des crises,

de ce que la presse appelle les « points chauds » prendrait beaucoup trop de temps.

Qu'il suffise de dire que les événements qui aujourd'hui bouleversent l'Afrique du Sud ont une immense portée pas seulement pour le continent africain, mais à l'échelle internationale. Ils sont révélateurs de ce qu'est la situation mondiale et en même temps ils menacent d'ébranler tout le vieux monde de l'exploitation et de l'oppression. Les « grands » de ce monde là, Reagan le représentant de l'impérialisme le plus puissant et Gorbatchev, le successeur de Staline peuvent proposer mais ils ne disposent pas de la volonté des peuples : tout l'équilibre dans lequel s'inscrit leur coopération est menacé par ce soulèvement du peuple noir d'Afrique du Sud pour qui la conquête des droits démocratiques les plus élémentaires implique la destruction de fond en comble de l'état fondé sur le système infâme de l'apartheid.

Et de cette situation internationale, la France n'est certes pas absente. Comme le dit la récente déclaration du bureau politique du Parti communiste internationaliste, ce qui se fait entendre en cette rentrée 85 « ce sont les premiers grondements annonçant le recours que les capitalistes et le gouvernement imposent à tous : la grève générale dans l'unité des travailleurs et de leurs organisations ».

C'est ainsi que pour se donner les moyens d'enrayer la politique de régression sociale que le profit capitaliste exige et que le gouvernement met en œuvre, les travailleurs qui en 1981 ont infligé une défaite à la bourgeoisie et à ses partis, sont de plus en plus nombreux à conclure, qu'il leur faut un autre parti que ceux qui ont bafoué le mandat qui leur avait été donné, un parti qui dit ce qu'il fait et fait ce qu'il dit, un parti fidèle aux seuls intérêts des travailleurs, un authentique parti ouvrier.

Le Parti communiste internationaliste, parce qu'il est fidèle aux enseignements de Trotsky, engage toutes ses forces dans cette bataille. Convaincu que le programme de la 4^e Internationale, vérifié par cinquante ans de lutte du prolétariat mondial, est la base sur laquelle se reconstruira l'Internationale ouvrière comme instrument de la victoire, il mène ce combat sans réserves, à égalité et dans le cadre de la discussion démocratique avec tous les militants, tous les travailleurs qui sont prêts à s'y associer.

Cette bataille pour la constitution d'un parti des travailleurs, le PCI la mène en la liant à ses tâches de solidarité internationaliste qu'il s'agisse de la défense de la révolution nicaraguayenne ou de la lutte révolutionnaire du peuple du Salvador contre l'impérialisme, de la défense des prisonniers politiques en Pologne et en Tchécoslovaquie, de la solidarité avec les travailleurs noirs d'Afrique du Sud.

Comme le disait James P. Cannon dans les journées tragiques suivant l'assassinat de Trotsky, « nous sommes convaincus de notre droit à la victoire », car c'est de la victoire des exploités, des travailleurs qu'il s'agit. Mais ce droit à la victoire que nous donne la classe ouvrière par son combat émancipateur, nous dicte notre devoir : celui d'accomplir les tâches que nous imposent la phase présente du combat pour la construction du parti révolutionnaire dans ce pays.

La première de ces tâches, aujourd'hui même, c'est de ne pas laisser tomber l'oubli sur les prisonniers politiques de Tchécoslovaquie. Il y aura dix-sept ans demain que les forces armées de la bureaucratie envahissaient la Tchécoslovaquie.

Ce soir, tous ceux qui sont ici auront à cœur de se joindre à la délégation qui se rendra à l'ambassade pour y exiger la libération des prisonniers politiques de Tchécoslovaquie.

LA VÉRITÉ

**Revue théorique du comité central
du PCI**

Paraît tous les trimestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
La Vérité,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

TRIBUNE INTERNATIONALE

**Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre,
en alternance avec *La Vérité***

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Tribune internationale,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

de ce que la presse appelle « les élections »... beaucoup trop de temps.

Qu'il suffise de dire que l'Afrique du Sud ont une immense majorité... Révolution internationale... du P.C.I. Pour tous les continents... l'impérialisme le plus... proposer mais le pas... dans lequel s'inscrit leur coopération... l'hor d'Afrique du Sud pour que le... FRANCE : en novembre la... système d'apartheid.

Et de cette situation internationale... dit la récente déclaration du... Révolution internationale... par ouvert : 80 F... par terme : 120 F... C'est ainsi que pour se... sociale que le... travailleur... Chèque ou mandat à l'ordre de... La Vérité... 87, rue du Faubourg-Saint-Denis... 75010 Paris

Le Parti communiste internationaliste, tel qu'il est...

Le programme... TRIBUNE INTERNATIONALE... Journal politique de « IV^e internationale... (Centre international de reconstruction) »... Paris deux fois par trimestre... en alternance avec LA VÉRITÉ... FRANCE : en novembre la... Tchecoslovaquie.

Comme le disait James P. Cannon... nat de Trotsky : « nous sommes convaincus... victoire », car... nous devons la classe ouvrière... notre devoir : celui d'accomplir les tâches... du combat pour la construction du... La première de ces tâches, aujourd'hui... l'oubli sur les prisonniers politiques de Tchecoslovaquie. Il y aura dix sept ans... demain que les forces armées de la... Chèque ou mandat à l'ordre de... Tribune internationale... 87, rue du Faubourg-Saint-Denis... 75010 Paris

Ce sont, tous ceux qui... rendre à l'ambassade... Tchecoslovaquie.

Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,
Christian FOSTIER, Pierre RAPHAEL, Jorge ADAMASTOR

IMP. ABEXPRESS - 847.71.21



Commission paritaire : n° 66926

LA VERITE

Revue théorique
du Parti communiste internationaliste
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



- Rapport politique préparatoire au XXX^e Congrès du PCI
 - Afrique du Sud : La révolution noire contre l'apartheid a commencé
 - URSS : Nouvelle phase de la crise de la bureaucratie
 - La loi Carraz
-
- Le tome 20 des « Œuvres » de Trotsky
 - Documents

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

Revue théorique
du Parti communiste internationaliste
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

Numéro 597 - octobre 1985

(nouvelle série)

SOMMAIRE

- 3 — □ **Rapport politique préparatoire au XXX^e Congrès du PCI**
- 27 — □ **P. DEMINSTEIN**
La révolution noire contre l'apartheid a commencé en Afrique du Sud
- 49 — □ **L. GAUTHIER**
Une nouvelle phase de la crise de la bureaucratie en URSS (première partie)
- 73 — □ **M. CRISTOBAL**
A propos de la révolution cubaine
- 91 — □ **M. ELIARD**
La loi Carraz sur l'enseignement technique

LA VÉRITÉ

109 — F. FORGUE
**Le tome 20 des « Œuvres »
de Trotsky**

115 — Documents :
**Résolution sur le Pérou
adoptée par la conférence des
sections d'Amérique latine de
4^e Internationale-CIR**

**Appel pour la libération des
prisonniers politiques en
Argentine**

**Hommage à Léon Trotsky et
à Léon Sédov**

A NOS LECTEURS

Ce numéro de **La Vérité** présente certains aspects inhabituels. Le comité central du PCI a décidé de rendre public le rapport politique préparatoire au 30^e Congrès. C'était bien évidemment dans la revue du PCI que ce rapport devait paraître. L'introduction de ce rapport donne les motifs politiques de cette décisions. Comme il n'est pas possible — pour des raisons financières — d'augmenter le nombre de pages de notre revue au-delà d'un certain seuil, nous avons été amenés à reporter au prochain numéro la publication d'articles importants, (comme par exemple un article sur « Démocratie, lutte des classes ») ainsi que certaines chroniques.

Rapport politique pour la préparation du 30^e Congrès du PCI

LE XXX^e Congrès du Parti communiste internationaliste (PCI) se réunira les 21, 22 et 23 décembre, à Paris. Comme tous les congrès de notre parti, il est préparé par une discussion libre à laquelle chaque militant est invité à contribuer.

Il est de tradition que le PCI rende publics les principaux documents adoptés par ses congrès dès leur clôture. Toutefois, pour la première fois, le comité central du PCI a décidé de conférer un caractère public à la discussion dès son ouverture, d'en fournir les éléments aux militants des sections du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) et de les inviter à y participer.

De cela, il nous faut nous expliquer. Membres du MPPT, avec nos camarades, militants d'origines diverses, ex-PS, ex-PCF, militants du PCI, syndicalistes, nous nous sommes attachés à une tâche commune : la construction d'une représentation politique loyale aux intérêts de la classe ouvrière qui appelle la libre confrontation des points de vue.

Pour les militants du PCI, cet engagement, conforme à la démocratie ouvrière, est la matérialisation du programme de la IV^e Internationale, de ses méthodes de lutte politique. C'est donc à l'aune des principes autour desquels nous nous sommes librement associés que nous allons évaluer nos résultats et déterminer ensemble les mots d'ordre, les formes d'action, les tactiques et les moyens d'organisation nécessaires à de nouveaux pas en avant.

Cette discussion est celle du PCI qui combat pour un parti des travailleurs. Il est donc conforme à nos principes de proposer à tous les militants du MPPT et plus généralement aux travailleurs qui lisent notre presse, de s'associer sous la forme qui leur conviendra, au combat pour la construction d'un parti ouvrier honnête. Le PCI n'a en effet rien à cacher de ses objectifs, de ses moyens d'action et de ses débats. Marxistes, nous croyons à nos principes, nous ne les confondons ni avec la vérité révélée, ni avec l'inaffabilité du dogme. Aussi aspirons-nous seulement au développement de la libre discussion de ce texte préparatoire au XXX^e Congrès du PCI.

Jamais dans l'histoire qui est la nôtre la question d'un parti ouvrier authentique ne s'est posée avec tant d'acuité, jamais les militants ouvriers que l'histoire avait séparés n'ont été ainsi rassemblés à nouveau par la force des événements. Le PCI se reconnaît dans les positions affirmées dans *Le Manifeste communiste*, selon lesquelles : « *Les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat dans son ensemble... Voici ce qui les distingue des autres partis prolétariens : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité ; d'autre part, dans les différentes phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble.* »

C'est ce que le PCI s'efforce de faire et de mettre en pratique, et conformément au *Manifeste* qui poursuit : « *Les communistes dédaignent de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions* », le PCI propose à tous les travailleurs, tous les militants de prendre connaissance, pour en discuter, de son rapport pour le XXX^e Congrès du PCI.

1.- DE QUEL CONGRES S'AGIT-IL ?

Pour répondre à cette question, il convient d'abord de souligner que le XXX^e Congrès de notre parti se tiendra quelques semaines après le congrès constitutif du « Mouvement pour un parti des travailleurs », convoqué le 30 novembre 1985, à Clichy, congrès constitutif qui doit marquer pour nous le franchissement d'une étape décisive dans le combat pour doter la classe ouvrière d'une représentation politique loyale à ses intérêts et pour la préparation duquel nous avons décidé d'engager toutes nos forces.

Et ce, dans une situation marquée dans sa totalité par les mouvements qui se succèdent depuis Dunkerque, Trith-St-

Léger, La Ciotat, en passant par la grève générale des roulants de la SNCF..., et qui indiquent que le mouvement de la classe ouvrière pour réaliser son unité est déjà engagé, que ce mouvement — comme conséquence de toutes les relations politiques marquées par la crise institutionnelle, politique et sociale, sur fond de crise économique mondiale — est engagé sur le terrain et selon les méthodes de la lutte des classes, qui restent seuls à sa disposition pour dénouer la situation d'impasse dans laquelle le pays s'enfoncé.

Les militants révolutionnaires que nous sommes savent qu'une situation

politique se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Aussi, pour que notre XXX^e Congrès puisse correctement dégager les lignes de force de l'intervention des militants du PCI dans la lutte des classes et dans le combat politique pour le parti ouvrier, convient-il de fixer à grands traits les éléments du moment présent de la situation politique.

Et pour commencer, précisons ce que nous entendons par rapports réciproques entre facteurs objectifs et subjectifs.

Les facteurs objectifs, c'est d'abord la crise institutionnelle, politique et sociale sur fond de crise mondiale ; c'est la politique gouvernementale dictée par le CNPF, entièrement dirigée contre les masses laborieuses et la jeunesse, c'est pour les travailleurs l'immense déception et l'immense dégoût de voir la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale reprendre tous les plans élaborés par le gouvernement Giscard-Barre.

A partir de là, les facteurs subjectifs entrent en scène.

Dunkerque, Trith-St-Léger, La Ciotat, la grève des roulants indiquent qu'en conséquence de la politique anti-ouvrière forcenée dictée aux deux gouvernements qui se sont succédés depuis 1981 par les capitalistes, dans le cadre de l'impasse politique gouvernementale, la période des grandes luttes de classe est désormais commencée. La classe ouvrière a commencé à faire la preuve, surmontant bien des obstacles, de sa capacité à réaliser elle-même son unité, avec les organisations, pour faire face à l'offensive qu'elle subit de la part des capitalistes et du gouvernement. Dans des circonstances différentes, la rentrée scolaire a vu, dans des dizaines de localités, enseignants et parents réaliser leur unité dans le combat contre Chevènement. Chaque jour apporte de nouveaux faits, de nouvelles informations venues de toutes les corporations. Les

étincelles se multiplient. Non seulement par sa politique brutalement anti-ouvrière, le gouvernement (en liaison avec le CNPF) a conduit le pays au bord d'un gigantesque incendie social, mais ce gigantesque incendie social qui se prépare trouve son centre dans la sujétion aux institutions antidémocratiques et anti-ouvrières de la V^e République inscrite dans la violation du mandat confié par les travailleurs à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Déterminante est la claire compréhension de ce que représente ce processus, et ce vers quoi il se dirige.

- Avant 1981, l'aspiration de la classe ouvrière et de toutes les couches populaires à se débarrasser des gouvernements bourgeois a été canalisée par les directions sur le terrain électoral. La lutte des classes directe, elle-même, a été en quelque sorte « suspendue », du moins dans la période précédant immédiatement l'élection présidentielle, à la possibilité, en chassant Giscard et les partis capitalistes, d'imposer un gouvernement issu des partis ouvriers majoritaires, mandatés par le peuple pour mettre un terme à l'offensive capitaliste.

C'est ainsi qu'après 1981, la condamnation par la classe ouvrière de la violation du mandat par les députés et ministres du PS et du PCF s'est exprimée dans un premier temps par l'absentéisme ouvrier de plus en plus massive, devenue un facteur politique majeur dans la crise du régime.

Du moins était-ce encore une manifestation politique « en creux ». Sur le terrain de la lutte de classe directe, des mouvements, tels les grèves contre les conséquences du décret sur les 39 heures, en 1982, ou celles dans l'automobile exprimaient une volonté de combat et de résistance de la classe ouvrière limitée à l'application des plans élaborés par le gouvernement et les capitalistes dans tel secteur, sur telle ou telle question ou revendication.

Le résultat des élections européennes de 1984, l'effondrement du PS et du PCF sur le plan électoral, comme résultat d'un abstentionnisme ouvrier sans précédent, traduisent le passage d'un état d'esprit politique à un autre : « Nous avons, en 1973, 1974, 1977, 1978, et puis encore en 1981, voté de plus en plus massivement, comme nous le demandaient les dirigeants du PS et du PCF, jusqu'à leur donner cette majorité sans précédent en 1981 contre Giscard, représentant des capitalistes. Qu'ont-ils fait d'autre depuis, sinon d'appliquer les plans anti-ouvriers élaborés sous Giscard et bien avant? » C'est ainsi qu'en violant le mandat, en se soumettant aux institutions réactionnaires et anti-ouvrières de la V^e République, en foulant aux pieds le terrain électoral, les dirigeants du PS et du PCF poussent eux-mêmes les travailleurs à s'engager sur le terrain de la lutte de classes directe, à l'abandon par les masses du terrain électoral, mais que les travailleurs s'efforceront de saisir avec une autre dimension, celle de la lutte des classes directe.

Le départ des ministres PCF du gouvernement, le déchaînement de la division et des actions-commandos qui suivit indiquaient à leur manière que l'appareil qui dirige le PCF prenait toute la mesure des processus en cours dans la classe ouvrière.

Mais cette tactique des dirigeants du PCF aboutit à ceci : à forger chez les

travailleurs une volonté de surmonter la division qui entre comme partie constituante du mouvement qui s'engage vers la grève générale dans l'unité. Nous l'avons dit, Trieth, Dunckerque, La Ciotat marquent un tournant dans la situation ouverte en 1981. Désormais, en résultat de la violation du mandat, de la politique de soumission des dirigeants PS et PCF depuis 1981 aux capitalistes, de l'ampleur de l'offensive gouvernementale, du mépris devant toutes les combinaisons à la Greenpeace, en un mot de tous les facteurs politiques construits tant par la bourgeoisie que par les dirigeants officiels du mouvement ouvrier, les travailleurs sont amenés à relier eux-mêmes les revendications les plus immédiates à l'ensemble de la situation qui leur est faite, reliant cette décision à la crise du régime qui secoue le pays. Tels sont les fondements politiques que la grève générale des roulants et des aiguilleurs confirme avec éclat.

Le PCI engage tous ses militants à redoubler d'énergie pour aider les travailleurs à l'intervention **politique** directe, seule capable de balayer les obstacles réactionnaires, d'où qu'ils viennent, au développement sans entrave de la lutte de classe et de contribuer dans cette bataille, au regroupement de travailleurs et militants, ainsi avides de construire la représentation politique authentique dont ils ont besoin, dans les sections du MPPT.

II.- OU CONDUIT LA CRISE INSTITUTIONNELLE POLITIQUE ET SOCIALE ?

Le PCI n'a ménagé aucun effort depuis 1981 pour le dire et le répéter : le pays ne peut sortir de la crise institutionnelle, politique et sociale dans laquelle il se débat et qui l'a mené là où il est, au bord du désastre, que par le rétablissement de la démocratie.

« L'affaire » qui, depuis le mois d'août a agi comme une machine à désinté-

grer tous les organes du pouvoir, tous les fragiles équilibres qui le caractérisent, et toutes les constructions qu'il pouvait échafauder pour demain, n'est qu'un symptôme. Il indique que l'effondrement des institutions est à l'ordre du jour.

a) « 1986 », une échéance « accélérateur »

Au plus tard en mars 1986, toutes les forces politiques le savent, elles seront confrontées à l'issue des législatives, à ce qui ne peut être qu'une échéance majeure de la crise des institutions de la V^e République.

Personne ne cherche plus à le contester : la politique de soumission aux intérêts capitalistes et d'assujettissement aux institutions antidémocratiques de la V^e République menée par Mitterrand, par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman, puis par le gouvernement Mitterrand-Fabius-Bérégovoy, ainsi que par la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, aura pour résultat en mars 1986 de redonner la majorité (même s'il ne s'agit que d'une majorité relative) à ceux que les masses populaires avaient chassés en 1981.

C'est ainsi que toute cette politique depuis 1981 aboutit à faire sortir de ces élections une majorité de droite à l'Assemblée nationale. La responsabilité de cette situation retombe entièrement sur les dirigeants du PS et du PCF. Les élections partielles l'indiquent, cette majorité serait élue avec moins de voix que Giscard en 1981. La droite elle-même est déchirée sur les solutions à apporter à la crise sociale. En réalité, derrière la question de la cohabitation, il y a la volonté commune de tenter d'imposer les ultimes conséquences des plans du grand capital (flexibilité, liquidation des droits et garanties inscrits dans le Code du travail, liquidation des régimes de retraite et de la Sécurité sociale, etc.). Cela afin de tenter de créer un contexte politique garantissant la paix sociale et ligotant avec leur accord les syndicats. Tout cela avec la bénédiction des dirigeants du PCF, comme l'atteste en particulier la déclaration de G. Marchais à la fête de *l'Humanité*, sur laquelle nous reviendrons plus loin, mais il y a encore autre chose en arrière plan de la question de la cohabitation, pour la droite comme pour la gauche, il y a la recherche de la préservation

des positions de l'impérialisme français durement secouées par ses rivaux impérialistes et plus particulièrement l'impérialisme US ; que ce soit en Afrique, ou en relation avec l'affaire Greenpeace, où on a observé l'extrême modération de Chirac, Giscard, Barre. Et pourtant, malgré tous leurs efforts de modération, qui recouvraient leur désir commun de préserver les positions françaises dans le Pacifique sud, l'affaire Greenpeace s'est déchaînée en politique intérieure, mettant en cause la clé de voûte du système de la V^e République, le président de la République. Le président de la République, François Mitterrand, les deux gouvernements qui se sont succédés depuis 1981, se sont acharnés à perdre leur propre base sociale du côté des masses populaires, perdant la capacité de préserver une paix sociale rendue extrêmement précaire, Mitterrand apparaissant plus inapte qu'il ne le fut jamais à exercer la magistrature suprême... Et ceci dans des institutions conçues en 1958 — après le coup d'Etat à froid de De Gaulle, après la défaite politique infligée à la classe ouvrière — pour concentrer le pouvoir entre les mains d'un président-bonaparte, s'abritant derrière le paravent d'un Parlement-croupion, ne pouvant fonctionner qu'à son entière dévotion. L'impasse...

b) La machinerie de l'Etat en crise, un gouvernement en déliquescence

L'approche inexorable de cette impasse, alliée à l'aggravation sensible de la crise sociale rampante, plonge la société dans une crise de tout le régime et agit comme accélérateur de celle-ci.

Toute la « machinerie » de l'Etat bourgeois, composée de l'armée, de la police et des tribunaux d'une part, toute l'armature bureaucratique de l'autre, est en crise.

Là encore, l'affaire Greenpeace sert de révélateur au « malaise » qui s'appro-

fondit dans l'armée, malaise que Mitterrand cherche à surmonter en réintroduisant, pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, l'armée comme facteur politique. Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre.

Toutes les initiatives politiques, toutes les décisions prises par le gouvernement, dans tous les domaines, tant en politique intérieure qu'en politique étrangère, sont aujourd'hui frappées de déliquescence. Toute cohérence se trouve expulsée de l'action gouvernementale par ce qui se profile.

Jusque dans ce qui s'appelle officiellement les DOM-TOM, où une politique, qui considère les peuples guadeloupéen, martiniquais, réunionnais, kanak comme « français », quand il s'agit de s'opposer à leur droit à disposer librement de leur avenir, et comme « différents » dès lors qu'il s'agit des acquis, des droits politiques et syndicaux, contribue elle-même à nourrir une situation explosive.

Aujourd'hui, en relation étroite avec la crise politique que connaît l'Etat, l'aspiration croissante de ces peuples à l'indépendance nationale, en même temps qu'au rejet de toute discrimination, devient une composante importante de cette crise au centre de l'appareil d'Etat.

La vitesse foudroyante avec laquelle l'affaire du « Rainbow Warrior » a impliqué l'Elysée révèle à quel point ce gouvernement qui n'a jamais été reconnu par les organes les plus fondamentaux de l'appareil d'Etat est à la merci de la moindre péripétie, du moindre accroc, dans le fonctionnement disloqué de l'Etat.

Ni l'empressement avec lequel il a obtempéré, en juillet à propos de la Nouvelle Calédonie, aux rapports du Conseil constitutionnel, ni celui avec lequel il s'est couché devant les exigences de l'opposition RPR-UDF à propos de l'utilisation de l'article 10, n'a pu calmer quoi que ce soit... Il a été au contraire l'occasion de faire

rebondir l'affaire, la portant à nouveau sur le terrain des institutions, de la légitimité du pouvoir.

Mais, pour la droite, remettre en cause la légitimité du pouvoir, ce n'est pas seulement remettre en cause les institutions. C'est ainsi qu'au lieu d'être un moyen préventif pour empêcher le dénouement de la crise de régime, toute l'action de la droite déchirée pousse à déclencher l'avalanche. Tout conduit à la liquidation sous une forme ou une autre des institutions de la V^e République devenue totalement inapte à maîtriser les contradictions de la société française dans tous les domaines.

d) Un pays à la dérive

Un pouvoir suspendu au-dessus de la société comme il ne le fut jamais, un gouvernement privé de tout objectif cohérent politiquement. Une situation de rébellion ouverte qui gagne les uns après les autres tous les organes de l'Etat, à l'égard des décisions prises par un pouvoir qu'ils n'ont jamais reconnu, et auquel ils tendent piège sur piège (DGSE, police, armée, hauts fonctionnaires...). Des ministres contestés au cœur même de leurs cabinets, des ministres tirant à hue et à dia, élaborant chacun ses expédients propres pour « durer », n'hésitant pas à porter contre leurs plus proches collaborateurs des accusations d'incompétence, ne se privant les uns à l'égard des autres d'aucune déloyauté, pour peu qu'elle puisse protéger ses auteurs. Le « chacun pour soi » et le « sauve qui peut » devenant chaque jour un peu plus la religion commune de tous les organes du pouvoir. Jusqu'au conflit qui s'est ouvert fin septembre entre un président de la République et un Premier ministre qui n'a pas fonctionné pour défendre la « fonction présidentielle »...

*
*
*

Pouvait-il en être autrement ?

Le PCI n'en a jamais fait mystère :

pour lui, il pouvait en être autrement à la condition de respecter le mandat confié par le peuple en 1981, c'est-à-dire en respectant la démocratie. Et c'est là que se pose dans toute son ampleur la question des institutions antidémocratiques de la V^e République, institutions réactionnaires qui se sont transformées en une excroissance parasitaire, disloquant toutes les relations politiques et l'appareil d'Etat lui-même.

En 1981, la classe ouvrière et les masses populaires se sont rassemblées sur le plan électoral pour défaire Giscard, pour mettre à bas tous les plans, toutes les contre-réformes pour lesquelles a été édiflée la V^e République et que ni De Gaulle, ni Pompidou, ni Giscard n'auront pu faire aboutir. En 1981, la victoire politique remportée par les masses laborieuses posait la question des institutions, la question de la démocratie. Que Mitterrand, Mauroy, Fiterman, Fabius, aussitôt portés au pouvoir, se soient soumis aux institutions, qu'ils se soient consacrés — en violation du mandat confié par la classe laborieuse des villes et des campagnes — à l'offensive la plus brutale contre toutes les conditions d'existence de la classe ouvrière exigées par les capitalistes ; qu'ils se soient engagés dans un combat pour démanteler toutes les réformes sociales arrachées depuis des dizaines d'années par les travailleurs et leurs organisations et qu'ils aient bénéficié pour cela d'une totale collaboration du PS et du PCF, tout ceci a été fait mais n'a pas réconcilié la classe ouvrière avec la V^e République, ses procédures, ses plans, ses objectifs.

Les augures qui nous gouvernent, ceux qui siègent dans les états majors des partis sont plus ou moins persuadés qu'il sera possible de tromper encore.. Dire une chose et faire le contraire, telle est la fin du fin de la « science » politique. Mais les forces fondamentales cherchent toujours à s'exprimer. Répétons-le, Mitterrand,

porté au pouvoir par les masses laborieuses, ne pouvait pas être reconnu par la bourgeoisie comme chef d'Etat légitime.

Il s'est isolé pendant quatre ans par la politique qu'il a menée, de la seule base à laquelle il pouvait prétendre en 1981, et c'est ainsi qu'il a suspendu le pouvoir au-dessus de la société. Il l'a rendu aux yeux de la bourgeoisie plus fragile qu'il ne le fut jamais sous la V^e République. Il l'a marqué aux yeux des masses du sceau de l'odieux, qui caractérise la trahison du mandat, le viol de la démocratie.

La crise des institutions, la paralysie qui s'est installée et qui fait dépendre le sort de millions d'hommes d'une action disloquée et sans lendemain d'un pouvoir déliquescant amène nécessairement de larges masses à chercher pour se défendre à dénouer par elles-mêmes la situation.

N'en doutons pas, d'aucuns cherchons les chefs d'orchestre clandestins responsables des maux qui les assaillent ; ils s'en prendront à Trotsky, au marxisme, dénoncés en toutes circonstances comme dépassés. Souvenons-nous en : il n'y a pas si longtemps, le marxisme était « dépassé » par la société de consommation, le capitalisme du 3^e âge, l'autogestion. Il l'est aujourd'hui, pour ces messieurs de la « droite » et de la « gauche » par la crise, la sous-consommation. Derrière ces balivernes, et les théories de pacotille, il n'y a que la soumission au système de production capitaliste en décomposition.

LA CRISE POLITIQUE

a) Les institutions sont devenues inadéquates pour toutes les classes

L'impasse des institutions de la V^e République est totale pour toutes les classes de la société. Cependant, les représentants de tous les partis politiques

— que ce soit Chirac, Giscard ou Barre, couverts par Le Pen ;

— que ce soit Mitterrand, Fabius, Jospin ;

— que ce soit Marchais dont la politique de division couvre tout le système (« *la Constitution n'impose nullement à F. Mitterrand de mettre fin à son mandat si la majorité à l'Assemblée nationale ne lui convient pas. Et nous ne le lui demandons pas* », a-t-il déclaré) ; tous, indépendamment de leur volonté, également pour satisfaire leurs ambitions personnelles, sont amenés à la fois à disloquer le fonctionnement des institutions — au travers desquelles a été modélé depuis presque trente ans l'appareil d'Etat français — et à craindre leur chute. Les rapports politiques aujourd'hui restent toujours marqués par la victoire politique remportée par les masses en 1981, qui fut le produit de la volonté de combattre tout à la fois contre les plans anti-ouvriers, et contre les institutions. Dans le cadre de ces rapports, alors que les institutions se disloquent, aucune stabilité ne peut être rétablie.

b) La cohabitation peut-elle sauver les institutions ?

Les discussions peuvent s'amplifier, les divergences s'accuser entre Giscard, Chirac, Barre ou à l'intérieur de leurs partis sur l'interprétation des textes constitutionnels, amenant les uns à accepter la cohabitation, les autres à la refuser, et vice-versa, elles ne donneront pas les forces capables de faire décoller du point mort les institutions en pleine décomposition. Pas plus que n'y réussirent les tentatives faites par Mitterrand pour chercher à sortir de cette impasse en réformant le mode de scrutin. Destinée à disloquer l'alliance RPR-UDF pour chercher une majorité au centre, la réforme du mode de scrutin a eu pour premier résultat de déclencher un début d'explosion du Parti socialiste, accentuant encore l'isolement du président de la République et aggravant en retour la crise des institutions.

c) Une crise de tous les partis « institutionnels »

L'accentuation de la crise institutionnelle aggrave la crise de tous les « partis institutionnels », tandis qu'elle accentue la radicalisation de la classe ouvrière. Alors que les dirigeants du PS et du PCF s'accrochent au char de la défense des institutions, le mouvement de la classe ouvrière est contraint lui, par la force des choses, à se diriger vers la défense des revendications les plus élémentaires du droit à la vie, contre le gouvernement et sa politique, contre les capitalistes et donc contre les institutions qui ont été élaborées et mises en place pour garantir en toutes circonstances à la bourgeoisie toutes les procédures permettant de mettre en œuvre les plans de surexploitation des masses laborieuses, ainsi d'ailleurs que la possibilité de faire violer légalement, par les dirigeants qui leur ont fait acte d'allégeance, le mandat de 1981.

Souvenons-nous, avant 1981, la direction du PCF avait cherché, par la division, à tout faire pour assurer la victoire de Giscard.

L'Union de la gauche-front populaire accédant au pouvoir a vu, rappelons-le, la plus parfaite « unité » du PS et du PCF pour collaborer à l'action gouvernementale jusqu'en juillet 1984, se coulant dans le moule des institutions, les préservant de la victoire des masses en 1981.

La rupture de l'Union de la gauche intervenue en juillet 1984 a procédé, sous une autre forme, de la même tentative poursuivie par les dirigeants du PCF de sauver les institutions.

Par la division, la direction du PCF, il faut le répéter — Georges Marchais s'en est à peine caché dans son discours de la fête de l'*Humanité* — table sur le retour au pouvoir des partis bourgeois qui sont restés au pouvoir de 1958 à 1981.

L'objectif que poursuivent Mitterrand et les dirigeants du PS est identique avec des moyens différents. Il tente,

pour sauver les institutions, de réaliser « l'unité nationale » contre la crise. Sous cet angle, la politique de division qui est impulsée aujourd'hui par le PCF est totalement complémentaire à celle poursuivie par le PS et Mitterrand.

Mais la déstabilisation du PS équivaut à la déstabilisation des institutions. Et c'est cela qui est à la base des discussions et heurts infinis sur la cohabitation. Peut-être plus irréaliste encore est la politique des dirigeants du PCF qui, à longueur de discours et d'articles relayés complaisamment par les mass médias s'efforcent de faire accroire qu'ils n'ont jamais participé au gouvernement de 1981 à 1984.

C'est ainsi que la crise des institutions, qui est la crise de l'Etat, devient la crise du PS et du PCF eux-mêmes. Comme « partis institutionnels » (partis totalement subordonnés aux institutions) PS et PCF voient les masses se détourner d'eux.

Les électeurs ont d'abord commencé à les abandonner. Cet abstentionnisme

ouvrier et populaire massif, sans transfert notable vers la droite (expression d'un phénomène de radicalisation), accentue le « vide » politique que la crise des institutions entraîne.

Il y a quelque chose qui paraît relever de l'irréel dans la politique française. Une nouvelle fois, les mass médias embouchent la trompette de Rocard. Ils le sacrent « présidentiable », alors que de tous leurs vœux, ils en appellent à Giscard, Chirac et surtout Barre... Et Rocard apparaît une nouvelle fois comme bouleversant le jeu. Il n'en est rien. De la même façon que le mouvement politique avant 1981 écartait Rocard, le mouvement politique l'écartera à nouveau. Pour le grand capital, Rocard n'est qu'une outre vide qui, le cas échéant, aurait pour fonction d'ouvrir le chemin à d'autres. Mais Rocard sert tout de même à quelque chose qui nous ramène à nouveau à la place du PS, dont tout le monde sait pourtant qu'il occupe une fonction indispensable à la préservation des institutions...

UNE CRISE SOCIALE SANS PRECEDENT

Tous les aspects de la vie des plus larges masses, tous les droits acquis de l'enfance à la vieillesse sont attaqués simultanément comme si le temps allait manquer à ce gouvernement pour tenter de démanteler ce que de Gaulle n'avait pas réussi à démanteler de façon décisive : toutes les réformes sociales arrachées par des dizaines d'années de lutte des classes, par les travailleurs et les organisations, et qui, structurent aujourd'hui toutes les relations de la vie sociale du pays. . Que ce soit au travers de l'emploi, de l'école, du droit à un métier, à une qualification, à un logement, de la protection du travail des jeunes, de la protection familiale — allocations familiales — de la santé, des retraites, rien n'échappe à la fureur « réformatrice » d'un pouvoir voulant devancer à tout prix les désirs du capital, pour chercher de son côté

la reconnaissance qui lui manque et qui continuera cependant à lui manquer...

Des régions entières désertifiées, où le sinistre sera encore aggravé par l'incohérence qui caractérise tous les actes de ce gouvernement, avec en plus l'entrée en vigueur d'une décentralisation devant débarasser le pouvoir et l'Etat de responsabilités qui lui revenaient jusqu'alors pour « drainer » toutes les ressources dégagées par le pillage généralisé des masses laborieuses, de leurs familles, des services publics (dont les catastrophes de la SNCF donnent un avant-goût des conséquences) sous forme de subventions vers des capitalistes, lesquels vont les utiliser, à défaut de juger rentable leur investissement dans la production, pour spéculer sur le marché financier.

Depuis 1980, ce sont 540 000 emplois qui ont été perdus. En 1982, l'emploi a baissé de 252 000. Les licenciements économiques ont atteint le chiffre record de 460 000. Au mois de mars 1984, 22 % des chômeurs et 24 % des chômeuses le sont après la perte d'un emploi précaire. Avec l'instauration des TUC et le chômage dans la jeunesse, aucune perspective de sortir de la relation emploi précaire-chômage-emploi précaire.

Des régions entières voient les emplois fondre, les usines fermer, les commerçants disparaître. Les grands ensembles urbains voient monter le chômage, l'impossibilité de payer les loyers, l'endettement des ménages.

Tout ce qui faisait la vie d'une petite localité, club sportif, animation culturelle, subventions pour les mairies, s'effondre dans une situation où la décentralisation Defferre-Joxe accentue la pression financière sur les localités et désengage l'Etat.

Il n'y a pas une semaine, pas un jour sans suppressions d'emplois.

Avec en arrière-plan la reprise continue, sous de nouvelles formes, des tentatives faites pour détruire, par la flexibilité, tout l'échafaudage des garanties arrachées par des dizaines d'années de lutte et sanctionnées par le Code du travail.

Le gouvernement n'a pas réussi, fin 85, à faire contresigner aux organisations syndicales le protocole qu'il avait préparé afin d'instaurer la flexibilité. Il a dû reculer devant la mobilisation des cadres organisateurs de la classe ouvrière — exprimant les rapports politiques — qui ont interdit cette signature.

Comme il a dû reculer à la sécurité sociale dans son offensive pour remettre en cause le décret de 37 qui garantit

les deux jours de repos consécutifs et préserve les employés de toute extension de la journée de travail dans le cadre de la flexibilité.

Le gouvernement n'en continue pas moins de rechercher, malgré tout, avec l'appui de la CFDT, à reprendre l'offensive, cette fois en s'orientant vers la négociation « branche par branche ».

Un pays à la dérive, pillé et conduit au bord de la faillite par un gouvernement alimentant la spéculation financière des capitalistes, une dérive dont le poids écrasant s'exerce de façon de plus en plus insupportable sur les masses populaires, par un gouvernement qu'elles ont porté au pouvoir. Voilà ce que chaque événement dit chaque jour à des millions d'hommes et de femmes qui ne peuvent supporter d'être ainsi bafoués, exploités et menés à la catastrophe parce que ce gouvernement et la majorité PS-PCF ont violé le mandat qu'ils leur ont confié en 1981, parce que ce gouvernement et cette majorité n'ont pas voté les lois honnêtes, démocratiques et progressistes dont le vote de 1981 leur donnait les moyens, tout cela pour s'assujettir au respect des institutions antidémocratiques de la V^e République.

* * *

Répetons-le, il pouvait en être autrement, à condition que soit assurée la souveraineté de la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, en votant les lois sociales qui auraient garanti les masses laborieuses des villes et des campagnes contre les maux engendrés par la crise du système capitaliste.

C'est le refus obstiné des dirigeants du PS et du PCF de s'engager dans cette voie, et lui seul, qui ne laisse comme

unique moyen à la classe ouvrière, pour conjurer la catastrophe qui la menace, que l'engagement dans le mouvement qui la mène, par la mobili-

sation, à réaliser l'unité pour la grève générale. Oui, les forces qui s'opposent à la grève générale sont celles-là mêmes qui la nourrissent.

DEMOCRATIE OUVRIERE, DEMOCRATIE, GREVE GENERALE

On ne peut sortir de la véritable catastrophe sociale qu'est en train d'organiser la politique anti-ouvrière du pouvoir que par la prise en compte immédiate des revendications de toute la classe ouvrière, par l'abandon de tous les plans et de toutes les réformes remettant en cause les acquis de la classe ouvrière et qui ont formé la base commune de tous les gouvernements de la V^e République jusqu'à aujourd'hui. Tous ces gouvernements se sont donc à un moment heurtés à la grève générale, celle des mineurs de 1963, à la grève générale de 1968. Sortir de cette crise sociale majeure, qui menace de déstabiliser tout le tissu social du pays, exige le rétablissement dans toutes leurs prérogatives des organisations syndicales, le rétablissement de la libre

négociation entre ces organisations syndicales indépendantes avec le patronat, hors de tout cadre contraignant établi selon les pratiques de la V^e République par l'Etat, l'abandon des tentatives visant à imposer la flexibilité du travail, l'abandon de toutes les procédures mises en œuvre spécialement pour tenter de disloquer de l'intérieur les organisations indépendantes, pour pouvoir les intégrer comme rouage de l'Etat (selon les principes corporatistes chers aux fondateurs de la V^e République et aux dirigeants de la CFDT).

En un mot, on ne peut sortir de cette crise que par le rétablissement et la garantie de toutes les positions et des organisations que la classe ouvrière s'est construite.

III.- QUELLE EST LA POSITION DU PCI ?

A l'issue de son comité central de fin août, le PCI a pris la décision d'expliquer publiquement sa position, dans une lettre ouverte à ceux qui portent devant les travailleurs de ce pays la lourde responsabilité d'avoir violé le mandat qui leur avait été confié : Messieurs Jospin et Marchais.

Il a décidé, avec cette lettre, de rendre des comptes, il considère que tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière doivent rendre des comptes aux travailleurs. Le PCI, partisan de la démocratie, de la démocratie ouvrière, a pour règle de s'appliquer à soi-même le principe. Pour lui, un bilan est un

bilan ; le bilan d'un parti est le moyen de juger ce parti.

Les travailleurs sont capables de se faire une opinion par eux-mêmes.

Avec cette lettre, dont il a pesé tous les termes, le PCI qui s'est donné pour règle de faire valoir en toutes circonstances, les intérêts des travailleurs dans leur ensemble, les a faits juges des positions qu'il a défendues depuis 1981, auxquelles non seulement il n'a rien à redire, mais qui au contraire l'amènent, en totale continuité, aux positions qu'il a adoptées, à six mois de l'échéance politique de 1986.

**LETTRE OUVERTE
A LIONEL JOSPIN
PREMIER SECRETAIRE DU PS
ET GEORGES MARCHAIS
SECRETAIRE GENERAL DU PCF**

Si nous avons décidé de nous adresser à vous, si nous refusons la politique que vous avez imprimée au pays, c'est parce que vous avez rompu le mandat de gouverner que les travailleurs vous ont remis en 1981 en vous donnant une majorité sans précédent à l'Assemblée nationale. Les représentants des partis capitalistes, eux, Giscard, Barre, Chirac, Le Pen, ne se permettraient pas de violer le mandat que la bourgeoisie leur confie.

Vous avez contribué à entraîner le pays dans le chaos

NOUS, PCI, avons des comptes à rendre aux travailleurs. Rappelons qu'au soir du 10 mai 1981, notre parti, dans une déclaration éditée en tract, écrivait : *« Giscard est battu. Mitterrand est élu. Ainsi s'est effondré Giscard, qui aux rênes du pouvoir conduisait le pays à la catastrophe ; Giscard, qui s'est avéré impuissant à maîtriser la crise économique, sauf à en utiliser les conséquences pour tout faire pour préserver et augmenter les profits capitalistes, pour tout faire pour les faire supporter par les masses laborieuses et la jeunesse. »*

Il faut pourtant le reconnaître : avec une précipitation inouïe, en quatre années, de 1981 à 1985, vous avez davantage fait place nette au capital contre les intérêts des masses laborieuses et de la jeunesse qui vous ont mandatés. Il faut le reconnaître : en imposant depuis 1981 tous les plans élaborés sous le gouvernement Giscard, vous avez contribué, vous contribuez à entraîner le pays dans un chaos économique, politique, social, institutionnel, un chaos universel !...

*
* *

Qui peut nier la vérité des problèmes soulevés par le PCI, le 10 mai 1981, alors que les travailleurs s'apprétaient à vous donner, PS et PCF, la majorité à l'Assemblée nationale, pour que vous en finissiez avec les plans du capital ? Dénonçant le CNPF, dont les partis, UDF et RPR, allaient subir une lourde défaite, le PCI expliquait :

« Le plan (du CNPF), c'est :

- *l'accélération de la livraison de la jeunesse comme main-d'œuvre gratuite ou sous-payée avec les stages d'entreprise ;*
- *la liquidation des garanties de la législation arrachée par la grève générale de juin 1936, par le biais de l'aménagement annuel du temps de travail ;*
- *la mobilité de la main-d'œuvre imposant aux chômeurs n'importe quel travail, y compris sous-payé ;*
- *l'expulsion des travailleurs immigrés ;*
- *les subventions au patronat, de telle façon que, selon les propositions établies par l'UIMM, "les chômeurs engagés à temps partiel ne touchent qu'un salaire partiel, et que les charges sociales supportées par les entreprises soient réduites".*

Le plan du CNPF, c'est l'organisation massive des licenciements, ce sont les attaques renouvelées contre l'école laïque, la sélection renforcée des étudiants, l'attaque concentrée contre la santé et la Sécurité sociale,

le démantèlement du service public et la privatisation, les attaques contre le statut des fonctionnaires. »

Voilà ce qu'écrivait le PCI le 10 mai 1981.

Qui peut le nier ?

La liste est longue de toutes les mesures anti-ouvrières que vos groupes ont adoptées

Qui peut le nier ? Quelque temps après que le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman a été constitué, n'est-ce pas le ministre PCF Rigout qui a cherché à généraliser les stages 16-18 ans (que prolongent actuellement les TUC), livrant, comme l'exigeait le CNPF, la jeunesse au patronat comme main-d'œuvre sous-payée ?

Qui peut le nier ? N'est-ce pas le ministre Delebarre, siégeant dans le gouvernement Mitterrand-Fabius, qui cherche à abroger le décret de 1937, arraché par la grève générale de 1936 et instituant la semaine de quarante heures en cinq jours, avec deux jours de repos consécutifs dont le dimanche, interdisant le travail par relais et roulement ?

N'est-ce pas ce ministre qui, par tous les bouts et tous les côtés, cherche à liquider les garanties de la législation inscrite dans le Code du travail, pour imposer la flexibilité exigée par le CNPF et tous les partis de droite, cela afin de livrer les travailleurs à l'exploitation sans merci du capital ?

Qui peut le nier ? Déjà, le premier gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman a cherché, et maintes fois réussi, à imposer la mobilité de la main-d'œuvre, transition vers le chômage dont on voit aujourd'hui les conséquences avec l'organisation systématique des congés-conversions-formation, camouflage honteux sous les mots de licenciements déguisés.

N'est-ce pas Mme Georgina Dufoix, ministre PS du gouvernement Mitterrand-Fabius, qui organise l'expulsion des immigrés, prescrit d'abaisser massivement le taux de remboursement par la Sécurité sociale des médicaments essentiels pour les enfants et les vieux ?

N'est-ce pas le ministre PCF Jack Ralite qui a repris et imposé le budget global qui démantèle l'hospitalisation publique ? Et Le Pors, ministre PCF de la Fonction publique, n'a-t-il pas présenté, avec Defferre, la loi de décentralisation qui vise à liquider le statut de la Fonction publique, érige en principe l'inégalité du citoyen devant l'Etat, asphyxie les communes, organise la tutelle politique pour les fonctionnaires ?

Et MM. Savary et Chevènement n'ont-ils pas porté, ne portent-ils pas les coups les plus sévères à l'école laïque, au droit égal à l'instruction pour tous ?

Les ministres successifs de l'Agriculture, Michel Rocard et Henri Mallet, ne sont-ils pas ceux qui ont appliqué et appliquent en l'aggravant la politique décidée par les capitalistes sous Giscard à Bruxelles contre les agriculteurs et les viticulteurs : quotas laitiers, arrachage de la vigne, baisse des revenus ?

Et..., et... La liste est longue, de toutes les mesures anti-ouvrières que vos groupes parlementaires PS et PCF ont adoptées. Et plus particulière-

ment, vous avez osé faire avec le plan d'austérité présenté par J. Delors en juin 1982, ce qu'aucun gouvernement antérieur (sauf en période de guerre...) n'avait jamais décrété :

Rien ne saurait le faire oublier

Jusqu'en juillet 1984, le groupe PCF a tout voté avec le groupe PS

Encore un mot, s'il vous plaît : si vous, Lionel Jospin, acceptez la responsabilité de toute la politique gouvernementale depuis 1981, vous, Georges Marchais, entendez récuser en bloc vos propres responsabilités. Un seul fait parmi des milliers d'autres. Alors que les plans du CNPF exigeaient des subventions pour amplifier les licenciements, le 10 février 1982 le Conseil des ministres du gouvernement Mauroy-Fiterman décidait le versement de 400 milliards anciens aux capitalistes du textile, et octroyait 1 600 milliards de centimes en prêts à taux d'intérêts réduit aux entreprises. Le 26 septembre 1981, votre groupe PCF à l'Assemblée nationale a voté avec le groupe parlementaire du PS l'octroi de 35 milliards de francs d'indemnisation pour les nationalisations.

Le 12 mai 1982, le Conseil des ministres du gouvernement Mauroy-Fiterman adoptait un collectif budgétaire incluant l'octroi d'un allègement des charges patronales de 1 800 milliards de centimes, comme Mauroy s'y était engagé auprès de M. Gattaz,

vous avez arbitrairement, et au mépris de la loi, suspendu des accords librement négociés par les syndicats.

président du CNPF. Et en juin 1982 est annoncé le plan de 12 000 à 14 000 licenciements dans la sidérurgie, que vous avez soutenu.

En fait, jusqu'au départ des ministres PCF du gouvernement en juillet 1984, le groupe parlementaire du PCF, entièrement associé au groupe parlementaire du PS, a tout voté. Rien ne saurait le faire oublier. Pas même la politique de division orchestrée par les dirigeants du PCF depuis leur sortie du gouvernement. Certainement pas le vacarme des discours, articles de presse, tracts, qui cherchent à maquiller la vérité des faits.

Inlassablement, depuis 1981, conduisant des délégations auprès des groupes parlementaires du PS et du PCF, auprès des ministres, par meeting, en nous adressant à diverses reprises à vous, premier secrétaire du PS et secrétaire général du PCF, nous vous avons demandé de respecter le mandat. Telle cette adresse : « *Le peuple a confié le pouvoir à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. Que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF exerce le pouvoir souverain !* »

Inlassablement, nous vous avons demandé de respecter le mandat

La démocratie, c'est faire, au pouvoir, ce pour quoi on y a été porté. Et vous avez été portés au pouvoir contre Giscard-Chirac, non pour faire la politique des capitalistes. La démocratie, c'est gouverner pour l'immense majorité, pas pour une petite poignée de

capitalistes, de spéculateurs, de profiteurs.

Inlassablement, nous vous avons dit : « *Pour les travailleurs, la démocratie, cela veut dire que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF prenne tout le*

pouvoir entre ses mains, qu'elle vote sans attendre pour les travailleurs :

- *une loi interdisant tous les licenciements ;*

- *une loi de protection de tous les acquis sociaux ;*

- *une loi décrétant le moratoire des dettes pour les foyers frappés par le chômage ;*

- *une loi de garantie du pouvoir d'achat de tous, indexé sur le coût de la vie ;*

- *une loi de sauvegarde du droit de tous les enfants à l'instruction, de sauvegarde de l'école laïque et publique ;*

- *une loi de confiscation des milliards de fonds publics « d'aide » aux capitalistes dont ils se servent pour licencier, de confiscation des milliards acquis par la spéculation. »*

Inlassablement depuis 1981, nous vous avons répété :

« *Dirigeants du PS et du PCF, ces lois,*

vous avez la possibilité de les voter. Vous êtes la majorité de l'Assemblée nationale. Les travailleurs exigent que soit rompue l'entente qui vous lie aux capitalistes : le peuple l'exige. »

Les partis que vous dirigez, les groupes parlementaires du PS et du PCF, ont refusé le respect de la démocratie, du mandat. Et c'est ainsi que quelques mois avant les élections législatives de 1986, le gouvernement et la majorité portés au pouvoir par l'immense espoir de 1981 sont en pleine déliquescence.

Vous le savez : les travailleurs, confrontés au désordre social, résultat de la violation de la démocratie, discutent de la grève générale dans l'unité des travailleurs et des organisations, car ils ne voient plus d'autre issue.

Et il y a les prochaines élections législatives, dont chacun comprend la portée, qui amène à cette interrogation : « *Pour qui voter ?* »

En 1986, pour qui voter ?

A cette question, voici comment répondait le PCI le 17 mai 1981 : « *Le 10 mai, le bloc uni des travailleurs et des partis ouvriers a chassé Giscard (...). La victoire du 10 mai (doit) être prolongée par une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale. Le comité central du PCI, après avoir analysé les conditions concrètes de ces élections, décide de ne pas présenter de candidats aux prochaines élections pour le renouvellement de l'Assemblée nationale. »*

Dès lors, dans la situation que vous avez créée vous-mêmes en violant le mandat que le peuple vous avait confié en 1981, devant les conséquences désastreuses de la politique que vous avez mise en œuvre, qui prépare la victoire de la droite, le comité central du PCI décide d'apporter tout son soutien aux listes présentées par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT).

Le 1^{er} septembre 1985

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES

LA survie du système capitaliste entraîne au chaos. Les deux gouvernements constitués depuis 1981, le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman, puis le gouvernement Mitterrand-Fabius,

sont responsables. La majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale est responsable : elle a refusé de voter une seule loi sociale qui aurait garanti les masses laborieuses des villes et des campagnes contre les maux engen-

drés par la crise du système capitaliste. Bien au contraire, la majorité PS-PCF de l'Assemblée nationale a souscrit à toutes les mesures dictées par les capitalistes.

Nous, PCI, faisons nôtre l'appel lancé par le MPPT constitué en 1984 par des militants PCI, ex-militants PS et PCF, syndicalistes, travailleurs et jeunes :

« Les travailleurs et les couches populaires exploitées se trouvent complètement désorientés. Ils ne se reconnaissent plus dans les partis majoritaires, pourtant censés prendre en charge leurs légitimes intérêts de classe.

Avec le Mouvement pour un parti des travailleurs, c'est le moyen offert à tous, en toute démocratie et en toute liberté, de discuter, de débattre et de participer à la construction sur la base la plus large du nouveau parti ouvrier que la classe ouvrière et ceux qui s'en réclament attendent depuis longtemps. »

Pour s'ouvrir une autre voie pour sortir de l'impasse, le PCI vous appelle

à apporter votre soutien aux listes que le MPPT a décidé de présenter dans toute la France aux élections législatives de 1986.

Vous tous, vous le savez : une telle initiative, il n'y a personne en dehors de vous, de chacun d'entre vous, pour lui apporter le soutien financier sans lequel il serait impossible que le MPPT présente ces listes. Franc par franc, le MPPT doit recueillir un milliard de centimes dans toute la France.

Vous qui par milliers et dizaines de milliers allez manifester votre accord avec la vérité des faits contresignés dans cette lettre, nous ne doutons pas que vous souscrirez selon vos possibilités.

Pour sa part, le comité central du PCI décide que toutes les sommes qui seront recueillies par vous tous qui allez contresigner cette lettre ouverte à L. Jospin et G. Marchais seront intégralement versées au Fonds national du MPPT pour la présentation de listes dans toute la France aux élections législatives.

IV.- LE COMBAT DU PCI POUR UN AUTHENTIQUE PARTI DES TRAVAILLEURS

1.- Le combat pour un nouveau parti ouvrier est inscrit dans toute l'activité du PCI et de la IV^e Internationale depuis leur fondation. Que le programme de fondation de la IV^e Internationale, adopté en 1938, s'ouvre sur la phrase : « *La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat* », suffit à indiquer que l'objectif majeur pour la réalisation duquel nous nous sommes librement associés est, précisément, d'avancer vers la solution à cette crise de direction.

Le PCI a estimé que c'est seulement sur la base de leur propre expérience,

au travers de tous les combats auxquels ils participent dans la lutte des classes, que les travailleurs et les militants peuvent se convaincre — en la construisant eux-mêmes avec l'aide des révolutionnaires organisés — de la nécessité d'une nouvelle direction plus ferme, plus efficace, plus loyale que les vieilles directions dont la politique met en danger tous les acquis de la classe ouvrière.

Mais qu'est-ce qu'une direction ? Ce n'est pas un parti qui s'arroge le droit de déterminer sans appel ce qu'il faut ou ne faut pas faire. Une direction authentiquement ouvrière, c'est un parti honnête, qui dit ce qu'il pense et

fait ce qu'il dit, un parti qui soumet en toutes circonstances aux travailleurs ses propositions et solutions, un parti qui n'a qu'une ambition : celle d'éclairer le chemin de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Pour le PCI, et il ne s'en cache pas, le programme de la IV^e Internationale a prouvé sa validité intégrale. Il formule les principes stratégiques d'où découlent les mots d'ordre correspondant au mouvement de la classe ouvrière dans un affrontement inéluctable avec l'Etat bourgeois, à l'époque de la transition du capitalisme au socialisme. La valeur de ce programme, pour nous, réside en ce qu'il fournit des principes qui rassemblent l'expérience de cent ans de luttes de classes.

Dès lors, tout naturellement, le PCI ne peut concevoir la mise en œuvre de sa politique, le développement de son organisation comme section française de la IV^e Internationale que sur une ligne qui lui permette de contribuer le plus efficacement à aider, à sa place, avec ses possibilités, au processus de dégagement des travailleurs et des militants que l'expérience dans la lutte des classes dégage, à partir des problèmes pratiques que tous et chacun se posent.

L'élaboration d'une stratégie de transition dans la construction du parti, dont les premiers éléments ont été formulés en 1948 et dont la forme la plus complète a été livrée par le XIV^e Congrès du parti sous le nom de « stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire », s'est poursuivie de façon ininterrompue.

Pour bien apprécier l'immense richesse des matériaux accumulés depuis quatre ans, le XXX^e Congrès du PCI doit juger la situation actuelle comme le fruit de la mise en œuvre d'une orientation constante durant ces quatre années. Il n'est pas inutile d'en rappeler les principales étapes :

- C'est au lendemain des élections cantonales de mars 1982, où s'est

révélé le phénomène de masse de l'abstentionnisme ouvrier (au 1^{er} tour surtout), cela parce que les dirigeants du PS et du PCF ont refusé d'appliquer, comme nous le demandions, le mandat confié par le peuple, que les conclusions politiques de cette manifestation de masse du rejet de la politique des dirigeants du PS et du PCF, ont amené le PCI à soulever, dans une pratique conforme à sa politique, la question d'une représentation politique authentique de la classe ouvrière.

La manifestation du 4 décembre 1982, où près de 20 000 travailleurs et jeunes manifestèrent à Paris, à l'initiative du PCI, est venue confirmer la force mobilisatrice du combat politique engagé sur la ligne de la démocratie qui s'incarnait alors dans l'exigence : « Députés du PS et du PCF, respectez le mandat que le peuple vous a confié ! »

Par milliers, des travailleurs, des militants, issus du PS ou du PCF, des syndicalistes, dans le respect de l'indépendance des syndicats, avaient décidé non seulement de participer mais de préparer, d'organiser la manifestation.

- De ce constat, le XXVII^e Congrès du PCI, réuni dans les derniers jours de 1982, devait dégager une conclusion : il revenait au PCI de prendre une initiative permettant d'aider à la cristallisation de ce processus. Ce qui fut fait en proposant de présenter aux élections municipales de mars 1983 des « listes ouvrières d'unité », à l'initiative du PCI, sur la ligne du « respect du mandat ». « Listes ouvrières d'unité » et non listes du PCI, tant il était évident que les milliers déjà groupés avec le PCI dans la préparation de la manifestation, sans avoir pour beaucoup rejoint ses rangs, devaient trouver toute leur place dans la poursuite de la bataille.

De fait, sur les 6 000 candidats présentés dans plus de 200 communes sur les « listes ouvrières d'unité », à l'initiative

du PCI, 3 000 n'étaient pas membres de notre parti. On le sait, l'élément majeur de ces élections fut une nouvelle progression des abstentionnistes ouvriers. Quant à nos listes, malgré un black-out total des médias, elles réalisèrent dans maintes communes des scores non négligeables, obtenant près d'une vingtaine d'élus (notamment à Lucé, Lormont, Venissieux, aux Mureaux, à Bouguenais, etc.).

- Que représentaient exactement ces 3 000 non membres du PCI sur les listes ouvrières d'unité ? Des travailleurs, des militants que le viol cynique de la démocratie par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman et la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale poussait à l'action politique pour faire prévaloir tout ce qui était contenu dans le vote de mai et juin 1981. Dans leur majorité, ces 3 000 (et tous ceux dont ils représentaient le mouvement) estimaient que le PS et PCF devaient respecter le mandat. Ce fut le sens des démarches organisées alors en direction des listes PS et PCF qui révélèrent, dans nombre de cas, les contradictions à l'œuvre dans ces partis. Il était évident qu'un mouvement s'amorçait, que la poursuite de la politique réactionnaire du gouvernement ne pouvait qu'amplifier et radicaliser.

- Un pas supplémentaire fut franchi à l'automne 1983, quand le meeting central convoqué par le PCI à la porte de Pantin ouvrit largement sa tribune à des militants ouvriers de toutes origines politiques et syndicales, et se conclut par un appel unanime à constituer des « sections pour le front commun des travailleurs et des organisations pour un parti ouvrier, parti des travailleurs ».

- Dans le prolongement de cette initiative, il y eut le lancement d'une lettre ouverte à Lionel Jospin et Georges Marchais, exigeant d'eux qu'ils rompent la politique de soumission aux institutions de la V^e République et au capital, conformément au mandat de 1981, sous peine de nous contraindre à

constituer notre propre liste aux élections européennes.

Il est significatif que plus de 100 000 signatures aient été recueillies sur cette lettre, en moins de deux mois, tout particulièrement dans les régions frappées de plein fouet par la politique gouvernementale. Surtout, le nombre considérable de militants et responsables PS et PCF, et syndicaux qui contresignaient cette lettre témoignait d'un murissement en profondeur.

Dans plusieurs régions, des initiatives distinctes, quoique convergentes (sections pour un parti des travailleurs, à l'initiative du PCI, appel des 121 à Nantes, etc.), manifestaient la volonté commune de chercher les voies pour associer autrement que de manière conjoncturelle les militants venus du PS, du PCF, ou du mouvement syndical, dans la volonté commune de bâtir une nouvelle représentation politique pour la classe ouvrière.

- Un pas nouveau fut franchi alors, dans la 1^{re} Convention nationale « pour un parti des travailleurs », qui appela à constituer des sections « pour un parti des travailleurs » dans tout le pays, établit la liste pour les élections européennes et mit en place des instances provisoires de coordination entre les sections. La place occupée par de nombreux ex-militants et ex-responsables du PS ou du PCF sur la liste comme à la tribune de la convention et parmi les délégations elles-mêmes donnait à cette décision une dimension tout à fait nouvelle pour tous et pour les militants trotskystes que nous sommes.

Sans exagération, on peut dire que c'est à ce moment précis que nous avons commencé à aller plus loin que nous n'étions jamais allés dans la mise en œuvre de l'orientation de transition dans la construction du parti, contenue dans la ligne stratégique de la Ligue ouvrière révolutionnaire.

Réuni quelques jours avant cette convention, le XXVIII^e Congrès du PCI

avait pleinement mesuré cet élément nouveau, identifiant dans ce qui fut dénommé en résumé « ligne de la démocratie » le levier indispensable, l'axe politique du regroupement pour un parti ouvrier.

Pour modeste qu'il ait pu sembler en apparence, le résultat de notre liste aux européennes (plus de 180 000 voix), dans une situation de boycott systématique des médias, alors que l'élément majeur était l'abstention ouvrière atteignant des chiffres sans précédent, témoignait de l'apparition au plan national d'un courant d'opinion favorable à la construction d'un nouveau parti des travailleurs (c'était, rappelons-le, l'intitulé de la liste et des bulletins de vote).

- Une simple comparaison entre la campagne électorale de 1985 et celle des européennes de 1984 permet de mesurer les progrès réalisés entre ces deux échéances par les sections pour un parti des travailleurs.

Lors de la campagne de 1984, l'infrastructure matérielle et financière fut par la force des choses pour l'essentiel fournie par le PCI.

En 1985, par contre, ce sont les sections qui, après avoir décidé des candidatures, ont établi les budgets, rédigé des projets de profession de foi à la rédaction définitive desquelles des milliers de travailleurs ont été associés. La campagne a été intégralement autofinancée par les sections (350 millions de centimes ont été collectés par elles sans affecter le budget du PCI).

200 candidats ont été présentés. Les résultats témoignent de ces progrès dans l'enracinement des sections : en moyenne, de 2 à 4 %, la barre des 5 % étant franchie dans 11 cantons. Pour la première fois, dans plusieurs dizaines de cantons (Picardie, Lorraine, Pays-de-Loire, Limousin, Isère...), il est établi que si l'abstention manifeste pour la classe ouvrière son rejet de la politique antidémocratique mise en œuvre par les dirigeants du PS et du PCF, une

fraction significative des abstentionnistes a choisi le vote « pour un parti des travailleurs » comme l'expression positive de ses aspirations.

La deuxième convention a été logiquement confrontée à un choix politique : passer d'un courant d'opinion dans lequel se reconnaissent d'ores et déjà des millions de travailleurs et militants, au mouvement structuré et organisé qu'appelle la situation et auquel tous aspirent.

En faisant d'*Informations ouvrières* la tribune libre animée à égalité par des membres du MPPT, ex-militants du PS et du PCF, militants du PCI, militants syndicalistes ou travailleurs pour qui le MPPT est le premier engagement politique, la convention nationale ouvrait la perspective d'un véritable journal ouvrier où tous les militants, quelles que soient leurs positions, s'expriment à égalité.

A partir des dispositions qui venaient d'être prises, dispositions destinées à permettre à tous ceux qui se reconnaissent dans le combat pour un authentique parti ouvrier, de pouvoir s'exprimer librement dans cette tribune libre de la lutte des classes, l'invitation était lancée : « les colonnes d'*Informations ouvrières* vous sont ouvertes. Prenez la parole ! » Priorité était donnée dans toutes les sections, à partir de la structuration départementale, à l'étude des moyens qui devront permettre d'assurer le plus rapidement possible une diffusion massive d'*Informations ouvrières*. Elargissant ainsi le débat démocratique nécessaire à la vitalité du mouvement pour un parti des travailleurs. « *Le débat démocratique*, disait-on dans *Informations ouvrières*, commençant par le fonctionnement régulier d'instances, par la mise en place du cadre de discussion... Toute discussion devant se conclure par les prises de décision pour leur application et par la prise de mesures pour les faire connaître » devant être la base de la structu-

ration progressive du mouvement dans le pays.

Franchir un nouveau pas, c'est aujourd'hui se rendre capable de répondre, à l'échelle de ce qui se dégage aujourd'hui dans les rangs de la classe ouvrière à la recherche d'un nouveau parti : cela exige de se présenter comme un parti, constituer et financer les listes des 750 candidats MPPT qui se présentent dans tous les départements aux prochaines élections législatives de mars 1986, afin de répondre à la question : « pour qui voter ? », que se posent des centaines de milliers de travailleurs, confrontés à l'absence de représentation politique de la classe ouvrière.

Le PCI souscrit totalement au Manifeste édité par le MPPT, qui affirme dans sa conclusion :

« Aujourd'hui, la classe ouvrière n'a plus de représentation politique. Ceux qui ont violé le mandat qui leur avait été confié en 1981, en refusant de poursuivre le vote des lois en faveur des travailleurs, obéissant ainsi aux injonctions du CNPF et de la droite, ont ainsi ruiné les espoirs mis en eux par des milliers de travailleurs.

Pourtant, des militants ont refusé de désespérer. Ils se sont attelés à la tâche de construction d'une nouvelle représentation politique de la classe ouvrière.

Avec le Mouvement pour un parti des travailleurs, ils se sont engagés dans ce combat.

Le MPPT a fait naître un courant d'opinion. Des centaines de milliers de travailleurs se reconnaissent dans ses mots d'ordre.

Il regroupe des camarades venant de

toutes les tendances du mouvement ouvrier : PCI, PS, PCF, syndicalistes, tous décidés à surmonter la division,

pour la renaissance d'un authentique parti des travailleurs.

La construction d'une force politique nouvelle, basée sur la représentation des travailleurs est plus que jamais nécessaire.

Cette force prenant toute sa place dans la vie politique deviendra pour tous ceux qui cherchent une solution aux problèmes auxquels la classe ouvrière se trouve confrontée, une force qui compte, un pôle de regroupement, une référence, partout, dans chaque ville et dans chaque village.

C'est le sens de la décision prise par la deuxième Convention nationale du MPPT de présenter des listes de candidats dans toutes les circonscriptions départementales aux élections législatives de mars 1986.

Tout le monde s'attend à ce que les élections de 1986 marquent l'ouverture d'une nouvelle crise dont l'ampleur pourra dépasser sans commune mesure tout ce que nous connaissons aujourd'hui, d'où les grandes manœuvres dans lesquelles sont engagés la bourgeoisie et toutes les formations politiques, de droite comme de gauche.

Toutes les aventures pourront en résulter, et plus que jamais la classe ouvrière doit demeurer sur ses gardes. Au cas contraire, l'histoire nous l'a appris, c'est toujours elle qui, en fin de compte, en paie la note.

Dans le combat engagé pour s'opposer aux menées réactionnaires qui fusent de toute part, les travailleurs doivent prendre toute leur place.

En conséquence, nous les invitons à s'engager par tous les moyens dans le soutien aux listes du MPPT, première étape de la construction du parti ouvrier dont la classe ouvrière a plus que jamais besoin »

V.- LA PLACE CENTRALE DU COMBAT POUR LA DEMOCRATIE

Résumons-nous : le XXX^e Congrès du PCI sera le dernier dans la conjoncture politique ouverte par 1981. Une question domine toutes les autres : la question des institutions de la V^e République portées au bord de l'effondrement par leurs propres défenseurs, par conséquent la question du pouvoir.

Répetons-le, le pays ne peut sortir de la crise institutionnelle, politique et sociale dans laquelle il est plongé que par l'établissement de la démocratie. C'est la politique des dirigeants du PS et du PCF qui, en s'évertuant à préserver les institutions antidémocratiques de la V^e République pour préserver la politique anti-ouvrière en portant les institutions au seuil de l'explosion, qui fait naître partout dans la classe ouvrière l'idée de la grève générale se dirigeant à partir des revendications non satisfaites vers la politique.

« *Faire valoir les intérêts du prolétariat dans son entier, représenter toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble* », c'est aujourd'hui tout faire pour éclairer le chemin par lequel la classe ouvrière, prenant en main sa propre défense se prépare à ouvrir une issue pour tout le pays.

Revenons donc pour conclure sur la place centrale qu'occupe pour le PCI le combat pour la démocratie.

a) « *Une constitution, c'est un esprit, des institutions, une pratique* », disait De Gaulle à propos de la V^e République. Or, c'est précisément là le problème. L'esprit a été bafoué en 1981 par la victoire de la classe ouvrière après de nombreux coups de boutoir du prolétariat en 1963, 1968, 1969, etc ; et la pratique est paralysée.

Léon Trotsky caractérise ce type de régime ainsi : « *Par bonapartisme, nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de*

sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier d'un sauveur couronné. Une semblable situation se crée dans les périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës : le bonapartisme a pour but d'empêcher l'explosion. »

Répetons-le : aujourd'hui, toute la « machinerie de l'Etat bourgeois », composée de l'armée, de la police et des tribunaux d'une part, toute l'armature administrative bureaucratique de l'autre est en crise.

Le gouvernement « Conseil d'administration de la société bourgeoise », dont le rôle est de définir et d'impulser la politique qui exige le maintien de l'ordre bourgeois dans l'ensemble des domaines de la vie sociale ou encore d'être l'arme du fonctionnement des institutions de l'appareil d'Etat, est frappée de paralysie, multiplie décisions contradictoires et oscillations dans sa politique de subordination aux intérêts capitalistes.

Tout ce qui faisait la stabilité : régime présidentiel, parlement-croupion, décisions autoritaires, mesures administratives, planification, décentralisation de la V^e République, est devenu un carcan étouffant toute la société.

Plus l'Etat est en crise, plus il devient un facteur supplémentaire d'exaspération de toutes les contradictions. Une situation inextricable de contradictions politiques et sociales s'est créée. Les hommes politiques officiels ressemblent à des somnambules se cognant aux murs de toutes les réalités économiques et sociales.

Et c'est ainsi que le bonapartisme, destiné à « empêcher » l'explosion, devient par sa survie même, étant entré dans sa phase de décomposition et de dislocation, un accélérateur de l'explosion.

b) La défaite sans combat des masses en 1958 avait débouché sur l'instauration des institutions bonapartistes antidémocratiques. Les rapports politiques entre les classes sociales aujourd'hui, matérialisées une première fois dans la victoire politique contre la bourgeoisie en 1981, et qu'exprime le mouvement déjà engagé de la classe ouvrière à s'engager sur la voie de la grève générale, sont inexorablement appelés à déboucher sur la liquidation des institutions de la V^e République.

Les constitutions, les institutions sont toujours l'enveloppe institutionnelle de rapports de force entre les classes sociales. Trop longtemps contenus dans l'enveloppe institutionnelle ancienne, les rapports de force réels entre les classes déboucheront, à la prochaine étape, sur une situation nouvelle au plan institutionnel.

Les intérêts vitaux des masses populaires ne peuvent cohabiter plus longtemps avec ces institutions antidémocratiques.

c) Avec Lénine, nous savons que « *la démocratie n'élimine pas l'oppression de classe mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée* ».

En ce sens, la liquidation des institutions réactionnaires de la V^e République, l'instauration de la véritable démocratie constituent nécessairement le débouché vers le socialisme, cela en raison de l'inadéquation des institutions antidémocratiques et anti-ouvrières de la V^e République qui ont fait leur temps.

Nous considérons qu'en 1981, les travailleurs, les masses laborieuses ont voté pour une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, pour un gouvernement qui n'applique pas cette politique de destruction de l'école, de liquidation des droits et garanties de la classe ouvrière. En 1981, les travailleurs ont voté contre Giscard et ont investi une majorité PS-PCF contre la politique de droite que Giscard cher-

chait à imposer en utilisant les institutions antidémocratiques de la V^e République, taillées sur mesure pour la défense des intérêts bourgeois. Les travailleurs le constatent : la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale et les deux gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman et Mitterrand-Fabius, pour conduire cette politique de droite, n'ont eu qu'à utiliser les institutions antidémocratiques de la V^e République.

Pour la défense des intérêts des travailleurs, pour que les travailleurs puissent exprimer leurs intérêts, il faut substituer aux institutions de la V^e République des institutions représentatives et démocratiques, comme l'affirme le Manifeste du MPPT :

« *Fidèle aux principes de la démocratie, le MPPT dit : C'est le peuple lui-même qui déterminera à quelle forme de la démocratie il entend se rallier.* »

Pour le PCI, la ligne de la démocratie s'incarne chaque jour dans le combat : contre les licenciements, contre les projets de rénovation de l'enseignement qui visent à instituer une école différente pour chaque milieu social, contre les expulsions, pour le droit au logement et le moratoire des dettes, contre toute tentative d'enchaîner les organisations syndicales à l'Etat et à sa gestion, contre le discours discriminatoire du droit à la différence, qui n'est rien d'autre que la considération des droits différents.

Pour le PCI, la ligne de la démocratie s'incarne aussi dans la déclaration adoptée par la Conférence ouvrière européenne, réunie à Bruxelles le 16 juin 1985 :

« *Hypocrisie, mensonge : que ce soit en Angleterre, en France, en Allemagne, partout ailleurs, tous les gouvernements, parce qu'ils servent les intérêts capitalistes, désorganisent l'économie, toutes les branches de l'économie.*

Ils désorganisent et liquident les chantiers navals et la sidérurgie, les indus-

tries textiles et l'industrie minière, les industries de machines-outils et de l'automobile.

Ils désorganisent et liquident y compris ce qu'ils appellent les industries de pointe, de haute technologie : ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres sont voués aux licenciements et au chômage, au même titre que les travailleurs de ce que l'on appelle le secteur tertiaire. C'est un fait : dans le commerce et dans les banques, dans l'enseignement, dans le secteur hospitalier et chez les fonctionnaires.

C'est un fait, dans tous les pays du Marché commun, la paysannerie laborieuse est menacée dans son existence même.

Ils osent prétendre, pour masquer leurs responsabilités et pour tenter de diviser la classe ouvrière, que les travailleurs immigrés seraient les principaux responsables du chômage. En France, en Angleterre, en Allemagne et ailleurs, les gouvernements décident des mesures discriminatoires. Nous savons que dans aucun pays l'arrêt de l'immigration n'a enrayé le chômage. Nous devons combattre contre cette discrimination et pour l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés dans tous les pays.

Ils nous parlent tous d'une bonne gestion de l'économie, mais ce sont les

capitalistes et les gouvernements à leur service qui désorganisent l'économie. Les faits le démontrent : entre les mains des capitalistes, les nouvelles technologies sont utilisées contre les travailleurs.

C'est un fait, le seul secteur de l'économie qui prospère, c'est celui de la spéculation et de l'armement. C'est ainsi qu'au moment même où nous assistons à un développement fantastique de nouvelles technologies qui pourraient améliorer de manière décisive le sort de toute l'humanité, nous assistons à une situation européenne et mondiale où ceux qui défendent le capitalisme, l'entreprise capitaliste désintègrent l'économie mondiale, européenne et dans chaque pays.

C'est dans ces conditions que nous nous sommes réunis en Conférence ouvrière européenne pour la défense des revendications, de toutes les revendications, et plus particulièrement de la revendication centrale : "Pas de licenciements, plus un seul licenciement !"

Car ce n'est qu'ainsi, par le combat contre les suppressions d'emploi que nous pourrons assurer l'équilibre de la protection sociale et l'améliorer. C'est ainsi que la lutte contre tout licenciement devient le centre du combat pour la reprise de l'économie contre la désintégration de l'économie dans chaque pays et à l'échelle mondiale. »

Militants du PCI, adhérents du MPPT, travailleurs, la raison pour laquelle le PCI a rendu public son projet de rapport pour le XXX^e Congrès, vous la connaissez maintenant que vous avez lu ce projet.

« Les communistes dédaignent de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions, précisait le Manifeste communiste, le PCI s'efforce de se conformer à cette règle, il propose à tous de discuter ses positions, il propose à ceux qui trouveront dans ces positions un écho à leurs propres préoccupations, un début de réponse organisée à leurs aspirations, de se joindre aux cellules du PCI pour travailler sur cette base à la construction commune du MPPT, avec tous les autres adhérents : les ex-militants du PS et du PCF, les syndicalistes ; il s'engage auprès de tous à poursuivre à sa place la discussion libre au sein du mouvement ouvrier, sans laquelle il ne peut y avoir de combat pour l'émancipation du prolétariat.

La révolution noire contre l'apartheid a commencé en Afrique du Sud

par Paul DEMINSTEIN

EN juillet 1985 le gouvernement de Botha, devant les mobilisations croissantes qui dressent en nombre toujours plus grands les Noirs contre le régime proclame l'état d'urgence. Et pourtant peu de temps auparavant, on prétendait que ce régime s'était consolidé, qu'il procédait à des réformes à même de rendre l'apartheid plus « acceptable » ; il entamait toute une offensive diplomatique.

Depuis, il y a eu 700 morts, des milliers d'arrestations. Et le mouvement se poursuit, grandit encore. Une révolte ? Non, une révolution qui commence et dont les éléments de déclenchement immédiats se sont cristallisés en 1984.

L'hiver austral 1984 (c'est-à-dire notre été) avait, en effet, apporté une confirmation du caractère insoluble des contradictions dans lesquelles est enfermé le régime de Prétoria.

Sa réforme constitutionnelle, créant des parlements croupions sans pouvoir, chargés de « représenter » les minorités indienne et métisse, se heurtent au rejet massif de ces communautés, démontrant ainsi la conscience qu'elles ont, dans leur majorité, d'appartenir à la majorité opprimée,

en fait d'être « noirs » (2), et se refusant à faire le jeu de Prétoria dans ses manœuvres de division visant à maintenir son régime raciste.

(1) L'Azanie est le nom donné par le Mouvement de libération noir à l'Afrique du Sud.

(2) Le terme « noir » recouvre aujourd'hui, dans le mouvement de libération en RSA, l'ensemble des « non-Blancs », discriminés légalement. Il a remplacé le terme « non-Européen » utilisé auparavant.

Ce rejet massif des Indiens et des Métis sera le point de départ d'une série d'affrontements de la population noire avec l'Etat raciste, affrontements que la répression s'avère incapable de stopper.

— Septembre 1984 : une grève des loyers commence dans de nombreux townships (3), s'accompagnant de manifestations. La répression s'abat, les émeutes s'intensifient, les collaborateurs noirs du système sont les cibles de la colère des masses.

— Octobre 1984 : le mouvement s'intensifie et atteint chaque jour de nouveaux townships, allongeant la liste des morts, mais n'entamant pas la volonté des masses.

— Novembre est l'occasion d'un stay-away (4), appelé unitairement par les organisations syndicales et les associations communautaires (5), soutenu par l'ensemble des opposants à l'apartheid. Suivi à plus de 80 %, malgré la répression, il démontre l'unité d'un peuple face au régime.

— Décembre 1984 : « **L'agitation dans les townships est devenue un fait quotidien** », note pudiquement le journal *Le Monde*. Botha propose la mise en liberté de Nelson Mandela, sous conditions, qui la refuse. Des députés du Parti national au pouvoir sont empêchés de se rendre en Zambie prendre contact avec les dirigeants en exil de l'ANC (6).

— Janvier 1985 : le sénateur Kennedy, invité par l'UDF et Desmond Tutu, « visite » la RSA, et condamne

l'« odieux système de l'apartheid ». Les militants des organisations du National Forum Comitee, et notamment l'AZAPO, manifestent contre sa venue, le dénonçant comme agent de l'impérialisme (7). La répression frappe.

— Février 1985 : la répression s'amplifie, l'armée intervient directement dans les townships. Desmond Tutu déclare que la situation dans les townships est celle d'une guerre civile.

— Mars 1985 : la répression fait 41 morts dans la seule ville de Langa, à l'occasion d'un enterrement de victimes de tueries précédentes. L'opposition libérale blanche demande une « commission d'enquête ».

— Avril 1985 : le gouvernement suspend les lois interdisant les relations sexuelles et les mariages entre Blancs et non-Blancs. Cette « réforme », pratiquement, n'est qu'une opération publicitaire de Prétoria, ne serait-ce que par le maintien de lieux de résidence obligatoires et distincts par « race », excluant ainsi la possibilité d'un logement commun légal à des couples « racialement » mixtes, désormais légaux.

Le nombre de morts depuis janvier dépasse alors les 300. G. Viljoen, ministre du Développement et de la Coopération, indique lors d'un débat parlementaire que « d'autres tentatives pour négocier avec l'ANC vont être faites ».

— Mai 1985 : 14 000 mineurs noirs sont licenciés et déportés dans

(3) Les townships sont les villes-ghettos dans lesquelles sont parqués les Noirs. Ils peuvent se situer dans une zone blanche, et y constituer une « enclave noire », comme Soweto.

(4) Stay-away et boycott sont des armes traditionnelles de la population noire. Le boycott peut être celui d'une firme dont les travailleurs sont en grève ou « lock-outés », celui des bus (contre une hausse), etc. Le stay-away (« restez ailleurs ») est une sorte de boycott généralisé de l'économie blanche. Il combine le boycott et la grève, ainsi que l'arrêt de toute activité économique. Ces deux types d'action ont pour principal objectif de permettre l'action de toute la communauté noire, indépendamment de sa place dans la production. Elles associent ainsi les

ouvriers, la petite-bourgeoisie, les chômeurs, la jeunesse, etc.

(5) Les associations communautaires, ou de la communauté, désignent toutes les associations, locales ou non, regroupant les membres de la communauté noire. Il peut s'agir d'associations de résidents, de mères de famille, culturelles ou sportives, etc. Les revendications dans tous ces domaines entraînent directement l'affrontement avec la politique de l'apartheid et l'Etat.

(6) African National Congress, organisation qui a ses origines dans la première formation politique noire en Afrique du Sud.

(7) L'UDF est un front formé sur la base du rejet de la nouvelle constitution. L'AZAPO est une organisation issue du mouvement de la « Black Consciousness ».

« leurs » bantoustans (les « réserves » prétendument « indépendantes »), du jour au lendemain, pour avoir fait grève. Leur patron est l'Anglo-American Corporation, dirigée par H. Oppenheimer, principal soutien du PFP, le parti d'opposition libéral blanc. La mobilisation, les risques d'explosion et la solidarité internationale font reculer le patronat minier, qui s'engage à les réembaucher.

Le parti Inkatha (8), qui se réclame d'un million de membres, porte une pétition de 10 000 signataires à l'ambassadeur US, s'élevant contre tout retrait des investissements américains en Afrique du Sud.

— Juin, un commando de l'armée sud-africaine intervient au Botswana contre « des terroristes » de l'ANC.

Le Conseil sud-africain des églises (SACC) fait savoir qu'il ne s'associe pas à l'appel pour que le 16 juin soit « une journée de prières pour la chute du gouvernement », appel lancé par les églises de la province du Cap. Le SACC est en faveur de prières « pour que cessent l'oppression et la violence ».

La presse qualifie de courageuse et honnête la conclusion du rapport « Kannemayer » sur la tuerie de Langa. M. Lefrange, ministre de la Loi et de l'Ordre, a « remercié le juge Kannemayer pour son rapport clair et précis », qui conclut à l'absence de responsabilité des forces de l'ordre dans la tuerie.

— Juillet 1985 : le mouvement anti-apartheid continue de s'étendre aux États-Unis. Desmond Tutu menace de quitter le pays si des violences continuent à être exercées contre les soutiens noirs du système.

— Août 1985 : le gouvernement français fait preuve de son « intransigeance », et fait adopter au Conseil de sécurité de l'ONU une motion demandant des sanctions économiques non-obligatoires contre Prétoria.

(8) L'Inkatha, dirigé par Gathsa Buthelezi, est un parti ethnique zoulou. Les Zoulous sont la population africaine du Natal ; ils sont le « groupe ethnique » africain le plus important numériquement, avec plus de 5 millions de « ressortissants ».

« L'Inkatha » de Buthelezi entre directement et militairement en action, tentant de créer ce que la quasi totalité de la presse mondiale appellera des « incidents inter-raciaux ». La police le déclarera directement responsable des 63 morts, officiellement dénombrés à Durban.

Botha réaffirme au congrès du Parti national qu'il est hors de question de modifier le système. Buthelezi exprime sa déception. Desmond Tutu, quant à lui, déclare que cette prise de position bloque les possibilités de « règlement pacifique ».

L'ANC déclare qu'elle va intensifier la lutte « politique et militaire ».

La colonisation de l'Afrique du Sud

En 1652, la Compagnie hollandaise des Indes orientales décide d'installer une escale permanente sur le futur emplacement de la ville du Cap. Son objectif est d'assurer ravitaillement et assistance technique à ses navires. Rapidement, les salariés de la compagnie entrent en conflit avec elle. Ils intallent les premières fermes, contestent le monopole de la compagnie sur le commerce avec les indigènes. Ce premier conflit entre le capital commercial urbain et les colons qui veulent s'établir comme entrepreneurs libres (les futurs « Boers ») sera la toile de fond des premières années de la colonisation. Parallèlement à ce conflit entre Européens, les populations locales seront exterminées, chassées ou réduites en servitude. Un trafic d'esclaves, en provenance de Madagascar et du Mozambique, alimentera en main-d'œuvre les exploitations blanches.

En 1806, après une première tentative, la Grande-Bretagne annexe la colonie du Cap. Sa politique économique, de première puissance européenne et mondiale, est orientée autour du « libre-échange », lui permettant de s'approvisionner au plus bas prix dans les matières premières dont elle a besoin. La « libération » de la main d'œuvre dans le cadre des rapports salariaux lui semble préférable au maintien d'un système esclavagiste

archaïque. En 1828, elle décrète l'égalité des races dans la colonie, et en 1832, abolit l'esclavage. Pour les colons-fermiers blancs, ces mesures constituent une triple attaque : idéologique, commerciale (les paysans africains des territoires voisins de la colonie leur font concurrence) et économique (la suppression de l'esclavage les condamne à la ruine).

Ils décident d'émigrer massivement vers l'intérieur du pays. A la fin de leur exode, baptisé « grand trek » et principalement marqué par des guerres de conquête contre les populations africaines, ils fondent les républiques indépendantes de l'Etat libre d'Orange, du Transvaal et du Natalia. Cette dernière sera rapidement annexée par les Britanniques, qui possèdent déjà un comptoir commercial à Port-Natal (futur Durban).

La coexistence des républiques boers et des colonies britanniques sera marqué de conflits divers. En 1870, la Grande-Bretagne annexe les territoires de l'Orange, où viennent d'être découvertes des mines de diamants ; en 1877, elle annexe le Transvaal, qu'elle « libérera » en 1881, à l'issue de la première guerre anglo-boer. Dans le même temps, elle termine la conquête du futur territoire d'Afrique du Sud (conquête du royaume Zoulou en 1879, du territoire Xhosa en 1878).

En 1886, la découverte de l'or dans le Transvaal entraînera un rapide bouleversement dans la République paysanne. Une immigration massive d'Européens submerge les Boers, qui ne possèdent ni les capitaux ni les moyens techniques leur permettant d'exploiter les mines. Ils réagiront par une série de mesures xénophobes, anti-« uitlanders » (étrangers). En 1899, la Grande-Bretagne réagira militairement. C'est le début de la deuxième guerre anglo-boer, dans laquelle la Grande-Bretagne pratiquera une politique de terre brûlée, et internera massivement les civils boers, afin de les soumettre.

La fin de la guerre, en 1902, voit la défaite de la société agraire de colons devant la puissance impérialiste dominante de l'époque, et consacre l'intégration définitive et complète de tout le

territoire dans l'empire britannique. La Constitution de l'Union sud-africaine se réalise sur la base d'un compromis politique entre Anglais et Boers qui était ainsi défini par Rosa Luxembourg (dans *L'accumulation du capital*, éd. Maspéro, tome 2) :

« C'est le capital qui prit officiellement les rênes du pouvoir dans la nouvelle Union sud-africaine, qui remplaça les petites républiques boers par un grand Etat moderne, réalisant le programme impérialiste de Rhodes. Au conflit ancien entre Hollandais et Anglais succéda le conflit entre le capital et le travail : un million d'exploiteurs blancs des deux nations conclurent un accord fraternel à l'intérieur de l'Union, s'entendant pour priver une population de 5 millions de travailleurs noirs de leurs droits civiques et politiques. »

L'Union sud-africaine sera le cadre étatique dans lequel se constituera et se perfectionnera le système de l'apartheid, en relation directe avec l'impérialisme mondial et les nécessités de sa domination sur le continent africain.

L'impérialisme mondial et l'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud est une pièce maîtresse de l'édifice mondial de l'impérialisme, du fait de sa richesse naturelle en matières premières, de sa place stratégique contrôlant le passage maritime de l'océan Indien à l'océan Atlantique, et de son rôle comme dernier bastion « blanc » en Afrique, garant du découpage effectué à la Conférence de Berlin, en 1885.

Dans le domaine des matières premières, quelques chiffres indiquent le poids économique de l'Afrique du Sud.

	Réserves mondiales	Production mondiale
Platine	73 % (89 %)	46 % (91 %)
Vanadium	49 % (90 %)	40 % (56 %)
Or	48 % (64 %)	58 % (73 %)
Chrome	81 % (84 %)	34 % (51 %)
Mangasèse	78 % (93 %)	20 % (36 %)

Les chiffres entre parenthèses indiquent les pourcentages pour les seuls pays capitalistes.

En outre, la RSA fait partie du groupe

de tête des exportateurs de charbon, de minerai de fer, d'oxyde d'uranium, d'antimoine, etc.

C'est par la route du Cap que passent 80 % du trafic pétrolier en direction des pays de l'OTAN, 75 % de celui des matières premières, 25 % de celui des denrées alimentaires pour l'Europe, pour ne donner que quelques exemples.

Le rôle régional de l'Afrique du Sud

La République sud-africaine est intervenue militairement dans tous les pays de la région : occupation permanente de la Namibie, intervention militaire directe en Angola, et au Mozambique, intervention au Botswana, au Swaziland. Ses aspects purement militaires se doublent d'une dépendance économique de tous les Etats de la région vis-à-vis de l'Afrique du Sud, dépendance en matière de débouchés, d'infrastructure portuaire, de devises (notamment via l'embauche de migrants dans les mines), de technologie, etc. La bureaucratie soviétique n'hésite pas d'ailleurs au besoin à retirer son « aide » technique et économique, si cela doit faciliter le renforcement de la dépendance d'un Etat aux velléités d'indépendance. Le Mozambique l'a constaté lors de l'arrêt des livraisons en matières premières, et la suspension de l'aide technique, « facilitant » sa soumission, lors des accords de N'Komati, en avril 1984, qui incluaient d'ailleurs des clauses sur la fourniture en électricité de la RSA par le barrage de Cabora-Bassa, le nombre de travailleurs migrants mozambicains en RSA, ou l'utilisation du port de Maputo par la RSA...

L'ensemble des atouts économiques et politiques de la RSA ne doit pas faire oublier la dépendance de son économie vis-à-vis de l'impérialisme. Les mines d'or appartiennent dans leur grande majorité à l'Anglo-American Corporation (AAC), qui possède également de nombreuses mines dans d'autres pays d'Afrique.

L'industrie est sous la coupe, dans sa grande majorité, de capitaux étrangers (notamment anglais, mais également US, japonais et européens), qui y retiennent des profits de l'ordre de 20 à 25 %

(soit parmi les plus élevés du monde). La dette extérieure de la RSA est en augmentation croissante, etc. Et ces mêmes impérialistes sont les partenaires commerciaux essentiels de la RSA.

Si la RSA est donc un enjeu vital pour l'impérialisme, celui-ci ne découle pas du rôle de la République sud-africaine comme Etat indépendant, de la place autonome du capitalisme sud-africain sur le marché mondial, mais avant tout de la place de l'Etat de l'apartheid, comme garant politique et militaire de la stabilité régionale, comme réservoir de matières premières, comme placement rentable pour les capitaux, et comme point d'appui dans la pénétration du marché africain.

La politique coloniale

Bâtie sur la nécessité d'une « Union sacrée » de la société blanche, regroupant toutes ses classes, contre les populations colonisées, la politique intérieure n'a été, depuis la constitution de l'Union en 1910, qu'une fuite en avant tentant de préserver une « paix sociale » et les intérêts économiques impérialistes contre la majorité noire.

La base sur laquelle se constitue l'Union sud-africaine implique le maintien de l'ensemble des Africains dans leur condition de colonisés n'ayant qu'un seul droit : celui de servir la société coloniale blanche. Les tentatives d'incorporer une partie des anciennes classes dominantes noires au système sont abandonnées et la main d'œuvre africaine progresse numériquement en relation avec le développement industriel, mais dans les conditions nées de la domination coloniale.

Les fondements de l'Union se trouvent dans le système légal qui se met en place ;

— généralisation du système des réserves, et interdiction aux Africains de posséder, d'acquérir ou de cultiver pour leur propre compte des terres en dehors des 7 % du territoire qui leur sont octroyés (pour plus de 70 % de la population) ;

— généralisation des systèmes de « barrière de couleur » (réservant certains emplois aux seuls membres d'une « race », en l'occurrence les emplois

qualifiés aux seuls Blancs), de l'interdiction aux Africains de disposer d'un pouvoir de négociation face aux employeurs blancs, limitation de l'urbanisation africaine, notamment en zones blanches, etc.

Les quelques privilèges obtenus précédemment par une couche d'Africains fortunés (accès aux marchés comme concurrents des Blancs, possibilité théorique d'être électeur dans les colonies anglaises, etc.) sont abolies.

Les distinctions ethniques s'estompaient sous le joug colonial, et peu à peu émergeaient des organisations nationales, succédant aux anciennes résistances militaires à la conquête, qui avaient été organisées dans les cadres ethniques des sociétés africaines précoloniales. En s'unifiant, les colons unifiaient les peuples colonisés contre eux.

En 1912, le South Africa Native Congress (SANNC) était constitué. Première organisation inter-ethnique, il réunissait essentiellement les représentants des bourgeoisies africaines et des aristocraties traditionnelles soucieuses de négocier leur intégration dans le système colonial (et le maintien de certains privilèges obtenus dans les anciennes colonies anglaises, supprimés par l'unification avec les colonies « boers » dans le cadre de l'Union). Cette organisation, dans laquelle existaient des structures séparées de direction pour les représentants de la noblesse, proclamait à son 1^{er} Congrès : « **En avant vers les hautes places de la civilisation et la chrétienté !** »

Le prolétariat noir s'organisait lui aussi. La première grève au Cap, chez les dockers, avait eu lieu en 1857. Dans les mines, la première grève africaine officiellement recensée comme telle remontait à 1896, c'est-à-dire dès les débuts de l'utilisation massive des Africains dans les mines.

Des ouvriers africains participaient aux manifestations du 1^{er} mai depuis que celles-ci avaient lieu (1907), alors même que la classe ouvrière d'origine européenne était de plus en plus entraînée à agir pour la défense de ses privilèges comme « Blancs », contre les travailleurs africains, exigeant la réserva-

tion des emplois et la priorité d'embauche, etc.

Le prolétariat noir s'organise

En 1919, l'Industrial and Commercial Workers Union (ICU) est fondé. Ce syndicat, qui se développera à travers l'ensemble du pays, à l'exception du secteur minier, sera le premier syndicat national noir, regroupant des travailleurs indiens, métis et africains. Ses relations avec le SANNC (qui devient l'African National Congress - ANC - en 1926) ne seront pas au beau fixe. Pour le SANNC, les Africains n'ont pas à s'organiser en tant que travailleurs noirs, mais uniquement dans les rangs du SANNC. Cette position n'est pas unanime dans cette organisation, et est le reflet d'un compromis entre diverses fractions, dont certaines sont engagées dans un combat frontal contre l'ICU, coupable d'organiser des travailleurs agricoles africains contre leurs patrons, africains également, et parfois membres de la SANNC.

En 1920, 60 000 mineurs africains feront grève pour obtenir des augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de vie (les mineurs africains sont encasernés par leurs patrons durant leur contrat) et de travail. Essentiellement migrants, en provenance de l'extérieur de l'Union, ces mineurs ne sont pas membres de l'ICU.

L'ICU dépassera les 100 000 membres, mais disparaîtra à la fin des années vingt, essentiellement du fait de la corruption de certains de ses dirigeants, issus de certaines couches de l'aristocratie et de la petite-bourgeoisie africaine, qui tentent de l'utiliser comme force de pression en vue de bénéficier de privilèges dans la société coloniale, et s'efforcent d'empêcher toute lutte revendicative après avoir fait disparaître de la plate-forme les mots d'ordre jugés trop « politiques »... (9).

Cette disparition n'est pas celle du mouvement ouvrier noir. Malgré la

(9) Les mots d'ordre « politiques » de l'ICU étaient ceux concernant l'abolition des lois discriminatives, les réserves, etc. En fait, seules les revendications strictement économistes étaient tolérables.

crise économique qui le frappe au premier chef, les travailleurs noirs s'organisent massivement dans de nombreux syndicats, d'industrie, de région, qui apparaissent dans les années trente.

Le Parti communiste sud-africain (SACP) est alors une jeune organisation peu implantée, lié par ses origines au Labour Party sud-africain, qui participe à l'alliance avec le National Party (représentant les petits exploitants agricoles boers, ruinés ou en voie de l'être) à un gouvernement qui multiplie les mesures anti-Noirs, et dont le soutien électoral se trouve dans l'alliance des petits fermiers boers et de l'aristocratie ouvrière blanche. Ce gouvernement a été élu en 1924, après l'écrasement d'une grève insurrectionnelle des mineurs blancs du Rand, qui exigeaient la non-embauche de mineurs africains sur des emplois leur étant réservés...

L'Internationale communiste lui intime, en 1928, l'ordre de « se dégager de la couche d'aristocrates ouvriers blancs » qui est sa base de masse, et d'organiser les travailleurs noirs. Après plusieurs changements de ligne, durant lesquels ils adoptent pour un temps le mot d'ordre de « République noire », les staliniens participeront à l'ANC.

Avant d'avoir pu surmonter les faiblesses dues à son origine, ce parti deviendra un instrument docile de l'Internationale communiste stalinisée, reproduisant en Afrique du Sud toutes les variations exigées par les besoins de la bureaucratie du Kremlin.

L'opposition de gauche de ce parti a été exclue. Deux organisations seront créées se réclamant du trotskysme.

Certains militants, qui se réclament du trotskysme, joueront d'ailleurs un rôle important dans les syndicats noirs qui se fédèrent au sein du Council of Non European Trade Unions (CNETU). Le CNETU sera la 1^{re} fédération syndicale noire à regrouper des mineurs migrants, à partir de 1943.

La force de ce mouvement syndical est telle que les employeurs sont contraints de céder sur la reconnaissance de ces syndicats, sur les revendications, alors même que du fait du système législatif

ils sont illégaux. Les libéraux bourgeois eux-mêmes (10) interviennent auprès du gouvernement pour demander la libération de syndicalistes emprisonnés, dont le dirigeant métis Max Gordon (11), de peur d'une explosion incontrôlable.

Parallèlement à cette activité syndicale, les militants trotskystes sont présents à tous les niveaux du mouvement des masses. Ils participent aux premiers boycotts de masse dans les années quarante, pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ils sont également présents lors de l'adoption d'une plateforme démocratique par le Non-European Unity Movement (qui succède au Non-European Unity Front et à l'All African Convention) en 1943.

Des liens avec l'ANC existent, l'ANC pouvant être un lieu d'unité et de débat du fait de sa transformation en une organisation de masse, qui s'oppose au colonialisme, et veut apparaître comme le lieu organisationnel possible d'un front unitaire.

1948 : le « National Party » au pouvoir

La fin de la Deuxième Guerre mondiale sera le signal de départ d'une sanglante répression, inaugurée par les massacres lors d'une grève de 70 000 mineurs noirs, en 1946, et qui se poursuivra avec l'arrivée au pouvoir du National Party (NP), en 1948.

(10) Les libéraux sont l'« opposition » blanche à la politique ségrégationniste. Ils n'envisageront le droit de vote pour tous les habitants de l'Afrique du Sud que timidement, vers le milieu des années cinquante. En fait, ils sont l'aile gauche des courants liés au patronat minier et à l'impérialisme anglais, partisan d'un assouplissement du système, et d'une politique d'intégration contrôlée des « élites » africaines, pour éviter l'explosion.

(11) Gordon était un Métis du Cap, il y avait constitué des syndicats. Avec D. Koza (militant africain qui organisa le premier boycott de masse à Alexandra, township près de Johannesburg, en 1943), il fut à l'initiative de la constitution du CNETU, avant d'être arrêté. De nombreux historiens du mouvement ouvrier sud-africain s'accordent pour dire que Koza et Gordon étaient des militants trotskystes.

La politique du NP s'appelle maintenant l'apartheid. Il s'agit de systématiser la séparation entre Blancs et non-Blancs, d'accentuer encore l'oppression d'origine coloniale du système. Les milieux blancs, liés à l'impérialisme britannique, sont les opposants modérés de ce programme, leur préférence allant à un système permettant une éventuelle transition pacifique vers un régime néo-colonial, plus conforme aux intérêts directs des secteurs qu'ils représentent. Il s'agit notamment du patronat des mines, dont la main d'œuvre est recrutée loin hors de l'Union, et qui veulent avant tout éviter l'explosion, même au prix de quelques concessions, ainsi que le capital industriel soucieux de bénéficier d'une main d'œuvre semi-qualifiée abondante et bon marché, donc partisans d'une urbanisation et d'une stabilisation partielles des Africains (12).

Le NP se donne pour mission de réaliser « l'unité blanche », et puise son argumentation dans un arsenal idéologique raciste et nationaliste anglophobe. Cette idéologie lui permet de bénéficier du soutien de la petite-bourgeoisie urbaine, des exploitants agricoles, et de la majorité des salariés blancs.

Une fois au pouvoir, le National Party mettra en pratique son programme :

- classement racial de toute la population ;
- expulsion des Indiens et Métis des zones blanches, où ils étaient tolérés, et où ils pouvaient concurrencer la petite-bourgeoisie commerçante blanche ;
- systématisation du système des townships, par race, et limitation accrue des possibilités légales d'urbanisation des Africains, assortie d'une systématisation du « pass ». L'« exode rural », qui affectait la main d'œuvre africaine des agriculteurs blancs, peut ainsi être stoppé. La limitation de

(12) En Rhodésie, directement sous la coupe de la Grande-Bretagne, dont elle restera une colonie directe, le système de ségrégation divise la population africaine entre les « urbanisés permanents », disponibles pour l'industrie et semi-qualifiés, et les « ruraux », dont la main d'œuvre va essentiellement aux exploitations blanches agricoles.

l'urbanisation rassure également l'aristocratie ouvrière blanche, qui y voit un moyen d'entraver la constitution d'un prolétariat noir stabilisé, susceptible alors d'acquérir une qualification ;

— ségrégation raciale systématique dans tous les lieux publics, sans exception, et interdiction des mariages interraciaux ;

— prise en main directe par l'Etat de l'éducation « bantoue » (les missions religieuses étant accusées de former des Noirs trop éduqués pour être intégrables !), puis pour les Métis et les Indiens ;

— mise en place de systèmes de santé séparés pour chaque groupe racial ;

— interdiction des organisations multiraciales (13), interdiction d'une représentation syndicale pour les Africains ;

— extension de la barrière de couleur, reconnaissance accrue des syndicats blancs, dont le rôle est de négocier le maintien des privilèges liés à la race ;

— loi sur la suppression du communisme ;

— participation à la guerre de Corée, etc.

Cette série de mesures directement dirigées contre les masses noires et le mouvement ouvrier et démocratique entraîneront la mise hors-la-loi des organisations trotskystes, du Parti communiste sud-africain, et d'autres organisations. Les syndicats durent se restructurer officiellement (d'où la naissance de deux Food and Canning Workers Union (FCWU), le FCWU et l'African FCWU, par exemple) et, victimes de la répression, de l'arrestation de leurs dirigeants, de l'impossibilité pour eux de se trouver une place officielle devraient d'abord connaître une période de recul.

Le mouvement de masse se trouvait engagé sur une voie ouvertement politique, parce que heurtant nécessaire-

(13) La législation sur les organisations multiraciales prévoyait que les syndicats multiraciaux enregistrés avant 1956 pouvaient être maintenus qu'à condition de mettre en place des structures parallèles par race, seuls les Blancs pouvant siéger dans les instances de direction. L'organisation étudiante NUSAS fonctionnera également selon ce principe, ainsi que d'autres organisations.

ment les piliers de l'apartheid : lutte contre le système du « pass », pour un salaire minimum africain. De nombreux boycotts et stay-away furent organisés.

L'ANC était, dans cette période, la principale organisation de la lutte. Le poids des staliniens sur sa direction y apparut bientôt comme prépondérant, d'autant que le soutien de l'appareil international du Kremlin leur permettait de faire face dans de meilleures conditions que d'autres courants à l'exil ou à la répression...

Le parti communiste sud-africain (SACP) avait une nouvelle orientation. Le régime d'apartheid était défini comme un régime fasciste, soumis aux monopoles, et donc nécessitant l'union de toutes les forces antimonopolistes progressistes... y compris les bourgeois blancs « progressistes ».

L'ANC adoptera cette ligne, et entreprendra de constituer un rassemblement qui prendra le nom de « Congrès du peuple » et se tiendra, en 1955, avec la participation d'organisations ethniques (tel le South Africa Indian Congress, fondé par Gandhi) et des libéraux bourgeois. Ce congrès adoptera la Charte de la liberté, dont le préambule stipule que l'Afrique du Sud appartient également à ses différentes composantes raciales, mais qui n'avance pas ce mot d'ordre central de la révolution sud-africaine, le mot d'ordre démocratique élémentaire : « Un homme, une voix » (14).

Des manifestations strictement pacifiques seront organisées, sous la direction de l'ANC, et sur cette orientation également, l'ANC entreprendra de

reconstruire le mouvement syndical dans la SACTU (15).

En réaction à cette ligne, qualifiée de trahison et capitulation face aux Blancs libéraux, une scission aura lieu au sein de l'ANC, et le Pan Africanist Congress (PAC), organisation nationaliste noire, liée au mouvement noir américain d'alors (16), se formera en 1958.

Ces deux organisations entraîneront les masses dans une succession de stay-away et de manifestations pacifiques, auxquelles les « forces de l'ordre » de l'apartheid répondront par de véritables massacres, notamment celui de Sharpeville, où des milliers d'Africains désarmés et pacifiques rassemblés seront froidement mis en joue par la police, qui ouvre le feu et fait 69 morts.

Pensant en avoir fini avec le nationalisme noir, le gouvernement décidera peu de temps après de déclarer l'indépendance, transformant l'Union en actuelle République sud-africaine.

Le PAC et l'ANC seront interdites, alors qu'elles décidaient de passer à la lutte armée. Leurs dirigeants, dont Nelson Mandela, arrêtés peu de temps après, l'apartheid connaîtra alors quelques années de calme relatif, rassurant les investisseurs étrangers qui avaient fui peu après Sharpeville, et ouvrant une ère de consolidation de l'économie sud-africaine.

La République sud-africaine

Pour la minorité blanche au pouvoir, rien ne doit fondamentalement changer. Et pour la majorité de la popula-

(14) Lors des élections de 1958, le Congrès du peuple tentera d'élargir encore ses alliances en proposant à l'United Party (représentant direct du patronat minier et de l'impérialisme anglais) de constituer un bloc « anti-NP ». La même année, le Congrès du peuple cautionnera les élections aux Colored Representative (représentation métisse fantôme, supprimée par la suite par le NP, et ancêtre de la nouvelle Constitution...) en y présentant un candidat. L'Unity Movement, descendant du Non-European Unity Movement, lança une campagne pour le boycott de cette institution. Les élections furent massivement boycottées.

(15) La South Africa Council of Trade Unions est constituée en 1957. Elle se réfère dans sa Constitution à la Charte de la liberté, et mènera essentiellement des actions sur les revendications à caractère national (salaires minimum, suppression du pass, etc.).

(16) Le PAC sera accusé d'être à la solde de la CIA. En fait, c'est avec le mouvement noir américain de années cinquante-soixante qu'il sera lié. L'évolution ultérieure de certains militants de ce mouvement noir américain, dans le Parti démocrate, sera également par la suite suivie par le PAC, mais sans fonder pour autant les calomnies relatives à l'époque de sa création.

tion noire, rien ne change avec la suppression des derniers liens institutionnels entre l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne.

La Constitution même de l'Etat sud-africain reste identique, si ce n'est le remplacement du gouverneur général par un président de la République, aux mêmes pouvoirs, et désigné de la même façon.

L'ensemble du système d'apartheid reste en place, et la majorité noire reste donc privée de tout droit politique et de ces terres dont elle a été dépouillée lors de la conquête.

L'apartheid repose sur un double pilier :

— dépossession des terres et parage des populations africaines dans des réserves incapables de subvenir aux simples besoins alimentaires des populations. C'est le système des bantoustans ;

— contrôle total de la circulation des Africains, partage en zones noires et zones blanches du territoire. Ce découpage, et le contrôle policier de son application, doit permettre de ne laisser en zone blanche que les seuls Noirs dont la force de travail est nécessaire, et là où elle est nécessaire. L'« oisif » noir est légalement interdit de séjour dans les zones blanches.

Mais, avec l'apartheid, comme avec la fondation de la RSA, une réalité demeure, qui est l'expropriation de la majorité noire, le pillage colonial de toutes ses ressources (y compris en force de travail), au profit de la société coloniale blanche et de l'impérialisme.

Il n'est pas sans importance, en relation avec les tâches de la révolution sud-africaine, d'aborder ici les positions développées par la direction stalinienne du South African Communist Party (SACP), qui seront ensuite reprises par l'ANC. Depuis 1962, ils ont innové « théoriquement » et défini la situation en Afrique du Sud comme marquée par un « colonialisme interne ». Que signifie cette formule ?

Un rapport du comité central du SACP, en 1962, expose ainsi cette analyse :

« **L'Afrique du Sud n'est pas une colo-**

nie, mais un Etat indépendant (...). L'octroi de l'indépendance à l'Afrique du Sud par la Grande-Bretagne, en 1910, ne fut pas une victoire sur les forces du colonialisme et de l'impérialisme (...). Les maux du colonialisme en ce qui concerne la majorité non-blanche furent perpétués et renforcés. »

Un document de l'ANC indique que « **la nation dominante s'est enracinée dans notre pays en plus de trois siècles de présence. Elle n'est plus un corps étranger que dans le sens historique du terme. »**

La prouesse théorique stalinienne peut en fait se résumer à deux choses :

1°) S'il n'y a pas de métropole, c'est donc qu'il n'y a pas de colonie.

2°) S'il n'y a pas de colonie, c'est que les colons ne sont pas (plus) des colons.

Il est possible de résumer cette analyse, sans même la caricaturer, en une formule : la République sud-africaine a la couleur du colonialisme, le goût du colonialisme, mais ce n'est pas du colonialisme ; le « colonialisme interne », c'est le Canada Dry du colonialisme...

Cette gymnastique théorique aboutit à quelques aberrations si l'on en suit la logique :

— les provinces du Transvaal et de l'Orange n'ont été des colonies qu'entre 1902 et 1910, car, avant, elles étaient des Républiques, blanches et boers, indépendantes..., et après la constitution de l'Union, elles n'étaient plus que des provinces d'un Etat indépendant... Mais les guerres de résistance des populations africaines concernées étaient-elles des guerres de résistance à la conquête coloniale ?

— si trois siècles suffisent à faire perdre le caractère de corps étranger, d'une part les Blancs non-boers, arrivés à partir du XVIII^e siècle, sont-ils des colons ? Et les Portugais, installés depuis cinq siècles dans leurs colonies, ont-ils été les victimes de mouvement de libération non fondés ?

L'absence du caractère national de la lutte permet d'embrouiller bien des questions, de ne voir, par exemple, la question des travailleurs blancs uniquement comme une variante particulière de la question de « l'aristocratie ouvrière » dans un pays capitaliste

« classique », en faisant abstraction de l'oppression nationale. Ils seraient simplement moins exploités quantitativement que les travailleurs noirs et ceux-ci devraient tenir compte de cette réalité (17). Léon Trotsky, on le sait, posait tout autrement la question. Lorsque, répondant à ceux qui disaient que le mot d'ordre de « république noire » est aussi nuisible à la cause de la révolution que celui de « l'Afrique du Sud aux Blancs », il écrivait :

« De la part des Blancs, il s'agit du maintien d'une domination infâme, de la part des Noirs, des premiers pas vers leur émancipation. Le droit total et inconditionnel des Noirs à l'indépendance, il nous faut le reconnaître absolument et sans réserves. C'est seulement sur la base d'une lutte commune contre la domination des exploiters blancs que pourra s'élever et se renforcer la solidarité des travailleurs noirs et des travailleurs blancs. »

En fait, ce qui éclaire véritablement cette « analyse originale », c'est la politique qu'elle couvre. La Charte de la liberté en est un exemple ; unité avec (derrière) les libéraux blancs, représentants de la bourgeoisie « progressiste et démocratique », abandon des revendications élémentaires de la libération nationale et de la démocratie, etc. En clair, ne pas risquer par la reconnaissance du fait colonial sud-africain une remise en cause d'un système colonial qui est de plus en plus le pivot du découpage de l'Afrique.

« Une colonie esclave »

Léon Trotsky écrivait en 1935 : **« Les possessions sud-africaines de la Grande-Bretagne ne constituent un dominion que du point de vue de la minorité blanche. Du point de vue de la majorité noire, l'Afrique du Sud est une "colonie esclave". »**

La proclamation d'indépendance de la République sud-africaine n'a eu comme effet que de dissoudre les derniers liens institutionnels avec la Grande-Bretagne. Pour la majorité noire, la République sud-africaine

(17) Est-il besoin de rappeler qu'il y a longtemps que toutes les organisations de libération nationale reconnaissent depuis longtemps le droit des Blancs à rester en Afrique du Sud ?

reste la colonie esclave dont parlait Trotsky.

La dépendance des exploiters sud-africains à l'égard de l'impérialisme ne sera d'ailleurs pas abolie. Certes, un protectionnisme sera instauré, afin d'aider à l'écoulement des produits locaux ; des mesures incitatives seront prises pour que les profits des capitaux placés en RSA soient réinvestis sur place, mais tout cela ne fera que développer localement une industrie dont les capitaux et les véritables patrons se trouvent ailleurs, en Europe ou, de plus en plus, aux Etats-Unis. De ce point de vue, le développement économique de la RSA, outre le rôle de l'exportation des matières premières, ne se comprend que dans le fait que la RSA se constitue en appendice direct de l'impérialisme en Afrique, appendice structurellement intégré dans l'économie mondiale, et offrant des conditions de rentabilité exceptionnelle pour les capitaux. Une région « européenne » dans laquelle se cumulent les effets d'incitations fiscales, d'aide de l'Etat, et de main d'œuvre bon marché. Cette dépendance de l'Afrique du Sud se traduit également au niveau commercial, au niveau de la dette extérieure, et au niveau de la pénurie de main d'œuvre qualifiée blanche, que l'on fait venir d'Europe, à grands renforts de publicité et d'avantages financiers.

Après 1910 comme après 1961, c'est la réalité de la domination coloniale qui détermine les tâches de la révolution, et avant tout celle de l'indépendance nationale. Elles le seront sous la direction du prolétariat noir, seule classe capable de les mener au bout.

Le prolétariat sud-africain occupe une position déterminante dans la lutte contre l'apartheid, non seulement au sens historique, mais de manière immédiate. Dès les premières décennies de ce siècle, comme il a été souligné, il marque de son empreinte les luttes émancipatrices de la majorité noire, et c'est lui qui aujourd'hui fait vaciller sur ses bases tout le système de l'apartheid.

A la différence d'autres colonies africaines, le prolétariat africain d'Afrique du Sud n'est pas un secteur marginal par rapport à l'ensemble de la population colonisée. Il en constitue

non seulement une fraction importante mais même majoritaire aujourd'hui.

Les mécanismes de sa constitution renvoient directement à la situation coloniale que nous avons analysée.

En Europe, le prolétariat s'est constitué sur la ruine de l'économie domestique, des petits producteurs indépendants dégageant une masse de travailleurs « libres », du travailleur « libre », « libre » de vendre sa force de travail à un patron contre un salaire pour subsister. En Afrique du Sud, le prolétariat africain a été constitué comme une conséquence directe de la conquête et des intérêts économiques en résultant. La ruine de l'économie traditionnelle n'a pas été le point de départ de la prolétarianisation, mais l'a accompagnée. Le travail forcé, avec souvent la complicité des aristocraties africaines, en a été le point de départ. Les divers impôts coloniaux, payables en numéraire, ont permis de rendre obligatoire l'accès à ce même numéraire, via le salariat dans la majeure partie des cas. Par la suite, l'expropriation massive et collective des terres, rendant impossible la subsistance, a contribué à accélérer la prolétarianisation. Mais, pour le colonisateur, il était hors de question de laisser se dévelop-

per un prolétariat « classique », dont le coût de la force de travail aurait été trop élevé s'il avait dû prendre en charge l'ensemble des frais de sa reproduction. Ne détruisant pas totalement la société colonisée, lui laissant un peu (très peu) d'espace pour subsister, il a ainsi préservé les conditions de l'extorsion d'une rente en travail, dernier pillage colonial possible, les autres richesses étant déjà accaparées.

Le prolétariat sud-africain ne disposera d'aucun des droits qui donnent leur sens à l'établissement de contrats ou de conventions collectives : pas le droit d'être représenté par un syndicat, de négocier son salaire ou ses conditions de travail. Sur tous les points de la législation codifiant les conditions de travail, les Blancs ont des droits, les Noirs des devoirs. Le « Master and Servant Act » appliqué initialement dans l'agriculture sera généralisé : il stipule que la rupture du contrat de travail est un crime pour un Africain... Les brèches opérées dans ce système d'interdits entrent en contradiction avec le système de l'apartheid en tant que tel. Ainsi, en Afrique du Sud, les conditions d'extorsion de la plus-value sont déterminées par le système de l'apartheid qui commande toutes les relations de travail.

La question agraire en RSA et la fonction des Bantoustans

Les Bantoustans sont les réserves où sont parquées les populations africaines. Elles ont vu leur nom changer en même temps que leur fonction pour le colonialisme évoluait. Ils deviendront les « bantoustans », pourvus d'une administration « autonome », alors qu'une partie de l'industrie sera incitée à s'établir à leur frontière pour bénéficier d'une main d'œuvre abondante et

stabilisée hors des zones blanches. Par la suite, ils seront baptisés homeland, puis foyers nationaux, appelés à bénéficier d'une « indépendance » fictive. Depuis la création de l'Union sud-africaine, c'est par millions que des Noirs ont été déportés hors des zones blanches, et souvent pour être « raménés » dans ces bantoustans.

LES BANTOUSTANS EN CHIFFRES

Transkei	indépendant en 1976	3 morceaux	43 000 km
Bophutatswana	indépendant	7 morceaux	38 000 km
Ciskei	indépendant	3 morceaux	8 200 km
Venda	indépendant	2 morceaux	6 000 km
Kwazulu	autonome	10 morceaux	31 000 km
Lebowa		7 morceaux	22 000 km
Galankul		4 morceaux	6 700 km
Swali		1 morceau	2 000 km
Qwaqwa		1 morceau	460 km

Au total, 13 % de la superficie totale de la RSA, les zones les moins fertiles, pour 75 % de la population...

La mortalité infantile y était estimée entre 27 et 40 % en 1983, selon les régions. Tous les Africains sont rattachés, en fonction de leur origine ethnique, à un bantoustan, où ni eux, ni leurs parents n'ont jamais résidés. L'indépendance d'un bantoustan donne à l'Africain « indépendant » un passeport qui remplace son « pass », réservé aux seuls « nationaux ».

Qu'est-ce que le « pass » ? Tout Africain adulte, lorsqu'il est en zone blanche, doit être en mesure de justifier sa présence à l'aide de son « pass ». Ce document comporte son identité, son appartenance raciale, ses employeurs et résidences successives légales. En l'absence d'un employeur en zone blanche, et donc de résidence en zone blanche, un Africain peut être arrêté et expulsé ou emprisonné... Sous sa forme actuelle, le pass n'existe que depuis le début des années cinquante, où il a remplacé, en les regroupant, plusieurs autres documents. C'est également à cette époque qu'il a été rendu obligatoire pour les femmes. Près de 200 000 Africains sont emprisonnés chaque année pour infraction aux lois sur le « pass ». Durant leur emprisonnement, ils peuvent être utilisés comme main d'œuvre sur des fermes d'Etat ou privées, blanches, évidemment.

La question agraire en RSA est directement déterminée par le système colonial en place et est liée à l'existence des bantoustans qui, comme nous l'avons vu, réservent actuellement 13 % de la terre à la population africaine, représentant 75 % de la population totale. Bien évidemment, ces 13 % de terres ne sont pas constituées des terres les plus fertiles...

En 1953, un rapport officiel concluait déjà à l'incapacité des réserves à subvenir aux seuls besoins alimentaires des populations, du fait de l'érosion des sols, de leur morcellement et de l'absence d'irrigation.

Jusqu'à la récente politique de bantoustanisation de la RSA, le principe directeur de la politique gouvernemen-

tale dans ces réserves était l'application maximale du principe « un homme, un lopin ». Ce principe avait pour objet de maintenir, y compris dans des conditions économiques désastreuses, un attachement à la terre de la part de la population africaine, et surtout des prolétaires migrants tolérés en zone blanche le temps de leur contrat de travail. Cet attachement présentait des avantages politiques et économiques, limitant la tentation urbaine et réduisant le coût des salaires.

La politique de bantoustanisation, au contraire, avait notamment pour fonction de permettre l'émergence d'une couche africaine privilégiée défendant les intérêts du régime. Les mesures agraires, accompagnant l'autonomie et l'indépendance de ces bantoustans, ont donc eu pour fonction de faciliter la concentration des terres aux mains de quelques-uns, renforçant ainsi une bourgeoisie rurale africaine, dans laquelle se trouvent au premier plan les membres des autorités « traditionnelles » africaines dévoués à Prétoria, et investis de pouvoirs politiques dans les bantoustans.

Parallèlement à cette situation dans les « terres noires », en zone blanche existent de nombreux Africains travaillant sur les terres des colons. Le contrat de travail qui les lie concerne fréquemment l'ensemble de la force de travail familiale, femme et enfants inclus. Parmi les systèmes d'extorsion de cette force de travail, l'un des plus répandus (à côté de l'utilisation ponctuelle de travailleurs migrants ou de prisonniers africains « loués » par l'Etat) combine un salaire très bas, voire fictif, et un droit d'utilisation limité d'une parcelle de terre pour l'utilisation personnelle de l'Africain (culture vivrière, élevage (dans une limite numérique fixée par le contrat), de bétail, etc.

Ces travailleurs agricoles sont considérés par le colon comme responsables de leur force de travail familial, et susceptibles d'être sanctionnés en cas de fuite d'un des membres de leur famille vers la ville ou les mines, lors d'une période où sa force de travail est requise... D'où découle, là aussi, une véritable pression contre l'urbanisation (et la prolétarianisation) permanente.

En fait, la principale caractéristique de la paysannerie africaine en Afrique du Sud est d'être sans terre, ou quasiment. De plus, une part importante de ces paysans sans terre sont intégrés, à divers moments de leur vie, au prolétariat des mines et des villes. Cette double caractéristique doit être le point de départ de l'élaboration d'une politique de réforme agraire, que le prolétariat noir sera amené à mettre en œuvre après la prise du pouvoir, et qui passera par la destruction totale du système actuel de répartition des terres, dans lequel une partie de la population africaine meurt de faim, tandis que l'agriculture sud-africaine capitaliste exporte ses produits.

Le réveil des années soixante-dix

Le début des années soixante-dix est souvent considéré comme la période du renouveau des luttes noires. En effet, cette période commence par les grandes grèves des mineurs namibiens, en 1971, bientôt suivies par une vague de grèves, notamment dans la région de Durban, en 1972-1973.

De ces grèves surgissent des organisations syndicales, dont certaines se fédéreront, donnant naissance aux actuelles fédérations FOSATU et CUSA (18).

Parallèlement à ce renouveau syndical, la lutte des masses noires se redéveloppe du côté de la jeunesse et entraîne y compris la petite-bourgeoisie noire, qui bien que moins défavorisée que le prolétariat ou la petite paysannerie,

n'a pour autant aucune perspective réelle dans le système.

Les révoltes de Soweto, au sujet desquelles la direction de l'ANC en exil s'avouera « surprise », et où le régime assassine plus de 600 écoliers, le 16 juin 1976, en sont la manifestation. Ce mouvement, radicalisant et organisant une partie importante de la jeunesse, s'est développé autour de l'idéologie de la Conscience noire, et des multiples organisations locales s'y rattachant. Le mouvement trouve son origine, à la fin des années soixante, lorsque, sous la direction de Steve Biko, les étudiants noirs font scission de la National Union of South Africa Students (NUSAS), organisation multiraciale dirigée par des étudiants libéraux progressistes blancs. Ils fondent le South African Student's Organisation (SASO), opposée à la bantoustanisation et à l'éducation « bantoue » au rabais.

Peu après est lancée l'idéologie de la Black Consciousness, autour de laquelle est constituée, début 1970, la Black People Convention (BPC), qui regroupera de multiples organisations communautaires locales ou nationales. C'est le BPC qui introduira le terme de « Noir » en remplacement de celui de « non-Européen », utilisé jusqu'alors.

Pour le Mouvement de la conscience noire, la lutte contre le régime ne peut être que le fait des Noirs du pays, seuls véritables opprimés et exploités, les Blancs n'ayant pas à « leur donner de conseils », mais, s'ils veulent contribuer à la lutte, à refuser et à dénoncer l'ensemble du système de privilèges auxquels la couleur de leur peau leur donne accès. L'idéologie de la Conscience noire ne se traduit pas réellement en termes de programme politique concret, mais plutôt de volonté radicale d'en finir avec le système et de construire une Azanie unitaire et non raciale.

La réponse de l'Etat de l'apartheid à cette nouvelle situation se traduira sur plusieurs plans.

La répression, évidemment, qui conduira à l'interdiction des organisations de la Conscience noire et à l'assassinat, dans les locaux de la police, de Steve

(18) Outre les fédérations — Federation of South Africa Trade Unions (FOSATU) et Council of Unions of South Africa (CUSA) —, il faut signaler la constitution de la South African Allied Worker Union (SAAWU), qui quitta les négociations unitaires, ainsi d'ailleurs que le General and Allied Worker Union (GAWU) et le General Worker Union of South Africa (GWUSA). Ces derniers syndicats ne doivent pas être confondus avec le General Worker Union (GWU) au sigle proche, qui organise essentiellement les dockers de la province du Cap et participe à l'Unity Talk. Le mouvement syndical noir sud-africain étant très éparpillé organisationnellement, l'énumération exhaustive des syndicats n'est pas faisable ici, faute de place.

Biko, après qu'il aura été torturé. Et une nouvelle politique de bantoustani- sation dotant les réserves de l'indépen- dance politique, les transformant for- mellement en Etats fantoches, afin de satisfaire à plusieurs exigences :

— à terme, priver tous les Africains de la citoyenneté sud-africaine, et donc pouvoir limiter les lois racistes en les remplaçant par des réglementations sur l'immigration, permettant ainsi de se donner une image plus acceptable sur le plan international ;

— favoriser la constitution d'une classe petite bourgeoise africaine, jus- que là incapable de se développer réel- lement dans le système (à l'exception d'une infime minorité), et donc accen- tuer les contradictions chez l'adver- saire (19) ;

— dans la même logique, transférer plus directement à des Africains le soin de la répression directe contre les Afri- cains...

— donner ainsi de nouvelles possibi- lités d'expansion à l'industrie, en créant des zones frontalières près de ces Etats.

Parallèlement à cette nouvelle politi- que, et sur fond de crise politique au sein du National Party entre « Ver- ligte » (éclairé) et « Verkrampte » (crispé), plus ou moins partisans de réformes, et qui donneront lieu à un éclatement du National Party avec la constitution du Conservative Party et du Hertzigte National Party sur sa droite (!), interviendront les mesures nées des commissions Wiehahn et Rieckert.

Ces mesures préconisent un possible assouplissement des conditions de rési- dence urbaine, le droit d'acheter une maison (en fait un bail de 99 ans...), etc. dans les townships en zone blanche (tel Soweto), toutes mesures visant là aussi à conforter une petite- bourgeoisie africaine pour s'en faire une alliée.

Sur le plan syndical, les recommanda- tions prévoient une « légalisation » des syndicats noirs, assortie de clauses de contrôle, prévoyant le droit de grève à

(19) Parmi les mesures annoncées, et parfois partiellement prises, figure la possibilité d'éta- blir commerce ou industrie en zone blanche pour les Noirs.

l'issue de négociations obligatoires, longues et sous contrôle de l'Etat, etc. (20).

Le remplacement du « crispé » Vorster par l'« éclairé » Botha, à la suite d'un scandale concernant l'utilisation de fonds secrets à des fins de propagande par l'achat de media étrangers et la création de quotidiens nationaux, etc., sera l'occasion du développement de cette « Real Politik », qui rapidement obtiendra l'aval des libéraux du Party Federal of Progress (PFP), soutenu par l'Anglo-American Corporation, de H. Oppenheimer.

L'aboutissement de cette politique consistera, à côté de l'abandon de cer- taines mesures de l'apartheid « mes- quin », à la nouvelle Constitution qui prévoit la constitution de chambres élues et sans pouvoir, pour les Indiens et les Métis.

Buthelzi : une carte pour l'impérialisme

L'Inkatha est le nom d'une ancienne organisation ethnique zoulou, des années vingt, déjà soutenue alors par des représentants de la bourgeoisie liés à l'impérialisme britannique. Disparue de la circulation, elle réapparaît en 1975, sous la direction de Buthelezi, qui en est le président à vie, du fait de sa légitimité de dirigeant zoulou mem- bre de la lignée royale !

Buthelezi est un ancien militant de l'ANC, à propos de laquelle il explique qu'elle est trop extérieure à la réalité (du fait de son exil) pour comprendre

(20) La reconnaissance légale des syndicats noirs s'accompagne de multiples entraves, notamment quant à l'exercice d'un droit de grève « légal », seulement possible à l'issue de longues et obliga- toires négociations, et si le secteur économique n'est pas considéré comme vital. Parmi les mesu- res figurent celles concernant l'enregistrement, permettant la participation à des conseils indus- triels de branche dans lesquels les syndicats noirs ne pouvaient rien espérer. L'enregistrement implique également la possibilité pour l'Etat de contrôler les finances et les activités du syndicat, et d'avoir la liste de ses membres et responsables. Mais cette dernière mesure est en fait appliquée à tous les syndicats non clandestins, ayant imposé leur existence, voire des accords de reconnais- sance.

quelque chose à la situation intérieure (21).

L'Inkatha jouera d'abord la carte de l'opposition à Prétoria, notamment sur le problème de la bantoustanisation. Refusant l'indépendance mais acceptant l'autonomie, Buthelezi dispose du pouvoir conféré par une mainmise de l'Inkatha sur tous les rouages administratifs et politiques du Kwazulu.

Contrôlant ainsi tous les aspects quotidiens de la vie des populations africaines du Natal, dépendant du Kwazulu, par le biais des pouvoirs de l'administration locale en matière de pensions, de droit à résidence (et donc d'accès au travail), d'attribution de terre ou de crédit, etc, l'Inkatha voit ses effectifs théoriques se gonfler et dépasser le million. Dans la pratique, outre les classiques techniques de gonflage des chiffres, il convient d'ajouter que sont comptabilisés comme membres de l'Inkatha tous ceux qui ont un jour pris une carte de l'Inkatha, démarche conseillée dans le cas de certaines formalités administratives... et que ses « membres » ont généralement suivi les consignes de leurs syndicats lors du stay-away de novembre 1984, que l'Inkatha dénonçait...

Au-delà de son discours populiste, de son contrôle sur l'administration, de son clientélisme, etc., ce qui distingue l'Inkatha des autres « partis » de certains bantoustans, c'est son degré de relative indépendance vis-à-vis de Prétoria. Cette indépendance est le produit historique de la situation au Natal, où les couches dominantes zoulou ont disposé d'une insertion dans l'économie coloniale, leur permettant de disposer d'intérêts économiques « autonomes », mais en lien étroit avec des secteurs de l'économie coloniale liés étroitement au commerce avec la métropole (notamment la grande agriculture sucrière). De cette convergence d'intérêts est née une alliance politique entre l'Inkatha et le

(21) Buthelezi a néanmoins entretenu de bonnes relations avec l'ANC, notamment lors de son opposition à un projet de remembrement du Kwazulu (en 1979), qui aurait donné une fraction de ce territoire (et sa population !) au Swaziland voisin.

PPF, soutenant le système plus que le gouvernement.

Sur l'arène internationale, Buthelezi est l'opposant noir à l'apartheid, qui explique pourquoi il ne faut pas suspendre les investissements.

Sur le plan intérieur, l'organisation paramilitaire de l'Inkatha lui permet d'intervenir directement. Les pseudo-émeutes raciales de Durban, dont toute la presse s'est emparée, furent en fait l'attaque de quartiers indiens et de meetings dans ces quartiers par les nerfs de Buthelezi, montrant ainsi qu'il était disponible et prêt à être le rempart des intérêts impérialistes en RSA, et tentant ainsi de se poser comme la force avec laquelle il faut compter. Buthelezi demande l'ouverture de négociations (appelées Convention nationale) entre le gouvernement et toutes les composantes du peuple noir (y compris l'ANC et le PAC, interdits), afin de mettre fin à l'apartheid... dans le cadre d'un système fédéral à négocier, et pouvant prendre la forme d'une 4^e Chambre « représentant » les Africains... (Propositions ressemblant d'ailleurs de très près à celles du PFP). Nul doute que Buthelezi, dans le cadre de l'approfondissement de la crise du régime, sera une carte que l'impérialisme mettra en avant.

Le mouvement syndical

Face au régime de l'apartheid, le mouvement syndical constitue la force principale organisée, même s'il ne regroupe pas les chômeurs, dont le nombre va croissant avec l'aggravation de la crise économique (leur nombre est estimé à 3 millions).

La dispersion relative de ce mouvement est une entrave à laquelle ce mouvement a rapidement essayé de mettre un terme. Se donnant pour objectif explicite la constitution d'une fédération unique, des discussions se sont rapidement ouvertes sur ce terrain, regroupant la plupart des syndicats existants.

La tactique des staliniens a été, lors de ces discussions appelées « Unity Talk », de mettre en avant les divergences existantes, divergences liées à la

tactique à adopter face aux mesures gouvernementales (notamment le problème de l'enregistrement, dénoncé par tous, mais entraînant des tactiques différentes), ou de la structure organisationnelle... De tentatives de division en tentatives de division, les staliniens et des petits syndicats ont fini par quitter les discussions, espérant ainsi les entraver durablement.

La poursuite de la montée de ces organisations de classe, malgré la crise économique et la répression, a permis l'échec de ces manœuvres de division, et l'Unity Talk regroupe aujourd'hui :

- les deux fédérations nationales (FOSATU et CUSA) — la CUSA (affiliée CISL) —, et regroupe notamment le NUM (22), fondé en août 1982 et qui représente près de 200 000 mineurs, soit le tiers de ceux-ci ;
- le GWU, syndicat général regroupant surtout les dockers, organisés dans la province du Cap ;
- le FCWU (et l'(A)FCWU), survivant du CNETU, regroupant les travailleurs de l'alimentation ;
- le Cape Municipal Worker Union (CMWU) ;
- le Commercial and Catering Allied Worker Union (CCAWUSA), travailleurs du commerce, de l'hôtellerie, etc.

(22) Sur le problème d'une fédération unitaire, Cyril Ramaphosa, le secrétaire général du NUM, déclarait au congrès de l'AZAPO, en 1984 :

« Le mouvement ouvrier noir est le principal moteur pour achever l'unité des opprimés. (...) Le premier pas dans cette direction était l'unité des travailleurs dans des syndicats. Le second pas consistait à réunir ces syndicats dans le mouvement ouvrier. Le troisième, qui est en cours, est la constitution "d'un syndicat, une branche industrielle", et même rapidement au quatrième, qui est "une Fédération unifiée pour l'Azanie". Le cinquième, et dernier pas, est l'unité de tous les opprimés. »

A ce même congrès, il déclara également : *« Les travailleurs noirs ne profitent qu'en derniers des alliances avec les travailleurs blancs, l'une des raisons en étant que ces alliances privent souvent les travailleurs noirs de la direction du mouvement. (...) La mise côte à côte, dans des organisations, de groupes blanc et noir n'a rien à voir avec l'amitié ou l'amour, comme beaucoup le croient. Rien n'est plus éloigné de la vérité. On ne conduit pas ses affaires de groupe sur la base de l'amour, mais sur la base de ce que l'on considère comme ses intérêts vitaux. »*

soit plus de 500 000 travailleurs, en simple addition arithmétique, plus de 80 % des travailleurs organisés dans les syndicats noirs indépendants, et dont les discussions avancent à grands pas en direction de la mise en place effective de cette centrale unitaire, tout en jouant un rôle de premier plan dans la mobilisation sur le terrain direct des revendications ouvrières et des luttes de classes.

Ponctuellement, comme par exemple dans la préparation du 1^{er} mai 1985 avec le « May Day Coordinated Committee », des structures unitaires sont mises sur pied, auxquelles même les petits syndicats extérieurs à l'Unity Talk, y compris les staliniens, doivent participer sous peine d'être totalement groupuscularisés.

Le National Forum Comitee

Né quelques semaines avant l'UDF, le National Forum Comitee n'est qu'un regroupement et ne se veut pas au stade actuel une organisation qui ne pourrait être que sans base principale suffisante. Les organisations du NFC ont néanmoins élaboré un manifeste commun dès juin 1983, et décidé de lancer une campagne pour le boycott des élections dans le cadre de la nouvelle Constitution (les chambres fictives indienne et métis).

Ce « Manifeste du peuple azanien » déclare :

« Notre lutte pour la libération nationale est directement dirigée contre le système du capitalisme racial qui tient le peuple d'Azanie en servitude pour le bénéfice de la petite minorité de capitalistes blancs et ses alliés, les travailleurs blancs et les fractions réactionnaires des classes moyennes noires. La lutte contre l'apartheid est le point de départ de nos efforts pour la libération. L'apartheid ne sera détruit qu'avec le système racial capitaliste.

La classe ouvrière noire, inspirée par l'idéologie révolutionnaire, est la force dirigeante de notre lutte. Elle seule peut éliminer le système tel qu'il fonctionne aujourd'hui, car elle seule n'a rien à perdre. Elle a un monde à gagner dans une Azanie démocratique, antiraciste et socialiste. La tâche historique

de la classe ouvrière noire et de ses organisations est de mobiliser ensemble les pauvres des villes et des campagnes, avec les fractions radicales des classes moyennes, afin de mettre fin au système d'oppression et d'exploitation de la classe dominante blanche.

La conduite victorieuse de notre lutte de libération nationale dépend des fermes principes qui nous assureront que la lutte de libération nationale ne sera pas retournée contre notre peuple par des leaders traîtres et opportunistes. Parmi ces principes, les plus importants sont :

- antiracisme et anti-impérialisme,
- non collaboration avec les oppresseurs et leurs instruments politiques,
- organisation indépendante de la classe ouvrière,
- opposition à toute alliance avec des fractions de la classe dominante. »

Le NFC se pose pour « première tâche la construction d'organisation ouvrière indépendante de l'Etat, des patrons et des dirigeants réactionnaires petits-bourgeois (...), populariser l'exigence d'un front uni des travailleurs en opposition directe avec les stratégies de Front populaire (...), populariser et expliquer le mot d'ordre d'Assemblée constituante, opposé à la demande de Convention nationale ».

Parmi les organisations adhérentes au NFC figurent l'AZAPO, dont le programme est pour l'essentiel le même que celui contenu dans le Manifeste du NFC. L'AZAPO se réclame de l'idéologie de la Conscience noire, et parmi ses dirigeants figurent les animateurs du BPC, lorsque ceux-ci ont été libérés de prison.

La CUSA en est également adhérente, ainsi que Action Youth (organisation noire de jeunesse, qui inclut dans sa plate-forme le soutien aux peuples nicaraguayen et polonais), l'Azanian Student Movement (AZASM), organisation étudiante se réclamant de la Conscience noire, etc. En tout, plusieurs centaines d'organisations, locales ou nationales.

L'United Democratic Front

L'United Democratic Front n'a pas de programme. Il s'est constitué en août

1983, sur la seule base du refus de la nouvelle Constitution. T. Lekota, responsable de la propagande de l'UDF, explique ainsi la position de ce front :

« L'UDF doit être vue comme un processus. C'est une réponse aux activités du gouvernement et donc une organisation bâtie sur la protestation. (...) Nous pensons que le principe clé est l'opposition commune à la politique de « New Deal ». (...) Nous ne sommes pas préoccupés de savoir si nos membres se réfèrent à la Conscience noire ou à la Charte de la liberté, ou à n'importe quel autre programme. Notre préoccupation est de rassembler les organisations qui s'opposent à la législation. (...) »

Dans ses rangs, l'UDF rassemble environ 700 organisations de tout type : associations communautaires locales (sportives, de résidents, etc.), la NUSAS, le Black Sash (organisation de Blancs charitables et libéraux), syndicats, etc. Toutes ces organisations ont la même représentation numérique dans les instances de direction, quel que soit le nombre de leurs adhérents. Seules les organisations adhèrent à l'UDF, il n'y a pas d'adhésions individuelles.

Si la CUSA adhère à ce front, ainsi d'ailleurs qu'au National Forum Comitee, la FOSATU et le GWU (entre autres) le dénoncent comme « une alliance qui rassemble les ennemis de classe des travailleurs noirs, sous le leadership de la bourgeoisie », position qui n'exclut pourtant pas la possibilité d'accords ponctuels sur des campagnes précises. Mais, ni pour le 1^{er} mai, ni pour le massif stay-away de novembre, les organisations syndicales n'ont accepté la participation de l'UDF en tant que tel aux comités de préparation unitaires...

Les principales critiques faites à l'UDF par les opposants à l'apartheid qui refuse d'y entrer concernent :

- son absence de programme et de principes (l'impossibilité de trouver un accord entre les organisations de l'UDF sur l'éventualité d'un référendum dans les communautés métis et indienne sur la nouvelle Constitution en est un exemple ; certains organisa-

tions demandant l'organisation de celui-ci, d'autres le refusant) ;

— la présence d'organisations bourgeoises blanches et petites-bourgeoises, défendant leurs intérêts de classe ;

— la présence d'organisations ethniques (le Natal Indian Congress, le Transvaal Indian Congress, le Muslim (musulma) Congress, l'Association des commerçants métis du Cap, etc.), levant des doutes sur sa position quant à une Afrique du Sud multiraciale au lieu de non-raciale ;

— sa structure, donnant autant de poids à toutes les organisations quelle que soit leur importance ;

— les demandes de ses dirigeants quant à la tenue d'une « Convention nationale » pour négocier avec le gouvernement.

En dehors de ces deux regroupements existe en RSA une multitude d'organisations locales de la communauté noire ou d'organisations syndicales qui ne sont pas affiliées. En outre, réapparait (après plusieurs années de silence dues à l'emprisonnement de ses dirigeants), l'African People's Democratic Union of South Africa (APDUSA).

L'APDUSA fut l'un des principaux partis de l'Unity Movement, qui se réclamait de la plate-forme du Non-European Unity Movement, et fut actif au début des années soixante, en réaction au mouvement chartiste (de la Charte de la liberté). L'APDUSA ne participe pas au NFC, car il trouve sa plate-forme insuffisante, et il dénonce l'UDF comme un front sans principes, regroupant des organisations aux intérêts de classe divergents.

*
* *

Cet article n'avait pas la prétention d'examiner tous les aspects d'une situation qui conduit à l'un des bouleversements majeurs de la seconde moitié du XX^e siècle, encore moins de donner des réponses définitives à tous les problèmes théoriques et politiques que la révolution en Afrique du Sud met au premier plan, mais de fournir les premiers éléments d'une réflexion qui devra se prolonger en relation avec

l'élaboration politique au sein des organisations combattant l'apartheid.

Car il est nécessaire de conclure en revenant à ce qui était brièvement énoncé dans l'introduction de cet article. Oui il s'agit d'une révolution. Ce qu'a réalisé l'action des masses, c'est le commencement de la révolution noire contre l'apartheid, contre l'état structuré sur la base de l'apartheid.

Et déjà, c'est dans le monde entier que son grondement se fait entendre. Au moment où se prépare la rencontre au « sommet » entre Reagan et Gorbatchev, l'immense mouvement du peuple Noir d'Afrique du Sud vient signifier aux représentants de la bureaucratie du Kremlin qu'il n'est pas aisé de disposer de la volonté des peuples.

Une révolution qui commence et il serait vain de spéculer sur les rythmes, les moments de son développement. Une révolution qui, comme toute révolution, ne suivra certes pas un parcours linéaire, qui se heurte et se heurtera à la violence des exploités et des oppresseurs — soutenus contre le peuple noir par toutes les forces réactionnaires mondiales — mais aussi à des obstacles internes. Mais elle est irréversible. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne subira pas des rudes coups, qu'elle ne connaîtra pas de reculs ni de pauses. Mais le mouvement qui s'est engagé ne s'arrêtera pas sans que son objectif soit atteint, c'est-à-dire sans que le système de l'apartheid soit détruit de fond en comble.

La repression — dont on sait la violence et l'ampleur — n'a pu enrayer la montée du mouvement des masses ni son organisation croissante. Le degré atteint par la crise s'est d'ores et déjà manifesté dans les oscillations brusques des sommets de l'appareil d'état raciste. On est passé des promesses de « réformes significatives » aux affirmations de Botha refusant tout changement.

Puis à de nouvelles déclarations prévoyant des modifications dans les lois sur la citoyenneté et l'abrogation du système du « pass ». Le désarroi qui s'inscrit dans ces démarches contradictoires n'a pas sa source qu'à Prétoria. L'administration Reagan, placée devant le développement aux Etats-Unis d'un fort mouvement contre l'apartheid — et il faudrait être aveugle pour ignorer l'impact sur les masses noires des Etats-Unis de ce qui se passe en Afrique du Sud — est en difficulté dans sa politique de soutien acharné au régime raciste. Elle fait pression pour des « modifications ». Mais n'oublions pas que c'est précisément une telle « modification » (la nouvelle constitution donnant aux Indiens et aux Métis le droit de voter pour des assemblées « séparées » et sans pouvoir) qui a été le déclencheur de la vague révolutionnaire actuelle...

Ni le raidissement, ni les concessions qui seront ressenties comme de premières victoires, ne mettront fin à la révolution qui commence.

« Un homme, une voix » : le respect du principe démocratique élémentaire de la loi de la majorité. Voilà l'exigence qui est au centre de la révolution sud Africaine. Mais la réalisation de cette exigence implique qu'il ne reste pas pierre sur pierre de l'édifice de l'apartheid, de l'appareil d'état qui en est inséparable. Cet objectif est indissociable de la destruction de la domination impérialiste et du système colonial spécifique d'oppression de la populaire Noire, de la réintégration des Bantoustans dans une République unitaire.

Comme l'écrivait Léon Trotsky en 1935, dans une lettre à des trotskystes sud-africains :

« Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports, non seulement entre les races et assure aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère national. Nous n'avons pas la moindre raison de fer-

mer les yeux sur cet aspect de la question, ou de minimiser son importance. Au contraire, le parti prolétarien doit, en paroles et en actes, ouvertement et hardiment, prendre en ses mains la résolution du problème national (racial). Mais la résolution de ce problème, le parti prolétarien peut et doit le réaliser par ses propres méthodes. L'instrument historique de l'émancipation nationale ne peut être que la lutte des classes ».

Et Trotsky ajoutait :

« La révolution victorieuse, inconcevable sans l'éveil des masses indigènes leur donnera à son tour ce qui leur manque tellement aujourd'hui : la confiance dans leurs propres forces, une conscience accrue de leur culture. Dans ces conditions la République Sud Africaine deviendra avant tout une "République Noire" ; cela n'exclut pas, bien entendu, ni une complète égalité des droits pour les blancs, ni de fraternelles relations entre les deux races (ce qui dépend surtout de la conduite des blancs) (23).

Ainsi, les mots d'ordre démocratiques que l'on pourrait qualifier d'élémentaires concentrent les objectifs révolutionnaires d'un mouvement qui fait déjà vaciller le système de l'apartheid sur ses bases et qui n'a pas fini d'avoir des conséquences mondiales.

Cette lutte contre une forme barbare d'oppression dont les origines directes sont dans l'esclavage, est avant tout menée par une puissante classe ouvrière (la plus importante numériquement de tout le continent africain), la plus concentrée, et déjà fortement organisée dans ses syndicats qui sont en première ligne du combat contre l'apartheid.

Le fait que le système capitaliste ait épuisé toute capacité progressive, le pourrissement et le caractère réaction-

(23) On trouvera le texte intégral de cet article de Trotsky dans le tome V des *Oeuvres*. L'essentiel en est publié dans le n° 30 de *Tribune Internationale*.

naire de l'impérialisme sont révélées dans sa défense d'un régime fondé sur une forme d'oppression abominable. Et c'est dans le pays, où la majorité, (le peuple Noir) est le plus privé de droits, que s'est développée la plus puissante classe ouvrière du continent qui prend en mains cette lutte révolutionnaire pour les droits de la majorité.

Ce ne sont pas que les réflexions de Léon Trotsky sur l'Afrique du Sud qui frappent par leur actualité, alors qu'elles ont été écrites il y a un demi-siècle. C'est une nouvelle et éclatante

vérification de la théorie et de la méthode de Léon Trotsky, des bases constitutives de la 4^e Internationale qui se manifeste aujourd'hui en Afrique du Sud.

La théorie de la révolution permanente est le point de départ — comme généralisation de la dynamique même de la révolution prolétarienne à notre époque — qui permet d'aborder les tâches et les problèmes de la révolution sud-africaine.

10 septembre 1985

P. DEMINSTEIN

Telle est la conclusion d'un samizdat qui circule à

Le publication de ce document en URSS est révélatrice : comme est révélatrice l'incapacité de la bureaucratie du Kremlin de défaire la révolution politique en Pologne ; c'est là l'un des aspects majeurs des contradictions et des limitations de la bureaucratie stalinienne, confrontée à la résistance des masses non seulement en Pologne, mais également dans les autres pays de l'Europe

Precisément, depuis l'accession de Gorbatchev au pouvoir en URSS, le premier article de la presse — celui-ci comme un « modernisme » de sa nomination — « réforme », « changement » titraient alors la plupart des journaux de presse dans les pays occidentaux. Cet intérêt tout particulier au moindre événement, au moindre changement survenu au Kremlin. Dans ce premier article, il est traité des contradictions et des rapports entre la bureaucratie et l'impérialisme. Le second article revient sur la résistance de la classe ouvrière et la situation de l'économie en URSS.

Une formule
d'abonnement groupé :

LA VÉRITÉ et TRIBUNE INTERNATIONALE

Pour 1 an : 4 numéros de *La Vérité*
8 numéros de *Tribune internationale*

- pli ouvert : 150 F
- pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : *La Vérité - Tribune internationale*
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



Bulletin d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

- LA VERITE
- TRIBUNE INTERNATIONALE
- LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

- Pli ouvert
 - Pli fermé
- (cocher la formule choisie)

(2) On trouvera le texte intégral de cet article de Trotski dans le tome V des Œuvres L. essentielles en vente dans le n° 30 de *Tribune internationale*.

NOUVELLE PHASE DE L'ÉVOLUTION DE LA BUREAUCRATIE 25

APRES LA NOMINATION DE GORBATCHEV

Une nouvelle phase de la crise de la bureaucratie en URSS (première partie)

par Lucien GAUTHIER

LA muse de l'histoire parle aujourd'hui « L polonais. Il dépend de nous de lui apprendre le russe ».

Telle est la conclusion d'un samizdat qui circule à Moscou sur la révolution polonaise (1).

La publication de ce document en URSS est révélatrice ; comme est révélatrice l'incapacité de la bureaucratie du Kremlin de défaire la révolution politique en Pologne : c'est là l'un des aspects majeurs des contradictions et des oscillations de la bureaucratie stalinienne, confrontée à la résistance des masses non seulement en Pologne, mais également dans les autres pays de l'Est de l'Europe.

Précisément, depuis l'accession de Gorbatchev au pouvoir en URSS, la presse occidentale, qui a présenté celui-ci comme un « moderniste » lors de sa nomination — « réforme », « changement » titraient alors la plupart des organes de presse dans les pays capitalistes —, accorde un intérêt tout particulier au moindre événement, au moindre changement survenus au Kremlin. Dans ce premier article, il est traité des conditions dans lesquelles Gorbatchev (après Brejnev, Andropov et Tchnernenko) doit faire face à ces contradictions et des rapports entre la bureaucratie et l'impérialisme. Le second article reviendra sur la résistance de la classe ouvrière et la situation de l'économie en URSS.

(1) Samizdat de 200 pages intitulé « La révolution polonaise » et diffusé à Moscou au printemps 1982 ; des extraits en ont été publiés en

français dans la revue « Diagonale Est/Ouest » n° 1

Il ne s'agit certainement pas pour nous, dans le présent article, de rivaliser avec les « kremlinologues » et autres « spécialistes ». De toute façon, il est encore trop tôt pour définir avec précision ce qui est en cours au Kremlin.

D'ailleurs, c'est exactement cette incertitude pesant sur l'avenir qui inquiète les cercles dirigeants de l'appareil international du stalinisme, confrontés à une situation mouvante au Kremlin : il suffit de voir la bureaucratie hongroise, si prompt à prendre fait et cause pour le « réformateur » Andropov, se contenter pour l'instant

— prudence est mère de toutes les vertus — de reproduire dans sa presse les dépêches de l'agence Tass, sans commentaires.

C'est qu'après 18 années de stabilité du personnel politique sous Brejnev (2), il s'agit, avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, du 3^e secrétaire général du PCUS en trois ans. Et ce simple fait est par lui-même un signe de l'instabilité des rapports au sein même de la bureaucratie du Kremlin.

A l'évidence, s'ouvre aujourd'hui en URSS une nouvelle phase de la crise de la bureaucratie stalinienne.

I - BREJNEV - ANDROPOV - TCHERNENKO

En effet, comme nous l'écrivions en décembre 1982 à l'occasion de la désignation d'Andropov, le « **trait saillant du régime de Brejnev a été l'immobilisme. Incapable de maîtriser le mouvement de la classe ouvrière, la marche à la révolution politique, la bureaucratie n'avait d'autre ressource pour contenir ses propres contradictions que l'immobilisme** ».

Celui-ci tenait lieu de ciment nécessaire au maintien de la « stabilité » de la bureaucratie. Mais « l'immobilisme » ne peut se poursuivre indéfiniment : des décisions doivent être prises tant en ce qui concerne la situation intérieure qu'en ce qui concerne la situation internationale. Et toutes les décisions importantes menacent de rompre l'équilibre... ». (Tribune Internationale, n° 10).

Les événements qui se sont déroulés depuis trois ans ont confirmé cette analyse :

Dès son accession au pouvoir, Andropov, malgré sa réaffirmation de la « ligne Brejnev », avait été qualifié par la presse occidentale de « libéral » et d'« ouvert » aux suggestions et aux idées de réforme.

Par ces termes, l'impérialisme indiquait, du point de vue de ses intérêts, quel devait être le comportement du successeur de Brejnev. Soucieux à la fois de maintenir l'ordre contre-révolutionnaire mondial et d'accroître

les possibilités de pénétration de ses marchandises en URSS, l'impérialisme saisissait l'occasion d'exercer sur la bureaucratie une pression, d'influer sur ses discussions et sur ses décisions.

Dès son accession au pouvoir, Andropov engagea une vaste campagne en faveur du « pragmatisme économique » et de la nécessité de résoudre les « questions économiques » par de « nouvelles méthodes ».

Mais cela ne se fondait nullement sur une volonté d'améliorer les conditions de vie et de travail des masses soviétiques. Au contraire, cette politique « réformatrice » impliquait de faire porter sur les masses une pression accrue : c'est ainsi qu'Andropov organisa le combat contre les travailleurs soviétiques au nom de la « rentabilité » et lança une campagne contre « l'absentéisme », en donnant aux policiers le pouvoir d'interpeller dans la rue et d'interroger toute personne sur la raison pour laquelle elle n'était pas au travail, les sanctions pouvant

(2) Aux initiatives politiques « chaotiques et aventureuses » de Khrouchtchev, les différentes couches de la bureaucratie ont opposé une politique de neutralisation mutuelle garantissant à chacun l'exercice de ses prérogatives et la jouissance de ses privilèges. Sous la direction de Brejnev les purges ont été rares et limitées, les tentatives de réforme pusillanimes et, pour la plupart, vite abandonnées devant la résistance de tel ou tel clan ou fraction de la bureaucratie.

aboutir à remettre en cause prime et salaire. En outre, Andropov chargea les « collectifs de travailleurs » et les syndicats officiels de combattre pour l'augmentation des cadences et la productivité du travail, allant jusqu'à menacer de sanctions légales les ouvriers qui ne se pliaient pas à ces nouvelles normes.

Dans le même temps, le renforcement des pouvoirs du KGB aboutissait à une aggravation de la répression, marquée par la multiplication des arrestations et des procès (3) et par la promulgation d'un décret autorisant les autorités pénitentiaires à maintenir sans jugement un détenu en prison pour « mauvaise conduite ».

Par ailleurs, et à l'occasion du 60^e anniversaire de la fondation de l'URSS, le 21 décembre 1983, Andropov prononça un discours essentiellement consacré à la « question nationale » en URSS : utilisant de manière fallacieuse des références au marxisme et à l'internationalisme, Andropov indiqua qu'il entendait accentuer encore la politique d'oppression nationale qui est celle de la bureaucratie stalinienne à l'encontre des peuples non russes d'URSS.

De fait, s'engagea alors une très violente politique de répression contre les groupes de « dissidents » dans les républiques baltes, en Ukraine et en Géorgie, tandis que s'approfondissait la politique de « russification » dirigée contre les droits démocratiques et nationaux des peuples des républiques non russes d'URSS. Mais cette avalanche de mesures, que la presse occidentale devait présenter dans un premier temps comme le renforcement de la position personnelle d'Andropov, ne pouvait cacher l'essentiel.

La résistance des masses soviétiques

C'est que la situation en URSS, au moment où Andropov se retrouve

secrétaire général du PCUS, est différente de celle qui avait cours à la mort de Staline.

En effet, le prolétariat soviétique s'est renforcé et les mouvements de masse exprimant cette force potentielle se sont multipliés. Il est, bien sûr, impossible d'établir une liste, mais il suffit de mentionner, au cours de l'année précédant la venue d'Andropov au pouvoir, la grève des transports publics à Tallin, les manifestations de la jeunesse en Lituanie, une manifestation de 20 000 personnes en Ukraine, les manifestations d'étudiants en Géorgie contre « la russification », la révolte d'ouvriers d'une usine d'armement à côté de Moscou, la grève des mineurs dans le bassin du Don.

Dans ce dernier exemple, comme dans d'autres cas, la bureaucratie a dépêché sur place un vice-ministre qui a donné satisfaction aux mineurs.

Il ne s'agit pas là d'un héroïsme gratuit et exemplaire mais de mouvements appuyés sur l'extraordinaire résistance des masses, qui s'exprime quotidiennement par l'absentéisme, la résistance aux cadences et la faible productivité de travail. La bureaucratie est parfaitement consciente de cette situation et elle n'a cessé de « stimuler », d'« encourager » par tous les moyens le développement du rendement du travail. Mais en vain.

Ainsi, la revue officielle « **Economie et organisation de la production industrielle** » a publié les résultats d'une enquête sur les difficultés rencontrées pour améliorer la « **discipline du travail** ». Un contremaître raconte que les ouvriers qui sont l'objet de mesures disciplinaires font immédiatement appel de ces mesures (généralement en adressant une lettre ou une pétition au parti) en mettant en cause la mauvaise organisation du travail, les ruptures d'approvisionnement, les défaillances des équipements, « si bien qu'il faut toujours trouver un compromis qui tourne à l'avantage de l'ouvrier » conclut la revue.

Cette anecdote est significative : elle illustre le rapport politique existant entre la classe ouvrière et l'appareil du PCUS, et sa crainte de voir le mécon-

(3) En utilisant pour ce faire l'article 64 de la loi pour « *espionnage au profit de la CIA* », plutôt que celui qui concerne la « *propagande anti-soviétique* » couramment utilisé sous Brejnev.

tentement déboucher sur une explosion.

Cette angoisse de la bureaucratie s'exprime dans cette phrase d'un dirigeant, cité par l'AFP, « le temps des grands sacrifices est loin. Le peuple acceptera de moins en moins les privations et nous ne voulons pas qu'une situation polonaise se crée chez nous dans 5 ou 10 ans ».

La « situation polonaise », c'est-à-dire la perspective de l'affrontement avec le prolétariat, est une donnée incontournable de la crise de la bureaucratie.

Une donnée incontournable de la crise de la bureaucratie

Or, pour la bureaucratie du Kremlin, il ne s'agit pas là d'une simple perspective : à 1 000 km de Moscou, la révolution politique est en action et, comme l'indique le samizdat russe que nous avons cité en début d'article, elle concentre les problèmes communs à l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe, y compris l'URSS, où ils s'expriment sous des formes propres, et d'autant plus qu'en se montrant incapable de régler la « situation polonaise », la bureaucratie approfondit sa propre crise.

Ainsi, au plénum du CC du PCUS, en mars 1983, après les inévitables rappels des succès remportés, Andropov doit souligner la non-réalisation des objectifs en matière « **d'amélioration du rendement du travail** » et reconnaître qu'un « **mécontentement se développe chez les travailleurs** ».

Il évoque d'ailleurs son propre appel au renforcement de la discipline du travail en critiquant violemment la tendance qui consiste à le ramener à un « **contrôle purement administratif de la présence de salariés à leur poste** » : aveu d'impuissance de la bureaucratie incapable, face au « mécontentement des travailleurs », de réaliser totalement cette politique.

Alors, les « kremlinologues », qui avaient chanté les mérites « libéraux » d'Andropov, déchantent. Mettant sur le compte de la résistance du clan des

brejnéviens le recul d'Andropov, obnubilés par l'observation des rivalités au Kremlin, ces « spécialistes » ne peuvent voir ce qui sous-tend ces contradictions : la résistance des masses.

En effet, si l'on examine l'aggravation de la répression, loin d'être la phase finale de la liquidation de l'opposition comme le prétend la bureaucratie, elle a donné la preuve de l'existence de groupes se réclamant du socialisme, du marxisme, de la démocratie, de groupes se réclamant du SMOT, de groupes religieux et d'importants groupes dans les républiques baltes (proches de la Pologne) et en Ukraine.

Ces développements sont l'expression même de la résistance de la classe ouvrière et des peuples d'URSS à la politique d'oppression réactionnaire de la bureaucratie.

Par ailleurs, l'échec des tentatives de réforme économique provoque des réactions contradictoires au sein de l'appareil : le 15 août 1983, Andropov, dans un discours diffusé par TASS, déclare que l'URSS a besoin « **de changement dans la planification, la gestion, les mécanismes économiques. Nous avons souvent opté pour les demi-mesures... nous n'avons pas su surmonter assez rapidement l'inertie actuelle** ».

Toutefois dans le même discours il ajoute, citant un dicton russe, qu'il faut être prudent en matière « **d'expériences** » : « **Mesurer sept fois avant de trancher** ».

Deux jours plus tard, le 17 août, réaction inverse de M. Baibakov, vice-Premier ministre et président du Gosplan, qui déclare « **l'URSS ne s'est pas assigné pour objectif d'affaiblir la gestion centralisée de son économie** ». Il précise que l'objectif des dirigeants soviétiques est « **perfectionner la gestion centralisée de l'économie et d'accroître son efficacité** » tout en ajoutant qu'il faut la concilier « **avec l'élargissement des droits des travailleurs** ».

Il rejette par ailleurs l'éventualité de la fermeture d'entreprises peu rentables, préférant « **les rendre plus efficaces** ».

De même quelques semaines plus tard Tchernenko, dans **Kommunist** (organe

« théorique » à destination des cadres du parti), tire les enseignements « idéologiques » du plénum tenu à la mi-juin où il avait présenté un rapport. A cette occasion, il redéveloppe des positions similaires à celles de Baïbakov, contre le « pragmatisme » en matière économique et le « mercantilisme », le premier terme étant identifié à la décentralisation et donc la remise en cause de la planification centralisée, le deuxième à la politique de gestion des entreprises suivant des critères de rentabilité).

Il ne s'agit pas pour nous de spéculer sur les oppositions au sein de la bureaucratie : dès son accession au pouvoir, Andropov a indiqué clairement la ligne à suivre : attaquer la classe ouvrière sur la ligne de la réforme économique, au sujet de laquelle la discussion revient périodiquement en URSS. Sur cette question, les différentes couches de la bureaucratie s'entredéchirent, des groupes se font et se défont, composés au gré des circonstances et des problèmes à résoudre ; l'enjeu n'est pas un « choix programmatique » clairement délimité, mais une combinaison contradictoire d'intérêts de cliques, où se mêlent la défense d'intérêts et de privilèges particuliers et celle des positions occupées par telle ou telle couche de la bureaucratie.

Et certes l'appel d'Andropov à lutter contre la « corruption » à tous les niveaux, les arrestations de hauts responsables et l'exécution de membres de la « nomenklatura », le « suicide » après son limogeage de l'ancien ministre de l'Intérieur, indiquent clairement que les 15 mois de pouvoir d'Andropov ont été marqués par une intense lutte de fractions, de cliques, recherchant de nouvelles positions et des privilèges.

C'est ainsi que, pendant les 15 mois de pouvoir d'Andropov : 10 % de l'encadrement du parti, à tous les niveaux de l'appareil, ont été limogés ; 19 membres du CC ont été « remerciés », 20 % des secrétaires régionaux du PCUS ont été changés ; un tiers des responsables de région n'ont pas été « réélus » ; 34 des 150 responsables de district ont été remplacés et des milliers

de cadres intermédiaires ont aussi changé de poste.

Avec Andropov, une série de nouvelles couches de la bureaucratie, longtemps bloquées par la règle de « l'immobilisme » sous Brejnev ont cherché à prendre des positions, à accroître leur part dans la répartition des privilèges bureaucratiques et dans les postes de direction.

Mais les développements de la politique préconisée par Andropov faisaient courir de tels risques à l'ensemble de la bureaucratie en perturbant son équilibre interne qu'une fraction de celle-ci, se voyant menacée, s'y est opposée.

Dès lors, le règne d'Andropov apparaît comme marqué du sceau de l'inachevé et Andropov lui-même comme un vététaire face aux contradictions des différents clans et groupes. Ces rivalités, ces contradictions, produits de l'état dans lequel la bureaucratie se trouve placée entre l'impérialisme et les masses, sont la source véritable de cet « immobilisme » duquel elle cherche désespérément à sortir sans y parvenir.

Mais les uns et les autres de ces clans ont en commun une même crainte de la classe ouvrière et des masses laborieuses en général. Les « nouveaux tsars », qui composent ce que L. Trotsky appelle une « caste » bureaucratique pour souligner leur isolement, sont effrayés par cette masse d'ouvriers qu'ils voient sans cesse se développer.

C'est précisément cette crainte qui, à partir du plénum de la mi-juin — dernière réunion importante à laquelle assiste Andropov — provoque l'abandon de la plupart des mesures coercitives et des objectifs en matière « d'expériences économiques ». La bureaucratie est divisée. Andropov recule face à la résistance des masses qui tourne ces mesures.

Quelques semaines plus tard, la bureaucratie annonce une baisse des prix sur une vingtaine de produits.

La longue maladie d'Andropov contribuera encore à souligner la neutralisation réciproque des parties en présence au sein du PCUS. A sa mort, la nomination de Tchernenko — présenté naguère comme son rival — ouvre une

nouvelle étape de la crise de la bureaucratie du Kremlin.

Un même problème : la « coexistence pacifique »

A son tour, Tchernenko, en mars 1984, faisant l'éloge de son prédécesseur assurait pouvoir continuer son œuvre en matière économique, devant les 300 membres du CC qui venaient d'entériner son élection.

Il préconisait une approche « réaliste de ce qui a été accompli, il ne s'agit ni de surestimer, ni de minimiser les acquis... Seule une telle approche prémunit contre les erreurs en politique, contre la tendance à prendre les désirs pour des réalités » et, à son tour rappelle le vieux dicton russe : « mesurer sept fois avant de trancher ».

Dans ce même discours, il déclarait « **que le principe de la coexistence pacifique est indispensable comme jamais auparavant** ».

C'est qu'en effet Tchernenko, et avec lui l'ensemble de la bureaucratie, se trouve alors confronté aux problèmes politiques qui ont conduit Andropov dans l'impasse.

Cela s'exprime dans les oscillations de la bureaucratie lors des négociations sur le désarmement : les mises en garde contradictoires des dirigeants de l'armée et du parti se multiplient sous Tchernenko. Les dirigeants de l'armée, notamment, sont amenés à multiplier les prises de positions publiques et les conférences de presse sur des questions politiques de premier plan.

Ainsi c'est Orgachov, chef d'état-major, qui a annoncé qu'en cas d'échec des négociations, l'URSS installerait des missiles en Tchécoslovaquie et en RDA.

Par ailleurs, à l'occasion de la destruction du Boeing sud-coréen abattu se sont manifestées des contradictions : Afanasiev a condamné dans *La Pravda* les militaires, puis lui-même dans cette même *Pravda* dont il est le responsable a été condamné pour l'avoir fait.

De même, en 1983, à Genève, lors des négociations, le représentant soviétique accepte une vieille revendication

impérialiste concernant le contrôle par les USA du désarmement en URSS même, puis un démenti tombe, et finalement cette proposition est rejetée. Et quelques semaines plus tard, avant la disparition d'Andropov, les négociations sont suspendues à la demande de l'URSS.

Puis à nouveau, Tchernenko se déclare prêt à la reprise des négociations, sans indiquer toutefois qu'il reprend à son compte la condition mise par Andropov à la reprise des discussions, à savoir « le retour à la parité antérieure à la décision d'installer des Pershings », et trois jours plus tard, c'est Gromyko qui rappellera cette exigence.

Ces contorsions bureaucratiques indiquent que si la bureaucratie cherche un accord avec l'impérialisme, elle n'entend pas pour autant abandonner la défense de ses intérêts et cherche à les préserver dans cette alliance contre-révolutionnaire, dont elle a par ailleurs absolument besoin, car face au développement de la révolution mondiale, il lui faut resserrer ses liens avec l'impérialisme.

Une transition et des convulsions

Compte tenu de tous ces éléments, le règne d'Andropov et celui de Tchernenko, qui pouvaient apparaître comme des périodes fondamentalement différentes, se révèlent à l'analyse être une longue période de transition ; les diverses phases de celle-ci, ses rebondissements et ses péripéties s'expliquent par la crise de la bureaucratie incapable d'écraser le peuple de Pologne, de régler ses propres contradictions et ses positions face à l'impérialisme US, d'endiguer le mouvement vers la révolution politique et attestent de la puissance du prolétariat soviétique et des peuples d'URSS face auxquels la bureaucratie mène une politique faite d'hésitations et d'oscillations.

La période de Tchernenko a été marquée par la poursuite des « purges » engagées sous Andropov dans l'appareil du PCUS, ce qui indique que les rivalités de clans au sein de la bureau-

cratie se sont maintenues et développées.

Bien qu'il soit impossible de dresser ici une liste exhaustive, on peut citer les plus importantes décisions prises dans ce domaine depuis la disparition d'Andropov :

— Tenue d'un plénum du PC d'Azerbaïdjan, où il est rendu compte de l'exclusion d'un millier de cadres du parti (il s'agit là du fief d'Aliev, membre du secrétariat du BP, présenté comme un andropovien).

— Epuration en Moldavie, fief de Tchernenko lui-même, après les critiques très violentes formulées dans *La Pravda*.

— Poursuite de la campagne contre la « corruption », qui aboutit au limogeage de plusieurs ministres, comme celui de la Géologie ou celui des Transports ; limogeage du maréchal Orgakov, chef d'état-major.

Dans le même temps, les « expériences de nouvelle gestion » lancées par Andropov et contestées dès juin 1983, sont considérablement réduites dans leur ampleur, puis mises en cause. Certains articles soulignent le fait que les résultats sont identiques dans les entreprises où une expérience de « nouvelle

gestion » est en cours et dans les usines où ce n'est pas le cas.

Cependant, les dirigeants continuent de proclamer la nécessité d'améliorer la gestion économique et surtout d'augmenter la productivité du travail. De hauts fonctionnaires du Gosplan confiaient à des visiteurs occidentaux leur scepticisme quant à la possibilité d'une quelconque réforme ; « **toutes les tentatives en ce sens seraient, selon eux, bloquées par les responsables politiques intermédiaires qui y voient un danger pour leurs privilèges** ».

Ainsi, alors que Tchernenko était toujours vivant, *La Pravda* publiait le 9 février 1985 un hommage appuyé à Y. Andropov, à l'occasion de l'anniversaire de sa mort. Cet article, entièrement consacré au rappel du programme économique d'Andropov, signale au passage et sans aucun autre commentaire que c'est Tchernenko qui lui a succédé.

Comme pour souligner encore le sens de cet article de *La Pravda*, les *Izvestia* signalaient la veille que les options d'Andropov en faveur du renforcement de la discipline du travail n'étaient plus observées, et déploraient « le retour aux schémas d'antan ».

II - LA NOMINATION DE GORBATCHEV

C'est dans cette situation de crise — impasse et paralysie de la bureaucratie — que l'on peut saisir la nomination de Gorbatchev comme le produit du développement des contradictions et des luttes d'influences qui se sont exprimées sous Andropov, puis sous Tchernenko. En ce sens, durant la « longue maladie » de Tchernenko (présentée par la presse occidentale comme « un retour à l'orthodoxie au Kremlin », et de fait il est certain que le règne de Tchernenko a été marqué après l'échec des tentatives d'Andropov — par un regain « d'immobilisme » apparent qui masquait mal le développement des contradictions), la presse occidentale a largement sollicité Gorbatchev en insistant sur sa volonté réformatrice.

De même, recevant alors celui qui

n'était encore que le n° 2 « officieux », mais que l'on pressentait déjà comme le successeur de Tchernenko, Mme Thatcher souligna sa volonté de « dialogue avec l'Ouest » et son caractère « libéral » (elle ajoutait « c'est un homme avec qui l'on peut faire des affaires »), montrant par là qu'une nouvelle fois, l'impérialisme indiquait quel devait être le comportement du futur maître du Kremlin, et appuyait les fractions qui en son sein apparaissent comme les plus ouvertes à la négociation et à des compromis.

Cette situation de division au sein de la bureaucratie, la conscience qu'elle en a elle-même, avait d'ailleurs amené Gromyko lui-même, dans le discours qu'il prononça au nom du BP du PCUS pour présenter la nomination de Gorbatchev (discours qui fut, chose

exceptionnelle, publié intégralement), à expliquer « **L'ennemi idéologique nous observe pour trouver au sein de la direction soviétique des fissures. Il n'y a jamais eu de telles divisions. Nous ne donnerons pas satisfaction à nos adversaires politiques sur ce point** ».

Gromyko — un des piliers des sommets bureaucratiques, il était le chef de la diplomatie soviétique depuis 1957, présenté par certains comme l'un des tenants de « l'orthodoxie » — parlait à l'évidence au nom des intérêts supérieurs de la bureaucratie stalinienne du Kremlin.

En effet, le sens de son appel à l'unité et à la cohésion n'était pas seulement de faire bloc autour de Gorbatchev : il s'agissait au moment où s'ouvrait une nouvelle période d'en indiquer clairement l'enjeu : le maintien de l'« unité » de la bureaucratie remise en cause par le développement de ses contradictions.

Mais cette tentative devait se heurter aux réalités.

Les choix de Gorbatchev : s'attaquer à la classe ouvrière

Dès son discours d'investiture, le 17 mars 1985, Gorbatchev a essentiellement consacré son propos aux « questions économiques » et a multiplié les appels à « l'amélioration de la gestion ».

« **Dans son premier discours, prononcé mardi dernier devant le comité central, indique une dépêche, le secrétaire général a critiqué le système de la planification détaillée, dictée par les ministères de branches industrielles qui remonte à 1928 et auquel se sont heurtés tous ses prédécesseurs dans leurs tentatives de réformes économiques.**

Une expérience amorcée il y a 16 mois sous Youri Andropov tend à rentabiliser les entreprises ».

De cette expérience — qui ne concerne que 26 ministères sur les quelque 500 que compte le pays —, M. Gorbatchev entend « **passer à la création d'un système intégré de gestion économique** ». Il a cependant fixé les limites

assignées à la décentralisation : l'URSS continuera, a-t-il dit, à développer « **la centralisation dans la solution des tâches stratégiques** ». Mais, dans le même temps, les droits des entreprises seront étendus, afin d'augmenter leur intérêt et d'éliminer « l'état d'esprit parasitaire favorisé par une tutelle ministérielle qui trop souvent les paralyse ».

Pour réaliser une « **élévation maximale de l'efficacité économique** », il réclame la suppression des « **maillons superflus** » dans l'appareil de gestion, davantage de discipline et de justice sociale et un rajeunissement des cadres : les dirigeants qui gardent un poste trop longtemps « **perdent le sens du neuf** », fait-il valoir.

L'objectif ultime est de faire accéder l'URSS au « **niveau mondial le plus élevé pour la productivité du travail** » ce qui, estime-t-il, est « **parfaitement réalisable** » à la faveur « **d'avancées révolutionnaires** » en matière technologique, mais implique l'abandon du nivellement des salaires et une valorisation du rôle des spécialistes.

La presse est d'ailleurs pleine de récriminations contre le système actuel de rétribution des travailleurs qui, selon elle, ne fait aucune distinction entre un bon ouvrier et un tire-au-flanc.

Le barème actuel des salaires date du début des années 1970, notaient vendredi les *Izvestia* qui réclamaient la suppression du 13^e mois pour les mauvais ouvriers.

Le quotidien du gouvernement critiquait également les entreprises qui attribuent des logements aux « **fainéants** » et indépendamment de leur ancienneté dans l'entreprise.

Le bilan économique des trois premiers mois de l'année illustre la gravité des problèmes énumérés par Mikael Gorbatchev : la production industrielle n'a augmenté que de 2 % alors que le plan prévoyait une croissance de 3,9 %.

Quant à la productivité du travail, elle a cru de 1,5 % contre 3,7 % prévus.

Ainsi dans son premier discours devant le CC, à l'instar d'Andropov, Gorbatchev a indiqué clairement la direction qu'il entendait suivre : attaquer la

« réforme économique », en tentant de faire payer aux travailleurs — par des menaces : suppression du 13^e mois, remise en cause de l'attribution du logement, et de ce qu'il appelle le « nivellement » des salaires — la faible productivité du travail en URSS (4).

Une autre dépêche indique que la lutte contre les atteintes à la discipline du travail, l'absentéisme et les faux en écriture de toutes sortes, se poursuit sans relâche en URSS six semaines après l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev qui préconise vigoureusement un retour à l'ordre.

Outre une reprise sensible des contrôles dans les lieux publics pour débusquer les fainéants, les experts en veulent pour preuve une récente réunion des responsables des parquets consacrée à la lutte contre les « trucages » du plan et les « faux en écriture », selon les *Izvestia* de dimanche ». Ce type de mise en garde va se multiplier ; ainsi dans *La Pravda*, du 28 juin 1985 on peut lire : « La réglementation du travail n'est pas respectée dans tous les collectifs. Trop de réunions et de conférences ont lieu pendant les heures de travail, et il faut mettre fin à ces pratiques ».

« L'absentéisme est un frein à l'augmentation de la productivité », conclut *La Pravda* qui préconise « la suppression des primes, la diminution des congés et la rétrogradation des travailleurs ne respectant la discipline du travail et dont les absences sont injustifiées ».

Mais Gorbatchev, comme toutes les fractions de la bureaucratie, connaît l'hostilité de la classe ouvrière à toutes ces mesures. Il sait qu'Andropov lui-même s'est heurté au « mécontentement » des travailleurs.

Au point que leur résistance, combinée aux contradictions internes à la bureaucratie, a interrompu les « expé-

riences économiques » d'Andropov. C'est pourquoi, comme l'ont noté les observateurs, Gorbatchev évite soigneusement de prononcer le mot « réforme ». Bien plus, il cherche à minimiser l'importance et la portée de toute « innovation » : ainsi, annonçant les nouvelles mesures économiques, il s'est empressé d'ajouter qu'il fallait renforcer « le développement planifié et la propriété socialiste ».

Cette prudence indique combien Gorbatchev prend en compte l'échec d'Andropov pour la mise en œuvre d'une telle politique.

C'est ainsi que, s'il continue à multiplier les appels du prédécesseur de Tchernenko à la « discipline du travail », il ne lui est plus possible de pénaliser aussi ouvertement (par des contrôles, des interpellations) les travailleurs qui ne s'y soumettent pas. Et de fait, il doit à la fois mettre en œuvre une politique similaire et prendre garde à son propre échec.

L'« expérience » de Gorbatchev et ses limites

Dans un article du journal *Le Monde* on peut lire sous le titre « L'expérience » de M. Gorbatchev :

La nomination de Monsieur Gvichiani à la première vice-présidence du Gosplan équivaut à une petite révolution au sommet de cette institution monstrueuse qui est chargée de planifier l'ensemble de l'économie soviétique. M. Gvichiani, 56 ans, devient l'adjoint de M. Baibakov, qui préside le Gosplan depuis 20 ans et est âgé de 74 ans. Un homme de la même génération que M. Gorbatchev, réputé énergique et favorable au changement accède ainsi au cœur du système de planification soviétique.

Jusqu'à présent, le secrétaire général, mis à part quelques limogeages subalternes, n'a guère touché aux principaux responsables de l'appareil gouvernemental, à la différence de ce qu'il a accompli au sommet du parti.

Un renouvellement important du personnel est cependant nécessaire pour faire appliquer les textes récemment

(4) Par « lutter contre le nivellement des salaires », la bureaucratie entend s'attaquer aux salaires des travailleurs en instaurant et en développant un système qui ne prenne en compte que les résultats de l'ouvrier sur le terrain de la « productivité ». Il s'agit d'une tentative de remise en cause du système actuel qui verrait en réalité s'opérer d'importantes baisses des salaires.

parus qui visent à donner — dans le cadre immuable de la planification centralisée — plus d'autonomie comptable aux entreprises.

Il ne s'agit en aucune façon d'une évolution de type hongrois ou chinois vers l'économie de marché, puisque les prix, même « modulés » en fonction de la qualité, restent fixés administrativement et qu'il n'est pas question d'autoriser les entreprises à licencier du personnel.

Un décret paru dans *La Pravda* du 4 août énumère les mesures décidées : à partir de 1986, les entreprises pourront augmenter jusqu'à 30 % les prix des articles qui auront été jugés de qualité supérieure. Les produits qui auront été mal notés par les commissions verront au contraire leurs prix baisser.

Il s'agit d'une nouveauté en URSS, de nombreuses entreprises fabriquant n'importe quoi, leur seule obsession étant de fournir en fin d'année les quantités prévues par le plan.

De façon générale, l'autonomie comptable des entreprises sera élargie. Celles-ci auront une plus grande maîtrise sur les dotations du capital destinées au renouvellement de leur matériel.

Les entreprises pourront d'autre part, selon le décret du 4 août « thésauriser en vue des dépenses à venir », les fonds non utilisés. Jusqu'ici, ces fonds étaient récupérés par le ministère de Tutelle, ce qui avait pour effet d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'épargne. Ces sommes pourront être placées dans les banques qui pourront à leur tour les utiliser comme crédits pour d'autres opérations. Dans ce domaine, les gestionnaires soviétiques semblent découvrir l'Amérique. Un alinéa du décret permet enfin aux entreprises exportatrices de disposer un peu plus librement des devises qu'elles auront gagnées à l'étranger. Ce paragraphe est curieusement rédigé sous une forme négative qui crée une certaine ambiguïté. Il sera désormais « interdit de bloquer les devises obtenues par les livraisons à l'exportation ». Cela sem-

ble signifier, aux dires des experts, que les entreprises intéressées pourront utiliser ces devises de façon plus autonome pour se rééquiper elles-mêmes à l'étranger (5).

Mais les devises elles-mêmes resteront entre les mains des organismes spécialisés de Moscou.

Au total, M. Gorbatchev innove, mais il ne prend pas de risques excessifs, puisqu'il reste dans la logique du système. « L'expérience » est cependant importante, dans la mesure où elle accorde une plus grande marge de manœuvre aux directeurs d'entreprises. Leur pouvoir s'accroît tandis qu'est maintenu celui du planificateur central et que sont rognées les prérogatives des échelons intermédiaires, les ministères de tutelle et surtout les ministères locaux, aux effectifs pléthoriques.

Cette énorme bureaucratie n'a donc aucun intérêt à ce que l'expérience réussisse et elle peut exercer sa formidable force d'inertie en attendant que « l'expérience » soit étendue à toute l'économie soviétique le 1^{er} janvier 1987. » (*Le Monde*, 29 août 1985).

La lutte contre le « conservatisme »

Le correspondant du *Monde* indique ainsi les objectifs de Gorbatchev qui, prudemment, s'attaque au système de la planification et entrouvre ainsi la porte à une remise en cause du monopole du commerce extérieur. Mais l'article souligne clairement la résistance de larges fractions de la bureaucratie à toute « innovation » en matière « d'expériences économiques ».

Or, cette résistance s'exprime dès aujourd'hui dans les rangs de l'appareil du PCUS. C'est pourquoi Gorbatchev a choisi, mercredi 25 juin, la ville de Dniepropetrovsk, (fief de Brejnev)

(5) A l'évidence, il s'agit de mesures qui peuvent être un premier pas dans la voie d'une remise en cause du monopole du commerce extérieur.

pour dénoncer tout « conservatisme » : « **Le conservatisme et l'indifférence, le manque d'organisation et le gaspillage, la bureaucratie et les lenteurs administratives n'ont pas leur place** » en Union-Soviétique, a-t-il affirmé dans un discours retransmis le soir au journal télévisé. Cette attaque contre le « conservatisme » indique que Gorbatchev se heurte déjà à la résistance de larges fractions de la bureaucratie :

Une dépêche explique que : « Le pouvoir de M. Gorbatchev, à la recherche d'une prudente réforme de l'économie sclérosée de l'URSS, est parti en guerre contre ceux qui le soupçonnent de trahir les canons du marxisme-léninisme ».

En surface un article-fleuve de *La Pravda* publié cette semaine s'en prend féroce-ment « aux anti-communistes occidentaux », qui prêtent à la nouvelle direction soviétique des desseins hérétiques.

En réalité, s'accorde-t-on à penser dans les milieux diplomatiques, la cible se trouve en URSS même, dans les cercles les plus dogmatiques du parti, qui voient d'un mauvais œil toute tentative de modifier la situation par des mesures nouvelles.

Au même moment, quelques-uns des « réformistes » les plus en vue, proches du secrétaire général, rencontreraient discrètement des collègues venus de Hongrie, le pays du « camp socialiste » où l'expérience a été poussée le plus loin.

Des initiatives « à la hongroise » ont été prises et de petits lopins de terre privés seront distribués à un million de familles. Mais là aussi, M. Gorbatchev a été sur la défensive, le 16 mai dans un discours à Léninegrad : « **Nous avons eu très peur, a-t-il dit, que cela ne conduise vers l'entreprise privée, mais comment peut-on parler d'une entreprise privée si une famille a un jardin ?** »

L'intérêt que M. Gorbatchev et ses collaborateurs prêtent à la situation en Hongrie se heurte à une forte opposition de la part d'une partie importante de l'appareil du parti, estiment les spécialistes.

Ce sont ces milieux que semblent viser les arguments de *La Pravda*. Le profit, explique-t-elle, est certes une notion dévoyée par le capitalisme, mais c'est également une « forme de plus value dont la nécessité pour la société communiste a été prouvée par Marx et développée par Lénine ».

De même pour le nivellement des salaires : « Marx a toujours été contre, et il convient bel et bien de « rechercher des stimulants matériels » au lieu de distribuer « sans égard pour la quantité et la qualité du travail » de chacun. »

Manifestement — cette démonstration énergique de *La Pravda* le prouve —, une opposition se dresse contre les projets de Gorbatchev, qui doit accentuer son offensive contre ses adversaires.

C'est ainsi qu'au CC de juin, il déclare après avoir nommé pris à partie deux ministres et « certains autres » qu'il n'a pas nommés : « **Je pense que nous ne sommes pas les compagnons de route de ces responsables** ».

Quelques jours plus tard, une autre dépêche confirmera le développement de ces contradictions :

« **Un appel d'une vigueur inhabituelle à la cohésion du camp socialiste et à l'orthodoxie a été lancé par *La Pravda* qui vise également, de l'avis des spécialistes, certains milieux soviétiques jugés trop portés sur un libéralisme économique.**

Sous la signature de O. Vladimirov qui, selon un porte-parole de *La Pravda* est un pseudonyme, l'organe du PC soviétique s'en prend tour à tour aux « manifestations de nationalisme et de révisionnisme » dans les pays du bloc, fustige certains alliés de l'URSS pour leur volonté d'indépendance en matière de politique étrangère et s'élève contre toute « extension du secteur privé » dans l'économie socialiste.

C'est toujours l'impérialisme, souligne le journal, qui « cherche à dresser les pays socialistes les uns contre les autres et surtout contre l'URSS ».

C'est lui aussi qui « veut prouver les avantages du marché libre et l'entreprise privée et discréditer la propriété d'Etat », propre au système socialiste.

Ces passages sur l'économie libérale, estime-t-on de source diplomatique, pourraient viser la Hongrie où les expériences économiques ont été poussées plus loin que dans les autres pays du « camp ». Mais fait-on valoir, l'intérêt que M. Gorbatchev porte à cette évolution n'est guère discutable ainsi que le montre, encore tout récemment, un séminaire de savants hongrois et soviétiques consacré, fin mai à Moscou, à ce sujet.

Il apparaît ainsi que la mise en garde, qui émane manifestement des milieux les plus orthodoxes de la direction, concerne au premier chef certains économistes soviétiques jugés trop libéraux et semble être destinée à tempérer les espoirs d'une évolution en ce sens après l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev.

« Certains savants, relève *La Pravda*, sont en faveur de l'affaiblissement des leviers d'action de l'Etat et de l'instauration des lois du marché et du secteur privé ». Mais « l'extension du secteur privé est grave, elle sape les fondements de l'économie socialiste et intensifie les tensions sociales ». (21 juin 1985).

« Intensifie les tensions sociales ». Le mot est lâché. La crainte de voir les mesures de « discipline du travail » provoquer le développement du « mécontentement » chez les ouvriers, aggrave les dissensions au sein de la bureaucratie. « Les slogans et les bonnes paroles sur l'économie sont une chose, mais la réalité en est une autre », a déclaré Gorbatchev le 21 septembre devant une assemblée d'anciens « stakhanovistes », avouant ainsi qu'il se heurte à des résistances et critiquant la « lenteur du changement ».

Il ajouta « la lutte contre l'alcoolisme n'est pas simple, elle fait des mécontents, mais ses résultats donnent de l'espoir ».

Certes, la question de l'alcoolisme est un véritable problème en URSS. Mais à l'évidence, pour la bureaucratie, peu soucieuse d'améliorer les conditions de vie des masses laborieuses, la campagne engagée à ce sujet s'inscrit dans l'offensive organisée pour le renforce-

ment de la discipline du travail et pour faire supporter aux travailleurs le coût de la « modernisation » de l'industrie.

Dans cette voie, ainsi qu'il l'indique lui-même, Gorbatchev se heurte à des « mécontents » et à une résistance.

Et pour tenter de sortir de l'impasse, Gorbatchev a besoin de resserrer les rangs :

C'est ainsi qu'une résolution du PCUS publiée dans *La Pravda* explique : « aucune organisation du parti, aucun travailleur ne pourra désormais échapper au contrôle ». Et à ce propos, réapparaît la référence à Staline.

Staline, Gorbatchev et les autres...

« Le nom de Staline a pour la première fois depuis des années été prononcé en public par un secrétaire général soviétique, avec une connotation positive : M. Gorbatchev a rendu mercredi un hommage appuyé au généralissime et suscité un tonnerre d'applaudissements parmi les 5 000 Soviétiques qui écoutaient son discours solennel, consacré au 40^e anniversaire de la fin de la 2^e Guerre mondiale.

Pour le nouveau secrétaire général, l'invocation de Staline semble de fait correspondre au souci de vanter le fonctionnement d'une économie qui tournait alors à plein rendement.

« L'efficacité de l'économie de guerre de l'URSS, a-t-il souligné mercredi, a été assurée par l'autorité absolue du plan, la discipline, la responsabilité à l'égard des tâches confiées, l'initiative, l'audace et le travail plein d'abnégation des ouvriers », dit une dépêche.

Cette référence n'est pas fortuite. Elle s'inscrit dans le développement de la crise que connaît la bureaucratie stalinienne. Son incapacité à faire face aux problèmes qui l'assaillent, sa peur de la classe ouvrière soviétique, les contradictions qui la déchirent rongent son monolithisme et, par là-même, développent en elle les tendances au bonapartisme.

L'expérience lui a confirmé que toute brèche apparente dans le système de sa domination absolue imposée par la

contrainte ouvrait aux masses une possibilité de s'y engouffrer pour poser leurs revendications et donc mettre radicalement en cause son pouvoir usurpateur.

Son incapacité à régler quelque problème que ce soit, et donc à assurer « normalement » le maintien de son monolithisme, nourrit ainsi la tendance à la résurgence d'un Bonaparte capable d'assurer d'une poigne de fer l'unité forcée de ses rangs.

Or, si la bureaucratie a besoin d'un Bonaparte, elle en a également peur : d'abord l'expérience lui a enseigné que la poigne du Bonaparte était lourde, et le prix à payer pour maintenir son homogénéité fort élevé : Staline a en effet décimé ses rangs plus d'une fois pour l'unifier ; et puis aurait-elle la force de l'imposer à la classe ouvrière aujourd'hui ?

Certes non. D'une part, ce que nous avons indiqué plus haut démontre la résistance ouvrière à la politique de la bureaucratie. D'autre part, il faudrait au moins pour y parvenir une condition, nécessaire mais non suffisante : une perspective politique commune. La bureaucratie l'avait dans les années trente, mais aujourd'hui, elle est déchirée par les contradictions en son sein.

Clans, purges et limogeages

Il faut à Gorbatchev s'assurer le contrôle de l'appareil sans pour autant le disloquer par des purges massives, qui remettraient en cause tout l'édifice bureaucratique et ouvriraient alors la voie aux masses. Et dans le même temps, les luttes d'influences, l'opposition des clans se développent.

Il est trop tôt pour dresser une liste, qui ne pourrait d'ailleurs pas être exhaustive, des limogeages qui se sont produits en URSS depuis l'accession de Gorbatchev.

Mais il semble, selon les observateurs « attentifs » que les changements entrepris soient de plus grande ampleur que ceux qu'avait réalisés Andropov.

En particulier l'un des points culminants de cette offensive a été le

« remerciement » de Romanov, l'un des plus hauts dignitaires du régime qui avait été présenté comme un des successeurs possibles de Tchernenko.

C'est dans cette situation de bouleversement de direction qu'a été annoncée la nomination de Gromyko, comme chef de l'Etat et son départ du ministère des Affaires étrangères qu'il dirigeait depuis 25 ans.

Selon les observateurs **« la nomination de M. Andréi Gromyko à la présidence de l'Union Soviétique et son remplacement à la tête de la diplomatie par M. Edouard Chevarnadie, ont suscité, mardi, la surprise dans les capitales occidentales qui interprètent ces changements comme la confirmation de la toute-puissance du numéro 1 M. Gorbatchev. »**

Pour sa part, le professeur Richard Starr, spécialiste des affaires soviétiques à l'université de Stanford (Californie), a estimé qu'après avoir éliminé son rival Grigori Romano, M. Gorbatchev pouvait se payer le luxe de laisser la présidence à A. Gromyko pour le remplacer par un homme à lui, moins encombrant.

A Bruxelles, dans les milieux diplomatiques de l'OTAN, on estimait que le numéro un soviétique faisait place nette autour de lui pour préparer les grands axes « d'un règne qui peut durer 20 ans ». Ces options seraient annoncées lors du prochain congrès du Parti communiste de l'URSS, en février prochain, prévoient les diplomates alliés pour qui cette réunion sera **« l'une des plus importantes de l'histoire de l'URSS ».**

Certes, cette décision est sans doute un moment de la bataille que mène Gorbatchev pour s'assurer de bien tenir les rênes du pouvoir. Pourtant, quelques semaines plus tôt, ces mêmes « spécialistes » expliquaient que le secrétaire général du parti exerce en effet un pouvoir pratiquement sans partage, ainsi que l'a montré le plénum du PC du 23 avril, où presque toutes les promotions au sein du secrétariat et du politburo ont bénéficié à des personnalités qui lui sont proches.

Dans ces conditions, a estimé un diplomate à Moscou, ne pas l'élire à la tête

de l'Etat « équivaldrait à un camouflage difficilement imaginable ».

D'autant, font-ils valoir, que c'est M. Gorbatchev qui avait proposé, le 11 avril 1984, l'élection de Constantin Tchernenko à la tête de l'Etat, en soulignant « l'extraordinaire importance pour la politique étrangère » de l'URSS que les deux fonctions soient exercées par la même personne.

D'ailleurs, les prédécesseurs de l'actuel secrétaire général ont porté la « double casquette », depuis que L. Brejnev a réussi en 1977 à briser la « troïka » qui avait renversé Nikita Krouchtchev, en écartant Nikolaï Podgorny pour cumuler la direction du parti et de l'Etat.

Et si Brejnev a mis 13 ans pour arriver au faite du pouvoir, son éphémère successeur Youri Andropov n'a dû attendre que 7 mois avant d'y parvenir.

« Elu secrétaire général à la mort de Brejnev, en novembre 1982, il a été porté à la présidence du présidium en juin 1983. Son successeur Constantin Tchernenko a fait plus vite encore pour disposer de tous les signes extérieurs d'un pouvoir, qui, en réalité, semblait lui échapper en grande partie : secrétaire général en février 1984, il devint chef de l'Etat en avril.

Rares sont les experts à Moscou qui accordent quelque poids à la thèse

selon laquelle M. Gorbatchev céderait volontairement la présidence du présidium à un membre âgé de la direction pour ainsi le mettre sur « une voie de garage » par la nomination à un poste purement honorifique. Malgré l'absence de pouvoirs réels dévolus au chef de l'Etat soviétique, cette fonction permet en effet au secrétaire général de disposer, du point de vue protocolaire, d'un titre qui en fait l'égal de ses grands interlocuteurs occidentaux, notent les spécialistes ». (1^{er} juin 1985).

Ainsi, en quelques semaines, ces « spécialistes » se contredisent.

A l'évidence, les choses ne sont donc pas si simples qu'il y paraît, et les luttes d'influences et de clans au sein de la bureaucratie demeurent vives, comme l'indiquait d'ailleurs lui-même Gorbatchev à l'occasion de l'élection de Gromyko, quand il déclarait qu'il entendait se consacrer « au maximum au travail d'organisation au sein du parti et à la mobilisation des masses », en prévision du 27^e congrès du PCUS en février 1986.

Il ne s'agit pas pour nous de spéculer, mais la personnalité de Gromyko, la continuité qu'il incarne depuis 1957 en matière de politique extérieure sont telles que son remplacement à la tête de la diplomatie soviétique a créé de véritables remous au plan international.

III - GORBATCHEV ET REAGAN

L'intérêt accordé par la presse occidentale à l'éviction de Gromyko des Affaires étrangères souligne l'attention avec laquelle l'impérialisme appréhende la politique qui sera mise en œuvre au Kremlin à son égard.

C'est d'ailleurs Gromyko qui avait indiqué comment la bureaucratie envisageait les relations de l'URSS avec les USA dans la période qui s'ouvrait avec la nomination de Gorbatchev. Lors du discours d'investiture de ce dernier, Gromyko déclara en effet à propos de Gorbatchev :

« Parmi ses qualités, il y a son acharnement à défendre ce qui est pour nous le saint des saints : la lutte pour la paix

et le maintien de notre capacité de défense à son niveau approprié ».

Dans ces conditions, l'annonce par Gorbatchev, lors du plénum de juin, d'une prochaine rencontre avec Reagan, représente une étape capitale dans les négociations en cours entre l'impérialisme et la bureaucratie.

« Sauver le monde »

En effet pendant les quatre ans de son premier mandat, Reagan s'était fait le chantre de la « lutte contre le communisme ». L'équipe dirigeante du Kremlin était alors présentée comme

« Satan » et l'URSS comme « l'empire du mal ». Mais au cours de la campagne électorale précédant sa réélection, Reagan a changé de ton, multipliant les remarques conciliantes à l'égard des dirigeants du Kremlin et allant même jusqu'à rencontrer Gromyko.

Beaucoup de commentateurs se sont interrogés dans la presse : s'agissait-il d'un tournant de la politique américaine ?

Or, le président américain a lui-même indiqué les raisons de cette « ouverture », en déclarant : « **Les deux superpuissances (doivent)... décider d'agir ensemble pour sauver le monde** ». Ce que Reagan appelle « sauver le monde », c'est le maintien ou le rétablissement de l'ordre qui lui permet d'exploiter et d'opprimer les peuples du monde.

Dans cette affaire la bonne volonté des dirigeants du Kremlin n'est pas en cause, car à chaque occasion, le Kremlin prend sa part du fardeau. Mais les échecs de Reagan en matière de politique étrangère et le développement de la lutte des classes font peser de telles menaces sur les intérêts impérialistes qu'une véritable coopération de tous les moments entre Washington et Moscou devient nécessaire pour faire face aux périls qui menacent l'ordre. Une première étape de cette large négociation a été la réunion commémorative qui célébrait le Xème anniversaire des accords d'Helsinki.

La signification des accords d'Helsinki

La signature des accords d'Helsinki, il y a 10 ans, avait marqué un resserrement de la collaboration de l'impérialisme et de la bureaucratie.

En effet, avec la chute du gouvernement Thieu au Viêt-nam, en avril 75, abolissant de facto les « accords de Paris » de 1973 et infligeant une défaite historique à l'impérialisme US, les discussions en vue de parvenir à un accord global, qui traînaient en longueur depuis des années, se sont accélérées brusquement.

Car cet échec de l'impérialisme US se combinait à sa propre crise (dont le

point de départ avait été l'affaire du Watergate suivie par la démission de Nixon en août 1974). En outre il montrait l'échec de l'alliance entre les USA et l'URSS pour imposer le maintien de Thieu et la partition du Viêt-nam et, par là, portait à un point élevé la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Or, c'est précisément en Europe que celle-ci s'était concentrée : le 25 avril 1974, la révolution prolétarienne commençait au Portugal, soulignant la crise de domination des classes des différentes bourgeoisies européennes ; tandis que se développaient de nouvelles phases de la marche à la révolution politique à l'Est avec les mouvements des travailleurs polonais qui étaient eux-mêmes l'expression d'une situation plus générale. Dès lors, il était urgent pour l'impérialisme et pour la bureaucratie de resserrer leur collaboration contre-révolutionnaire et, au lendemain de la défaite historique de l'impérialisme au Viêt-nam et de la menace révolutionnaire en Europe, de réaffirmer solennellement cette alliance face au mouvement des masses ébranlant l'ordre établi à Yalta.

C'est pourquoi les 30, 31 juillet et 1^{er} août 1975 se tenait à Helsinki la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » que le journal finlandais « *Uusi Suomi* » résumait ainsi :

« Les représentants des Etats de l'Ouest, de l'Est et les neutres ont fait l'unanimité sur la nécessité de conserver le statu quo en Europe... Derrière le document signé vendredi émerge une nouvelle sainte-alliance des forces conservatrices ». (2 août 1975)

Le journal finlandais ne s'embarassait pas de mots. Nous étions alors fondés à parler de « nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire ». La signature d'accords sur « la sécurité et la coopération » donnait tout son contenu à cette conférence.

La sécurité en Europe, c'est le maintien de l'« ordre » européen issu de la seconde guerre mondiale ; d'un côté les Etats bourgeois, l'exploitation capitaliste ; de l'autre, la subordination à la bureaucratie du Kremlin, son joug, son oppression, ses spoliations, la divi-

sion politique imposée aux prolétariats allemand et européen.

La coopération en Europe, c'est la combinaison de l'activité contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international à la lutte que mènent les bourgeoisies européennes et leurs Etats contre la montée de la révolution en Europe.

Toutefois si les développements de la lutte des classes avaient rendu indispensable la conclusion entre les USA et le Kremlin d'un tel pacte contre-révolutionnaire, les deux partenaires n'y souscrivaient pas dans des conditions analogues.

Car si l'impérialisme doit s'appuyer, contre la révolution, sur la bureaucratie qui ne lui a pas marchandé son aide, celle-ci, confrontée au développement de la lutte des classes, doit à son tour s'appuyer plus encore sur l'impérialisme et lui faire des concessions de plus en plus importantes.

En effet, à la fin de la guerre, la bureaucratie du Kremlin était au sommet de sa puissance politique et pouvait négocier avec succès son aide à l'impérialisme. Trente ans après, la bureaucratie se trouve sous le feu de la révolution en Europe, et d'une façon générale, le développement de la lutte des classes, la force potentielle du prolétariat d'URSS et les contradictions explosives dans ce pays, l'émergence de la révolution politique conjuguée à celle de la révolution sociale à l'Ouest, ne cessent de mettre en évidence sa dépendance accrue vis-à-vis de la bourgeoisie mondiale.

Dans ces conditions, la bureaucratie qui dirige l'URSS défend ses intérêts comme puissance contre l'impérialisme, mais elle le fait dans des rapports politiques qui se sont modifiés à son détriment depuis 1945. Or cette modification n'est pas une donnée abstraite, l'impérialisme lui-même n'étant pas une abstraction, mais un ensemble de rapports économiques et politiques dominés par les forces les plus puissantes, c'est-à-dire avant tout par l'impérialisme US.

La modification des rapports entre l'impérialisme et la bureaucratie ne cesse donc de se manifester concrète-

ment, en particulier par le fait que, de plus en plus, c'est l'impérialisme US qui est amené à jouer le rôle de gendarme en chef de l'ordre mondial.

Par ailleurs, la bureaucratie était venue chercher à Helsinki, en contrepartie, un allègement de la pression impérialiste, notamment sur le plan de la « course aux armements ». Or, non seulement elle n'y trouva pas l'allègement souhaité, mais l'impérialisme accentua encore sa pression en intégrant dans le texte des accords des références aux « droits », aux « libertés » et à la « libre circulation des hommes et des idées ». A travers ces termes, dont l'enjeu était, bien plus que celle des « hommes et des idées », la libre circulation des marchandises et des capitaux, l'impérialisme cherchait à modifier à son profit l'équilibre contre-révolutionnaire édifié à Yalta ; il s'agissait — et il s'agit toujours — pour lui de poursuivre son objectif : démanteler le monopole du commerce extérieur et la planification à l'Est de l'Europe, c'est-à-dire y remettre en cause, à terme, la propriété sociale.

D'où l'importance que revêt, au-delà de la propagande, la cérémonie commémorant ces accords. Il s'agit pour la bureaucratie et pour l'impérialisme de renouveler, tant bien que mal dans les conditions actuelles, une alliance destinée à combattre le développement de la lutte des classes ; car 10 ans après Helsinki, non seulement l'impérialisme et la bureaucratie se sont montrés incapables de résorber l'impact de la défaite US en 1975 au Viêt-nam et de contenir la montée révolutionnaire, mais encore de nouvelles défaites ont été infligées à la « sainte-alliance » : le développement de la lutte des classes en Europe, la poursuite de la déstabilisation au Moyen-Orient se combinant avec l'effondrement du régime du Chah en Iran et, en Amérique centrale, la chute de Somoza au Nicaragua qui a ouvert une nouvelle phase de la marche révolutionnaire dans cette région avec toutes les conséquences que cela entraîne dans le reste du continent américain.

Dans le même temps, et s'intégrant à ces processus, s'est amorcée la révolution politique en Pologne et, aujourd'hui encore, la révolution poli-

tique n'est pas vaincue car la bureaucratie n'a pas été capable d'écraser le mouvement des travailleurs polonais comme elle avait pu le faire en 1956 en Hongrie ou en 1968 en Tchécoslovaquie. Par ailleurs s'y ajoutent les difficultés rencontrées par la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan (témoin sa tentative récente de négociations officieuses avec le Pakistan et avec les USA lors d'une réunion qui s'est tenue le 20 juin 1985 à Washington).

Une large négociation en cours

C'est pourquoi, il est désormais urgent pour les dirigeants de l'impérialisme US de remettre les pendules à l'heure : les accords de Yalta et de Postdam ne sont plus adaptés. Dès lors, la révision des termes de l'accord ouvre le champ à un vaste marchandage. En effet, si les dirigeants du Kremlin — pour défendre leurs intérêts — restent accrochés comme à un dogme aux accords de Yalta, ceux de l'impérialisme US n'ont jamais considéré que cet équilibre était établi une fois pour toutes, éternellement.

Telle est la signification de la politique actuelle de Reagan. Et il n'y a là nulle modification de la politique US : la coopération contre-révolutionnaire va de pair avec les exigences de plus en plus pressantes de l'impérialisme à l'égard de la bureaucratie et avec la poursuite par le premier de ses propres fins. Si dans la reprise des négociations sur les armements nucléaires, quelqu'un va à Canossa, ce n'est certainement pas Reagan.

Un rappel des faits le démontre aisément :

Fin de l'année 83 : au moment même où des négociations sont en cours à Genève pour limiter et réduire les armements nucléaires, l'impérialisme US déploie les Pershing dans plusieurs pays européens. La bureaucratie rompt alors les négociations et pose comme condition à leur reprise le retrait des missiles.

Juin 84 : les autorités soviétiques proposent une négociation sur le projet américain IDS (Initiatives Stratégiques

de Défense plus connu sous le nom de « guerre des étoiles »). Réponse négative de Reagan.

Septembre 84 : lors d'une assemblée générale de l'ONU, Reagan propose de globaliser les négociations, c'est-à-dire d'inclure à tous les problèmes d'armements, à l'exception de l'IDS, ce qu'il appelle les problèmes régionaux : Afrique du Sud, Moyen-Orient...

17 novembre 1984 : les missiles US sont déployés en Europe. Tchernenko fait parvenir à Reagan une missive proposant de nouvelles négociations sur les armements, sans y mettre de conditions préalables. Un an plus tôt, le retrait des missiles était une condition de la reprise des négociations. La proposition est acceptée.

7-8 janvier 85 : Shultz et Gromyko se rencontrent à Genève, le ministre des Affaires étrangères exige l'arrêt du projet IDS et du déploiement des missiles.

22 janvier : Tchernenko déclare : « **Un accord est tout à fait possible et nécessaire** ». Reagan n'en annonce pas moins la poursuite d'IDS.

11 mai 85 : dès son arrivée au pouvoir Gorbatchev revient à la charge : « **Nous proposons un gel des armements nucléaires et l'arrêt du déploiement des missiles** ».

12 mars : reprise des négociations à Genève.

27 mars : aux USA, la chambre des représentants approuve la construction de nouveaux missiles MX.

30 mars : un dirigeant soviétique, Arbatov, affirme : « **L'URSS sera contrainte de développer un nouveau système de missiles pour répondre aux MX** ».

26 juin : Gorbatchev évoque la possibilité d'un retrait de l'URSS des négociations de Genève. Elles se poursuivent néanmoins.

10 juillet : selon l'International Herald Tribune, les délégués soviétiques ne contesteront plus aux USA le droit de procéder à des recherches en laboratoire sur certains aspects de l'IDS, et le chef de la délégation soviétique à l'ONU déclare : « **Ce serait le premier test d'une arme basée dans l'espace qui**

provoquerait la rupture des conversations de Genève ».

16 juillet : tirant les conclusions de la deuxième phase des négociations, l'agence TASS est amenée à remarquer que « **les résultats de ce deuxième round ne sont pas satisfaisants par la faute des USA qui continuent à accélérer la course aux armements dans toutes les directions** ».

Le « 3^e round »

Le 3^e round des négociations commence le 19 septembre et Gorbatchev rencontrera Reagan deux mois plus tard. Le budget militaire US ne cesse de croître, les missiles sont déployés en Europe et, le 21 juillet, on apprenait qu'un deuxième type d'IDS était envisagé par l'impérialisme. Ainsi donc, le sommet Reagan-Gorbatchev, proposé par le premier, rappelons-le, dès mars 1985, va se dérouler alors que le projet IDS, qui selon le Kremlin remet en cause l'équilibre, se poursuit.

A travers ce marchandage Reagan recherche à renforcer la coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie. Mais cette coopération contre-révolutionnaire impliquait et implique toujours que l'impérialisme et la bureaucratie disposent des moyens nécessaires pour contenir le mouvement des masses.

Depuis une dizaine d'années, la bureaucratie du Kremlin s'est, de plus en plus, alignée sur un plan bien déterminé sur ce qu'entend obtenir d'elle l'impérialisme et a connu sur ce terrain d'importants échecs. Dans cette situation, l'impérialisme US veut obtenir de la bureaucratie un engagement plus important encore. Ainsi, dans le cadre de la préparation des négociations de Genève, G. Schultz a indiqué l'enjeu d'une négociation globale : elle implique « **la participation soviétique aux efforts internationaux pour résoudre les conflits régionaux en Afrique du Sud et au Proche-Orient par exemple** ». (Juin 1983)

Une première rencontre consacrée au Proche-Orient a eu lieu, en février dernier. On sait que dans cette région du monde, l'impérialisme s'est avéré inca-

pable d'achever sa tâche : écraser et détruire le peuple palestinien. L'intervention israélienne, dont le but était l'anéantissement des Palestiniens du Liban et la mise sur pied d'un Etat fort capable de maintenir l'ordre dans ce pays, a essuyé un cuisant échec.

Et la récente agression des miliciens d'Amal, dirigés par N. Berri, contre les camps palestiniens n'est pas entièrement parvenue à ses fins malgré le soutien de la Syrie appuyée elle-même par la bureaucratie du Kremlin.

De leur côté, le roi Hussein de Jordanie et Y. Arafat ont conclu un accord, sous l'œil bienveillant de Reagan, sur le dos du peuple palestinien ; mais son application est loin d'être assurée. Dans ces conditions, l'impérialisme exige une plus grande coopération de Moscou pour tenter de stabiliser la situation au Proche-Orient. C'est pourquoi en particulier vient de s'engager un processus « officieux » de rétablissement des relations diplomatiques entre la bureaucratie du Kremlin et Israël, dont le contenu est donné par le nouveau chef de l'Etat soviétique Gromyko quand il déclare : « **Nous sommes contre les extrémistes du monde arabe qui espèrent détruire l'Etat d'Israël** ». Rappelons pour mémoire que les dirigeants d'Israël ont toujours dénoncé comme « extrémistes » les Palestiniens pour justifier la lutte d'extermination qu'ils mènent contre eux.

La seconde rencontre a eu lieu le 30 mai 1985 et était consacrée à la situation en Afrique australe. L'irrésistible montée révolutionnaire des Noirs d'Afrique du Sud, menaçant l'Etat raciste de Pretoria, remet en cause tout l'équilibre régional que Washington et Moscou avaient tenté de sauver en mars 1984 par le biais d'accords entre l'Afrique du Sud d'une part, le Mozambique et l'Angola d'autre part. Le Mozambique et l'Angola dont les liens avec Moscou sont connus s'engageaient alors à liquider les bases de la SWAPO, organisation nationaliste Noire, et à ne plus accorder de refuge aux cadres de l'ANC.

A la veille du discours de Botha, président raciste de Pretoria, un responsable soviétique, M. Vassev, a déclaré :

« **Le dangereux foyer de tension qui persiste en Afrique du Sud complique les relations internationales** » ; et Vashev de se prononcer en faveur de « pourparlers directs entre les autorités d'Afrique du Sud et N. Mandela, président de l'ANC. » Dans le dispositif d'ensemble où l'impérialisme US cherche une solution au maintien de la domination impérialiste en Afrique du Sud, les dirigeants du Kremlin font pression pour favoriser une réforme de l'Etat-apartheid, qui s'avère impossible, comme est impossible le maintien de l'Etat raciste que préconise Reagan. (6)

Le nécessaire maintien de l'ordre

Cependant, alors que l'appareil international du stalinisme aux ordres du Kremlin est entièrement dressé pour la défense de l'ordre cher à Reagan, le développement de la lutte des classes le frappe de plein fouet. Dans ces conditions, l'impérialisme est soucieux de la fragilité des bureaucraties en place et peu désireux de favoriser leur chute, au moins aussi longtemps que les rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale mettent au centre de la situation, comme trait dominant, l'imminence de la révolution mondiale. Il n'y a donc nulle contradiction entre le blocus du Nicaragua, l'aide aux « contras », l'invasion de Grenade et les facilités consenties à Jaruzelski.

Sur ce dernier point, on se rappelle que pour son premier voyage officiel Gorbatchev s'était rendu à Varsovie quelques jours avant le 1^{er} mai où des dizaines de milliers de travailleurs polonais

avaient manifesté leur soutien à Solidarnosc.

Aujourd'hui, le président Reagan vient au secours de Jaruzelski, qui, depuis son coup d'Etat du 13 décembre 1981, n'est pas parvenu à remplir la mission que ses maîtres du Kremlin lui avaient confiée : en finir avec Solidarnosc, le syndicat indépendant que les travailleurs polonais s'étaient donné en août 1980 et qu'ils ont depuis défendu bec et ongles face à la répression.

C'est ainsi que, le 17 juillet 1985, les représentants des 17 pays créanciers de la bureaucratie polonaise, dont les USA, lui ont accordé le rééchelonnement jusqu'en 1986 de près de 12 milliards de dollars de sa dette extérieure.

S'il est vrai que dans le cadre de la coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie, l'impérialisme poursuit des buts qui lui sont propres, il n'en demeure pas moins qu'il mesure le danger que représente la pression qu'il exerce ; aussi, est-il amené à en alléger le poids, si c'est nécessaire pour éviter des explosions qui, menaçant le pouvoir de la bureaucratie, remettraient en cause l'ordre mondial.

Et les dirigeants des cercles de l'impérialisme agissent dans le même sens en décidant d'accueillir le général Jaruzelski à l'ONU et de lui conférer ainsi le statut de « représentant » de la Pologne prétendument « normalisée ».

A l'occasion du cinquième anniversaire des accords de Gdansk, alors qu'en Pologne des milliers de travailleurs ont manifesté leur attachement à Solidarité, Reagan a déclaré dans un discours, après avoir fait l'« éloge » du syndicat indépendant : « **Si une telle réconciliation (entre gouvernants**

nement qu'il peut y avoir au Nicaragua serait sans importance pour les USA : nous défendons nos intérêts nationaux quand nous aidons l'Afghanistan. »

C'était par là, reconnaître le « droit » pour Reagan d'intervenir en Amérique centrale au nom de la défense des intérêts nationaux US, comme il ne s'en priva pas avec l'invasion de Grenade. L'incapacité de l'impérialisme US à résorber les conséquences de la chute de Somoza au Nicaragua l'amène à vouloir assurer une plus grande implication de la bureaucratie du Kremlin dans le règlement des « problèmes régionaux ».

(6) De même, le département d'Etat US vient de rendre publique le 21 septembre 1985 l'annonce d'entretiens avec des représentants du Kremlin sur les problèmes d'Amérique latine, principalement du Nicaragua, du Salvador et de Cuba, qui devraient se tenir avant le sommet Gorbatchev-Reagan prévu le 19 novembre.

Cette « collaboration » est dans la droite ligne de ce qu'il avait déclaré Y. Andropov en 1982 au journal allemand Der Spiegel :

« on ne peut oublier que cela se passe à notre frontière commune et ce qui se passe en Afghanistan ne nous est pas indifférent. Pour donner un exemple, on peut se demander s'il le gouver-

et gouvernés) se poursuit, la traditionnelle amitié américaine sera offerte sans réserve à la Pologne ».

On le voit, pour l'impérialisme comme pour la bureaucratie, le principe de la coopération contre-révolutionnaire est acquis. L'enjeu de la discussion, c'est la forme pratique de cette coopération qui implique des règlements plus ou moins favorables selon les partenaires. Et, à l'occasion de la nomination de Gorbatchev, Reagan va chercher à s'assurer le règlement le plus favorable.

En effet, sous Brejnev, malgré de très importantes concessions à l'impérialisme, l'« immobilisme » de la bureaucratie constituait malgré tout un obstacle. Et depuis trois ans, la situation a été trop mouvante au Kremlin pour que puisse s'y dégager une orientation conforme aux vœux des USA (même si, par ailleurs, ceux-ci en ont profité pour accentuer leur politique de pression). C'est ce que caractérisait A. Hortmar, ambassadeur US à Moscou, en évoquant « le débat, la confusion et l'absence d'autorité » qui selon lui y règnent.

Mais, à l'occasion de la nomination de Gorbatchev, l'impérialisme peut peser pour obtenir des engagements plus précis du Kremlin. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les différentes mesures annoncées par Reagan, maintien de l'IDS et « aide » à la Pologne, installation des missiles et proposition de négociations.

Il n'y a là nulle contradiction : les négociations précédentes avaient été interrompues lors de la décision d'installer les Pershing. Alors que leur déploiement est pour l'essentiel accompli, elles reprennent dans un cadre voulu par l'impérialisme US, tandis que celui-ci développe un fantastique programme de production d'armement nucléaire et spatial.

Dans un article du *Times* particulièrement éclairant à ce sujet, on peut lire :

« Il y a à la fois la réalité économique à laquelle les dirigeants du Kremlin doivent faire face et la réalité des armes stratégiques. Ils voient la course aux armements comme déstabilisatrice...

Les difficultés de l'économie soviétique ont été évoquées par Tchernenko qui a parlé du fardeau des dépenses militaires pour l'économie mondiale. Le coût gigantesque de la « guerre de l'espace » (le programme initial US est évalué à 26 milliards de dollars) disloquerait tous les plans prévus. Un officiel soviétique écrivait à ce sujet : « Il faudrait mettre au rancard nos plans de développement pour les vingt prochaines années ».

La « course aux armements »

Ainsi, à travers les « négociations » de Genève sur le « désarmement », l'impérialisme va chercher à obtenir du Kremlin, lors de la rencontre Gorbatchev-Reagan, de nouvelles concessions. C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier le développement de la politique d'armement de Reagan.

Elle fait peser sur l'URSS une très lourde pression et lui impose en particulier le maintien de formidables dépenses d'armement qui grèvent son économie d'un poids intolérable. La part du budget d'armement en URSS absorbe 15 % du produit national brut. La bureaucratie est d'autant plus sensible à cette politique de pression qu'elle a un besoin vital de biens d'équipement modernes, de pièces détachées, de denrées alimentaires et des crédits de l'impérialisme pour pallier les déséquilibres entre les différentes branches de la production. Et, comme l'indiquait Baldrige, secrétaire US au Commerce, dans *Le Figaro* du 22 mai 85 : « Il est clair qu'une modification fondamentale dans nos rapports commerciaux avec l'URSS dépend d'une amélioration de nos rapports politiques ».

Autrement dit, l'impérialisme combine le blocus économique et la politique de surarmement pour accroître sans cesse la pression qu'il exerce sur l'URSS ; il mène de la sorte un combat ininterrompu pour réintégrer dans le marché mondial les pays d'où il a été évincé par l'expropriation consécutive à la révolution de 1917.

Car la « course aux armements »,

nécessaire volant d'entraînement de l'économie capitaliste, constitue au contraire un fardeau pour l'économie de l'URSS. Dans le droit de fil de la continuité de la politique US, Reagan avait déclaré, dès sa première élection, « **Ou bien nous aurons des réductions légitimes et vérifiables des armements, ou bien les Soviétiques se trouveront dans une course aux armements qu'ils ne pourront gagner** ».

Et constamment, les responsables US posent la même exigence que « les experts américains puissent assister sur place aux expériences soviétiques ». Un autre ministre US, Eagleburger, a déclaré : « **Il n'y aura pas d'accord sur la réduction des armements s'ils ne sont pas vérifiables sur place** ».

Sous cette exigence s'exprime bien évidemment la tentative permanente de l'impérialisme : ouvrir une brèche dans l'existence d'un Etat fondé sur l'expropriation du capital et mettre en cause la propriété sociale.

Objectif que le porte-parole de la Maison Blanche, L. Speakes, reprenait en ces termes : « **Le président Reagan souhaite influencer sur la politique intérieure de l'URSS par des pressions commerciales et économiques en y ajoutant la pression militaire décisive pour obliger les Soviétiques à faire des réformes dans leur pays** ».

C'est d'ailleurs ce qu'indique un article paru dans une revue à destination des cercles impérialistes US *Foreign affairs*, sous la signature de Richard Pipes qui est l'un des conseillers de Reagan, et sous le titre « **L'Union Soviétique peut-elle être réformée ?** ».

Dans cet article, après avoir analysé comme une situation de crise, la situation en URSS, Pipes s'amuse, en citant Lénine, et Engels, à expliquer que faute de « **facteur subjectif** » la perspective de la révolution est à exclure ». Pipes écrit : « **Si la révolution est exclue, le régime soviétique est face à trois possibilités, retour au stalinisme, intensification d'une politique d'agression conduisant à la guerre mondiale et réforme intérieure** ».

Après avoir écarté les deux premières hypothèses, il explique que pour sortir de la présente situation les dirigeants

soviétiques doivent « **réconcilier les intérêts de l'Etat et de sa domination avec l'énergie créatrice des citoyens** ». C'est ainsi qu'il indique : « **L'économie dirigée par l'Etat doit être liée à un second secteur, privé, et fondé sur le dynamisme... La conséquence d'une telle réforme serait une économie mixte dans laquelle l'Etat et le parti conserveraient leur immense pouvoir mais plus sur les forces productives. Cela signifierait que la nomenklatura se déchargerait de l'autorité économique et gagnerait ainsi beaucoup de temps pour une productivité accrue... Les obstacles à cette réforme sont énormes. La nomenklatura résistera aussi longtemps qu'elle le peut à changer de nature... En d'autres mots, plus grande sera la pression sur le régime soviétique pour qu'il s'occupe de sa véritable crise intérieure, plutôt que de créer des crises artificielles ailleurs, plus les citoyens auront la possibilité de faire pression sur leur gouvernement pour le détourner de ces aventures étrangères.**

Comme l'expliquait Engels un siècle auparavant, « **le danger d'une guerre s'évanouira quand les changements en Russie permettront au peuple russe de mettre un terme à la politique traditionnelle de conquête des tsars** »... L'Ouest doit dans son propre intérêt encourager les forces anti stalinienne dans le bloc soviétique. Seule une telle politique peut non pas subvertir le communisme, mais laisser le communisme se subvertir lui-même ». (*Foreign affairs*. Vol. 63, n° 1, 1984).

Les conditions générales de la politique US sont définies dans cet article, mais elles se heurtent néanmoins à des contradictions multiples : celles qui sont propres au système capitaliste mondial dans son ensemble et à l'impérialisme US en particulier (7) et celles qui

(7) Le 2 septembre, une dépêche indique : « Les anciens secrétaires à la défense Mac Namara, Schlesinger ainsi que Scowcroft, ancien conseiller de G. Ford ont lancé une mise en garde... Les trois hommes considèrent que le sort du sommet de Genève dépend de la façon dont Reagan fera usage de son initiative IDS... L'accent mis par Reagan sur l'IDS... complique les pourparlers américano-soviétiques et provoque de grandes appréhensions au sein des alliés de l'OTAN... les

l'opposent à ses alliés impérialistes. Et dans ces conditions l'impérialisme, confronté aux développements de la lutte des classes, doit combiner sa pression sur l'URSS avec une attention soutenue, pour éviter que la situation n'atteigne le seuil de l'explosion. Dans une revue du capital financier américain *The Banker* on lit « l'URSS est dans une position de déséquilibre qui peut devenir dangereuse pour tout le monde ».

La politique US doit donc poursuivre deux lignes contradictoires mais indissociables : œuvrer par tous les moyens à la pénétration capitaliste en URSS (ce que facilitent les tendances restauracionnistes inhérentes à la bureaucratie et qu'expriment par exemple les premières mesures de Gorbatchev) et s'allier à la bureaucratie pour tenter de prévenir les nouveaux développements de la situation mondiale.

Des compromis « raisonnables »

Cependant, dès sa nomination, Gorbatchev avait indiqué que l'URSS était « prête à des compromis raisonnables sur le désarmement ». Dans un interview au *Times* et rendue publique à Moscou par l'agence Tass le 1^{er} septembre 1985, il déclare « Je considère aujourd'hui avec plus de prudence le prochain sommet de Genève... C'est un scénario de pression, une tentative de nous mettre dos au mur ». Et à propos du projet IDS « Il faut prévenir la course aux armements dans l'espace... Nous sommes persuadés qu'un accord en la matière est possible et qu'il se prête à vérifications... Donc si cette position (sur le maintien de l'IDS) des USA sur l'arme spatiale est leur dernier mot, les pourparlers de Genève, il faut le dire sans détour, perdent leur raison d'être ».

Mais il ajoute : « S'agissant des recherches scientifiques et de la néces-

sité de les interdire, nous ne pensons pas aux sciences fondamentales. Ces recherches là se font et se poursuivront sans aucun doute. Aux USA, il s'agit de travaux de recherche et de développement qui se font à la demande, dans le cadre de contrat, du ministère et qui en sont à l'étape où maquette et prototype doivent forcément faire leur apparition, où ils doivent être mis au point hors des laboratoires et essayés in-situ... Lorsque les USA nous demandent si l'on peut contrôler une interdiction dans ce cadre, nous répondons oui, on le peut... Si nous pouvons distinguer aujourd'hui depuis l'espace les numéros minéralogiques des voitures, nous pourrions sans aucun doute suivre les essais hors laboratoire in-situ ».

Ainsi Gorbatchev, tout en réaffirmant son opposition à IDS, entrouvre néanmoins la porte aux prétentions américaines de contrôle (8). Augmentant encore sa pression, l'impérialisme US a accéléré ces dernières semaines son programme IDS, et s'est livré à des premières expériences de destruction de satellite en vol ; Chevardnadze, nouveau ministre des Affaires étrangères, le 4 septembre à l'ONU a indiqué que l'URSS « n'hésitera pas à relever le défi de la guerre des étoiles » et dans le même temps a annoncé qu'il ferait d'importantes propositions soviétiques pour parvenir à un accord.

C'est ainsi, que dans un interview à la revue *US News and World report*, le 22 septembre, G. Arbatov, responsable soviétique, indique « l'insistance du président Reagan à ne pas négocier l'IDS fera échouer toutes les négociations sur le contrôle des armements... Je crois qu'une amélioration (avec les USA) est nécessaire. En fait, nous n'avons pas d'autres options. Si nous continuons comme cela, nous allons faire face à une situation très dangereuse, non seulement pour nous, mais pour le monde entier ».

soviétiques vont réussir un coup de propagande à Genève et créeront des divisions plus sérieuses au sein de l'alliance, a dit Schlesinger... Les conversations de Genève ne seront pas forcément inutiles, a souligné Mc Namara, si nous prenons le président Reagan au mot et assurons que l'IDS est un programme de recherche et rien d'autre. »

(8) Une première indication qui va dans ce sens a été donné par l'accord signé le 22 février 1985 à Vienne dans le cadre de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), sous le contrôle de l'ONU. Une dépêche explique : « L'accord signé à Vienne entre l'URSS et l'AIEA, qui ouvre la voie à une inspection directe, pour la

Ainsi, accentuant la « course aux armements », contraignant l'URSS à détourner de la satisfaction des besoins sociaux une part toujours plus importante des forces productives, l'impérialisme US — aidé en cela par la gestion de la bureaucratie parasitaire du Kremlin — se trouve aujourd'hui en position de force pour obtenir des concessions sans précédent qui lui permettent d'intervenir directement en URSS et dans les pays de l'Est. Quelques premiers fruits ont d'ailleurs déjà été récoltés dans ces pays où le capital a été exproprié et qui, partant, échappent donc au pillage de la plus-value :

C'est par exemple le cas de la Yougoslavie et de la Hongrie (dont nous avons analysé dans le précédent numéro de « La Vérité » la réforme économique). Mais là encore cela ne suffit pas, au moment où Reagan a plus que jamais besoin de disposer à son profit de l'ensemble de la planète pour tenter de limiter la propre crise de l'impérialisme US.

Des contradictions qui s'accumulent

Cependant, si la bureaucratie dans son ensemble souhaite raffermir son alliance contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, elle ne partage pas cette même unanimité sur les conditions requises pour parvenir à un accord face à Reagan qui aiguise les conflits inter-bureaucratiques en exigeant de nouvelles concessions.

Ainsi, l'ambassadeur des USA à Moscou expliquait : « **Derrière la compétition entre les individus, il existe un débat sur le fonctionnement du**

première fois, d'installations sur le territoire soviétique, pourrait offrir un mode de vérification acceptable d'accords sur le désarmement, estiment les observateurs. Cet accord, qui met une partie des installations nucléaires soviétiques à but pacifique sous contrôle international, est « un bon exemple pour un système de vérification d'un éventuel accord de désarmement nucléaire », a déclaré M. Pétrovsky, un collaborateur de Gromyko. A. Petrosyants, président du comité d'état pour l'énergie atomique, devait surenchérir en parlant d'un « accord historique » et d'un geste « de bonne volonté » avant la reprise des négociations américano-

système. C'est un débat entre les orthodoxes qui veulent maintenir le système tel qu'il est et un autre groupe qui voudrait apporter des changements ».

Propos illustratif de l'objectif des dirigeants US qui entendent bien tirer le profit maximum des contradictions entre les différentes fractions de la bureaucratie du Kremlin, déchirée entre les tentations de l'« immobilisme » et la nécessité pour sauver ses intérêts de coopérer plus étroitement avec l'impérialisme. Et, d'une certaine manière, l'initiative de Reagan de « relancer le dialogue » précipite encore le rythme des affrontements à Moscou.

Cette situation, nous l'avons vu, se réfracte au sein de la bureaucratie, notamment depuis trois ans. De ce point de vue, il n'était pas indifférent alors que tout le monde ne parlait que de la longue agonie de Brejnev que l'académicien père de la « réforme » en URSS, Trapeznikov sorte d'un silence de plusieurs années pour préconiser dans *La Pravda* du 7 mai 1982 de « vérifier la qualité de la production nationale en la présentant sur les marchés des pays occidentaux développés » et il ajoutait « cela se vérifie bien dans l'industrie de défense où la comparaison constante et inévitable avec la technologie étrangère oblige à maintenir la production à un haut niveau ». La référence utilisée ici par l'académicien n'est pas fortuite : du sein même de la bureaucratie se dégagent les forces poussant à la restauration du capital en URSS.

soviétiques à Genève. Ces déclarations ont suscité un grand intérêt dans les milieux occidentaux. La question des vérifications reste en effet, une pierre d'achoppement dans toutes les négociations Est-Ouest sur le désarmement. L'URSS avait d'ailleurs toujours refusé des contrôles « in situ », en accusant les occidentaux de vouloir utiliser ces vérifications à des fins d'espionnage ».

Et le 27 août 1985, une nouvelle dépêche informe que « l'AIEA a procédé à la mi-août au premier contrôle en URSS. L'inspection a été effectuée par des spécialistes belges, Est-allemands et américains ».

A propos de la révolution cubaine

par Miguel CRISTOBAL

L y un peu plus de vingt-six ans, triomphait la révolution cubaine, avec à sa tête le Mouvement du 26 juillet et Fidel Castro. Le régime dictatorial de Batista, directement soutenu par l'impérialisme américain, s'écroulait et, avec lui, l'essentiel des forces armées et de police de la dictature.

Dès les premiers jours, cette révolution a attiré l'attention, la sympathie et le soutien des plus larges secteurs opprimés de tout le continent latino-américain. Les années ont passé sans que jamais cette attention ne retombe. Et, disons-le aussi, sans que la discussion ne cesse sur ses leçons, sur les problèmes qu'elle a eu à affronter.

Les raisons d'une telle continuité de la place occupée par la révolution cubaine en Amérique latine sont relativement simples. La révolution cubaine n'a pas été la première révolution, loin de là, sur le continent. Auparavant, il y avait eu, entre autres, la révolution bolivienne de 1953, qui, elle aussi, avait disloqué l'Etat de la bourgeoisie. Mais la révolution cubaine est la seule à avoir préservé ses principaux acquis, ses principales conquêtes : celles qui ont conduit un peuple dont la majorité avait connu la misère la plus profonde, le sous-emploi massif, à retrouver sa dignité constamment bafouée, ainsi que des conditions de vie et d'existence, de santé, d'éducation incompa-

blement différentes de celles du passé et, dans tous les cas, bien supérieures à tous les pays qui connaissent aujourd'hui encore la domination impérialiste par le biais de gouvernements inféodés à celui-ci, en particulier sur le terrain de l'instruction (il n'y a plus d'analphabétisme), de la médecine, du logement.

Bien entendu, c'est l'économie d'un pays soumis au blocus et où l'on rencontre à tous les niveaux les conséquences de l'isolement. Un pays qui n'échappe pas et qui ne peut échapper aux aléas du marché mondial, dont il subit les conséquences (termes d'échange entre des importations de

matières premières, essentiellement, et des exportations de produits manufacturés, un paiement de la dette extérieure incomparablement moindre que celle des autres pays d'Amérique latine, mais qui exige l'imposition de sacrifices). Une économie de pénurie donc, et qui n'est pas contrôlée démocratiquement par les masses travailleuses de l'île, mais gérée par une couche particulière qui s'assure le monopole du pouvoir politique par le truchement du parti unique.

Il n'en reste pas moins que Cuba connaît aujourd'hui une situation très différente de celle des autres pays de la région. C'est un fait indiscutable.

Il est tout aussi indiscutable que le développement de ces acquis ne s'est pas fait sans que tout ait été tenté par l'impérialisme le plus puissant de tous, l'impérialisme US, pour écraser cette révolution. Cela est allé des provocations ouvertes (comme l'attentat contre un bateau français par la CIA au début des années soixante) qui étaient censées justifier l'intervention militaire ouverte, jusqu'à l'intervention militaire sans justification (débarquement de troupes contre-révolutionnaires à « Bahia Cochinos », en 1962). Les tentatives d'assassinat contre les dirigeants les plus importants de la révolution ne se comptent plus, comme les centaines d'actes de sabotage de l'économie réalisés par les services spéciaux de l'impérialisme, visant à la destruction des usines, des plantations de canne à sucre, cherchant à affamer le peuple cubain et à déstabiliser son économie. Tout cela dans un pays qui n'est qu'à environ cent kilomètres des USA.

La révolution cubaine a triomphé contre toutes ces agressions, agressions qui ne sont pas du domaine du passé. Il est en effet nécessaire de rappeler que Cuba continue à être soumis au plus strict blocus économique de la part des Etats-Unis, que Reagan, comme les précédents gouvernements américains,

continue à refuser toute normalisation des relations avec Cuba. Vingt-six ans après la révolution, il n'y a même pas de normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays.

A l'heure où pour tous les peuples d'Amérique latine la question d'en finir avec la domination impérialiste, la misère et les plans d'austérité se pose concrètement à travers le combat contre les diktats du FMI, il est normal que la discussion sur la révolution cubaine, ses acquis, ses problèmes retrouve une place centrale dans le mouvement ouvrier latino-américain et des Caraïbes. Il ne s'agit pas d'une discussion sans enjeu, au contraire : au travers de la révolution cubaine, on aborde un aspect de l'histoire qui relève du patrimoine de toutes les masses opprimées qui se posent la question de la façon d'en finir définitivement avec la barbarie impérialiste qui a imposé tant de régimes dictatoriaux, tant de misère et d'humiliation.

Un patrimoine, des enseignements historiques qu'il est nécessaire de mettre en lumière bien souvent, il faut le dire, contre ce que les dirigeants de la révolution cubaine ont eux-mêmes théorisé quant à leur propre expérience et celle des masses populaires de leur pays. Ce n'est en effet pas le moindre des problèmes que celui de l'interprétation « officielle » de l'histoire de la révolution cubaine telle qu'elle a commencé à avoir cours à Cuba, au sein du Parti communiste cubain à partir de la fin de années soixante.

Ce qui fausse aussi un examen sérieux c'est l'utilisation frauduleuse de la révolution cubaine pour justifier l'abandon de la construction de sections de la 4^e Internationale et la nécessité historique de la 4^e Internationale. Rappelons à cet égard que les courants qui constituèrent en 1963 le Secrétariat Unifié, réunifiant les partisans de Pablo et des courants politiques représentés par le SWP des Etats-Unis et l'organisation de Moreno en Argen-

tine, utilisèrent alors la révolution cubaine comme prétexte pour opérer cette réunification sans aucune discussion sur ce qui avait provoqué cette scission. Pour que le rideau de fumée soit plus opaque, on déforma les positions des organisations — qui, comme celle qui constitue aujourd'hui le PCI, refusèrent cette réunification sans principes vouée à aggraver la crise de la 4^e Internationale, allant jusqu'à prétendre qu'ils niaient la réalité de la révolution cubaine. En fait, dès 1962, l'organisation trotskyste en France avait affirmé que la révolution cubaine avait atteint un point où la rupture avec la bourgeoisie du Mouvement du 26 juillet faisait du gouvernement Castro, un gouvernement ouvrier et paysan. Les textes sont clairs (1).

Ce n'est pas cette discussion que nous reprenons dans le présent article, ni celle qui marque aujourd'hui la profonde dégénérescence du SU : l'abandon explicite du programme de la 4^e Internationale par la direction du SWP des Etats-Unis qui voit en Castro, malgré sa subordination à la bureaucratie du Kremlin, et le fait qu'il mette le prestige de la révolution cubaine au service de la repression contre les travailleurs polonais, le guide révolutionnaire du prolétariat mondial.

Mais il nous faut aussi poser le problème, sur un plan différent, d'explications de cette situation (qui ont trouvé une expression dans cette revue elle-même) qu'ont été avancées pour expliquer le fait que la révolution cubaine avait abouti à la constitution d'un état ouvrier. En effet, une analyse s'est développée que l'on peut résumer ainsi : c'est le parti stalinien cubain (le Parti socialiste populaire) qui, ayant occupé d'importantes positions dans l'appareil d'Etat au lendemain de la révolution, aurait, sous la pression d'événements exceptionnels, ouvert la

voie à la constitution d'un Etat ouvrier (cela parce que le PSP était un parti ouvrier contre-révolutionnaire ou parti ouvrier bourgeois) comme le PC chilien ou le PC yougoslave. Ainsi, c'est son rôle qui explique la constitution d'un Etat ouvrier bureaucratique, alors que le Mouvement du 26 juillet, étant un mouvement petit-bourgeois, ne pouvait conduire à terme à la constitution d'un Etat ouvrier.

Outre que cette analyse donnait le beau rôle à un parti stalinien qui, suivant jusqu'au bout la discipline du Kremlin, s'est opposé du début jusqu'à la fin à la révolution elle-même et aux mesures de défense de celle-ci qui ont conduit à l'expropriation du capital, elle posait aussi un problème fondamental : elle niait dans les faits la possibilité formulée par Trotsky de ce que « *sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois y compris les staliniens puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie...* », ce « privilège » étant réservé aux seuls partis staliniens.

Une telle analyse nie aussi un élément fondamental dans l'évolution de beaucoup de dirigeants et militants révolutionnaires d'Amérique latine et des Caraïbes, qui cherchent aujourd'hui la voie de l'organisation indépendante, s'appuyant sur l'expérience de la révolution cubaine qui n'a pu avancer que par un combat à bien des égards ouvert contre le parti stalinien et le Kremlin lui-même, comme cela a été par ailleurs plus récemment le cas au Nicaragua.

Deuxièmement, une telle analyse ne permet pas de comprendre les raisons qui ont permis et conduit la direction cubaine à prendre récemment une initiative comme celle de la « Conférence continentale contre la dette » qui, avec

(1) Voir *La Vérité* n° 590 (février 1980) qui reproduit les thèses adoptées en 1962 par l'organisation trotskyste française.

les contradictions et les limites qui ont été analysées par nous, révèle cependant de la part de la direction cubaine un certain degré d'indépendance politique qui n'est pas le fruit d'un simple « satellite » des cercles dirigeants du Kremlin.

Il nous faut donc revenir sur quelques questions posées par la révolution cubaine. Bien entendu, nous n'avons pas dans cet article la prétention de revenir sur toute l'histoire de la révolution cubaine. Il ne s'agit ici que d'en étudier quelques aspects en relation avec les processus d'expropriation du capital et de destruction de l'Etat bourgeois.

**Au point de départ :
le combat pour en finir
avec une dictature,
pour la démocratie**

On a beaucoup écrit sur la première phase de la révolution cubaine : celle qui a conduit à la chute du dictateur Batista. On peut en particulier se référer à un livre qui, publiant les principales lettres échangées entre eux par les dirigeants du Mouvement du 26 juillet permet de suivre certains des aspects essentiels du mouvement qui a conduit à la victoire de la révolution cubaine (Carlos Franqui : *Journal de la révolution cubaine*).

Rappelons simplement quelques faits.

L'existence d'une dictature, celle de Batista totalement asservie au gouvernement américain et à certains groupes financiers des USA dont les décisions mécontentaient presque toutes les classes et couches sociales cubaines : la classe ouvrière et la paysannerie, réduites à une situation de misère et de sous-emploi massif ; mais aussi de très larges secteurs de la petite-bourgeoisie dont le sentiment national se heurtait à une évolution qui conduisait Cuba à se transformer en lieu de villégiature et de corruption pour les riches Américains. Il faut ajouter aussi tout un secteur de la bourgeoisie nationale exclu de la

réalisation de bénéfices qui revenaient de plus en plus exclusivement à une clique réduite opérant autour du dictateur.

Une opposition fortement divisée, dont l'aile la plus radicale a commencé à se structurer autour de la personne de Fidel Castro, dirigeant étudiant puis avocat, qui a conduit l'assaut manqué contre la caserne Moncada qui devait être le point de départ de la prise du palais du gouvernement.

Un mouvement ouvrier jouissant d'une forte tradition politique et syndicale à l'intérieur duquel le parti stalinien (qui s'appelait le PSP) avait perdu les positions qu'il avait eues, en conséquence en particulier de sa collaboration ouverte avec le premier gouvernement Batista durant la Deuxième Guerre mondiale et dans la période qui a suivi.

Le procès intenté par la dictature contre Fidel Castro et ses camarades capturés à l'occasion de l'assaut contre la caserne Moncada, le discours prononcé par celui-ci à l'occasion du congrès, ont donné à Fidel Castro une dimension de dirigeant national. Exilé au Mexique, il décide avec le mouvement qu'il avait formé, de débarquer militairement à Cuba et de commencer une guerre de guérilla contre le régime, forme de lutte profondément ancrée dans les traditions du combat populaire dans différents pays de la région.

On a beaucoup écrit sur les rôles respectifs joués par la guérilla dirigée par Fidel Castro et par le mouvement des masses qui a connu un développement très important dans les années et les mois précédant la chute de Batista. Certains ont voulu nier totalement le rôle des masses populaires, et surtout celui de la classe ouvrière, d'autres ont voulu nier totalement le rôle de la guérilla, de Fidel Castro lui-même qui ne seraient pour rien dans la chute de Batista et dans les décisions qui ont ensuite conduit à la défense de la révolution.

Disons tout simplement ce qui semble aujourd'hui évident : la guérilla, le Mouvement du 26 juillet, ont joué un rôle très important dans l'unification du mouvement des masses contre la dictature. Cela n'était pas donné par avance : les dirigeants du Mouvement du 26 juillet eux-mêmes reconnaissent leur isolement pendant toute une période.

La question qui se pose est de savoir ce qui a permis à la guérilla de jouer le rôle qu'elle a joué. Nous pensons que la clé réside dans la façon dont les dirigeants du 26 juillet, refusant tous les compromis avec ceux qui voulaient garder l'essentiel des institutions de Batista, ont manifesté leur volonté de participer et d'impulser jusqu'au bout le combat pour la démocratie.

Mouvement petit-bourgeois par ses positions et ses origines politiques, le Mouvement du 26 juillet, avec Fidel Castro, Che Guevara, s'est opposé et a dénoncé avec véhémence le « Pacte de Miami » dans lequel différents courants d'opposition bourgeoise et des représentants du Mouvement du 26 juillet lui-même prétendaient préserver l'essentiel des institutions de la dictature et de l'impérialisme. Voici ce qu'a déclaré Fidel Castro à propos de ce pacte :

« Supprimer dans le document de l'unité la déclaration expresse affirmant que nous refusons toute sorte d'intervention étrangère dans les affaires internes de Cuba est une preuve évidente de tiédeur patriotique et de lâcheté flagrante. »

« Déclarer que nous sommes contre l'intervention ne consiste pas seulement à demander que personne n'intervienne en faveur de la révolution — ce qui irait à l'encontre de notre souveraineté et même à l'encontre d'un principe qui touche tous les peuples d'Amérique —, c'est demander également que l'on n'intervienne pas en faveur de la dictature en lui envoyant des avions, des bombes, des

armes modernes qui l'aident à se maintenir au pouvoir, et dont personne plus que nous et surtout la population des campagnes n'a souffert dans sa chair (...)

Dans le document de l'unité, la déclaration expresse repoussant toute sorte de junte militaire pour gouverner provisoirement la République est supprimée.

L'expérience a démontré qu'en Amérique latine, toutes les juntes militaires reviennent vers l'autocratie. Le pire des maux qui se sont abattus sur ce continent est l'enracinement des castes militaires dans des pays qui comptent moins de guerres que la Suisse et plus de généraux que la Prusse (...).

Si l'on n'a pas foi dans le peuple, si l'on n'a pas confiance dans ses grandes réserves d'énergie et de lutte, on n'a pas le droit de se pencher sur son destin pour le faire dévier, dans les moments les plus héroïques et les plus prometteurs de son histoire républicaine. (...)

Marti a dit que, dans une révolution, les méthodes sont secrètes mais que les buts doivent toujours être publiquement connus.

Il est également inadmissible pour le Mouvement du 26 juillet d'accepter la clause secrète n° 8, qui dit textuellement : "Les forces révolutionnaires s'incorporeront aux institutions armées régulières avec leurs armes." »

C'est ce programme démocratique radical conséquent, à travers bien entendu la façon dont il a été défendu dans tout le combat qui a conduit à la chute de Batista, qui a permis la fusion entre la guérilla et le mouvement des masses. Celui-ci a apprécié dans les positions de Fidel Castro un dirigeant combattant avec conséquence pour la démocratie, contre l'impérialisme et dont on pouvait espérer qu'il ne ferait pas la même politique que ses prédécesseurs une fois au pouvoir, comme cela s'était produit dans le passé avec différents politiciens bourgeois accé-

dant au pouvoir sous le drapeau de la démocratie, et y restant sous celui de l'arbitraire.

**Quelle a été la position
de l'impérialisme US
face à la révolution cubaine
avant et aussitôt
après sa victoire ?**

Dans les débats, dans la polémique sur les enseignements de la révolution cubaine, une question allait sans cesse revenir dans les années soixante et soixante-dix : qu'est-ce qui a permis à la révolution cubaine de triompher ? Et de ce point de vue, de nombreuses choses allaient être dites et théorisées sur les « conditions exceptionnelles » qui ont permis cette révolution.

Bien entendu, toute révolution se réalise dans des « conditions exceptionnelles », dans des moments nécessairement particuliers. Nous allons y revenir.

Mais il s'agit en l'occurrence d'une question très précise. On a souvent dit que la révolution a été possible parce que l'impérialisme aurait été surpris, et n'aurait pas apprécié la portée exacte de ce qui était en marche. C'est une interprétation de l'histoire qui a peu à voir avec la réalité, mais qui a été avancée pendant toute une époque par la direction cubaine elle-même quand il s'est agi avant tout pour elle de justifier son soutien à des directions comme celle de l'Unité populaire au Chili au moment d'Allende, qui se refusaient à prendre les mesures radicales pour démanteler la réaction bourgeoise et impérialiste, la contre-révolution. Fidel Castro lui-même a déclaré en 1977 que si la révolution cubaine avait triomphé, cela n'avait pas été l'œuvre de la volonté décidée du peuple et de la guérilla, mais s'expliquait par la ruse qui aurait endormi l'impérialisme américain.

Cela n'est pas vrai : la révolution cubaine a triomphé contre la volonté

acharnée de l'impérialisme à défendre Batista jusqu'au bout. Il n'y a rien qui ressemble à de la neutralité dans l'attitude du gouvernement US de l'époque. Et cela tout particulièrement après que Fidel Castro a dénoncé le « Pacte de Miami » dont les services secrets américains étaient le maître d'œuvre.

Cet appui à Batista a été sans faille jusqu'au bout. Ainsi, bien qu'officiellement toute aide militaire à Batista ait été suspendue, l'armement, et plus particulièrement les bombes contre la guérilla continuaient à arriver à Guantanamo, base militaire US à Cuba, d'où décollaient directement les avions de l'armée de Batista pour aller bombarder les régions contrôlées par la guérilla.

« Le 30 octobre, Foster Dulles se rendit à un dîner offert à l'ambassade de Cuba à Washington. Du côté des Etats-Unis, on n'avait jamais renoncé à soutenir Batista. Quand Dulles fit son apparition à l'ambassade cubaine, tout était déjà perdu à Cuba. Mais il ne se déroba pas. La signification de son geste ne laissait aucun doute : il fallait tenter un dernier effort en faveur du dictateur de l'armée de Batista, il n'était pas question de fournir un appui de dernière heure à l'opposition bourgeoise. »

(Saverio Tutino. *L'octobre cubain*, Maspéro, 1969).

Ce qui s'est en réalité passé, c'est qu'à Cuba, comme lors de toute révolution profonde, il y a eu à un moment déterminé crise dans l'ensemble du système de domination, et pour commencer dans la base sociale et politique de la domination impérialiste, la bourgeoisie cubaine.

Ernesto Che Guevara, polémiquant en 1961 avec ceux (et plus particulièrement avec les partis staliniens qui voulaient faire de Cuba « un cas exceptionnel » afin de s'opposer aux luttes révolutionnaires sur le reste du continent), revient sur cette question, et plus particulièrement sur un point :

« Nous ne croyons pas qu'il y avait quelque chose d'exceptionnel dans le fait que la bourgeoisie, ou du moins une bonne partie de celle-ci, se soit montrée favorable à la guerre révolutionnaire contre la tyrannie et qu'elle ait en même temps appuyé et promu des mouvements tendant à chercher des solutions négociées qui permettraient un remplacement de Batista par des éléments disposés à contrôler la révolution. Etant donné les conditions dans lesquelles s'est faite la guerre révolutionnaire et la complexité des forces politiques qui s'opposaient à la tyrannie, il n'est pas étonnant que quelques éléments parmi les latifundistes aient adopté une attitude de neutralité ou du moins de non-belligérance à l'égard des forces insurrectionnelles. Il est compréhensible que la bourgeoisie nationale, ruinée par l'impérialisme et la tyrannie, ait vu avec une certaine sympathie ces jeunes gens des montagnes punir l'armée mercenaire, instrument au service de l'impérialisme. Cette force, non-révolutionnaire pourtant, aida en fait la Révolution à s'emparer du pouvoir. » (« Cuba, cas exceptionnel ou avant-garde de la lutte contre l'impérialisme ? », Ernesto Che Guevara, 1961).

Soulignons par ailleurs ce qui mérite de l'être. Che Guevara parle, en ce qui concerne ces secteurs de la bourgeoisie nationale, de « forces non-révolutionnaires », parce que par ailleurs dans le même texte il avertit :

« Dans beaucoup de pays d'Amérique latine, il existe des contradictions objectives entre une bourgeoisie nationale qui se bat pour se développer et l'impérialisme qui noie les marchés de façon à étouffer l'industrie nationale dans une compétition inégale.

Malgré ces contradictions, la bourgeoisie nationale n'est en général pas capable d'avoir une attitude de lutte en face de l'impérialisme. Ceci montre qu'elle craint davantage la révolution populaire que l'oppression despotique des monopoles qui briment la nationalité,

offensent les sentiments patriotiques et colonisent l'économie.

La grande bourgeoisie n'hésite pas à s'allier avec l'impérialisme et les latifundistes pour lutter contre le peuple et barrer ainsi la route à la révolution. » (op. cit.).

En réalité, ce qu'il y a eu de vraiment exceptionnel, ou plutôt de nouveau, dans le cas de Cuba, c'est qu'une direction en même temps qu'elle a utilisé toutes les contradictions pour réunir les plus vastes forces, ait su au moment décisif dénoncer et rompre publiquement avec ceux qui ne voulaient que se débarrasser de Batista sans changer l'essentiel de son régime, c'est-à-dire sa volonté de mener jusqu'au bout un combat pour la démocratie donnant confiance aux secteurs les plus exploités qui, dès lors, ont eu les moyens de développer le combat avec la plus grande énergie, quand ils ont été assurés qu'il n'y aurait pas de « changement pour rien ».

Qu'est-ce qui a permis à la révolution cubaine de tenir, de se défendre ?

Batista en fuite, la révolution victorieuse, rien n'était joué pour autant. Pour commencer, parce que l'impérialisme américain eut d'emblée recours aux menaces, au chantage. Tout a été mis en œuvre pour déstabiliser la jeune révolution, à commencer par la tentative d'unification des forces de la bourgeoisie qui, ayant participé à l'opposition de Batista, se trouvaient à de nombreux postes-clés du gouvernement issu de la victoire de la révolution (il faut savoir que sur les quinze ministres de ce gouvernement, six ont pris peu après le chemin de l'exil aux USA et un autre a été fusillé pour ses activités contre-révolutionnaires). La large unité qui s'était constituée dans la lutte contre Batista a éclaté dès les premiers jours qui suivirent son renversement. Et cela, non pas sur le terrain de mesures d'expropriation de la bourgeoisie et

de l'impérialisme, mais sur celui de l'application conséquente de mesures démocratiques, comme l'a été par exemple le refus de procéder à une reconstitution de l'armée s'appuyant essentiellement sur les débris de l'ancienne armée de Batista.

Il faut d'ailleurs remarquer ce qu'ont constaté un certain nombre d'historiens : les agressions impérialistes se multipliant, les difficultés économiques s'aggravant, la conduite du pays ne semblant pas aller dans un sens précis aux yeux des masses travailleuses, une certaine démobilisation a vu le jour, mettant en cause la révolution elle-même.

Comment la révolution s'est-elle défendue ? Comment est-elle arrivée à faire de la mobilisation de tout un peuple contre les menaces impérialistes, un élément qui a connu un développement assez important pour introduire l'incertitude, l'hésitation dans le camp du plus puissant des impérialismes ?

Nous pensons qu'il y a là une leçon essentielle de la révolution cubaine, que Fidel Castro a lui-même rappelée :

« Dans les conditions d'un pays comme Cuba, la révolution pouvait-elle se limiter simplement à la libération nationale, en conservant le régime capitaliste d'exploitation, ou devait-elle avancer aussi vers la libération sociale définitive ?

L'impérialisme ne pouvait même pas tolérer une révolution de libération nationale à Cuba. Dès la promulgation de la loi de réforme agraire, les Etats-Unis ont commencé à organiser une opération militaire contre Cuba, et ils étaient encore bien moins disposés à tolérer le socialisme dans notre pays. La simple idée de l'exemple que pourrait signifier une révolution cubaine victorieuse pour l'Amérique latine effrayait les milieux gouvernementaux yankees ; mais la nation cubaine n'avait pas d'autre alternative, le peuple ne voulait pas s'arrêter et ne voulait

pas le faire. Notre libération nationale et sociale était indissolublement unie, avancer devenait une nécessité historique, s'arrêter une lâcheté et une trahison qui auraient de nouveau transformé Cuba en une colonie yankee et en esclave des exploiters. » (Discours de Fidel Castro, en 1975, à l'occasion du Premier Congrès du Parti communiste cubain).

« ... Libération nationale et sociale... » indissolublement liées, comme le moyen fondamental de la révolution.

« La révolution n'a ni tremblé ni vacillé quand l'heure a sonné du châtiement exemplaire des criminels de guerre, comme nous l'avions promis au peuple ; de la confiscation des biens volés au pays par des gouvernants corrompus ; de la défense des droits, de la pleine souveraineté et dignité de notre peuple ; de l'atteinte aux intérêts des grands monopoles exploiters yankees et de la bourgeoisie nationale ; de la baisse de tarifs des services publics, des loyers et des médicaments ; de la réintégration sur leur lieu de travail de tous ceux qui avaient été licenciés par la tyrannie.

Elle n'a tremblé ni vacillé quand elle a rendu coup pour coup à chaque mesure d'agression économique des Etats-Unis, en nationalisant une à une toutes les entreprises yankees propriétaires de centrales sucrières, des compagnies de téléphone et d'électricité, des chemins de fer, des ports, des mines, des chaînes commerciales et des banques.

Elle n'a pas tremblé ni vacillé quand est arrivée la nécessité de nationaliser toute la banque, le commerce extérieur et toutes les grandes entreprises capitalistes du pays.

Elle n'a pas tremblé ni vacillé pour arracher à la racine la discrimination raciale et pour extirper le jeu, la prostitution, la drogue et la mendicité. » (applaudissements). (Discours de Fidel

Castro à l'occasion du XXV^e anniversaire de la révolution.)

Un seul exemple : comment la mobilisation révolutionnaire des paysans pauvres est devenue une réalité qui a fait régulièrement échec à toutes les tentatives de débarquements, grâce à leur vigilance. C'est la loi de la réforme agraire du mai 1959, donnant satisfaction à l'essentiel de la paysannerie, expropriant toutes les grandes propriétés, qui a permis la plus grande manifestation de masses des paysans, montés à 500 000 à La Havane pour montrer leur ferme détermination à défendre la révolution qui répondait à leurs revendications fondamentales.

Une phase de la révolution démocratique, suivie d'une étape de révolution sociale ?

A la lecture d'un certain nombre de commentaires faits par des dirigeants actuels de la révolution cubaine, l'histoire de cette révolution, après qu'a été balayé Batista, aurait connu deux étapes : une première étape démocratique qui aurait été suivie d'une étape socialiste différenciée de celle-ci, et s'ouvrant vers la fin de l'année 1960.

Il s'agit là d'une interprétation qui déforme la réalité. Alors qu'au début de cette révolution, les principaux objectifs de ses dirigeants étaient effectivement démocratiques et anti-impérialistes, ceux-ci pour les défendre, ont été rapidement conduits à lier les mesures démocratiques (comme la destruction de l'armée de Batista et l'expropriation des latifundia) à des mesures d'expropriation du grand capital tout court.

Ainsi, si une des premières mesures fut effectivement l'expropriation des latifundia (contrôlés en grande partie par le capital américain lui-même), les mesures de rétorsion de l'impérialisme US, incluant la tentative de désorganisation de l'économie par le biais des grandes industries et de la banque qu'il

contrôlait, ont conduit à répondre au besoin de les exproprier pour empêcher le boycott de l'économie de remettre en cause les conquêtes démocratiques de la révolution.

Ainsi, c'est le 6 août 1960 que l'impérialisme américain décide un embargo presque total sur les importations de sucre de Cuba (ce qui représentait la principale source de devises pour Cuba). Ce qui a suivi n'a pas constitué à proprement parler une nouvelle étape venant transformer les données de la précédente, mais a été la réponse conséquente pour défendre la première. Tout est allé très vite. Que l'on en juge :

La réponse a été la loi 851, en vertu de laquelle ont été nationalisées les entreprises américaines suivantes : 36 centrales sucrières, la Compagnie cubaine d'électricité, filiale du consortium Electric Bond and Share, du groupe new yorkais Manufacturers Hanover Trust ; la filiale d'ITT à Cuba ; et deux raffineries de pétrole.

Le 13 octobre 1960, en vertu des lois 890 et 891, la révolution a nationalisé 382 grandes entreprises et la banque.

Le 14 octobre, la révolution cubaine a porté un autre coup à la bourgeoisie : la loi de réforme urbaine a été édictée et, dix jours plus tard, ce fut le tour des 166 entreprises yankees qui opéraient encore dans le pays.

En réalité, c'est dans une liaison étroite entre l'accomplissement des tâches démocratiques et celles relevant de l'expropriation du capital que la révolution s'est affirmée, que l'unité de tout un peuple s'est affirmée pour se défendre victorieusement et repousser les agressions du plus puissant impérialisme.

Ces décisions déterminantes correspondaient-elles à une volonté pré-établie de la part de la direction du 26 juillet, de Fidel Castro lui-même ? Rien ne permet de l'affirmer.

Quelle force politique a dirigé le processus d'expropriation du capital ?

Cette question a posé beaucoup de problèmes. Abordons le premier : à partir des années soixante-dix surtout, les dirigeants cubains commencent à affirmer — en contradiction flagrante avec les faits — que les principaux dirigeants du Mouvement du 26 juillet n'auraient été en réalité que des militants du Parti communiste cubain (PSP) ou proches de celui-ci, « masqués ». Lisons ce qu'a dit Fidel Castro dans son discours au Premier congrès du Parti communiste cubain :

« Cependant, la tâche qui s'imposait aux nouvelles forces révolutionnaires était d'interpréter et d'appliquer cette doctrine dans les conditions spécifiques et concrètes de notre pays. Ce fut et devait être l'œuvre de nouveaux communistes simplement parce qu'ils n'étaient pas connus comme tels et qu'ils n'avaient pas eu, au sein de notre société noyée dans les préjugés et les contrôles policiers impérialistes, à subir l'isolement terrible et l'exclusion dont étaient frappés les militants révolutionnaires pleins d'abnégation de notre premier Parti communiste. Si cette forme de pensée ne s'étendait pas à tous ceux qui s'engagèrent sur la voie de la lutte armée révolutionnaire dans notre pays, elle était néanmoins le fait de ses principaux dirigeants (...).

C'est ainsi que commença le nouveau processus révolutionnaire. Les jeunes combattants nouvellement acquis à la cause, au contraire de ce qui se produit malheureusement dans d'autres pays, professaient un profond respect et de l'admiration pour les vieux communistes qui, durant des années héroïques et pénibles avaient combattu pour le changement social et maintenu bien haut et avec fermeté la bannière si prestigieuse du marxisme-léninisme. » (Discours de Fidel Castro au 1^{er} Congrès du Parti communiste cubain, 1975).

Tout cela n'a bien entendu rien à voir avec la réalité. Il n'est point ici besoin de rappeler l'hostilité constante du PSP à l'égard de l'activité politique de Fidel Castro, les attaques incessantes dont il a été l'objet de la part de celui-ci, attaques dont le contenu était étroitement lié à la volonté des dirigeants du PSP de maintenir le statu quo international par lequel Cuba était définitivement considéré comme faisant partie de la zone d'influence américaine. A l'époque où il s'apprêtait à débarquer à Cuba, Fidel Castro a d'ailleurs lui-même dit ce qu'il pensait des dirigeants du PSP et des accusations portées contre lui par Batista, l'accusant d'être un « communiste » infiltré. Dans une lettre au journal cubain, *Bohemia*, il déclarait :

« D'autre part, de quel droit Monsieur Batista peut-il parler de communisme, alors qu'aux élections présidentielles de 1940, il a été le candidat du Parti communiste, quand sa propagande électorale se retranchait derrière la faucille et le marteau, quand ses photographies ont été apposées aux côtés de celles de Blas Roca et de Lazaro Pena, et quand une demi-douzaine de ses ministres actuels et de ses collaborateurs de confiance ont été des membres éminents du Parti communiste ? »

En contrepartie, le PSP procédait à l'expulsion systématique de ses rangs de ceux qui manifestaient leur sympathie à l'égard de Fidel Castro.

C'est seulement à la veille de la victoire de la révolution, quand la chute de Batista était inéluctable, que les dirigeants du PSP ont mis une certaine sourdine à leurs attaques contre le Mouvement du 26 juillet. Il est nécessaire d'ajouter que le PSP lui-même était alors plongé dans une crise très importante, une partie de la base, surtout paysanne, mais aussi un nombre limité de cadres étant passés du côté du Mouvement du 26 juillet.

Cette opposition du PSP à la révolution a-t-elle cessé au lendemain de la

victoire de la révolution ?

Qu'on en juge :

En octobre 1959, quand la question de l'expropriation du grand capital commençait à se poser comme un besoin urgent pour la défense de la révolution, Blas Rocas, principal dirigeant du PSP, allait écrire que la révolution cubaine « *dépendait, plus que les autres révolutions, de la situation internationale* » et que son passage à une étape plus avancée ne dépendait pas seulement de « *l'achèvement de la libération nationale* », mais aussi de l'avancement d'un processus révolutionnaire semblable, dans d'autres pays d'Amérique latine où des gouvernements anti-impérialistes s'établiront de telle sorte qu'il n'y aura plus seulement un soutien populaire, « *mais aussi un soutien mutuel, officiel, gouvernemental...* » (déclaration faite au journal *Hoy*, le 7 octobre 1959).

On comprend ce que cela signifie : pas de mesures révolutionnaires. Une fois prises ces mesures radicales, le même Blas Rocas, dans une référence à peine voilée de la position des dirigeants de l'URSS, déclare : « *Lorsque le caractère socialiste de notre révolution fut proclamé, certaines personnes ont cru que cela aurait pour effet de créer de nouvelles difficultés dans nos relations avec les gouvernements et les cercles dirigeants dans d'autres pays d'Amérique.* »

Quant aux dirigeants du Kremlin, un livre très documenté expose en détail la façon dont ils se sont opposés constamment à toute radicalisation de la révolution et ont poussé, au contraire, à ce que les dirigeants du 26 juillet se jettent dans les bras des dirigeants US, et s'isolent des masses latino-américaines.

« *Si l'on croyait, à Moscou, que la révolution cubaine pouvait avoir une influence importante sur le cours des événements en Amérique latine, on jugeait inopportun, vu sa vulnérabi-*

lité, qu'elle se présente elle-même et se comporte comme un foyer d'incendie. Sa défense qui, pour l'URSS, reposait sur une dissuasion fragile, en devenait d'autant moins facile à assurer. Il lui apparaissait déjà suffisamment difficile et ambitieux, au moins dans un premier temps, de couvrir la nationalisation des entreprises et des biens américains à Cuba. Cuba devait ménager, ne serait-ce que quelques gouvernements latino-américains plus progressistes ou plus tolérants que les autres, pour éviter un appel ou un appui unanime ou massif des gouvernements du continent à une intervention armée contre Cuba. » (*L'URSS et la révolution cubaine*, Jacques Levesque, page 40).

L'aide matérielle et économique apportée par les dirigeants de l'URSS n'allait pas en même temps de soi, elle n'a été obtenue que grâce à une position combative des dirigeants cubains, position dont nous pouvons avoir un clair aperçu dans le discours fait plus tard par Ernesto Che Guevara, lors d'une importante conférence à Alger, au sujet de la position de pays « socialistes » :

« *Il ne doit plus être question de développer un commerce pour le bénéfice mutuel sur la base de prix truqués aux dépens des pays sous-développés par la loi de la valeur et les rapports internationaux d'échange inégal qu'entraîne cette loi.*

Comment peut-on appeler "bénéfice mutuel" la vente à des prix de marché mondial de produits bruts qui coûtent aux pays sous-développés des efforts et des souffrances sans limites et l'achat à des prix de marché mondial des machines produites dans les grandes usines automatisées qui existent aujourd'hui ?

Si nous établissons ce type de rapports entre les deux groupes de nations, nous devons convenir que les pays socialistes sont, dans une certaine mesure,

complices de l'exploitation impérialiste. »

L'affaire Escalante

A cette réalité d'une confrontation constante entre la direction du Mouvement du 26 juillet et le parti stalinien, on en a opposé parfois une autre : celle de la constitution, au lendemain des mesures ayant conduit à l'expropriation du capital impérialiste, d'une « organisation unifiée » composée essentiellement par le 26 juillet et ce qui restait du PSP.

On a vu là parfois la preuve que l'appareil stalinien avait en quelque sorte absorbé le Mouvement du 26 juillet.

D'autant plus qu'effectivement, dans les mois qui suivirent la constitution de cette organisation unifiée, les dirigeants du PSP ont pris l'essentiel des postes de direction à tous les niveaux, et ont commencé par ailleurs à noyauter l'essentiel des postes de l'Etat et de l'administration, au détriment des dirigeants formés au cours du combat contre la dictature de Batista.

Deux remarques importantes s'imposent :

- Loin de sceller le caractère « ouvrier » de l'Etat cubain, la construction de « l'organisation unifiée » interdisant toute liberté politique y compris des organisations luttant pour la révolution, l'a marqué dès son origine de son caractère politique. C'est-à-dire que le pouvoir politique y est le monopole d'une couche particulière, soustraite à tout contrôle démocratique, et opérant par le moyen du « parti unique ».

Il a été souligné plus haut, la subordination croissante de la direction du Kremlin. Mais subordination ne signifie pas identité.

- Et tout indique que dans l'organisation unifiée, deux fractions ont subsisté (la direction du 26 juillet et

l'appareil stalinien). Et ce n'est pas la fraction stalinienne qui l'a emporté.

C'est la première « affaire Escalante ».

« L'affaire » a éclaté au grand jour dans un meeting d'hommage aux combattants de la révolution et plus particulièrement de José Antonio Echeverria, mort lors d'un assaut manqué au palais de Batista. Lors de ce meeting, il a été procédé à la lecture du testament d'Echeverria, mais l'orateur, très probablement membre du PSP, sauta tout ce qui indiquait les convictions religieuses d'Echeverria. Fidel Castro a réagi très violemment pour dénoncer la falsification. De toute évidence, au-delà du cas Echeverria, Fidel réagissait à l'offensive des dirigeants du PSP qui, falsifiant l'histoire, falsifiaient la place décisive du 26 juillet, écartaient systématiquement les cadres de la révolution de la direction de l'Etat. Saverio Tutino, correspondant à l'époque du journal du PCI italien à La Havane, décrit ainsi la situation :

« Le pouvoir s'était dédoublé. D'un côté, ministres et dirigeants révolutionnaires, dont les fonctions étaient mal définies faute d'institutions établies. De l'autre, le bureau des ORI qui gouvernait en silence, faisant et défaisant les cadres suivant les vieilles affinités de l'ancien PSP. Le parti aurait dû se contenter d'une fonction d'orientation. Anibal Escalante avait voulu employer "la méthode de la camisole de force". Enfin, on discréditait les véritables artisans de la révolution et l'on passait l'éponge sur les doutes des combattants de dernière minute, de ceux qui hésitaient encore après la victoire. C'était ces derniers qui mobilisaient les responsabilités en écartant les autres au nom de leur "bas niveau politique". » (Saverio Tutino : « l'Octobre cubain », Ed. Maspero).

Querelle entre des factions différentes dont le seul enjeu était celui du contrôle du pouvoir ? C'est un aspect. Mais pas le seul. Les méthodes utilisées

par les dirigeants du PSP pour « noyauter » l'appareil d'Etat et l'organisation politique unifiée étaient celles de la corruption, de la brutalité et de l'arbitraire, méthodes qui avaient pour conséquence un affaiblissement considérable du régime (des fonctionnaires ordonnaient des récoltes hors saison, la réquisition de voitures et de maisons pour leur usage personnel).

Tout cela dirigé par Escalante, l'un des plus importants dirigeants de l'ancien PSP.

La direction cubaine a réagi avec une grande vigueur, en démantelant l'essentiel de l'appareil constitué par les dirigeants staliniens, et en obligeant Escalante à sortir du pays.

Ce combat contre les positions du PSP allait prendre le nom de « bataille contre le sectarisme », et allait mobiliser toutes les énergies des dirigeants issus du 26 juillet. Cela n'a pas été une bataille feutrée, mais publique, dont un discours prononcé par Ernesto Che Guevara, devant l'organisation des Jeunesses communistes montre bien le contenu :

« Où nous a menés le sectarisme ? A la copie mécanique, aux analyses formelles, à la séparation entre les dirigeants et les masses. Même dans notre direction nationale, et l'effet s'est répercuté directement ici dans l'Union des jeunesses communistes.

Si nous — également désorientés par le phénomène du sectarisme — nous n'arrivions pas à entendre la voix du peuple qui est la plus sage et la meilleure orientation, si nous n'arrivions pas à entendre les pulsations du peuple pour pouvoir les transformer en idées concrètes, en directives précises, nous pouvions mal donner les directives à l'Union des jeunesses communistes. Et comme la dépendance était absolue, la docilité très grande, l'Union des jeunesses communistes naviguait comme un petit bateau à l'aventure, dépendant

du grand navire : nos Organisations révolutionnaires. Mais, elles aussi, allaient à l'aventure.

Ici surgissaient de petites initiatives, les seules que l'Union des jeunesses communistes étaient capables de produire, et qui se transformaient parfois en "slogans" grossiers, en manifestations évidentes du manque de profondeur idéologique. » (Ernesto Che Guevara, Qu'est-ce qu'un jeune communiste ?, 1962).

L'affaire des missiles

Il est incontestable que presque simultanément avec l'affaire Escalante, la révolution cubaine et sa direction ont imprimé une très forte radicalisation à leur politique extérieure. Les dirigeants cubains ont commencé à critiquer la politique des partis dépendants de la bureaucratie du Kremlin en ce qui concerne leur politique de soumission du mouvement ouvrier et populaire à la bourgeoisie nationale et à l'impérialisme.

Les dirigeants de la révolution cubaine ont commencé à favoriser l'émergence et le développement d'organisations politiques autres que celles des PC, dont le rôle a commencé à être ouvertement critiqué :

« ... Le devoir de tout révolutionnaire consiste à faire la révolution. Il est assuré que la révolution vaincra en Amérique et dans le monde. Mais les révolutionnaires ne doivent pas pour autant se croiser les bras chez eux en attendant de saluer le cadavre de l'impérialisme... »

Contestant le rôle « dirigeant » des PC, la deuxième déclaration de La Havane, dans une allusion à peine voilée à ces partis, déclarait que « le divisionnisme, produit de toutes sortes de préjugés et d'erreurs, le sectarisme, le dogmatisme et l'étroitesse d'analyse de chaque couche sociale du parti et des dirigeants, sont autant d'obstacles à l'unité d'action indispensable aux for-

ces démocratiques... » Fidel Castro déclarait ne pas croire à « l'alliance des quatre classes » et au rôle révolutionnaire de la bourgeoisie nationale.

Comme dans le cas du tournant qui, sur le plan interne, avait conduit les dirigeants de la révolution cubaine à écarter Escalante, il n'y avait rien eu de prémédité dans cette radicalisation de la « politique extérieure » de Cuba, mais plutôt une réaction devant un constat donné par les événements eux-mêmes : la révolution cubaine dépendant pour sa survie uniquement de la « solidarité » des dirigeants de l'URSS, était une révolution en danger.

C'est un constat qu'ont tiré les dirigeants de la révolution cubaine après la fameuse affaire des fusées, sur laquelle il importe de s'arrêter, en raison de son importance pour la suite.

Sans entrer dans tous les détails, disons qu'au point de départ il y a la décision des dirigeants du Kremlin de livrer des fusées nucléaires à Cuba, ou plutôt d'y installer des missiles sous le contrôle direct du Kremlin, « pour défendre Cuba » contre l'impérialisme américain.

Dès les fusées installées, et comme il fallait s'y attendre, le gouvernement US a immédiatement réagi : blocus maritime, menaces de débarquement, avec menace d'utiliser des forces atomiques. Un ultimatum est lancé par les dirigeants US à ceux du Kremlin qui commencent aussitôt à négocier sans consulter Cuba et ses dirigeants. La décision de retirer les fusées est prise par les dirigeants du Kremlin dans une négociation où, en échange de cette décision, le gouvernement des Etats-Unis fait des concessions dans sa pression politique et militaire sur les pays de l'Est.

Cuba n'aura ainsi été, à travers une véritable provocation, qu'une monnaie d'échange dans le jeu de pression mutuelle entre la bureaucratie et

l'impérialisme. Par ailleurs, les termes de l'accord passé comportaient le principe d'un contrôle de l'ONU sur le retrait des fusées, c'est-à-dire la présence d'une force politique extérieure, mettant en cause la souveraineté nationale de Cuba.

Nul doute que cette situation a profondément marqué les dirigeants et le peuple de Cuba. Et si la décision du Kremlin de retirer les fusées n'a fait l'objet que de commentaires prudents du gouvernement cubain, un terme de la négociation a, par contre, été catégoriquement rejeté. La présence des forces de contrôle a été rejetée par Castro dans les termes suivants, lors de l'entretien qu'il a eu alors avec le secrétaire général de l'ONU de l'époque :

Castro : « *Je crois que dans le cas du Congo, ce fut le Congo lui-même qui sollicita l'intervention de l'ONU.* »

— U. Thant : « *Oui, le gouvernement du Congo...* ». — Castro : « *Au Congo, le gouvernement qui l'avait sollicité est aujourd'hui enterré !* »

Ce qui a suivi

Saverio Tutino décrit bien, dans son livre qu'il a écrit sur « *l'Octobre cubain* » ce qui a suivi, en relation non seulement avec l'expérience de la « crise des fusées », mais aussi avec l'absence de réaction des dirigeants de l'URSS à la même époque, face au début des bombardements directs contre le Vietnam du Nord :

« *Le 5 août survint l'incident du Golfe du Tonkin. La première attaque des forces américaines contre le Vietnam du Nord démontrait que toute détente dans les rapports entre USA et tiers monde était à exclure. Entre la soumission et l'agression, il ne restait aucune place pour une alternative pacifique. Fidel Castro et Osvaldo Dorticos signèrent une déclaration demandant une condamnation explicite de l'impérialisme et un soutien effectif du Vietnam. Cuba demandait plus que jamais*

de sauvegarder l'unité du camp socialiste pour repousser l'agresseur. Mais le communiqué soviétique se montrait on ne peut plus réticent à ce sujet : il faisait allusion à "une violation de l'espace aérien au Vietnam" et parlait d'un geste américain "inconsidéré". La prudence de pareille réaction provoqua l'amertume de beaucoup de Cubains : la détente ne favorisait donc que les Etats-Unis ! Un peu partout, on considérait l'approche d'une guerre mondiale comme probable. Le gouvernement de Washington semblait avoir la certitude que semblables violences ne provoqueraient aucune réaction soviétique. On pensait à la crise d'octobre, plus présente à l'esprit des Cubains que la polémique sino-soviétique.

Moment décisif pour une prise de position de Cuba. On pouvait auparavant concevoir les hésitations de Castro à entreprendre une action isolée pour restaurer la base unitaire nécessaire à sa politique internationale. La première attaque au Vietnam du Nord coupait court à toute hésitation. Castro se montra très affecté par l'absence de riposte du camp socialiste. On prétend même qu'il se laissa aller à des commentaires bien amers. »

L'indépendance dont ont fait preuve les dirigeants cubains, et par rapport aux dirigeants de l'URSS et par rapport à ceux de Pékin, allait trouver son expression qui reste la plus connue, celle qui a marqué toute une génération de militants en Amérique latine — qui se trouve aujourd'hui à la direction de nombreuses organisations et syndicats —, dans l'appel lancé par Ernesto Che Guevara :

« L'impérialisme américain est coupable d'agression ; ses crimes sont immenses et s'étendent au monde entier. Cela, nous le savons, Messieurs ! Mais ils sont aussi coupables ceux qui, à l'heure de la décision, ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste ; ils

auraient effectivement couru les risques d'une guerre à l'échelle mondiale, mais ils auraient aussi obligé les impérialistes américains à se décider. Ils sont coupables ceux qui poursuivent une guerre d'insultes et de crocs-en-jambe, commencée il y a déjà longtemps par les représentants des deux plus grandes puissances du camp socialiste.

Posons la question pour obtenir une réponse honnête : le Vietnam est-il oui ou non isolé, se livrant à des équilibres dangereux entre les deux grandes puissances qui se querellent ? Comme ce peuple est grand ! Comme il est stoïque et courageux ! Et quelle leçon sa lutte représente pour le monde ! »

Quelques premières conclusions

Par rapport à la question qui a été abordée au début : qu'est-ce qui a permis à la révolution cubaine de tenir, on peut souligner trois éléments essentiels :

La voie qui a permis à la révolution cubaine d'exister et de se maintenir ensuite au milieu des agressions les plus brutales, constantes de la part de l'impérialisme, est celle qui, combinant mesures démocratiques et sociales d'expropriation du capital impérialiste et du grand capital en général, a permis, en donnant satisfaction aux revendications sociales des masses, de faire de la défense de la révolution un problème intéressant directement tout un peuple qui s'était libéré de l'oppression coloniale et de l'exploitation capitaliste. Il y a là une leçon d'une portée générale qui est partie prenante du patrimoine historique de la lutte internationale des peuples qui luttent contre l'impérialisme.

Dans la voie de la défense de la révolution s'est posé très concrètement le problème de ne pas faire dépendre l'avenir de celle-ci du cadre établi par les négociations entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin pour

laquelle Cuba n'est à terme qu'un facteur de pression dans les négociations politiques avec l'impérialisme. Cela a posé le problème de la préservation de la direction de la révolution, contre un appareil extérieur à celle-ci, le PSP.

Il y a là, pensons-nous, une deuxième leçon d'une portée générale : sans un degré certain d'indépendance par rapport à la bureaucratie, la révolution cubaine, non seulement n'aurait pas pris les premières mesures révolutionnaires, mais serait restée dans une situation d'isolement certain, ce qui aurait permis à l'impérialisme d'intervenir autrement qu'il a pu le faire.

La troisième leçon, c'est celle de la nécessaire solidarité avec les luttes des peuples. La défense de la révolution cubaine a trouvé comme seule expression conséquente les peuples luttant pour leur propre libération de la domination impérialiste. Tout ce qui a affaibli ce combat, a affaibli la révolution cubaine. Ernesto Che Guevara a dénoncé dans la « coexistence pacifique » une « paix misérable », faite d'une multitude de guerres, de souffrances et, dans la voie de la nécessité de la défense du premier Etat ouvrier en Amérique, il a soutenu la nécessité de mettre en place un « véritable internationalisme prolétarien ».

Il est incontestable qu'après l'assassinat d'Ernesto Che Guevara, la défaite de son combat en Bolivie, on a vu se manifester publiquement un tournant de la part de la direction cubaine.

Dans ce tournant, la disparition de celui des dirigeants de la révolution cubaine, qui est sans doute allée le plus loin dans la rupture avec l'impérialisme, a joué un rôle.

Il semble bien, en effet, que son départ même en Bolivie a coïncidé avec le développement de discussions au sein de la direction cubaine à propos de l'avenir de la révolution, et surtout de l'indépendance de celle-ci par rapport aux dirigeants du Kremlin.

Ernesto Che Guevara (qui restera dans la mémoire des peuples d'Amérique latine comme un des plus grands révolutionnaires de cette deuxième moitié du XX^e siècle) semble avoir voulu, dans les conditions d'un isolement croissant, éviter une rupture.

Ceci dit, le tournant de la direction cubaine semble antérieur. Un tournant dont l'aspect le plus visible a été dans un premier temps l'arrêt de toute polémique avec les PC, était en quelque sorte contenu en puissance dans la politique de la direction cubaine elle-même, dans les limites de son évolution sous la pression des événements eux-mêmes.

On a beaucoup dit de ce tournant qu'il était lié à la défaite de la guerre de guérilla que les dirigeants cubains avaient impulsée, favorisée.

Il faudrait parler aujourd'hui plutôt de la défaite d'une forme de guerre de guérilla parce qu'en même temps qu'on a vu échouer celle impulsée par la révolution cubaine, on a vu d'autres luttes des peuples où la guérilla a joué un rôle très important.

La spécificité de celle impulsée par la direction cubaine résidait dans le fait qu'il y avait deux éléments contradictoires au point de départ :

— d'un côté, la volonté bien réelle de déserrer l'étau autour de la révolution cubaine ;

— d'un autre côté, le respect d'une certaine forme de statu quo avec les partis communistes dépendants du Kremlin, sur lesquels les dirigeants cubains pensaient pouvoir exercer une pression suffisante pour que, confrontés à l'existence de la guérilla, ceux-ci soient obligés de lui fournir un appui logistique et en même temps politique, sous la forme du développement d'une agitation révolutionnaire dans les villes, ce qui n'est jamais arrivé (voir ce qui s'est passé au Venezuela).

On sait que depuis 1968, en même temps que la direction cubaine cessait toute polémique avec les partis stalinien et le Kremlin lui-même, Cuba est devenu essentiellement le siège des conférences des PC latino-américains. Par ailleurs, la politique de la direction cubaine en Amérique latine a commencé à suivre très fidèlement celle des PC. Simultanément, à Cuba même, on assiste à une certaine forme de normalisation qui a conduit les dirigeants cubains à faire déclaration sur déclaration pour répéter qu'ils se fondaient eux-mêmes sur la tradition de l'ancien parti stalinien.

On tire assez souvent de cette nouvelle situation la conclusion suivant laquelle la direction cubaine n'était rien devenue d'autre qu'un simple satellite de la direction du Kremlin. Et on peut comprendre qu'une telle analyse ait pu être faite.

Tout semble montrer, ceci dit, que les choses sont plus complexes. Il est en effet un fait peu connu, qui est que, précédant presque immédiatement ce tournant de la direction cubaine, il y a eu de la part de celle-ci une offensive politique visant à déstabiliser très sérieusement ce qui restait le secteur de l'appareil du PSP le plus lié à la bureaucratie de l'URSS et des pays de l'Est.

Ce fut la deuxième affaire Escalante. Celui-ci avait été autorisé à retourner à Cuba où la direction cubaine l'avait assigné à un poste secondaire dans une unité de production. Il commence dès son arrivée une activité fractionnelle contre la direction cubaine, qui visait essentiellement deux aspects de la politique de cette direction : l'aide apportée à des mouvements autres que les PC latino-américains, et les efforts faits par la direction cubaine pour pallier un certain nombre de conséquences du blocus, en ouvrant des relations commerciales importantes avec d'autres pays impérialistes, à commencer par la France.

Cette affaire qui s'est conclue par l'emprisonnement d'une partie importante de l'ancienne direction stalinienne, a été l'objet d'une vaste publicité. Le rapport fait par Raul Castro sur l'activité d'Escalante mettait clairement en cause l'activité des diplomates de l'URSS et de l'Allemagne de l'Est. Le titre du rapport diffusé largement dans toute l'île, est significatif : « ... *Pourquoi Anibal Escalante et d'autres anciens dirigeants du PC cubain sont-ils en prison...* »

C'est-à-dire que s'il y a eu alignement presque total sur les positions développées par la bureaucratie du Kremlin pendant plus de dix ans, cet alignement semble s'être fait dans le cadre d'une offensive politique et organisationnelle des dirigeants non soumis directement à la discipline du Kremlin, dans des conditions qui préservaient pour la direction cubaine, sa force propre, une capacité de manœuvre éventuelle par rapport à Moscou.

A notre avis, il reste encore aujourd'hui à définir plus précisément quels sont les intérêts de la direction cubaine, leur degré de concordance avec ceux de la bureaucratie du Kremlin. Mais on peut difficilement dire que la direction cubaine est un simple satellite des dirigeants du Kremlin.

C'est une question sans aucun doute importante dans une situation où, pour l'impérialisme, la question de la déstabilisation de la révolution cubaine reste un objectif prioritaire.

Cela dans une région que les dirigeants du Kremlin considèrent comme faisant partie de la zone d'influence des USA dans le cadre de la « coexistence pacifique ». On ne peut donc exclure la possibilité qu'à un moment ou à un autre, les dirigeants cubains, dans leur volonté de se préserver, soient obligés de tenter de s'appuyer sur la mobilisation des masses du continent, d'« aller plus loin » qu'ils ne le souhaitent, encore une fois.

Ainsi, il est important de constater aujourd'hui que c'est à la veille de la conférence entre Reagan et Gorbatchev où sera à l'ordre du jour la question de la politique cubaine (Reagan ayant rendu publiques des déclarations dans ce sens) que la direction cubaine, imprimant un nouveau tournant dans sa politique, prend l'initiative de s'adresser à tous les secteurs du mouvement ouvrier latino-américain sur le thème de l'unité contre la dette extérieure, et change sa politique militaire

interne, en donnant la priorité au réarmement de la population tout entière, mesures accompagnées de déclarations faisant état de doutes de Fidel Castro quant à la capacité de l'URSS de défendre Cuba.

Des questions restent ouvertes sur lesquelles il importe que se poursuive la discussion, dans un continent où l'unité des peuples contre l'impérialisme est très concrètement à l'ordre du jour.

Miguel CRISTOBAL

C'est une question sans aucun doute importante dans une situation où pour l'impérialisme la question de la destruction de la révolution cubaine reste un objectif prioritaire.

Cela dans une région où les dirigeants du Khrushchev considèrent comme faisant partie de la zone d'influence des USA dans le cadre de la « coexistence pacifique ». On ne peut donc exclure la possibilité d'un moment où à un autre les dirigeants cubains, dans leur volonté de préserver leurs obligations de tenir de s'appliquer sur la mobilisation des masses continentales à l'égard de la destruction de la révolution cubaine.

Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple attitude défensive, elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple représentant des dirigeants du Khrushchev.

Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple attitude défensive, elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple représentant des dirigeants du Khrushchev.

On ne peut pas se limiter à une simple attitude défensive, elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple représentant des dirigeants du Khrushchev.

Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple attitude défensive, elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple représentant des dirigeants du Khrushchev.

Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple attitude défensive, elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple représentant des dirigeants du Khrushchev.

Il est évident que la direction cubaine ne peut pas se limiter à une simple attitude défensive, elle doit chercher à établir une relation de confiance avec ceux de la bourgeoisie du Khrushchev. Mais ce peut être difficile dans la mesure où la direction cubaine est un simple représentant des dirigeants du Khrushchev.

FLEXIBILITE DE LA FORMATION
POUR LA FLEXIBILITE DE L'EMPLOI

La loi Carraz sur l'enseignement technique

par M. ELIARD

LA « réforme » de l'enseignement technique auquel le secrétaire d'Etat Carraz attache son nom a fait l'objet de multiples commentaires flatteurs. Notre camarade Michel Eliard, s'appuyant sur son livre *L'Ecole en miettes*, montre dans cette étude, en relation avec les positions de Marx sur la qualification, quelle marchandise est présentée sous un emballage trompeur et à quels besoins elle répond.

Le 25 octobre 1984, Roland Carraz, Secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique et technologique, réservait la primeur de ses projets à la revue patronale *Usine Nouvelle*. Au cours de cette interview exclusive, il insistait, en particulier, sur la nécessité d'un « rapprochement entre le système éducatif et les entreprises », vantait les mérites des jumelages, de la participation des entreprises à « l'effort éducatif », et précisait :

« Ce dispositif a pour objectif de donner davantage de flexibilité à l'appareil de formation. Il faut que les formations "s'ouvrent" et "se ferment" en fonction de l'évolution des techniques ».

Huit mois plus tard, le 6 juin 1985, au cours d'une nouvelle interview exclusive au même organe patronal,

M. Carraz présentait le nouveau baccalauréat professionnel, annonçant qu'en 1990, cinq cents lycées d'enseignement professionnel (LEP) deviendraient lycées professionnels (LP) et prépareraient à ce nouveau diplôme :

« Nous observons que la plupart des grands pays industriels sont dotés de filières professionnelles très puissantes. Certains de ces pays considèrent l'investissement éducatif comme un investissement au plein sens du terme. Je pense au Japon, par exemple. Les pays qui réussissent sont ceux où existent la notion d'ouvrier-bachelier ».

L'objet de cet article est de montrer que derrière les mots (développement de l'enseignement technique, investissement dans l'intelligence, élévation des qualifications, etc.) se cache, en

réalité, une offensive en règle contre les qualifications ouvrières, contre les Certificats d'Aptitude Professionnelle (CAP) en particulier, et que la loi Carraz est en parfaite continuité avec la

politique des gouvernements successifs de la V^e République et de leurs ministres de l'Education Nationale, de Fouchet à Chevènement-Carraz, en passant par Haby et Beullac.

UN PROJET DE LOI CONTRE LES CAP

Avant que le conseil des ministres du 3 juillet n'adopte le projet de loi sur l'enseignement technique, MM. Chevènement et Carraz en ont présenté à la presse, le 28 mai 1985, les éléments essentiels.

Les journalistes y ont reçu en cadeau le porte-clefs : *Vive le technique* présenté par le ministre sous un emballage séduisant :

« Ce porte-clefs a été usiné pour vous et devant vous par des élèves de classes de BEP (Brevet d'Etudes Professionnelles), BT (Brevet de Technicien) et BTS (Brevet de Technicien supérieur) du lycée d'enseignement professionnel et du lycée technique de Créteil à l'aide d'une fraiseuse Cincinnati à commande numérique.

La machine, propriété de l'établissement de Créteil, a été installée en quelques heures grâce à une collaboration exemplaire entre le lycée, la mairie de Créteil et l'entreprise Cincinnati-France ».

Les objectifs (proclamés) de cette loi-programme ont été présentés sous des dehors très séduisants :

— mettre la France en situation d'atteindre le pourcentage de 80 % d'une génération atteignant le niveau IV en l'an 2000 (c'est-à-dire le niveau du baccalauréat).

— augmenter à tous les niveaux le nombre de jeunes bénéficiant d'un enseignement technologique et professionnel.

— promouvoir et diffuser la culture technique à tous les niveaux d'enseignement...

— faire de l'enseignement technique et professionnel une filière de réussite, etc.

M. Chevènement justifiait, au cours de la conférence de presse, cette loi-programme par les nécessités de la modernisation technologique :

« *La grande révolution technologique de notre temps, celle de l'électronique et de l'information, celle des matériaux, celle de l'énergie, des biotechnologies, de l'espace, cette révolution qui touche tous les secteurs d'activité, à l'usine comme au bureau, dans les industries de pointe comme dans les industries traditionnelles, dans la production comme dans la vie quotidienne, fait toujours plus appel à l'intelligence et au savoir. Le temps est révolu où l'on pouvait fabriquer des automobiles avec des ouvriers sans qualification. Les entreprises attendent aujourd'hui des ouvriers de plus en plus qualifiés, souvent au niveau du baccalauréat, quelquefois à un niveau supérieur encore.*

Nous ne serons pas parmi les gagnants de la bataille économique si nous ne savons pas former en quantité des ouvriers bacheliers ».

A en croire M. Chevènement, les OS de l'automobile devraient être remplacés par des ouvriers hautement qualifiés. Il faudrait donc investir massivement dans la formation.

Voyons ce qu'en pense le patronat de l'automobile. Le quotidien *Les Echos* a publié, le 13 janvier 1984, un article présentant le rapport Ducray, sur la formation des OS : « *Travail et formation des ouvriers de fabrication de*

l'industrie automobile » (octobre 1983). L'organe patronal note, en particulier, ce passage du rapport :

« *La transformation du travail dans l'industrie est loin de la conception de la qualification par "métier" ou par poste et y substitue une qualification fonctionnelle appréciée à partir du rôle des équipes humaines dans l'appareil de production* ».

Commentaire des journalistes :

« *La formation des OS n'est donc qu'une "œuvre sociale ou culturelle", une façon polie de dire franchement une vérité bien cruelle : il ne sert à rien d'essayer de former des OS, en particulier des ouvriers spécialisés immigrés...* »

Le gouvernement fait fausse route en cherchant à intéresser les ouvriers licenciés à des programmes de reconversion de deux ans, même s'ils sont payés en totalité. Cela n'a "aucune utilité économique"... »

Y a-t-il une utilité économique à former ceux qui restent et les jeunes appelés à les remplacer ? Le même quotidien *Les Echos* cite Bernard Hanon, ex-PDG des usines Renault, qui estime qu'en France le système de formation est un élément de blocage, empêche la mobilité nécessaire alors que, dans les usines Renault en Turquie, les choses se passent très différemment :

« *Les ouvriers jugés aptes travaillent sur des machines complexes, manipulent parfois des claviers informatiques, alors qu'ils seraient bien incapables de passer un examen en France. La tech-*

nique précède alors les acquisitions culturelles et aide souvent à les acquérir ».

En parlant d'ouvriers-bacheliers et en nous vantant l'exemple japonais, MM. Chevènement et Carraz semblent se situer aux antipodes des positions patronales et de M. Hanon qui regarde du côté de la Turquie.

En réalité, il n'en est rien. M. Carraz a, en effet, donné deux précisions essentielles :

1. Le nombre de "bacheliers professionnels" serait de 80 000 en l'an 2000. Or, il y a actuellement plus de 600 000 élèves dans les LEP.

2. Il a déclaré lors de la conférence de presse du 28 mai :

« *Pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, il faudra que se réduise progressivement le flux des sorties du collège à l'issue de la classe de cinquième et que l'entrée dans les nouveaux lycées professionnels se fasse de plus en plus après la classe de troisième* ».

En clair, cela signifie nécessairement la suppression des CAP en 3 ans et donc l'élimination de plusieurs centaines de milliers de jeunes de la préparation au diplôme donnant accès au niveau d'ouvrier qualifié. Ainsi se trouve réaffirmé l'objectif patronal, poursuivi depuis trente ans, mais jamais atteint, par les gouvernements de la V^e République. Il est donc nécessaire d'y revenir pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui au niveau de la qualification ouvrière.

LA V^e REPUBLIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le régime, né du coup d'Etat du 13 mai 1958, a entrepris une restructuration de l'appareil de production afin de faire place à une brusque accentuation de la concurrence sur les marchés intérieur et extérieur. L'amélioration de la

compétitivité des entreprises devait être obtenue en favorisant systématiquement la concentration industrielle et en limitant la croissance des salaires. Comme l'indiquent les économistes de l'INSEE :

« Le taux de couverture des échanges extérieurs connaît entre 1959 et 1969 une spectaculaire dégradation, il diminue de près de 25 % si l'on prend en compte l'essentiel des biens et services...

L'inflation du début des années 1950 avait défavorisé les producteurs nationaux dans le commerce international : entre 1950 et 1957 le prix relatif de la production française par rapport à celui de ses principaux partenaires s'est élevé de 10 à 15 % selon l'indicateur utilisé. C'est cette perte de compétitivité, aggravée par les tensions sur le marché intérieur qui explique la brutale détérioration de 1956 et aboutit au plan de stabilisation de 1957-1958 » (1).

Face à une telle situation le patronat devait absolument tenter de réduire les coûts de production et donc, en particulier, réduire le coût de la force de travail. C'est ce qui explique que, dès 1959, le gouvernement De Gaulle-Debré entreprend une restructuration du système scolaire, en particulier du premier cycle du second degré et de l'enseignement technique court, afin d'adapter la main-d'œuvre ouvrière à ce mouvement de concentration des entreprises. Et à partir du V^e Plan (1966-1970) les flux d'effectifs scolaires sont planifiés à partir des besoins de main-d'œuvre.

La croissance des effectifs dans les centres d'apprentissage, arrachés au patronat en 1949 (devenus CET en 1959, puis LEP en 1977), entraine en contradiction avec cet objectif de réduction du coût de la force de travail. Rappelons, en effet, que les effectifs sont passés de 145 000 élèves en 1951-52 à 300 000 en 1964-65 et que, malgré les réformes engagées, ils ont continué à croître de façon très importante (600 000 en 1979-80).

Or, la délivrance chaque année d'un nombre croissant de CAP (94 000 en

1951, 235 000 en 1979) n'était nullement une nécessité économique.

Si l'on analyse en effet, les tableaux « Insertions et mouvement d'emplois » des bilans Formation-Emploi de l'INSEE de 1973 et 1977 on y lit que, parmi les titulaires de CAP et BEP, 53 % deviennent ouvriers non-qualifiés en 1977 contre 38 % en 1973 (2). Davantage de diplômés, mais déqualification très importante, puisqu'en quatre ans 15 % de plus deviennent OS (et au total plus de la moitié de ceux qui possèdent un diplôme du niveau ouvrier qualifié).

La productivité du travail augmente non pas parce que les ouvriers sont plus instruits mais parce que le capital constant s'accroît, permettant de produire davantage de marchandises en un temps donné.

Il n'y a nullement de « complexification du travail simple » dans ce processus contrairement à ce que dit Michel Verret dans son livre *Le travail ouvrier* (Armand Colin).

Il y a toujours plus d'OS possédant des CAP, mais leur travail ne devient pas complexe, au contraire il se simplifie parce que la complexité est dans la machine.

Comme l'indique le bilan Formation-Emploi de 1977 :

« Pour les emplois d'ouvriers qualifiés, les employeurs font davantage appel en 1977 à des jeunes garçons non diplômés et moins à des titulaires de CAP ou de BEP, qui ne représentent plus que la moitié du total des recrutements des jeunes débutants ».

Ces deux aspects de l'insertion professionnelle des jeunes : embauche de titulaires de CAP ou BEP dans des emplois d'ouvriers non-qualifiés et embauche de non-diplômés dans des emplois d'ouvriers qualifiés, c'est-à-dire à des postes occupés précédem-

(1) *Fresque historique du système productif*, E27, p. 227.

(2) INSEE, *bilan Formation-Emploi*, 1973 (tableau 18, p. 104) et 1977 (tableau 15).

ment par des ouvriers qualifiés, concourent, de manière différente, au même objectif : l'abaissement des coûts de production. Dans le premier cas la qualification n'est pas reconnue, dans le deuxième cas, l'évolution des salaires sera plus lente étant donné l'absence de diplôme. La substitution du capital au travail, c'est-à-dire l'augmentation de la composition organique du capital se fait contre le travail humain, c'est-à-dire contre l'emploi et la qualification. Ce que Marx exprime de la manière suivante :

« D'une part, donc, le capital additionnel qui se forme dans le cours de l'accumulation renforcée par la centralisation attire proportionnellement à sa grandeur un nombre de travailleurs toujours décroissant. D'autre part, les métamorphoses techniques et les changements correspondants dans la composition valeur que l'ancien capital subit périodiquement font qu'il repousse un nombre de plus en plus grand de travailleurs jadis attirés par lui » (3).

L'accroissement du niveau de qualification général mesuré par le nombre de diplômes techniques délivrés ne traduit que le mouvement de scolarisation mais nullement une nécessité du procès de production.

Au contraire, l'accroissement du nombre de diplômés devient de plus en plus

« inadéquat » à l'évolution des emplois.

C'est que Gabriel Ducray (directeur du CEREQ à ce moment-là) indiquait dans un rapport de 1979 pour le Conseil Economique et Social, intitulé « *Comment réconcilier l'école et le travail manuel* » :

« Faute de créer un nombre suffisant d'emplois faisant appel à une qualification généralement élevée de la population active, l'économie n'évolue pas dans le même sens, et au même rythme que l'école. Dès lors, la formation risque d'aller contre l'emploi ».

Et c'est ce que le CNPF mesurait parfaitement depuis de nombreuses années déjà.

Dès 1955, c'est-à-dire six ans après qu'il ait dû s'accommoder temporairement de l'existence d'un enseignement technique public avec la création des centres d'apprentissage, il engageait la première offensive sérieuse contre la formation professionnelle des ouvriers, sous couvert d'une réflexion sur la formation des techniciens.

Le CNPF organisait, en effet, à la Sorbonne, les 10 et 11 juin 1955, des journées d'études sur ce problème dont a rendu compte le *Bulletin du CNPF*. Je reprends ici quelques passages de mon livre *L'école en miettes*, et d'abord celui où je traitais de la signification de ce colloque.

LE CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANÇAIS CONTRE LES CERTIFICATS D'APTITUDE PROFESSIONNELLE

« Le Conseil supérieur de l'enseignement technique, créé en 1919 par la loi Astier, comprenait un tiers de professionnels (c'est-à-dire de patrons) parmi ses membres, la loi du 18 mai 1946 l'a supprimé et remplacé par un Conseil de l'enseignement technique ne com-

(3) K. MARX, *Le capital*, livre I, tome III, Ed. Sociales, p. 69.

prenant que des fonctionnaires. Ainsi, dans ce domaine de la formation professionnelle, dont les liaisons avec les professions sont cependant si nécessaires et évidentes, il n'existe aucun lien organique entre l'enseignement technique et les professions, entre les formateurs et les utilisateurs, et l'Etat ne se fait conseiller que par ses propres ser-

viteurs incompetents sur le plan technique des professions ».

Parlant ensuite d'un projet du secretariat d'Etat à l'enseignement technique de créer un Conseil supérieur de la formation professionnelle, le CNPF ajoutait :

« Nous ne savons pas encore sous quelle forme ce projet prendra corps mais nous restons vigilants pour que soit réalisée l'espérance qu'on peut mettre dans un tel organisme s'il recherche les moyens d'améliorer le rendement de la formation professionnelle, notamment dans les écoles et centres publics et pour qu'il ne devienne pas *un instrument de centralisation et d'uniformisation attirant tout l'enseignement professionnel dans l'orbite de l'Université* » (5).

Un rapport sur « *les liaisons entre l'enseignement technique et les professions sur le plan national* » y était présenté par M. Gentet, président de l'Union des syndicats des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de Nantes et de la Loire-Inférieure. Le point central est celui-ci : *revenir à l'esprit de la loi Astier*.

« La loi Astier du 25 juillet 1919 et les dispositions initiales qui ont été prises pour son application ont posé les conditions d'une saine collaboration entre l'enseignement technique et les professions. Cette coopération indispensable entre les pouvoirs publics, les utilisateurs de main-d'œuvre et les organismes d'exécution, devrait permettre l'organisation de la formation professionnelle *dans les conditions les plus fructueuses et les moins coûteuses*.

Au cours des années, cependant, l'esprit dans lequel les textes initiaux ont été appliqués, ainsi que les nouvelles dispositions législatives ou réglementaires adoptées par le Parlement et les pouvoirs publics, ont marqué une déviation très nette des principes primitivement admis...

(5) *Bulletin du CNPF*, n° 129 - Février 1955, p. 92, passage souligné par nous.

Si l'on veut vraiment faire une œuvre efficace en la matière, il est indispensable de remédier à cet état de choses, et, en se reportant aux règles posées par la loi Astier, de rétablir entre l'enseignement technique et les professionnels des liaisons étroites qui assurent l'union de tous ceux qui participent à l'œuvre de formation dans un effort commun.

Certes, il faut convenir que le retour à la législation de 1919 provoquerait un tel bouleversement qu'il est difficile de l'envisager » (6).

Le rapporteur restait prudent en raison des rapports de force mais une orientation était affirmée qui ne pourra se concrétiser qu'après 1958 et se développer pleinement avec les accords de 1970 sur la formation permanente.

Cette orientation se traduit de la manière suivante au niveau de l'articulation entre le collègue et le CET. : un enseignement ayant des fins essentiellement pratiques doit succéder à l'enseignement général, à trois niveaux :

— Dès la fin de l'enseignement moyen, pour la préparation aux métiers manuels ;

— Au cours de l'enseignement secondaire, pour les divers échelons de techniciens ; à son sommet, pour les écoles d'ingénieurs ;

— A l'entrée de l'enseignement supérieur où se prend définitivement l'orientation vers une carrière.

L'entrée en CET devait donc être reportée après la troisième et le CAP en trois ans remplacé progressivement par le BEP (deux ans) et un CAP en deux ans, plus un CEP (Certificat d'éducation professionnelle) préparant en un an aux emplois d'ouvrier spécialisé.

Une nouvelle discussion interne au CNPF sur la formation professionnelle eut lieu au cours de l'Assemblée générale de janvier 1966, c'est-à-dire avant

(6) *Bulletin du CNPS*, n° Spécial 141 - Décembre 1955. Compte rendu des journées.

la loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle du 3 décembre 1966. Cette assemblée réaffirma la nécessité de supprimer les formations en trois ans et de diversifier la formation professionnelle de la manière suivante :

— Une voie très courte (CEP en un an). Cette formation était « réclamée dès 1954 par les industries les plus mécanisées et automatisées » (7).

— L'entrée directe en apprentissage dans les entreprises avec enseignement alterné.

— Une voie de formation en deux ans CAP ou BEP avec recrutement après la troisième (seule la voie menant réellement à une qualification).

En même temps, le CNPF préconisait une « réforme pédagogique » : la suppression des diplômes traditionnels :

« Le poids social des examens pourrait être notablement allégé, voire supprimé, si l'information et la consultation des milieux intéressés à la formation étaient organisées de manière plus suivie, dans une perspective de collaboration dégagée des arrières-pensées qui constituent des blocages permanents.

La possession ou la non-possession d'un diplôme n'a pas le caractère prédictif et discriminatoire qu'elle peut revêtir dans la fonction publique. En tout état de cause, la corrélation entre possession ou non-possession de diplôme et réussite ou échec professionnel reste faible et peu significative » (8).

Le CNPF se prononçait donc pour la suppression de l'examen traditionnel pour le CAP et pour son remplacement par un système d'unités capitalisables (UC) pouvant être obtenues en totalité

au cours de la formation en deux ans ou en partie seulement, les autres l'étant au cours de la vie professionnelle.

En 1972, le système des unités capitalisables (attribution de parties de diplômes) qui va dans le sens de ces recommandations sera expérimenté dans douze CET.

Or, le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) donnant la qualification d'ouvrier professionnel est un diplôme national, c'est-à-dire qu'il a la même valeur à Toulouse, Paris ou Lille. Il donne donc un certain nombre de garanties à celui qui l'obtient quant aux conditions de vente de sa force de travail.

L'évolution technologique a rendu, selon le patronat, ce type de diplôme de plus en plus inadapté aux nécessités de la polyvalence et de la mobilité des emplois.

Le patronat proposait d'ailleurs de remplacer les examens de sortie par la délivrance par chaque établissement d'un certificat de scolarité à ses élèves avec appréciation sur le résultat atteint par rapport à l'objectif suivi.

Ajoutons que le développement de l'apprentissage, de centres de formation patronaux dont la loi de décembre 1966 (application du programme du CNPF de janvier 1966) prévoyait la mise en place, permettait la dénationalisation du CAP et donc l'accroissement de la concurrence entre détenteurs de diplômes de valeur inégale d'une région à l'autre.

La transformation des CET en trois ans recrutant après les classes de fin d'études, en CET en deux ans recrutant après la classe de troisième, qui se présente comme une élévation du niveau de formation n'est en réalité qu'une pièce d'un dispositif plus vaste destiné à fournir aux entreprises une main-d'œuvre ayant une formation professionnelle initiale la plus courte possible.

(7) Cité d'après B. Charlot et M. Figeat, *L'école aux enchères*, Petite bibliothèque.

(8) CNPF, L'appréciation des résultats dans l'éducation professionnelle (sa place dans le système des relations entre l'école et les professions) Mai 1969. Cité dans *L'école aux enchères*.

Ces objectifs du CNPF ont trouvé leur forme plus développée dans les lois de juillet 1971 sur la formation permanente.

L'année précédente, le CNPF tenait à Lyon des Assises sur « La formation des hommes dans la société moderne ».

Les questions débattues témoignent du fait que le patronat ne se préoccupait pas seulement de la formation professionnelle mais plus généralement de l'adaptation de l'ensemble du système scolaire à l'évolution de l'emploi. M. Pierre de Calan faisait son rapport au lendemain de la crise de 1968 mais aussi de la signature des accords de juillet 1970 sur la formation permanente et au moment où s'appliquait la réforme Faure. Cette conjoncture explique qu'il s'intéresse tout particulièrement au problème des universités.

« Nous savons tous, et vous comprendrez que je n'y insiste pas, qu'il y a une *réadaptation quantitative et qualitative de la formation des hommes aux besoins actuels de l'économie.*

(...) Je dirai, si vous permettez cette formule, que *nous avons besoin de plus en plus d'hommes bien vivants et d'hommes bien jugeants, beaucoup plus que d'hommes savants* » (9).

PROGRES TECHNIQUE ET QUALIFICATION OUVRIERE CHEZ MARX

Le développement de la division du travail a été un facteur déterminant du progrès historique mais il s'est fait aux dépens de l'ouvrier-artisan :

« *La division du travail dans sa forme capitaliste — et sur les bases historiques données, elle ne pouvait revêtir aucune autre forme — n'est qu'une méthode particulière de produire de la*

Les propositions du CNPF peuvent se résumer ainsi :

1. - *Contrôle de la formation par les industriels et formation alternée ;*

2. - *Participation des chefs d'entreprise à l'enseignement ;*

3. - *Suppression du lien entre diplôme et rémunération en s'appuyant sur les accords de 1970 sur la formation permanente ;*

4. - *Réduction des échecs scolaires par la sélection.*

Il ne s'agit pas d'une politique liée uniquement à une conjoncture de crise mais d'une tendance fondamentale du capitalisme découlant de la contradiction entre le capital et le travail. Cette tendance se renforce particulièrement à la période du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme.

Les analyses de Marx que certains s'évertuent (vainement) à rendre périmées en les ramenant à des idées valables pour le XIX^e siècle, éclairent singulièrement les processus actuels. Aussi n'est-il pas superflu de faire ce détour pour comprendre les fondements réels des mesures gouvernementales d'aujourd'hui.

plus-value relative, ou d'accroître aux dépens du travailleur le rendement du capital, ce qu'on appelle richesse nationale (Wealth of Nations). Aux dépens du travailleur, elle développe la force collective du travail pour le capitalisme. Elle crée des circonstances nouvelles qui assurent la domination du capital sur le travail. Elle se présente donc et comme un progrès historique, une phase nécessaire dans la formation économique de la société, et

(9) *Patronat*, décembre 1970, n° 311, p. 39 et 40.

comme un moyen civilisé et raffiné d'exploitation » (10).

Le développement des forces productives a pour but le développement du capital et non l'enrichissement intellectuel de l'ouvrier.

La division du travail est marquée par le fait que l'activité de l'ouvrier tend à devenir l'activité de la machine. L'appropriation du travail par le capital s'accompagne de la destruction progressive de la qualification du travail humain : « Le mort saisit le vif ».

Cette tendance du capitalisme à la déqualification s'est manifestée dès le début par la destruction des métiers traditionnels mais il s'agit bien d'une tendance, c'est-à-dire qu'elle ne se réalise ni complètement, ni de manière linéaire, parce qu'elle est contrecarrée par la tendance contraire, celle de la classe ouvrière luttant pour la défense de sa qualification.

Pour Marx, comme pour A. Smith, le développement du machinisme tend *nécessairement* à réduire le travail humain à un travail simple. Dans la production capitaliste, le progrès technique ne peut que se développer contradictoirement à la force de travail qualifiée.

Pour réduire les coûts de production le capitalisme est contraint d'agir au niveau de la valeur de la force de travail (réduire son coût de production et de reproduction) et au niveau de l'intensité du travail. C'est la raison pour laquelle il tend à limiter au maximum le degré d'autonomie du travail ouvrier, à le réduire de plus en plus à des tâches d'exécution simples, donc à lui enlever la part intellectuelle du travail nécessaire à la fabrication pour la concentrer sur une autre catégorie de salariés, chargés de concevoir les produits et les procédés de fabrication et de les faire exécuter dans le moins de

temps possible : les ingénieurs, les techniciens et les agents de maîtrise.

La séparation de la partie intellectuelle du travail ne procède pas d'une simple dissociation due au fait que la qualification de l'ouvrier tend à passer dans la machine et en d'autres mains ou cerveaux, mais du fait que le capital instaure *nécessairement* un type d'organisation despotique et le plus hiérarchisé possible afin d'accroître la productivité.

L'extraction de la plus-value nécessite la diminution de l'autonomie du travail ouvrier. Un ouvrier très qualifié dispose d'une autonomie plus grande parce qu'il a l'expérience des procédés de fabrication, et parce qu'il a une liberté plus grande de travailler à son rythme. L'accroissement de la productivité exige que le capital s'assure le contrôle du rythme de la production. Pour cela, il faut que ce soit la machine qui, en quelque sorte, donne des ordres à l'ouvrier, c'est-à-dire lui impose son rythme et non l'inverse.

L'évolution de la division capitaliste du travail se caractérise donc au départ par la perte de la maîtrise du procès de production (stade de la coopération).

La tendance objective du capitalisme est obligatoirement *l'accroissement* de la dissociation entre travail manuel et travail intellectuel.

Le processus de l'automatisation ne fait qu'accentuer ce processus.

Le principe essentiel de l'automatisation consiste dans l'intégration du processus partiel de production, jusqu'ici discontinu, dans un processus coordonné qui associe les machines-outils les plus perfectionnées sous la direction des appareils électroniques. Il s'agit du plein développement des tendances du machinisme.

Le développement du machinisme comme moyen de produire davantage de richesses sous la forme argent se heurte en effet à la tendance du travail humain à se reproduire comme habi-

(10) K. Marx : *Le capital*, livre I, tome II, p. 53, Editions Sociales.

leté particulière, comme travail individuel concret (11).

L'automatisation c'est essentiellement l'exécution d'un travail à l'aide d'un mécanisme intégré, travail qui, auparavant, était exécuté par l'homme.

Il s'agit là d'un stade supplémentaire dans la transformation des rapports entre travail mort (les machines) et travail vivant (la force humaine de travail). Au stade du machinisme de la main de l'ouvrier est remplacée par la machine. *Au stade de l'automatisation ce sont des capacités du cerveau humain qui sont remplacées par le système automatique.*

Les tâches de l'ouvrier deviennent, pour l'essentiel, des activités de contrôle et d'entretien, d'où la réduction du nombre d'ouvriers de fabrication et leur déqualification.

L'utilisation de la science et de la technique par le capital aboutit à cette contradiction que le produit de l'activité humaine se retourne de plus en plus, contre l'homme lui-même. L'immense accumulation des marchandises et de la richesse, sous sa forme capitaliste, bien loin de satisfaire les besoins de l'ensemble de la société, entraîne la dégradation des conditions de vie de la classe des producteurs. L'accumulation incessante du capital, unique objectif du capital, aboutit à l'impasse du mode de production lui-même, au point que la division du travail, telle qu'elle s'est constituée au XIX^e siècle sur la base de la grande industrie, est,

(11) K. Marx, Grundrisse, 3, chapitre du Capital, Ed. 10/18. « Comme le machinisme se développe avec l'accumulation de la science sociale — force productive générale —, ce n'est pas dans le travail, mais dans le capital que se fixe le résultat du travail social général. Et, de fait, la force productive d'une société se mesure d'après le *capital fixe* qui en est la matérialisation ; mais à son tour, la force productive du capital se développe, grâce à ce progrès que le capital s'approprie gratuitement... »

La science se manifeste donc dans les machines, et apparaît comme étrangère et extérieure à l'ouvrier. Le travail vivant se trouve subordonné

elle-même, menacée de dislocation. Pour tenter de se maintenir le capital est contraint aujourd'hui de détruire par pans entiers, la sidérurgie, les mines, les chantiers navals, la métallurgie, etc.

L'énorme progrès technique réalisé depuis la Seconde Guerre mondiale, utilisé en particulier pour automatiser de plus en plus les processus de travail, aboutit à expulser de la production une masse de plus en plus grande de travailleurs et à accroître la proportion des OS et cela en raison des obstacles à la croissance des forces productives que constituent la propriété privée des moyens de production et les Etats nationaux. Dans le cadre des rapports de production capitalistes, les « mutations technologiques » loin d'être le remède miracle à la crise du capitalisme, ne sont qu'un moyen supplémentaire du surexploitation du travail salarié.

La qualification ouvrière apparaissait déjà dans la période d'accumulation primitive du capital comme un vestige du passé : celui des corporations, de l'artisanat que la production capitaliste a dû dissoudre pour enrôler des travailleurs libres (hommes, femmes et enfants) dans la grande industrie. En même temps le machinisme a fait naître la nécessité de qualifications nouvelles, celles des ouvriers industriels modernes.

Mais l'automatisation a entraîné une nouvelle phase de déqualification du travail ouvrier. Dans le mode de pro-

duit travail matérialisé, qui agit de manière autonome. Dès lors, l'ouvrier est superflu, à moins que son action ne soit déterminée par le besoin du capital.

Le capital ne s'est donc développé complètement dans ses formes de production spécifiques qu'à partir du moment où l'instrument de travail a perdu sa forme immédiate pour revêtir celle de capital fixe, apparaissant au sein du procès de production comme machine en face du travail. L'ensemble du procès de production n'est plus alors subordonné à l'habileté de l'ouvrier ; il est devenu une application technologique de la science ».

duction capitaliste, le progrès technique subordonné à l'accumulation du capital se retourne contre le travail humain qui l'a produit.

C'est ce qu'illustre une enquête assez récente du Centre d'Etudes de l'Emploi, dont la réalisation a duré 10 ans et a porté sur une population de 300 000 personnes couvrant l'ensemble des branches industrielles.

« Aucun groupe n'échappe à la réduction de la qualification apparente ou officielle, indiquée par les fichiers d'entreprise et reproduite à travers les diverses sources statistiques. Dans tous les cas on s'aperçoit que, sous une même étiquette, se trouvent mélangés avec les vrais ouvriers professionnels, des pseudo-professionnels exerçant des emplois pour lesquels une simple formation sur le tas de quelques mois, parfois de quelques semaines, est suffisante.

Ces emplois doivent être dénombrés avec une précision à laquelle, le présent travail ne pouvait prétendre, afin de les soustraire des futurs calculs de besoins réels en formation d'ouvriers qualifiés. Sinon l'on court le risque de confondre encore longtemps besoins réels et besoins apparents, et de former dans certains domaines des personnels inadaptes dont les entreprises n'auront ensuite pas l'emploi » (12).

REDUIRE LA FORMATION INITIALE POUR ABAISSE LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

La réduction de la durée de la formation initiale, le transfert progressif d'une partie, sinon de la totalité, de la formation professionnelle, de l'éducation nationale vers les entreprises, sous la forme, par exemple, de la formation alternée, découlent de cet objectif

Dans le rapport purement économique qui s'établit entre capital et travail, la tendance nécessaire de la production capitaliste est de réduire la valeur de la force de travail. Cette réduction s'opère essentiellement par la diminution de la valeur des marchandises nécessaires à la reproduction de cette force mais aussi par la diminution du coût de formation.

Or, ce coût de la force de travail est dépendant du niveau général de civilisation atteint dans une société déterminée. Les conquêtes arrachées par la classe ouvrière en France, à la fin du XIX^e siècle dans le domaine de l'instruction, puis après 1945, sont parties constituantes de la valeur moyenne de la force de travail.

La proclamation, par la Révolution française, de l'égalité devant l'instruction constitue une liberté démocratique que le prolétariat a utilisée ultérieurement, pour son propre compte, pour acquérir des garanties de qualification contre l'exploitation capitaliste.

Le fait que ce cadre démocratique bourgeois se soit élargi en 1881-1882 comme résultat de la lutte de classes, jusqu'à l'édification d'une école primaire gratuite, obligatoire et laïque, a, du même coup, augmenté les possibilités d'acquisition de cette qualification, indépendamment des conditions immédiates de la production.

général de restructuration de l'appareil de production. Cette politique scolaire a été traduite par les planificateurs, sous des formes adaptées selon les circonstances, parfois de manière voilée, parfois de manière explicite comme dans le livre de M. Vermot-Gauchy :

« Pour un garçon dont les études durent onze ans (école maternelle comprise) et qui naît à la vie active à quinze ans, le pays peut compter sur cin-

(12) Ph. D'Hugues, G. Petit, F. Rerat : Les emplois industriels, *Cahiers du Centre d'Etudes de l'Emploi*, n° 4, PUF 1973, page 3.

quante années de travail. Lorsque l'enfant choisit un cycle d'études long (25 ans par exemple) l'amortissement ne peut s'étaler que sur trente-six ans seulement...

...S'il est malsain pour lui de demeurer plus qu'il ne le faudrait dans un établissement d'enseignement de plein exercice, le planificateur doit reconnaître de son côté, qu'il est contraire à l'intérêt général de concevoir un système qui ne laisse aux élèves d'autre issue honorable que de s'accrocher désespérément sur leur filière...» (13).

Mais l'auteur doutait de la possibilité de faire accepter aux enseignants de se faire les artisans de cette politique patronale. Il posait, en effet, cette question :

« Mais auront-ils le courage de jeter sur le marché du travail, sans conseils ni qualification, la masse des adolescents qui encombrant les classes et y perdent leur temps ? »

Il fallait donc envisager d'autres moyens pour parvenir, comme il le proposait à « *réduire la durée moyenne des études* » :

« Une deuxième catégorie de mesures apparaît donc nécessaire. Elles sont du ressort du planificateur qui doit créer les conditions permettant aux élèves d'abandonner leurs études sans regrets. Il faut pour cela, d'une part aménager, aux différents niveaux-clés du système éducatif, les transitions nécessaires entre l'école et la vie professionnelle, d'autre part, assurer la continuité de la formation, celle de l'adulte prolongeant celle de l'enfant. L'élève abandonnera plus facilement des études qui le conduisent probablement à l'échec s'il sait qu'il trouvera plus tard un enseignement de promotion qui répondra sous doute mieux à ses penchants et à ses aptitudes...» (14).

(13) M. Vermot-Gauchy, *L'éducation nationale dans la France de demain*, Editions du Rocher, 1965, p. 253.

(14) Ibidem, page 253.

Formulées au moment de l'application de la réforme Fouchet ces propositions annonçaient l'alternance école-entreprise, la loi Royer et les lois de juillet 1971 sur la formation permanente.

Nous y trouvons également ce qui devient ensuite le leitmotiv de la politique du CNPF et des réformateurs de l'école, « *l'ouverture sur la vie* » :

Quelques années plus tard, les rapporteurs du VI^e plan (1971-1975) constataient que le système scolaire et universitaire souffrait encore de graves inadaptations, pour reprendre leurs propres termes. En particulier, la « *formation professionnelle de base* » définie par la loi de décembre 1966 devait être sanctionnée par un diplôme sans aucune valeur, le CEP (Certificat d'éducation professionnelle) délivré un an après la classe de troisième pratique.

Or, le rapport *Formation-qualification professionnelle* devait admettre l'échec d'une orientation qui aurait dû se traduire par un tarissement progressif des formations aux CAP en trois ans :

« Les difficultés rencontrées dans la mise en place de toutes les filières de l'école moyenne semblent remettre en cause ce schéma et conduire à normaliser l'accès des élèves sortant des classes de cinquième de transition, lorsqu'ils ont atteint quinze ans, ou des élèves issus des classes de quatrième pratique, à une formation professionnelle d'une durée de trois années dans un collège technique ».

Mais comme il n'était pas concevable de renoncer à modifier le système de formation professionnelle pour l'adapter à l'évolution de l'emploi et des qualifications, il fallait envisager de nouvelles réformes et conformément aux recommandations du plan, transférer de plus en plus de crédits vers les formations contrôlées par le patronat, au

détriment du bon fonctionnement de l'enseignement technique public. Ce fut l'objet des lois sur la formation

permanente et de la réforme Haby, et c'est aujourd'hui, celui de la réforme Carraz.

LOIS DE JUILLET 71, REFORME HABY, LOI CARRAZ

Les lois de juillet 1971 sur la formation professionnelle et permanente se trouvent tout à fait en concordance avec les recommandations du CNPF.

L'article 6 de la loi sur l'enseignement technologique stipule :

« Les méthodes de l'enseignement technologique peuvent comporter un enseignement à temps plein, alterné ou simultané ».

Les deux articles suivants précisent ce que cela signifie :

Article 7 :

« Les établissements ou sections d'enseignement technologique dispensant une formation à temps plein ont aussi la responsabilité d'assurer, en liaison avec les milieux professionnels, l'apprentissage selon les termes de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 et la formation professionnelle continue selon les termes de la loi 77-575 du 16 juillet 1971 ».

Article 8 :

« Les titres ou diplômes de l'enseignement technologique sont acquis par les voies scolaires et universitaires, par l'apprentissage ou la formation professionnelle continue » (15).

L'article 4, sur l'introduction d'une initiation technologique dans le premier cycle du second degré était repris de manière plus développée dans la réforme Haby de 1975.

Après le cycle d'observation de deux ans, la loi Haby introduisait les activités pré-professionnelles en troisième et quatrième années des collèges et les stages en entreprise.

La réforme de 1975 se présente comme celle de l'instauration du collège unique, c'est-à-dire la suppression des filières de la réforme Fouchet. En réalité, l'une de ses particularités a consisté dans l'importance accordée dès l'école primaire à l'activité manuelle puis à l'enseignement technologique.

En troisième et quatrième années des collèges cet enseignement devait prendre « un contenu de technologie pratique plus important » :

- démontages - remontages,
- fabrications d'ateliers de cuisine, de couture, etc...

Trois voies s'ouvrent à l'élève quittant le collège :

- Entrée en seconde de lycée.
- Entrée en première année de LEP (préparation au CEP, CAP, BEP).
- Entrée en première année d'apprentissage artisanal (CPA) ou entreprise.

Cette structure qui comprenait à côté des classes « normales » de quatrième et troisième, les classes pré-professionnelles de niveau (CPPN) et les classes préparatoires à l'apprentissage (CPA) était présentée par Haby comme un moyen d'accorder des qualifications professionnelles.

Nous retrouvons donc intégralement, derrière les apparences d'une réforme pédagogique proposant l'unification du collège, les orientations constantes du patronat que nous avons présentées plus haut :

- Report de l'entrée en formation de CAP après la troisième.
- Limitation à deux ans de la préparation au CAP.
- Formation alternée école-entreprise.

(15) Formation professionnelle, tome I. Textes législatifs et réglementaires, J.O. 1981.

— Suppression des diplômes sous leur forme traditionnelle.

Sous couvert de propositions visant à développer l'enseignement technologique pour tous les élèves, cette structure aboutit au résultat inverse : exclusion d'une formation technique réelle, c'est-à-dire donnant une qualification reconnue dans les conventions collectives (CAP en trois ans), la grande majorité des élèves qui peuvent y accéder à partir de la cinquième. Les élèves « choisissant » l'option pré-professionnelle n'ont en effet que très peu de chances d'entrer en LEP : en 1980-81, 15 % seulement des élèves de CPPN y entrent et moins de 40 % des élèves de CPA obtiennent un contrat d'apprentissage.

Un des objectifs essentiels de la réforme Haby était donc de limiter le nombre d'élèves dans les formations CAP et BEP et d'orienter vers l'apprentissage une part importante des élèves de troisième, donc de fournir aux entreprises une main-d'œuvre moins chère. Aujourd'hui, Carraz poursuit le même objectif (16).

Le « Pacte National pour l'Emploi » de juillet 1977 faisait partie de ce dispositif d'ensemble visant à réduire le coût de la force de travail.

Un certain Jacques Delors déclarait cette année-là, dans un colloque :

« Une solution que je préconise en vain depuis consiste à créer les conditions d'un passage réussi de l'école à la vie professionnelle. De seize à vingt ans ou de dix-huit à vingt-deux ans, chaque jeune serait assuré d'un revenu minimum pour peu qu'il fasse l'effort de chercher du travail, d'expérimenter un métier, d'acquérir une nouvelle formation ou une éducation complémentaire. Il pourrait alterner travail et formation, changer d'emploi, trouver

aide et information auprès d'un organisme apte à faciliter l'insertion professionnelle. Au total, un tel système sera moins coûteux que le non-système actuel, par ses gaspillages de talent, ses indemnités de chômage et autres dépenses sociales » (17).

C'est ce que les stages Barre, Rigout, puis Delebarre ont organisé systématiquement au nom d'une prétendue lutte contre le chômage des jeunes.

Le développement de la formation permanente a été déterminé par la nécessité pour le capital d'adapter la qualification professionnelle à partir des nécessités du procès de production. Dans la mesure où son évolution entraîne mobilité et polyvalence il devenait indispensable de limiter au maximum la formation technique initiale hors de l'entreprise et de favoriser des types de formation continue dans le cadre de l'entreprise ou d'organismes contrôlés par le patronat afin d'obtenir la meilleure efficacité possible de la force du travail.

Robert Delorme et Christine André écrivent par exemple :

« Pour les travailleurs, il existe une qualification propre, externe à l'entreprise et antérieure à sa reconnaissance patronale. C'est, en dernier ressort, celle associée à la formation initiale reçue qui joue comme une sorte de garantie, de droit qui confère une autonomie par rapport à l'entreprise. Cette situation explique les nombreuses revendications et luttes syndicales destinées à faire reconnaître la qualification réelle des travailleurs...

La tendance à l'accroissement du nombre des qualifications des emplois et à la création de qualifications maison rétrécit le champ des qualifications prises une à une et rend d'autant plus difficile une adaptation des formations scolaires à celles-ci. On trouve ici un autre aspect favorisant le développe-

(16) Il faudrait citer également le fameux rapport Legrand dont le début (fait significatif) est consacré à l'enseignement technique - Voir *L'école en miettes*, p. 296 à 299.

(17) Association des Ages : les jeunes et le 1^{er} emploi, *La Documentation Française*, 1978. C'est nous qui soulignons.

ment de la formation permanente qui, elle, permet une adaptation serrée de la formation aux qualifications requises » (18).

N'étant pas parvenu à ses objectifs, le patronat a en effet modulé ses propositions différemment et a porté atteinte aux diplômes de manière plus indirecte en privilégiant la formation continue au détriment de la formation initiale :

« L'existence d'un véritable système de formation continue permettra à l'école et à l'université de ne plus avoir la préférence d'apprendre aux jeunes, avant d'entrer dans la vie active, les connaissances dont ils auront besoin tout au long de leur existence ».

(M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, 1974)

Ce système permet, en particulier, en introduisant dans l'enseignement technique le système des unités capitalisables, de faire que des jeunes sortent du LEP sans CAP complet, donc de modifier les conditions d'embauche.

M. Chotard, dans un rapport sur la formation et l'emploi, en 1974, indiquait les véritables objectifs de la formation permanente et invitait les chefs d'entreprises à utiliser au mieux les possibilités offertes par les accords de juillet 1970 et les lois de juillet 1971, pour faciliter les procédures de licenciement :

« Notre objectif permanent — rappelait le président Ceyrac à l'Assemblée générale du 19 décembre 1972 — reste l'adaptation de l'emploi à une économie de croissance qui implique des mutations économiques et une plus grande mobilité (...)

Tout en devant s'insérer dans une politique à plus long terme, cette politique de l'emploi exigera peut-être des mesures spécifiques et à court terme, et en ce sens les exigences de la formation continue rejoignent les nécessités d'une action conjoncturelle, ne serait-ce que

par l'urgence de mieux maîtriser la connaissance des emplois disponibles.

C'est la preuve que la politique élaborée lors de la négociation des Accords de 1969 et de 1970 était bien une politique des entreprises puisque le devoir des chefs d'entreprise de sauvegarder et de développer l'emploi prend naturellement appui sur leur volonté de développement technique et de croissance économique » (19).

Aujourd'hui, 11 ans après ce rapport, cette politique de « formation permanente » s'applique largement, par exemple, pour les ouvriers licenciés des usines de l'automobile auxquels on propose, parfois, des stages de reconversion aux métiers de l'automobile, simple antichambre du chômage complet.

Mais, avec l'affectation des crédits dégagés par la taxe d'apprentissage, directement à ses propres centres de formation, le patronat est également en mesure de développer son propre système de formation professionnelle, concurrent de l'enseignement public et, ainsi, d'accentuer la pression pour que disparaissent les CAP. C'est ainsi que l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) a créé depuis 1984 dans ses centres de formation le CQP (Certificat de qualification professionnelle) dont l'objectif proclamé est de « suppléer aux carences du CAP ».

Ne s'agit-il pas, à l'évidence, d'une pièce supplémentaire dans le dispositif de remise en cause de l'ensemble des conventions collectives (qui reconnaissent les CAP), de la part de l'organisme patronal qui a été à l'initiative de la refonte de la grille des qualifications salariales ?

(18) R. Delorme et C. André, *L'Etat et l'économie*, 6^e partie, p. 571 et 577.

(19) Y Chotard, *La formation et l'emploi, Le patronat*, 1974, p. 44-45.

DE LA CLASSIFICATION EN NIVEAUX A LA FLEXIBILITE

L'évolution technique a amené tout naturellement le patronat à combattre pour une réforme des qualifications Parodi de 1946 qui reconnaissent la qualification individuelle sur la base des diplômes acquis au terme de formations individuelles.

Le patronat a toujours cherché à imposer une *classification des salariés* à partir des postes de travail et non une reconnaissance des qualifications individuelles, afin de faire correspondre au plus près la force de travail avec les exigences de la production. De son côté, l'ouvrier lutte pour que sa qualification individuelle (connaissances et expérience) soit reconnue dans le contrat de travail. Le compromis se matérialise dans la grille des salaires.

La métallurgie parisienne est la seule corporation qui possédait avant 1939-1945 une convention collective fixant le cadre des négociations des classifications et des salaires. A ce moment-là les ouvriers étaient répartis en trois catégories (manœuvre, ouvrier spécialisé, professionnel) et cinq échelons (M1, M2, OS, P1, P2).

Les arrêtés Parodi-Croizat de 1946 ont institué un système de classifications, valable pour l'ensemble des branches professionnelles, par référence à la métallurgie. Les ouvriers étaient classés en trois catégories et sept échelons : M1, M2, OS1, OS2, P1, P2, P3. Ce système était fondé sur le métier et le temps d'apprentissage, le CAP donnant accès au niveau P1. Il fixait les salaires de chaque catégorie professionnelle par l'affectation d'un coefficient à chaque échelon que l'on multiplie par la valeur du point.

La loi du 11 février 1950 a défini les conditions de libre négociation entre employeurs et salariés des contrats de travail (classifications - salaires). Elle a donné lieu à la mise en place dans la plupart des branches, de conventions

collectives qui fixent en particulier « *les coefficients hiérarchiques affectés aux diverses qualifications professionnelles ; ces derniers, appliqués au salaire minimum national professionnel de l'ouvrier sans qualification, servent à déterminer les salaires minima nationaux pour les diverses qualifications professionnelles* » (20).

Mais la reconnaissance de la qualification n'est pas pour autant automatique et la classification Parodi n'a pas été appliquée partout. Cette situation fut permise par la loi de 1950 mais cette loi (suspendue par le gouvernement Mitterrand-Mauroy) permettait aussi aux ouvriers de négocier, par l'intermédiaire des organisations syndicales, les augmentations de salaires qui, lorsque le rapport de forces est favorable peuvent dépasser les minima prévus et aboutir à des surclassements.

Etant donné le haut niveau de qualification des ouvriers de la métallurgie, particulièrement depuis le développement de l'enseignement technique après 1945, les accords Parodi que le patronat avait signés sont entrés en contradiction avec l'évolution technologique dans le cadre des rapports d'exploitation capitaliste. L'accumulation du capital fixe, le remplacement de l'ouvrier qualifié par la machine, en particulier dans l'automobile, a amené le patronat à envisager une réforme des classifications qui ne tienne plus compte du métier mais qui soit fondée sur les exigences requises par les postes de travail.

Mais ne pouvant espérer imposer une déclassification à des dizaines de milliers d'ouvriers professionnels, il a en même temps préconisé une réforme de la formation professionnelle adaptée à cette évolution technologique afin de modifier les conditions d'embauche.

(20) Code du travail, article L. 133-3.

C'est en 1968 que le CNPF avait annoncé qu'il modifierait les classifications Parodi et, en 1975, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) signait le 21 juillet un accord national sur les classifications avec les fédérations FO - CFTC - CGC. La CGT et la CFDT ne le signaient pas mais ne le remettaient pas fondamentalement en cause. Elles discutaient des conditions de son application. Cet accord est le résultat de sept ans de négociations entre deux positions : celle du patronat proposant de classer les postes de travail et celle des syndicats proposant de classer les travailleurs selon leur formation et leur expérience. Dans le résultat c'est la position patronale qui l'a emporté.

L'objectif de l'UIMM était effectivement une remise en ordre des salaires adaptées aux tâches réellement effectuées.

Le préambule de l'accord commence ainsi :

« Les organisations signataires rappellent qu'une politique cohérente des salaires suppose l'existence d'un système de classifications adapté aux conditions de la technologie et aux problèmes posés à l'homme dans son travail ».

Les catégories ouvrières sont réparties en O et P, c'est-à-dire « *ouvriers non qualifiés* » et « *ouvriers qualifiés* » mais la classification est en réalité *par niveau*, c'est-à-dire qu'elle ne fait plus référence au métier. Il n'y aurait plus de profession de fraiseur, tourneur, peintre, etc., mais tous les P1, par exemple, sont classés au même niveau. Ils peuvent donc être amenés à occuper différents postes de travail correspondant à ce niveau.

En plus de la classification par postes, le nouveau système vise à développer la polyvalence et la mobilité. La mutation d'un travailleur d'un atelier à un autre peut entraîner une diminution de salaire. L'accord stipule bien que :

« Les dispositions du présent article (article 10) ne pourront être la cause de la diminution du salaire minimum garanti dont le salarié bénéficierait en vertu d'un accord collectif territorial antérieur ».

Mais une circulaire de l'UIMM précise à ce sujet :

« Cette clause ne sera pas applicable pour tout autre événement affectant le contrat de travail tel que par exemple une mutation en vue d'éviter à l'intéressé d'être compris dans un licenciement collectif ».

Les licenciements et les mutations s'étant multipliés depuis 1975 on peut facilement en déduire que le nouveau système facilite les diminutions de salaires.

En ce qui concerne le recrutement, l'article VI stipule :

« Le titulaire d'un des diplômes professionnels visés par l'annexe I doit accéder aux fonctions disponibles auxquelles les connaissances sanctionnées par ce diplôme le destinent, à la condition qu'à l'issue d'une période d'adaptation il ait fait la preuve de ses capacités à cet essai ».

L'annexe I comprend la liste des diplômes professionnels : CAP, BEP, FPA (premier degré), brevet professionnel, brevet de technicien, baccalauréat de technicien, FPA (deuxième degré).

Pour le CAP il est indiqué que le classement d'accueil ne sera pas inférieur au premier échelon du niveau II (coefficient 170) ce qui correspond dans la nouvelle grille à P1. Mais l'article VI signifie que l'employeur est seul juge des capacités du diplômé, généralisant ainsi la pratique déjà répandue de déclassement des titulaires de CAP.

Cela explique aussi les raisons pour lesquelles le patronat s'est toujours refusé à reconnaître le BEP dans les conventions collectives (à part quelques exceptions, dont la métallurgie depuis 1980).

Il faudrait relier à cette réforme des classifications le développement du travail intérimaire qui permet à l'employeur d'embaucher pour une période limitée un travailleur sur un poste supérieur à sa qualification sans pour autant lui accorder le salaire correspondant à ce poste.

La réforme des classifications salariales fait, en effet, partie d'un ensemble dont l'objectif fondamental est de modifier les relations de travail, c'est-à-dire les conditions de production de la plus-value. Le développement de la qualification, sa reconnaissance dans les conventions collectives, donc dans les contrats de travail, sont entrés de plus en plus en contradiction avec le progrès technique. Modifier les rela-

tions de travail signifie en particulier adapter au plus près possible la classification des ouvriers aux postes de travail ce qui signifie : déqualification et polyvalence.

Ainsi, la planification de la non-qualification de centaines de milliers de jeunes fait partie du dispositif patronal visant à instaurer la flexibilité du travail. En dépit des apparences trompeuses, le projet de loi Carraz s'intègre à ce dispositif.

Il n'y a de limite à l'exploitation que la résistance à l'exploitation. Nul doute que ces mesures vont se heurter à la résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Michel ELIARD
Juillet 1985

Le tome XX des Œuvres de Léon Trotsky

EN 1978 paraissait sous l'égide de l'Institut Léon Trotsky et sous la direction scientifique de notre camarade Pierre Broué, le premier volume des Œuvres de Léon Trotsky. En près de 300 pages comprenant une introduction historique, des notes abondantes, un index des noms cités, ce premier volume rassemblait les écrits de Léon Trotsky pour une période de six mois seulement !

De mars 1933 à juillet de la même année. Ainsi l'entreprise apparaissait comme considérablement ambitieuse. Quant au choix de la date de « départ », l'équipe qui prenait la responsabilité de l'entreprise que l'on pouvait alors croire démesuré s'en expliquait ainsi :

« cet ouvrage inaugure la publication systématique et chronologique des Œuvres de Léon Trotsky qui comprendra plusieurs dizaines de volumes répartis en quatre séries : 1933-1940, 1929-1933, 1917-1919, avant 1917. Commencer cet ensemble par 1933 permet d'aborder ces œuvres par la période la plus proche de nous, tant par les dates que par les questions posées : ces années sont en effet, celles de la construction de la 4^e Internationale. Plus particulièrement, en 1933, inauguré par l'arrivée au pouvoir d'Hitler, et l'écrasement de la classe ouvrière allemande, les conséquences de cette politique convaincront définitivement Trotsky et l'Opposition de gauche d'abandonner tout espoir de redresser le cours de l'Internationale communiste. 1933 restera l'une des années qui marquèrent l'histoire de l'humanité ».

Depuis la parution de ce premier volume, en sept ans, 19 autres volumes ont été édités.

Le tome 20 vient de paraître. Il est consacré aux premiers mois de l'année 1939 (de janvier à mars).

Le pari a donc été tenu. Mais en valait-il la peine ? Ou plus précisément — car personne ne nie le mérite historique d'une telle entreprise — l'énergie dépensée, le coût financier, l'action pour la diffusion sont-elles politique-

ment justifiées ?

Cette publication systématique et chronologique des œuvres de Trotsky, mêlant des dizaines de lettres, des communications internes à des articles plus connus n'est-elle pas l'édification d'un monument destiné à des spécialistes, le rassemblement d'un matériel irremplaçable certes, pour des chercheurs, mais malgré tout difficile d'accès pour des militants ?

C'est tout le contraire. C'est d'abord pour les militants que les *Œuvres* constituent un ensemble précieux et irremplaçable. A Trotsky, tout comme à Marx s'applique parfaitement la phrase d'Engels au lendemain de la mort de ce dernier : « Il fut avant tout un révolutionnaire. »

Léon Trotsky était avant tout un révolutionnaire. Pas un ligne, pas une réflexion théorique qui ne soit reliée à l'action politique, à l'intervention dans la lutte des classes, à l'organisation. C'est en relation directe avec elles que les *Œuvres* nous permettent de saisir, non seulement l'aboutissement de l'élaboration politique de Trotsky sur tel ou tel point mais le mouvement même de cette élaboration.

Sans la publication des *Œuvres*, l'essentiel de ce riche matériel aurait, en effet, été réservé aux « spécialistes » — et que l'on ne voit dans ce vocable nulle intention péjorative —, à ceux qui disposaient de telle ou telle collection de bulletins intérieurs ou de brochures et de revues depuis longtemps épuisées, ou qui pouvaient travailler en bibliothèque.

Voilà maintenant à la « disposition de tous » — pour reprendre à juste titre l'expression consacrée des éditions populaires — et d'abord à la disposition de tous ceux pour qui l'ultime proclamation de Trotsky « je suis sur de la victoire de la 4^e Internationale. En avant » n'est pas un défi, mais le guide de leur action, la substance même du

combat de Léon Trotsky pour la construction de la 4^e Internationale.

Le passionnant intérêt de chacun de ces 20 tomes provient de leur extraordinaire actualité, de la pertinence de chacun des écrits qui s'y trouvent rassemblés par rapport aux tâches présentes.

Cela ne tient nullement à l'on ne sait quelle qualité « prophétique » attribuée à Trotsky. Si sa pensée a une valeur anticipatrice c'est comme résultat de l'analyse marxiste des développements de la lutte de classes. Ce n'est pas une généralité abstraite que de dire que près d'un demi siècle de lutte des classes a vérifié les fondements principaux de la constitution de la 4^e Internationale, son programme de fondation, le programme de transition. C'est une réalité concrète qui s'illustre dans le fait qu'aujourd'hui toute une série de remarques que l'on pouvait croire conjoncturelles, d'aspects qui pouvaient paraître relever de problèmes tactiques circonstanciels prennent toute leur actualité et toute leur portée.

Revenir sur quelques aspects de la richesse et de l'actualité des *Œuvres*, au moment où l'on commémore le 45^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky, aider à la diffusion de celles-ci — et en particulier de ce tome 20 — est une tâche de « Défense du marxisme ».

D'autant plus que ce vingtième tome des *Œuvres* par les textes qu'il contient, leur densité comme la variété des sujets qu'ils abordent, constitue — en plus de l'apport particulier considérable de ce volume à l'action et à la pensée de Trotsky — une illustration de ce que contiennent, l'ensemble des *Œuvres* déjà publiées.

Et l'on peut dire — même si cela paraît paradoxal s'agissant de textes qui datent de la dernière période de l'activité de Léon Trotsky — que ce tome 20 est, en un sens, une excellente introduction aux *Œuvres*.

En d'autres termes, nous disons à tout militant, à tout travailleur qui se sent concerné par les luttes de la classe ouvrière internationale, par son histoire, par les problèmes politiques soulevés par ces luttes et cette histoire, qu'il lise le tome 20 des *Œuvres*, même s'il n'a pas eu l'occasion de lire auparavant tel ou tel autre volume... Il se trouvera de plain-pied avec les questions qui y sont abordées car elles recourent et éclairent celles qui sont essentielles aujourd'hui.

Le dernier texte que contient ce tome 20 est intitulé « *Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ?* » et porte en sous-titre « *Questions de théorie marxiste* ».

C'est un article inachevé de Léon Trotsky, retrouvé dans ses papiers après son assassinat. Il y polémiquait avec des éléments se réclamant du marxisme qui expliquent, en fait, la défaite de la révolution espagnole par le manque de maturité du prolétariat espagnol. » « *Mais — demande Trotsky — qu'est-ce que la « non-maturité » des masses ? De toute évidence c'est leur prédisposition à suivre une politique fautive. En quoi consiste cette politique fautive ? Qui en étaient les initiateurs ? Les masses ou les dirigeants ? Notre auteur n'en dit mot. Et au moyen de cette tautologie, il transfère la responsabilité sur les masses. Ce truc classique, utilisé par tous les traîtres et déserteurs ainsi que par leurs avocats, est particulièrement révoltant quant il s'agit du prolétariat espagnol.* »

Trotsky écrivait ces lignes dans l'un des moments les plus sombres de l'histoire de la lutte du prolétariat international. Mais si, maintenant, dans une tout autre conjoncture, elles nous frappent par leur actualité, c'est parce que Trotsky, rejetant avec mépris la tentative de faire retomber sur les travailleurs la responsabilité de la défaite, n'oublie pas un instant les extraordi-

naires capacités révolutionnaires dont a fait preuve la classe ouvrière d'Espagne.

« *Mais pourquoi des ouvriers, qui manifestent un instinct révolutionnaire aussi sûr, et des aptitudes à ce point supérieures au combat, iraient-elles se soumettre à une direction traître ?* » A cette objection prétendument raisonnable Léon Trotsky répond : « *il n'y a pas eu la moindre trace d'une telle soumission. La ligne de combat des ouvriers recoupait à tout moment, sous un certain angle, celle de la direction et dans les moments les plus critiques, cet angle était de 180°. La direction alors, directement ou indirectement, aidait à soumettre les ouvriers par la force des armes* ».

Quand Trotsky, après avoir réfuté les sophismes visant à masquer la responsabilité de la direction, pose la question « *pourquoi le prolétariat a-t-il été vaincu* », c'est pour répondre à la question « *comment le prolétariat peut-il vaincre ?* ».

C'est pourquoi ces réflexions sur la défaite de la révolution espagnole, ancrées dans la réalité concrète qu'il analyse, acquièrent une autre dimension, celle d'une généralisation théorique dont les enseignements sont indispensables à la préparation de la victoire.

Trotsky s'attaque dans cet article à la conception selon laquelle la classe ouvrière, en définitive, aurait la direction qu'elle mérite. Il écrit :

« *Il existe un vieil adage qui reflète la conception évolutionniste et libérale de l'histoire : un peuple a le gouvernement qu'il mérite. L'histoire nous montre cependant qu'un seul et même peuple peut avoir dans une période relativement brève plusieurs gouvernements bien différents (Russie, Italie, Allemagne, Espagne, etc.) et par-dessus le marché que ses gouvernements ne se succèdent pas du tout dans le même sens, du despotisme vers la*

liberté, comme les évolutionnistes libéraux l'imaginaient.

Le secret de cette situation réside en ce qu'un peuple est formé de classes hostiles et que les classes elles-mêmes sont formées de couches différentes et en partie antagonistes qui obéissent à des directions différentes. En outre, tout peuple subit l'influence d'autres peuples également formés de classes. Les gouvernements n'expriment pas la « maturité croissante d'un peuple » mais sont le produit de la lutte entre les différentes classes et les différentes couches à l'intérieur d'une seule et même classe et, finalement, l'action de forces externes — alliance, conflits, guerres, etc. Il faut ajouter qu'un gouvernement, dès lors qu'il s'est établi, peut durer bien plus longtemps que le rapport de forces qui lui a donné naissance. C'est précisément d'une telle situation que sortent les révolutions, les coups d'Etat, les contre-révolutions, etc.

C'est la même méthode dialectique qu'il faut utiliser pour aborder la question de la direction d'une classe. A l'instar des libéraux, nos sages acceptent tacitement l'axiome selon lequel toute classe a la direction qu'elle mérite. En réalité une direction n'est pas du tout un simple "reflet" d'une classe ou le produit de sa "créativité propre". Une direction se constitue à travers les heurts entre classes différentes ou les frictions entre couches d'une même classe. Une fois qu'elles est apparue, la direction, inéluctablement, s'élève au-dessus de sa classe et, du coup, est exposée à la pression et à l'influence des autres classes. Le prolétariat peut « tolérer » pendant longtemps une direction qui a déjà subi une dégénérescence dans le cours de graves événements.

Il faut un grand choc historique pour qu'apparaisse brutalement la contradiction entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière est souvent prise au

dépourvu par la guerre et la révolution. Mais, même dans des cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne, la classe, surtout si elle n'a pas hérité de la période antérieure de solides cadres révolutionnaires capables d'utiliser l'effondrement du vieux parti dirigeant, ne peut pas improviser tout de suite une direction nouvelle. L'interprétation marxiste, c'est-à-dire l'interprétation dialectique et non scolastique des relations entre une classe et sa direction, ne laisse pas pierre sur pierre des sophismes légalistes de notre auteur. »

La ligne conductrice de toute activité de Léon Trotsky c'est le fait, pour reprendre la formulation de l'un des ultimes documents qu'il rédigea, que le « grand problème historique » (l'émancipation du prolétariat) ne trouvera pas de solution « avant qu'un parti révolutionnaire se soit mis à la tête du prolétariat ».

Ce n'est pas là une constatation générale. La base de la constitution d'une telle direction, c'est la réalité de la lutte des classes, l'activité de la classe ouvrière et l'intervention dans cette activité.

Comme Trotsky le souligne dans un texte publié dans un autre volume des Œuvres : « La crise de la direction prolétarienne ne peut évidemment pas être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une durée extrêmement longue. Mais non pas d'un processus purement « historique » c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures politiques, idéologiques, politiques et organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tache, de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot de redonner au prolé-

tariat dans une situation nouvelle, extrêmement difficile et chargée de responsabilités, sa direction historique »

A l'approche de la guerre, dans des conditions difficiles et d'extrême urgence, c'est cette détermination qui donne son unité à l'activité de Trotsky, qui explique « l'optimisme » de Trotsky dont parle l'introduction (« *Toujours militant, donc toujours optimiste* »). Ce que l'on voit « en action » plus précisément, c'est la manifestation d'une extrême lucidité et d'une énergie extraordinaire appliquée avant tout à cette nécessité de ne pas se laisser rompre cette « chaîne » ininterrompue de mesures politiques, idéologiques et organisationnelles.

C'est pourquoi Trotsky intervient dans la vie du SWP des Etats-Unis, insistant pour qu'on exploite immédiatement les possibilités — même limitées — existant dans le PC américain, qu'il envisage par quels moyens tactiques l'organisation trotskyste française peut préserver ses acquis mais aussi se lier plus étroitement à des secteurs de la classe ouvrière dans une situation de profond recul. Et qu'également il écrit une magistrale présentation de la méthode du marxisme en s'appuyant sur le développement concret du système capitaliste et sur le rôle des Etats-Unis, qu'il défend la théorie marxiste contre les charlatans et les « penseurs » démoralisés qui aimeraient voir leur confusion érigée en mesure du monde. Comme il le note plaisamment, s'il fallait en croire les « nouveaux philosophes » qui prolifèrent comme des champignons sur le terrain de la réaction (et que valent bien ceux qui, aujourd'hui, au nom de leur découverte tardive du stalinisme donnent libre cours à leur haine, et à leur crainte de la révolution prolétarienne).

« toute l'histoire révolutionnaire antérieure et, ma foi, toute l'histoire d'une manière générale n'ont été qu'une chaîne d'erreurs. Mais comment s'accomoder de la réalité actuelle ?

Comment s'accomoder d'une gigantesque armée de chômeurs chroniques, de la baisse générale de la production, de la guerre qui approche ? De sages sceptiques promettent qu'un jour ils referont le compte de toutes les peaux d'orange sur lesquelles ont trébuché les grands mouvements révolutionnaires du passé. Mais ces messieurs vont peut-être nous dire ce qu'il faut faire ensuite, tout de suite ?

Nous attendrions en vain leur réponse. Les philosophailleurs affolés se désarment eux-mêmes face à la réaction en rejetant la pensée sociale scientifique, en abandonnant leurs positions non seulement matérielles, mais aussi morales et en se privant pour l'avenir de tout droit de revanche révolutionnaire. Cependant les conditions qui ont permis la vague de réaction que nous connaissons aujourd'hui, sont extrêmement instables, contradictoires, éphémères et préparent une nouvelle avancée du mouvement du prolétariat. La direction de ce mouvement appartiendra de droit à ceux que les raisonneurs appellent "dogmatiques et sectaires". Car les "dogmatiques" et les "sectaires" n'ont nulle envie de rejeter la méthode scientifique puisque personne, vraiment personne, n'a rien proposé de meilleur en échange. »

Ce n'est pas tout. Malgré les coups personnels, la montée des menaces contre sa vie, et les efforts qu'il déploie pour aider des militants européens persécutés par le nazisme à quitter l'Europe, Trotsky suit pas à pas le développement des événements mondiaux. Bien avant les augures de la presse bourgeoise, il analyse les éléments qui conduisent à un rapprochement entre Hitler et Staline et, en tirant les conséquences du point de vue de la lutte révolutionnaire du prolétariat, il note :

« Nous pouvons dire avec certitude ceci. L'accord entre Hitler et Staline ne modifierait rien d'essentiel dans la fonction contre-révolutionnaire de

l'oligarchie du Kremlin. Il permettrait seulement de mettre à nu cette fonction, de la faire apparaître avec plus d'éclat, de hâter ainsi l'effondrement des illusions et des falsifications. Notre tâche politique ne consiste pas à "sauver" Staline de Hitler, mais à les renverser l'un et l'autre. »

Trotsky donne aussi toute son importance à la lutte d'émancipation des peuples dominés par l'impérialisme. Il montre comment leur lutte pour résoudre les tâches démocratiques majeures existant dans ces pays serait impossible s'ils subordonnaient — ou différaient — leur action anti-impérialiste au nom d'une croisade des « grandes puissances démocratiques ». Dans des notes au sujet du Mexique, il souligne ainsi que « l'expropriation des compagnies pétrolières et l'attitude résolue du gouvernement mexicain envers l'Angleterre ont beaucoup diminué les sympathies envers le Mexique dans cette « démocratie » du Capital mais en

même temps énormément élevé le prestige du Mexique aux Indes et dans toutes les colonies et pays opprimés. La seule conclusion, c'est qu'un pays semi-colonial ne doit pas se laisser bernier par la forme démocratique de ses oppresseurs, réels ou possibles. »

Les limites de cette note ne permettent pas que soit présentée, dans sa richesse et sa diversité, l'ensemble du contenu de ce tome 20 et encore moins d'aborder certains aspects des *Oeuvres* dans leur ensemble. Ce sera le rôle de *La Vérité* que d'y revenir.

Qu'il suffise donc de dire pour conclure que ce tome 20 qui exprime de manière particulièrement dense tout ce qu'apportent les *Oeuvres* suffirait à lui seul à justifier l'entreprise. Et par là même à donner à chacun la conviction que c'est une tâche militante indispensable et très étroitement liée aux besoins de notre combat que d'assurer sa poursuite.

François FORGUE

Conférence des sections d'Amérique latine de 4^e Internationale - CIR

A U mois de juin 1985 s'est tenue la conférence des sections d'Amérique latine de 4^e Internationale Centre International de reconstruction. Dans le précédent numéro de « La Vérité » avait été publié le rapport politique préparatoire à cette conférence. D'autres éléments se trouvent dans le dernier numéro de « Tribune internationale ».

Nous reproduisons dans ce numéro de « La Vérité » de larges extraits de la résolution adoptée sur la situation et les tâches au Pérou, ainsi que l'appel lancé par la libération des prisonniers politiques en Argentine.

La situation et les tâches au Pérou

1) Dans l'éditorial du n° 5 de *El Trabajo* (journal du Parti des travailleurs), nous affirmions : « Il serait erroné de perdre de vue que si le processus électoral revêt une importance spécifique, celui-ci ne régit pas la lutte des classes, mais c'est bien plutôt l'inverse : c'est la lutte des classes qui encadre les élections. Le pays approfondit son état de crise et la lutte des classes s'aiguise ».

Appréciation globale correcte dont les éléments spécifiques doivent être établis et encore précisés à la lumière des résultats électoraux du 14 avril. Quelles sont les principales caractéristiques de la situation politique ? Elles peuvent être brièvement définies ainsi :

a) La banqueroute politique de l'alliance au gouvernement de l'AP-PPC

Le gouvernement Belaunde Terry a été liquidé dans la lutte des classes. Sa défaite aux élections générales — comme sa précédente défaite aux élections municipales de novembre 1983 — cristallise un rapport de force qui s'est forgé durant cinq années de lutte des classes avec comme toile de fond principale l'oppression impérialiste croissante exercée par les grandes banques nord-américaines et le FMI. L'anéantissement des bases de soutien du gouvernement pro-FMI est apparue de façon palpable dans les dérisoires 12 % des voix obtenues dans les élections municipales, et qui dans les deux dernières années sont descendues à moins de 5 % dans les récentes élections. Ce minuscule pourcentage reflète tout à fait clairement l'effondrement du gouvernement sortant. Cet effondrement est le fait principal et déterminant des élections

d'avril parce qu'il marque le niveau atteint par la crise de la classe dominante et signale — en même temps — la profondeur de la radicalisation du mouvement des masses.

b) Il s'agit de quelque chose de plus qu'un simple débacle électorale

En réalité, il s'est produit une modification profonde de la situation politique. Rappelons-nous : Action populaire est arrivée au pouvoir en mai 1980 avec 46 % des voix, résultat qui exprimait le succès de la bourgeoisie dans son entreprise pour faire reculer les masses et bloquer la situation révolutionnaire délimitée entre les grèves nationales de juillet 1977 et mai 1978, situation qui s'était traduite, dans les élections à l'Assemblée constituante par la montée électorale des regroupements ouvriers et anti-impérialistes, en particulier l'UDP et le FOCEP. Le développement de la situation révolutionnaire étant bloqué, la bourgeoisie a pu modifier la forme de domination de classe militaro-policière incarnée par la dictature de Morales Bermudez en forme présidentielle-parlementaire, sans convulsions : elle est parvenue à un transfert « ordonné ».

Mais dans la mesure où la dictature militaire a été incapable d'écraser le mouvement ouvrier et populaire qui avait engendré trois grèves nationales, les Fronts de défense, le Commandement unitaire de lutte, et qui avait cimenté socialement l'UDPI, l'UDP, UI, le FOCEP, la bourgeoisie n'a obtenu qu'un répit fragile et éphémère. A travers cinq grèves nationales, deux interventions électorales victorieuses (aux municipales de 1980 et de 1983, respectivement), et la recreation du Commandement national, le mouvement des masses a repris l'initiative et a mis à l'ordre du jour la nécessité d'en finir avec le gouvernement.

c) La modification consiste dans la reprise — à un niveau plus concentré — du processus interrompu avec la victoire de Belaunde en 1980

Le tournant des masses à gauche — tournant, nous insistons, mûri dans le cours des cinq dernières années de lutte des classes — est évident, malgré la distorsion que renferme le vote massif pour l'APRA, parti bourgeois.

Roger Fontaine, ancien conseiller du président Ronald Reagan, perçoit la nature de la situation quand il écrit dans le « Washing-

ton Times » que « l'électorat péruvien désire clairement un changement. On ne peut arriver à une autre conclusion après la massive défaite du parti du président sortant Fernando Belaunde. Mais la situation va au-delà de la question des leaders ou des partis : elle reflète la frustration des Péruviens qui n'ont vu aucun changement social ou politique positif dans les dernières décennies. Ce n'est pas qu'il leur reste peu de patience, mais plutôt qu'elle se soit épuisée. Les Péruviens veulent des changements, des changements radicaux et rapidement ». (*La Republica*, 29 avril 1985).

Oui, effectivement, c'est là le contenu du vote massif pour l'APRA ou IU. Il ne s'agit pas seulement d'un rejet sans appel du régime populiste-pepeciste lié à l'impérialisme et transgressant les droits de l'homme. Il s'agit de la volonté de changements « radicaux et rapidement » qui bouillonne dans la conscience de millions d'être humains dépossédés, maltraités par le capitalisme. Où s'exprime mieux cette volonté manifeste que dans la récente grève générale et la mobilisation massive de la population de Chimbote ? Une volonté identique — une volonté de fer qui se renforce aujourd'hui avec les résultats électoraux — s'exprime dans les luttes héroïques des mineurs de Quiruvilca et de Hierro-Peru.

Le déplacement net des masses vers la gauche, animées par une profonde volonté de changements (en réalité et brièvement : la volonté de changer l'ensemble de la situation créée par le gouvernement belaudiste-pepeciste), combinée à l'instabilité politique de la classe dominante, renforcent toutes les conditions de la transition vers une situation révolutionnaire (où sa contrepartie, la contre-révolution, incube aussi). La disposition des forces penche nettement en faveur du prolétariat, en particulier parce que l'écrasante majorité nationale (les diverses strates de la petite-bourgeoisie) est aujourd'hui séparée de la bourgeoisie. La victoire électorale de l'APRA voile ce mouvement réel des forces sociales, mais elle ne le modifiera pas.

d) La crise politique n'est pas résolue

Nous l'avons vu immédiatement après les élections, quand la rivalité entre cliques bourgeoises a conduit à l'impasse du second tour électoral. Impasse, parce que la classe dominante s'est retrouvée avec un gouvernement défait (celui de Belaunde

Terry) et sans avoir la possibilité de le remplacer immédiatement par un autre. Tout cela dans une situation où la crise économique nourrit et aggrave la crise politique, et où les actions terroristes agissent comme un élément de précipitation. L'absence de relais au gouvernement belaudiste sortant, et l'inexistence du gouvernement apriste élu ont donné lieu à un vide de pouvoir que la bourgeoisie — avec le concours empressé des dirigeants d'IU — est parvenu momentanément à conjurer.

Après le 14 avril, les travailleurs et le peuple qui ont voté pour « des changements radicaux et rapidement » chercheront les moyens et les voies pour traduire dans les faits cette profonde aspiration, en se heurtant à la résistance inexorable du gouvernement apriste. Rien n'est encore résolu. C'est dans ce conflit de classes, qui sera aigu et convulsif, que le prolétariat peut se dresser comme le chef des masses opprimées des villes et des campagnes, présentant leurs propres solutions à la crise qui consume le pays.

2) L'analyse précédente permet d'affirmer que le 14 avril, il ne s'est pas produit une « défaite » des travailleurs et du peuple. Mais non pas précisément parce qu'aurait gagné l'APRA — parti qui, s'il possède bel et bien un large soutien populaire, n'en reste pas moins un parti bourgeois —, ou parce qu'IU n'aurait pas subi une défaite — ce qui est bel et bien arrivé, étant donné que l'ensemble de la situation politique permettait à IU de remporter une victoire aux élections —, mais parce que le mouvement des masses s'est saisi d'IU et de l'APRA pour frapper les deux partis qui sont apparus à ses yeux comme l'incarnation des puissants et des ennemis de la Nation : AP et le PPC.

Qu'est-ce que l'APRA ? Pourquoi a-t-elle gagné les élections ?

a) A son origine, l'APRA s'est constituée comme un mouvement nationaliste bourgeois dirigé par la petite-bourgeoisie, comme l'a caractérisé José Carlos Mariategui. Le contenu nationaliste de l'APRA a été cristallisé programmatiquement dans ses tout premiers postulats anti-impérialistes, dont le noyau était la proposition de « nationalisation des terres et industries ».

L'APRA qui accède aujourd'hui au pouvoir ne le fait pas comme mouvement anti-impérialiste de masse impulsant le pro-

gramme de nationalisation des terres et industries, comme le mouvement politique confronté à l'impérialisme et à la défunte oligarchie terrienne, mais comme un parti d'ordre en lequel l'impérialisme et la bourgeoisie ont placé aujourd'hui leurs espoirs face à la menace de la révolution. L'APRA reste l'APRA, mais l'abandon de son programme initial correspond au changement de l'APRA dans les rapports de classes : ce grand mouvement nationaliste qui s'est insurgé contre l'impérialisme a agi comme la force de choc de l'impérialisme contre le gouvernement de Velasco Alvarado (qui a réalisé des nationalisations et des réformes) ; de même pendant la dictature de Morales Bermudez, il lui a servi de couverture contre le peuple, en acceptant — de fait — une Assemblée constituante, soumise à la hiérarchie militaire. Si l'APRA n'a pas gagné les élections générales de mai 1980 c'était parce qu'elle apparaissait précisément trop compromise avec les dictateurs en retraite. Ce n'est pas un hasard si ce parti comporte dans ses rangs et comme parlementaires des bourgeois comme Loret de Mola, bourreau des mineurs de Chivilca et d'Alianza ; ou des experts bourgeois et agents endurcis du FMI comme Silva Ruete qui avait été ministre de l'économie durant la dictature militaire ; à Sider-Peru, comme partie intégrante de sa stratégie de soutien au gouvernement sortant de Belaunde Terry, le secteur apriste a laissé le syndicat des ouvriers durant trois années sans cahier de revendications : ce n'est là qu'un des derniers échantillons d'un éventail d'innombrables trahisons pro-patronales.

C'est ce parti, entraîné et « mûri » dans la proximité et la docilité envers l'impérialisme qui est aujourd'hui protégé par la sociale-démocratie internationale. Qu'est-ce que la sociale-démocratie ? Elle a cessé depuis des décennies d'être l'aile réformiste du mouvement ouvrier, pour se transformer en partie du corps de la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme. Il s'agit d'une force contre-révolutionnaire pilier de l'ordre impérialiste, ce qui apparaît avec plus de évidence quand elle accède au pouvoir de l'Etat : ce sont les cas du PS en France, du PS au Portugal, du PS en Espagne, enfin du Labour Party en Angleterre. L'APRA — sans pour autant avoir une origine et une évolution similaire à celle de ces partis « ouvriers-bourgeois », comme les a qualifiés Lénine — entre dans leur orbite politique dans la mesure où les impérialis-

mes européens tentent de jouer leur propre carte économique en Amérique latine, vassalisée par les monopoles nord-américains. La sociale-démocratie internationale, dans ce cadre, cherchera à soutenir l'APRA, mais en se subordonnant — en dernière instance — à la férule de l'impérialisme nord-américain, phénomène révélé durant la dernière période.

L'action du gouvernement apriste ne peut et ne pourra se faire dans le vide. Ce sera le résultat de rapports et de pressions de classes, à l'échelle internationale comme nationale. La politique de l'administration Reagan — bien illustrée aujourd'hui par l'embargo commercial et le boycott économique contre le Nicaragua — ne cessera d'engendrer des fissures et des tensions avec les gouvernements latino et centro-américains, lesquels se sont — malgré tout — révélés incapables de mettre en commun leurs efforts et d'ouvrir à nos peuples la voie de l'indépendance nationale, comme cela a été mis en relief avec une clarté toute particulière dans le conflit des Malouines. L'APRA s'intègre aujourd'hui à ce concert. Les limites de ses négociations avec l'impérialisme seront déterminées par le niveau et l'ampleur du mouvement des masses de notre pays, mouvement contre lequel s'est systématiquement dressée l'APRA durant les trois dernières décennies et auquel elle est organiquement hostile.

b) L'APRA a canalisé le démembrement électoral d'AP et a gagné les élections sur IU parce que la politique de la direction nationale d'IU lui a ouvert la voie. L'APRA a gagné, non pas grâce à AP, mais grâce à IU.

La stratégie électorale d'IU s'est basée sur la règle suivant laquelle il ne faut pas « effrayer les classes moyennes », secteurs qui vu la composition économique et sociale du Pérou est fondamentalement regroupé dans les faubourgs et en province. En accord avec ce précepte, la direction d'IU a élargi les frontières du front vers la droite en y intégrant les groupuscules bourgeois PADIN et APS, et a mis en pratique une campagne électorale « modérée » qui s'est délibérément écartée de la lutte des masses contre le gouvernement. Tout l'effort de cette politique a consisté à se soumettre toujours aux règles du jeu imposées par la bourgeoisie.

Ce plan a échoué. Les faits ont prouvé une fois de plus que la condition pour gagner la

majorité nationale (elle qui décide du cours de toute situation politique) au camp des forces révolutionnaires, c'est la mise en pratique d'une politique révolutionnaire anti-impérialiste et anti-bourgeoise, et non d'une politique « réformiste » de conciliation de classes. IU a concilié avec le gouvernement et a concilié avec l'APRA. Elle s'est refusée à combattre le gouvernement aux côtés des masses lors des grèves nationales, et à impulser l'Assemblée populaire nationale. De crainte de « déranger » la bourgeoisie, Barrantes a dénoncé la grève de la CITE contre le gouvernement ; il a adopté une conduite semblable face aux grèves des travailleurs municipaux. Pour les mêmes raisons, il n'a pas programmé le combat du peuple pour briser le boycott économique du gouvernement contre les municipalités. En même temps, ils ont déployé une ligne d'amitié avec l'APRA, et non pas de combat. Ils ont placé arbitrairement l'APRA dans le « camps populaire », et en particulier le PSR et APS n'ont cessé de mener bataille pour une entente politique avec l'APRA.

Tout cela a bénéficié à l'APRA et a porté préjudice à IU, parce que l'APRA a été validé comme étant de « gauche » par la gauche même devant le peuple. Finalement, le gros de l'électorat a sélectionné le 14 avril la « gauche » la plus crédible, capable et sûre : celle qu'à ses yeux l'APRA représente. Et même si IU a accru de plus d'un demi-million de voix son audience électorale, l'APRA a presque doublé la sienne, ôtant à la gauche l'hégémonie qu'elle avait dans tous les faubourgs de Lima.

3) L'attentat terroriste contre Domingo Garcia Rada, président du Jury national électoral, a fait apparaître en surface l'instabilité politique de la classe dominante et a poussé la direction d'IU à faire un pas de plus en direction de la droite. En plein danger d'un vide de pouvoir, presque tout l'éventail des forces bourgeoises s'est dressée contre la nécessité d'un second tour électoral et a fait pression sur IU pour qu'elle se désiste.

La direction nationale d'IU a répondu à la situation en se pliant au prétendu « intérêt national », qui est en réalité l'intérêt de classe de la bourgeoisie. Telle a été la signification du désistement, capitulation sans combat qui a frappé le large secteur des masses qui avait placé ses espoirs en IU le 14 avril. Ce n'est pas un hasard si la bour-

geoisie a salué le désistement de Barrantes comme une chose correcte. Le désistement de Barrantes a consolidé la victoire de l'APRA, qui est le segment bourgeois autour duquel cherche à se ressourder la classe dominante après l'effondrement belaudiste.

L'argument employé par Barrantes pour se désister est unique et bien clair : « contribuer à surmonter toute instabilité juridico-politique qui porte préjudice au pays » (*La Republica*, 27 avril 1985). A-t-on craint un subit triomphe de « Sendero Luminoso » ? Il est improbable que c'eût été là le ressort qui a amené la direction d'IU à prendre sa décision. Craignait-on en revanche un coup d'Etat militaire de droite ? Cela est probable, mais s'avère une terreur politiquement sans fondement, si on considère que le succès d'un coup d'Etat militaire de droite réside dans le soutien explicite ou tacite des secteurs moyens qui se sont aujourd'hui déplacés vers la gauche. Dans ces circonstances, le seul contenu réel du désistement a été d'affermir l'APRA. En cela consiste la capitulation, qui ne peut être que la source de nouvelles et de plus grandes crises dans IU.

Les différenciations, crises et éventuelles ruptures dans IU se développeront autour de la question de quelle position adopter face à l'APRA au pouvoir. Les précédents indiquent que la politique d'IU sera celle de « l'opposition à sa majesté », c'est-à-dire une opposition dans le cadre de la constitution et des institutions bourgeoises, affermissant le gouvernement apriste jusqu'en 1990. La perspective de la direction d'IU est régie par les prochaines élections générales, de même que jusqu'à présent toute son activité a été déterminée par la tenue des élections d'avril.

Grosso modo, il coexiste deux tendances sur un même programme dans IU : l'une qui s'assimile sans dommages majeurs au cadre de l'ordre bourgeois, et l'autre qui reflète la pression des masses et qui va dans le sens opposé au maintien de cet ordre caduc.

Le PCP(U)-PSR-PCR-Barrantes sont le noyau du premier regroupement ; le PUM incarne le second auquel participent circonstanciellement UNIR et le FOCEP. Après le 14 avril et sous l'impact de l'échec électoral, les divergences et les luttes se sont accentuées, voilées transitoirement par la cause commune prise contre l'attaque pro-

vocatrice de Mufarech. De la même façon, il se produit aujourd'hui dans le PUM et dans UNIR des conflits internes. Ce processus devra encore se cristalliser et se préciser, mais c'est un fait face auquel notre mouvement ne reste pas indifférent.

Sans pour autant dépendre du développement de ce processus, il est nécessaire que nous y intervenions, ce qui exige de notre part de prendre des initiatives pratiques qui aillent dans le sens de la matérialisation de notre ligne de front unique des organisations ouvrières et populaires (syndicales et politiques) dans la lutte pour les revendications nationales, démocratiques et sociales des masses opprimées des villes et des campagnes. Dans ce cadre, les campagnes internationalistes de solidarité avec le Nicaragua, le Salvador, le Chili et la Pologne, sont des éléments essentiels de notre politique pour ouvrir la perspective d'un authentique front unique de classe et anti-impérialiste.

Notre propre activité a dégagé les premiers liens d'un regroupement éventuel (mais pour lequel nous devons continuer à travailler) dans le cours de la lutte des classes avec le PUM et le FOCEP, ce qui se matérialise en ce moment par la participation du PUM à la lutte pour une Rencontre nationale syndicale et populaire (lire Assemblée populaire nationale), et par l'adhésion du FOCEP à ce combat. Face à la crise d'IU, qui sera marquée par la paralysie et les affrontements entre cliques, avancer sur la ligne d'un nouveau front dans le combat des masses pour se centraliser dans leurs organisations contre le nouveau gouvernement bourgeois dans une tâche capitale du mouvement pour un Parti des travailleurs.

4) Quelle politique devons-nous mener face au gouvernement de l'APRA ?

Toute activité prolétaire révolutionnaire a aujourd'hui pour axe l'indépendance des travailleurs face au gouvernement apriste, en affirmant cette indépendance par la lutte pour les revendications anti-impérialistes, démocratiques et sociales du mouvement ouvrier et populaire.

Ce sont trois dimensions qui doivent s'articuler dans notre politique et dans nos initiatives pratiques : la lutte pour l'ANNULATION DE LA DETTE EXTERIEURE, L'INDEPENDANCE DES SYNDICATS FACE A L'ETAT, et le combat pour LA LIBERATION DES PRISONNIERS

POLITIQUES, CONTRE LA PEINE DE MORT ; ET LE CHATIMENT DES RESPONSABLES DE TORTURES, DISPARITIONS ET MASSACRES. Naturellement, il est nécessaire d'accompagner les initiatives concrètes autour de ces propositions de la lutte contre l'inflation et la hausse du coût de la vie en proposant le combat unitaire pour l'**ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.**

L'augmentation des actions armées par « Sendero Luminoso » et le « MRTA », accentuera le cadre répressif légué par le gouvernement belaudiste ; notre combat intransigeant en défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme sera plus net et sans équivoque dans la mesure où en aucune circonstance nous n'hypothéquons l'indépendance politique du prolétariat face aux groupes armés mentionnés.

Avancer sur la ligne de vertébrer un nouveau front cimenté dans le mouvement des masses et de leurs organisations historiques — qui sont celles qui jouissent réellement d'une permanence : syndicats, fédérations, CGTP, Commandement national unitaire de lutte, fronts de défense, Assemblée populaire — exige que nous donnions plus de vigueur aux efforts déployés par la Commission coordinatrice et de promotion de la

rencontre syndicale et populaire, en butte aux pressions du PCP(U) par le biais de la bureaucratie de la CGTP, dont l'objectif est de liquider cet axe du regroupement révolutionnaire des masses. Pour nous, il s'agit du combat pour le front unique, et dans ce sens, pour l'Assemblée populaire nationale.

Dans les thèses politiques, écrites deux mois avant les élections, nous affirmions : « Nous devons nous préparer et préparer les masses à la prochaine période critique qui approche, qu'IU ou que l'APRA gagne les élections générales. La meilleure manière de le faire est de renforcer les organisations historiques des travailleurs et de nous y implanter pour construire le parti révolutionnaire ». Voilà, en résumé, la tâche prioritaire de l'actuelle période de montée.

La situation politique qui s'est ouverte après les élections du 14 avril réunit tous les éléments qui favorisent l'avancée dans la construction d'un Parti des travailleurs, instrument irremplaçable dans la lutte des masses pour imposer l'unité d'action de leurs organisations et dégager la voie de la révolution.

Approuvé à l'unanimité

AP : Action populaire de l'ancien président Belaunde Terry.

PPC : Parti populaire chrétien.

APRA : Alliance populaire révolutionnaire américaine (formation traditionnelle de la bourgeoisie nationale, le parti de Haya de la Torre).

FOCEP : Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire.

UDP : Union démocratique et populaire.

PSR : Parti socialiste révolutionnaire (formation qui se réclame de Vélasquez Alavarado).

IU : Izquierda unida (gauche unie), coalition de partis se réclamant de la classe ouvrière, dont le PC péruvien, et de certaines formations bourgeoises.

PUM : Parti d'unité mariatéguiste, du nom de l'un des fondateurs du PC péruvien.

SUTEP : Syndicat unitaire des travailleurs de l'enseignement du Pérou.

LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES EN ARGENTINE !

Le procès des militaires argentins, qui ont gouverné le pays de 1976 à 1983, a commencé à faire apparaître aux yeux de l'opinion mondiale, la tragique dimension des crimes commis par la dictature, au nom

d'une soi disant « guerre contre la subversion ».

Des milliers d'assassinats, de tortures et persécutions ont profondément marqué le peuple argentin, attaquant sans discrimina-

tions enfants, mères, étudiants et travailleurs qui ont osé lutter pour la démocratie, pour la dignité nationale, contre l'oligarchie et l'impérialisme.

S'unissant à ses frères latino-américains, qui sont en train de jeter une à une les tyrannies à bas, le peuple argentin, qui a dit assez à la série d'horreurs réalisées par la dictature militaire, exige plus que jamais justice.

Et il ne peut y avoir ni justice, ni démocratie si les criminels de plus de 30 000 citoyens détenus-disparus restent impunis.

Le peuple argentin a compris cette réalité et il est en train d'exiger que les criminels soient condamnés ; la justice, pour s'imposer, doit aller plus loin, en châtiant tous les responsables des disparitions et atrocités qui sont encore en liberté.

Cette impunité, le peuple ne peut la comprendre, tout comme il ne comprend pas l'existence de 18 prisonniers politiques, parmi lesquels, Mario Eduardo Firmenich et Obregon Cano.

Nous, partie intégrante du peuple travailleur, savons faire la distinction entre les bourreaux et leurs victimes. Nous considérons que ces camarades ne doivent pas être identifiés aux militaires qui ont violenté le peuple, foulé aux pieds les libertés et remis la nation entre les mains des banquiers internationaux. De même que nous ne pensons pas qu'il serait juste de rendre responsable et de condamner un peuple, ses militants et martyrs de s'être dressés contre le pillage de l'impérialisme et de ses agents locaux, les grands propriétaires terriens et les banquiers.

Les organisations trotskystes réunies dans la II^e Conférence des sections latino-américaines de la IV^e Internationale (CIR), qui a compté avec la fraternelle participation du PT péruvien, déclarent qu'elles sont

prêtes à aider à la conquête de la liberté pour tous les prisonniers politiques d'Argentine, en se joignant, dans chaque pays, aux efforts des travailleurs et du peuple argentins qui, par leur mobilisation avec à leur tête les Mères de la Place de Mai, symbole de la lutte sans faille pour l'apparition de leurs enfants, exigent un nouveau Nuremberg, c'est-à-dire que soient jugés et châtiés tous les responsables du génocide et de la destruction nationale.

Les participants à la II^e Conférence réaffirment :

— Pour le jugement et le châtiement de tous les responsables. Non à l'amnistie des militaires !

— Liberté pour Mario Eduardo Firmenich et Obregon Cano !

— Pour la fin de la persécution politique envers les militants populaires !

— Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !

Sur la base de cette résolution, les organisations ici présentes s'engagent à mener une campagne de signatures pour la libération de Mario Eduardo Firmenich, Obregon Cano, et les autres prisonniers politiques, d'organisations politiques, syndicales, des droits de l'homme et de personnalités, et de les envoyer au Président de la République argentine, Raul Alfonsin ; au ministre de l'Intérieur, D^r Antonio Troccoli ; à la Cour Suprême de Justice ; aux journaux argentins (Clarín, La Voz y la Razon) ; et copies de celles-ci à la Commission péroniste des Droits de l'Homme et à Mario Eduardo Firmenich, à la Revista Latinoamericana, Calle Brasil, 1682, Capital Federal, BUENOS AIRES, REPUBLIQUE ARGENTINE.

Approuvé à l'unanimité
plus le vote fraternel du PT du Pérou
7 juin 1985

INFORMATIONS OUVRIERES

tribune libre de la lutte des classes
organe central du Parti communiste internationaliste
(parution toutes les semaines)



BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM, Prénom (une case d'espace entre les deux)

N° (rue, bd, av., etc.)

nom de la voie

Code postal

Ville

Cocher la durée 10 numéros : 50 F 20 numéros : 100 F 1 an : 200 F

Pour le réabonnement indiquer le n° d'abonnement 1 an sous plis clos : 300 F

Joindre le règlement à l'ordre d'Informations ouvrières 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris
CCP 21 831 73 Paris

*Le PCI combat pour
un parti des travailleurs*

JE REJOINS LE PCI



**Je désire prendre contact avec la cellule du PCI de mon entreprise, de
ma localité, de mon école, de mon lycée**

Nom, prénom :

Adresse :

..... **Tél. :**

Entreprise :

Bulletin à remettre à un militant de votre connaissance, ou à retourner à : PCI, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

HOMMAGE A LEON TROTSKY ET A LEON SEDOV

LE 21 août 1985, le PCI appelait à un rassemblement au cimetière de Thiais, devant la tombe de Léon Sédov. Nous reproduisons ici le discours prononcé à cette occasion par le camarade F. Forgue, au nom du comité central du PCI.

Chers camarades,

Il y a 45 ans, jour pour jour, le 21 août 1940, le cœur de Léon Trotsky cessait de battre. L'agent de Staline, Ramon Mercader, lui avait porté le coup mortel.

Cette fois — car ce n'était pas la première tentative — Staline et ses tueurs avaient réussi : l'assassinat avait été pour eux, pour les ennemis de la révolution prolétarienne, le seul moyen de faire cesser l'activité du militant révolutionnaire Léon Trotsky, du compagnon de Lénine et dirigeant de la Révolution d'Octobre, du créateur de l'Armée Rouge, du fondateur de la 4^e Internationale. Rien en effet n'avait pu le faire céder et pourtant les épreuves les plus terribles ne lui avaient pas été épargnées : et parmi celles-ci, la plus cruelle sans doute, l'assassinat par les agents de Staline à Paris, en février 1938, de son fils Léon Sedov.

Le Parti communiste internationaliste vous a appelé à vous rassembler ici pour associer dans un même hommage les camarades Léon Trotsky et Léon Sedov. Pas seulement parce que le fils tomba sous les coups des mêmes assassins que le père : dans l'article qu'il écrivait au lendemain de la mort de Léon Sedov, Trotsky parle de lui comme du fils, de l'ami, du militant.

Le militant en effet. Léon Sedov fut l'un des principaux organisateurs du combat pour la 4^e Internationale, pour la construction de nouveaux partis révolutionnaires, pour l'unité des rangs de la classe ouvrière contre la réaction et le fascisme à qui la livrait la trahison stalinienne. Il menait ce combat dans des conditions incroyablement difficiles, conditions que nous avons peine à imaginer aujourd'hui. Leon Sedov fut l'un des principaux animateurs de la campagne contre les procès de Moscou et de son activité sur ce terrain, Léon Trotsky disait « sans lui, je n'aurai pu accomplir même la moitié du travail ».

Je disais qu'il était difficile pour nous, dans les conditions de militantisme qui sont aujourd'hui les nôtres, de réaliser celles dans lesquelles combattaient Léon Trotsky, Léon Sedov et tous ceux qui répondirent alors à leur appel.

Il ne s'agit pas que des écrasantes difficultés matérielles, des efforts pour faire face à des tâches immenses avec des moyens dérisoires. Il s'agit avant tout des conditions politiques dans la lutte des classes. Ce qui rythme ces années qui, inexorablement, conduisent à la seconde guerre mondiale, ce sont les défaites de la classe ouvrière dont avant tout la trahison stalinienne est responsable, l'écrasement de la révolution espagnole, la liquidation en URSS, par milliers et par milliers de tous ceux qui constituent un lien vivant avec la Révolution d'Octobre,

l'extermination systématique de ceux qui ne cèdent pas, les trotskystes, l'abomination des procès de Moscou... Lorsque Léon Sedov, après et avec bien d'autres — des militants de la 4^e Internationale, du POUM d'Espagne, des anarchistes, des socialistes, des syndicalistes révolutionnaires — est assassiné, c'est l'heure où le mensonge apparaît triomphant.

Et quand Trotsky tombe à son tour, c'est alors que le nazisme étend sa domination sur la plus grande partie de l'Europe, qu'Hitler et Staline viennent ensemble de dépecer la Pologne et que Staline et la couche contre-révolutionnaire qu'il représente préparent les conditions de l'assaut contre tout ce qui subsiste de ce qui a été acquis par la révolution russe.

Aujourd'hui, au contraire, c'est presque devenu une banalité que de constater que ce ne sont pas les plans du prétendu « stratège génial », en réalité le fossoyeur de la révolution, mais la volonté des peuples travailleurs d'URSS qui a fait échec à l'invasion nazie.

Constatation généralement admise comme l'est aujourd'hui le fait que la figure de Léon Trotsky est l'une de celles qui dominent le 20^e siècle, que le nom de Léon Trotsky s'impose comme celui de l'un des plus grands représentants du combat de la classe ouvrière pour son émancipation ? Qui ose nier le rôle de Trotsky dans la révolution d'Octobre ? Qui ose même nier que ce soit sur l'ordre de Staline que l'assassinat de Trotsky a été perpétré ?

La vérité s'est frayée son chemin mais pas automatiquement. Elle s'est imposée au travers du combat de la classe ouvrière elle-même et de la permanence, dans ce combat, de l'intervention organisée des révolutionnaires.

Il a fallu que la continuité révolutionnaire préservée par Léon Trotsky soit maintenue au travers de l'action de tous ceux qui, dans les années de la seconde guerre mondiale et ensuite s'engagèrent dans le combat pour la construction de la 4^e Internationale.

A ce sujet, je ferai une brève citation. Encore une fois, on peut avoir l'impression aujourd'hui que le contenu de cette citation est évident. Ce n'était certes pas le cas quand ces phrases furent prononcées, le 28 août 1940, une semaine après l'assassinat de Trotsky. Dans un meeting tenu à New York, le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, l'un des fondateurs du Parti Communiste des Etats-Unis et l'un des premiers responsables de l'Internationale Communiste à avoir rejoint le combat de Léon Trotsky déclarait :

« Dans l'époque terrible que nous vivons, bien des choses disparaîtront. Staline et Hitler, et Roosevelt et Churchill et tous les mensonges, toute l'injustice et toute l'hypocrisie qu'ils incarnent disparaîtront dans le sang et le feu. Mais l'esprit de l'homme communiste que le camarade Trotsky incarnait ne disparaîtra pas. Nous ne sommes pas seuls. Trotsky a formé des cadres dans plus de trente pays. Ils sont profondément convaincus de leur droit à la victoire ».

Ces phrases prononcées dans la forteresse de l'impérialisme, dans l'une des années les plus sombres de l'histoire de l'humanité, éclairent ce que fut alors le combat des révolutionnaires aux Etats-Unis comme en Angleterre ou en Amérique latine, en Asie et dans les pays d'Europe soumis à la domination nazie. Rappelons ici la mémoire de notre camarade Marcel Hic, dirigeant de la section française de la 4^e Internationale, l'un de ceux qui tombèrent sous les coups de la répression nazie. C'est avant tout comme l'organisateur d'actions de fraternisation avec les soldats allemands, ouvriers sous l'uniforme, qu'il fut la cible de la répression.

Ce combat, les organisations de la 4^e Internationale le menèrent partout où elles étaient présentes. Ce fut le cas, par exemple, en Bulgarie où le camarade Gatchev que nous avons eu l'honneur et la joie de recevoir en France il y a quelques mois, fondateur du Parti communiste bulgare, puis de l'opposition de gauche, emprisonné et condamné à mort par le régime réactionnaire bulgare, réorganisait la résistance ouvrière face à l'oppression nazie, avant d'être à nouveau emprisonné, cette fois par le régime stalinien.

Camarades,

Il est donc difficile aujourd'hui d'ignorer la place occupée par Léon Trotsky. Mais beaucoup qui sont contraints de la reconnaître — souvent du bout des lèvres — voudraient faire oublier ce que Trotsky lui-même expliquait à savoir que ce qu'il y avait de plus important dans toute son activité, c'était son combat pour la construction d'une nouvelle Internationale, la 4^e Internationale, que l'apport le plus marquant de toute sa vie c'était son irremplaçable contribution à ce combat : **« Je crois que le travail que je fais en ce moment malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile... »**.

Aussi, ce qui marque aujourd'hui notre fidélité à la mémoire de Léon Trotsky, à ses enseignements, ce qui donne tout son sens à cette commémoration, ce qui en fait un acte militant, ce sont les pas pratiques que nous nous efforçons d'accomplir pour reconstruire la 4^e Internationale, pour aider dans chaque pays, par la constitution de partis ouvriers dignes de ce nom, la classe ouvrière à réaliser son émancipation.

Nous le faisons, nous l'avons souligné dans des conditions profondément différentes de celles dans lesquelles Trotsky, Sedov et leurs camarades devaient agir. Des conditions différentes parce qu'elles ont été profondément modifiées par l'action des masses exploitées et opprimées elles-mêmes comme Trotsky a sans cesse expliqué et répété qu'elles le seraient. Un demi siècle de lutte des classes à l'échelle internationale a prouvé et prouve que la phrase qui est au cœur du programme de fondation de la 4^e Internationale « les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils » n'est pas une simple proclamation mais cristallise la réalité de notre époque.

Ce qui n'était, dans les années précédant la seconde guerre mondiale, qu'une conclusion théorique découlant de l'analyse de la dégénérescence de l'URSS faite par Léon Trotsky, la nécessité de la révolution politique pour détruire l'appareil d'oppression de la bureaucratie usurpatrice, est devenu une réalité vivante dans l'action de millions d'hommes...

L'insurrection de Berlin-Est en juin 1953, le soulèvement révolutionnaire des travailleurs polonais en 1956, la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 jalonnent ce mouvement qui s'affirme à nouveau en Tchécoslovaquie en 1968 dans la montée vers la révolution politique, stoppée il y a 17 ans par l'intervention militaire des forces de la bureaucratie, mouvement que l'on retrouve amplifié, approfondi dans les luttes révolutionnaires des travailleurs et des peuples de Pologne depuis 1980, dans la constitution du syndicat indépendant « Solidarité », dans la résistance indomptable des ouvriers polonais rassemblés autour de leur organisation malgré la violence et la répression.

Il ne s'agit pas ici d'évoquer la situation internationale et d'ailleurs la simple énumération des mouvements de la classe ouvrière dans différents pays, des crises,

de ce que la presse appelle les « points chauds » prendrait beaucoup trop de temps.

Qu'il suffise de dire que les événements qui aujourd'hui bouleversent l'Afrique du Sud ont une immense portée pas seulement pour le continent africain, mais à l'échelle internationale. Ils sont révélateurs de ce qu'est la situation mondiale et en même temps ils menacent d'ébranler tout le vieux monde de l'exploitation et de l'oppression. Les « grands » de ce monde là, Reagan le représentant de l'impérialisme le plus puissant et Gorbatchev, le successeur de Staline peuvent proposer mais ils ne disposent pas de la volonté des peuples : tout l'équilibre dans lequel s'inscrit leur coopération est menacé par ce soulèvement du peuple noir d'Afrique du Sud pour qui la conquête des droits démocratiques les plus élémentaires implique la destruction de fond en comble de l'état fondé sur le système infâme de l'apartheid.

Et de cette situation internationale, la France n'est certes pas absente. Comme le dit la récente déclaration du bureau politique du Parti communiste internationaliste, ce qui se fait entendre en cette rentrée 85 « ce sont les premiers grondements annonçant le recours que les capitalistes et le gouvernement imposent à tous : la grève générale dans l'unité des travailleurs et de leurs organisations ».

C'est ainsi que pour se donner les moyens d'enrayer la politique de régression sociale que le profit capitaliste exige et que le gouvernement met en œuvre, les travailleurs qui en 1981 ont infligé une défaite à la bourgeoisie et à ses partis, sont de plus en plus nombreux à conclure, qu'il leur faut un autre parti que ceux qui ont bafoué le mandat qui leur avait été donné, un parti qui dit ce qu'il fait et fait ce qu'il dit, un parti fidèle aux seuls intérêts des travailleurs, un authentique parti ouvrier.

Le Parti communiste internationaliste, parce qu'il est fidèle aux enseignements de Trotsky, engage toutes ses forces dans cette bataille. Convaincu que le programme de la 4^e Internationale, vérifié par cinquante ans de lutte du prolétariat mondial, est la base sur laquelle se reconstruira l'Internationale ouvrière comme instrument de la victoire, il mène ce combat sans réserves, à égalité et dans le cadre de la discussion démocratique avec tous les militants, tous les travailleurs qui sont prêts à s'y associer.

Cette bataille pour la constitution d'un parti des travailleurs, le PCI la mène en la liant à ses tâches de solidarité internationaliste qu'il s'agisse de la défense de la révolution nicaraguayenne ou de la lutte révolutionnaire du peuple du Salvador contre l'impérialisme, de la défense des prisonniers politiques en Pologne et en Tchécoslovaquie, de la solidarité avec les travailleurs noirs d'Afrique du Sud.

Comme le disait James P. Cannon dans les journées tragiques suivant l'assassinat de Trotsky, « nous sommes convaincus de notre droit à la victoire », car c'est de la victoire des exploités, des travailleurs qu'il s'agit. Mais ce droit à la victoire que nous donne la classe ouvrière par son combat émancipateur, nous dicte notre devoir : celui d'accomplir les tâches que nous imposent la phase présente du combat pour la construction du parti révolutionnaire dans ce pays.

La première de ces tâches, aujourd'hui même, c'est de ne pas laisser tomber l'oubli sur les prisonniers politiques de Tchécoslovaquie. Il y aura dix-sept ans demain que les forces armées de la bureaucratie envahissaient la Tchécoslovaquie.

Ce soir, tous ceux qui sont ici auront à cœur de se joindre à la délégation qui se rendra à l'ambassade pour y exiger la libération des prisonniers politiques de Tchécoslovaquie.

LA VÉRITÉ

**Revue théorique du comité central
du PCI**

Paraît tous les trimestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
La Vérité,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

TRIBUNE INTERNATIONALE

**Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre,
en alternance avec *La Vérité***

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Tribune internationale,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

de ce que la presse appelle « les élections »... beaucoup trop de temps.

Qu'il suffise de dire que l'Afrique du Sud ont une immense majorité... Révolution internationale... du P.C.I. Pour tous les continents... l'impérialisme le plus... proposer mais le pas... dans lequel s'inscrit leur coopération... noir d'Afrique du Sud pour qui le... FRANCE : en novembre la... système d'apartheid.

Et de cette situation internationale... dit la récente déclaration du... Révolution internationale... par ouvert : 80 F... par terme : 120 F... C'est ainsi que pour se... sociale par le travail... Cédex en mandat à l'ordre de... La Vérité... 87, rue du Faubourg-Saint-Denis... 75010 Paris

Le Parti communiste internationaliste, tel qu'il est...

Le programme... TRIBUNE INTERNATIONALE... Journal politique de « IV^e internationale... (Centre international de reconstruction) »... Paris deux fois par trimestre... en alternance avec LA VÉRITÉ... FRANCE : en novembre la... Tchécoslovaquie.

Comme le disait James P. Cannon... « nous sommes convaincus... victoire », car... nous dictent... notre devoir : celui d'accomplir les tâches... du combat pour la construction du... FRANCE : en novembre la... par ouvert : 100 F... par terme : 120 F

La première de ces tâches, aujourd'hui... l'oubli sur les prisonniers politiques de Tchécoslovaquie. Il y aura dix sept ans... demain que les forces armées de la... Tchécoslovaquie. Cédex en mandat à l'ordre de... Tribune internationale... 87, rue du Faubourg-Saint-Denis... 75010 Paris

Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,
Christian FOSTIER, Pierre RAPHAEL, Jorge ADAMASTOR

IMP. ABEXPRESS - 847.71.21



Commission paritaire : n° 66926